

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



QUAND LE PEUPLE FAIT VACILLER LE POUVOIR



TABLE DES MATIÈRES

3. Edito.

TERRAINS DE LUTTE

- 4. Motion sur l'antisémitisme FA. 77e congrès
- 5. Motion sur le Service national universel FA. 77e congrès
- 6. Non à l'uniforme et au conforme !
- 8. Blanquer, pourvoyeur de fonds !
- 8. Quel merveilleux moment !
- 10. Mieux vaut être riche et en bonne santé que pauvre et malade
- 11. La crise des urgences
- 13. Retraité.e.s : ni fragiles ni sages
- 14. Namur fait de la résistance. Il faut sauver les arbres du parc Léopold
- 16. Souvenirs d'une année de luttes à Marseille
- 17. Marseille : de vieux bâtiments s'effondrent
- 21. Naissance de la "communauté technocritique"
- 24. anarchisme et pratiques

(A)NTRE ANAR

HISTOIRE

- 27. Quelques mots en guise d'introduction au texte qui suivra...
- 27. L'utopie en exil. De la mort de Franco au moment actuel
- 30. Mai 1937, Contre révolution stalinienne à Barcelone
- 35. Berlin 1953. L'insurrection oubliée
- 37. Computer GRRRLS

PASSE-PORTS

- 40. Valls, le sauveur suprême

REFLEXIONS

- 41. Les Patriotes s'attaquent à la mauvaise herbe
- 43. FaceBook fait sa monnaie entre "amis" : LIBRA
- 46. LIBRA : Les libertariens attaquent les États
- 48. Un boulot de clic
- 49. Un peuple, ça n'existe pas, ça n'existe pas
- 53. L'état d'hébétude
- 54. Chaque règle concerne la cordée mais pas seulement
- 58. La cage aux enfants

DOSSIER DU MOIS : Luites populaires

- 61. G.J.
- 62. Justice spécial "Gilets jaunes"
- 63. Qu'est-ce que nous voulons ?
- 64. Comment Rouvikonas passa le Rubicon
- 68. Les zapatistes et le gouvernement "de gauche" : Pourquoi tant de haine ?
- 73. Le choix palestinien de la non-violence

- 75. Avant-garde, lutte armée et processus de paix !
- 77. Cent mille coups d'épingle tue plus sûrement... qu'un coup de massue !
- 78. La révolution de juin en Allemagne centrale et orientale
- 82. La lutte ou la barbarie
- Planète : ultime lutte sociale ou réconciliation

(IN)CULTURES

DES LIVRES POUR CET ÉTÉ

- 87. Mémoires d'un anarchiste. Romolo Garbati...
- 88. Antimilitaristes anarchistes non-violents...
- 89. Les En-dehors
- 90. le féminisme dans la récente édition documentaire jeunesse
- 92. Peuple et culture. penser et agir en commun...
- 93. Le ML a reçu; le ML a lu, le ML a aimé

MUSIQUE ET PAROLES

- 96. Nigra Safo, le temps d'une rencontre.
- 97. Maya, une voix

THÉÂTRE

- 98. An Irish history, une histoire irlandaise

EXPOSITION

- 99. Félix Fénéon, un Anarartiste collectionneur
- 101. Félix Fénéon : critique, collectionneur et anarchiste

102. Les nouveautés de Publico

4e de couv. Affiche pour une rencontre à ne pas manquer

Sans oublier, au centre de ce numéro double du Monde libertaire, un **portfolio regroupant tous les envois reçus de nos illustratrices z'et illustrateurs depuis l'été dernier.** Milles mercis et chapeau bas.

Et merci à Denis Lopatin pour la couverture de ce numéro ainsi que pour le savoureux Mark Zuckenberg de la page 44 !

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

le Monde libertaire mensuel
BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

Abonnement standard : 11,75 €/trimestre
Abonnement de soutien : 21,25 €/trimestre
Abonnement réduit : 6,00 €/trimestre

Bulletin à retourner complète à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amélot - 75011 Paris

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM
Réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs-chômeuses.
Demandez pour les détails.

Abonnement à durée libre
la solution facile et économique !

- Standard 11,75 €/trimestre
- De soutien 21,25 €/trimestre
- Réduit 6,00 €/trimestre

> Vous recevez tous les numéros du Monde Libertaire à prix préférentiel

> Votre règlement est automatique et facile à modifier

> Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

UN AN :
11 numéros + suppléments

Le magazine chez vous et l'abonnement en ligne

- Abonnement standard 47 €
- Abonnement + soutien 86 €
- Sans soutien (abonnement) 34 €
- Diverses

Un an numérique uniquement
11 numéros en PDF à télécharger sur votre site

- Abonnement standard 24 €
- Abonnement + soutien 42 €

ETRANGER
Pour les abonnements dans l'étranger, merci de choisir le règlement par chèque international. Merci d'inscrire les lettres sur les lettres accompagnées de votre règlement sur les chèques (voir liste France).

Union Européenne & Suisse :

- Abonnement standard 36 €
- Abonnement + soutien 122 €

Reste du monde :

- Abonnement standard 110 €
- Abonnement + soutien 149 €

Autorisation de prélèvement automatique pour nos abonnés au Monde Libertaire (abonnement à durée libre uniquement)

Un chèque international doit être envoyé à l'étranger et le service de prélèvement peut être géré par le service de paiement en ligne de votre banque.

11,75 €/trimestre (abonnement mensuel)

21,25 €/trimestre (abonnement de soutien)

6 €/trimestre (sans soutien)

Mon règlement mensuel :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

Note : l'avis doit être signé et accompagné d'un mandat, ainsi d'un justificatif de domicile au moment de votre inscription.

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMÉLOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 14 51 94

Date et signature obligatoires :

Important : merci de garder un autre exemplaire de votre bulletin de votre abonnement. Il y en a un en plus dans votre bulletin.

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Annereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépôt légal 44145 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205

Éditorial

«The revolution will not be televised »

La révolte ne répondra jamais aux ordres d'un metteur en scène éclairé, d'une avant-garde tout aussi éclairée ou du tutoriel « La révolution pour les nuls ». Spontanée, la révolte Camarade ! « **The revolution will be no re-run brothers; the revolution will be live** »*.

Spontanée, la révolte comme ces fleurs qui sortent dans le désert à la première pluie. Elles étaient là, attendant la goutte d'eau qui allait... Vous connaissez la fin de l'expression. On négligera le rôle de cette dernière goutte d'eau qui... Parce la révolte aura emmagasiné toutes les gouttes nécessaires. Lesquelles ? Pas de catalogue.

Révolte ou révolution ? Révolte face à une situation qui est ou devient insupportable. Les êtres humains ont, de tous temps, montré leur capacité à lutter collectivement mais également individuellement contre les injustices. En ce début de XXI^e siècle, les raisons ne manquent pas, les énumérer serait inutile.

Se contenter de dire non ? Surement pas.

Se révolter sans avancer des revendications pour mettre fin définitivement à ce que l'on trouve injuste nous condamne au retour rapide de l'injuste.

Alors la révolte peut se muer en révolution. Les révolutionnaires tenteront de remplacer un ancien système oppresseur et injuste contre un nouveau... Se méfier des avant-gardes éclairées car elles chercheront certainement à prendre la tête du nouveau système...

Se rappeler qu'une révolution est la trajectoire d'un astre avant de revenir à son point de départ, ou presque...

1789 a préparé le lit de Napoléon, La Révolution russe a accouché de Staline.

Faut-il alors renoncer à la révolution ? Surement pas, mais préparer le terrain, inlassablement, par la diffusion de ce fichu raisonnement qui nous pousse à croire viable une révolution sociale et libertaire.

Ce temps nécessaire à l'évolution des mentalités, l'aurons-nous ? Il y a urgence sur cette planète alors redoublons d'efforts, de rencontres, d'articles pour ne pas être prêts trop tard.

Prêts à quoi ? A associer rêves et évolution et à connaître enfin cette révolution sociale et libertaire.

Avant de vous laisser vous promener dans ce Monde libertaire aux articles copieux (Sous les pavés les pages ! ...) accordez-moi un court instant pour, au nom du gang du CRML, vous remercier de lire ces lignes et les suivantes, d'être de plus en plus nombreux à nous rejoindre sur le Monde libertaire en ligne ou sur Facebook.

Merci aux autrices et aux auteurs.

Et merci aux illustratrices et illustrateurs à qui nous consacrons un portfolio central.

Passer un bel été et rendez-vous en septembre.

Bernard pour le CRML

* « La Révolution ne sera pas une rediffusion, frères.

La Révolution sera en direct »
extrait de « **The revolution will not be televised** » de Gil Scott Heron



**LE MONDE
LIBERTAIRE.NET**
LE JOURNAL EN LIGNE SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informer de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>

Motion sur l'antisémitisme Fédération anarchiste 78ème Congrès (Amiens juin 2019)

Les chiffres des actes antisémites commis en 2018, et révélés par le ministère de l'Intérieur sont effarants. En un an, les actes recensés sont passés de 311 (en 2017) à 541, soit un bond de 74 %. Pour autant, pour nous anarchistes, il ne s'agit pas d'une « résurgence de l'antisémitisme », parce que celui-ci a toujours été présent au cours de l'histoire et se répand de manière exponentielle aujourd'hui, notamment avec les réseaux sociaux.

L'antisémitisme, visant les Juifs, ou supposés tels, en tant que groupe religieux, ethnique ou racial, n'est pas le seul apanage d'une droite extrême ou se voulant "traditionnelle" ou "nationaliste". Il réapparaît plus fort à chaque crispation identitaire.

De tous temps, de nombreux prétextes ont été utilisés pour justifier l'antisémitisme. Mais l'antisémitisme, en tant qu'une des formes politiques du racisme, culmine lors de la Conférence nazie de Wansee (1942), pour définir les modalités administrative, technique et économique, de la "solution finale de la question juive". L'antisémitisme a également ciblé les Juifs par les purges staliniennes, comme lors du « complot des blouses blanches ».

Après la Seconde guerre mondiale et l'extermination des Juifs, la plupart des militant·es juifs et juives ayant

disparu, s'en est donc suivi un silence lourd de conséquence sur la Shoah, y compris dans les rangs des militant·es anarchistes. Est-ce dû au fait que la Shoah nous questionne profondément en tant qu'êtres humains ?

Toujours est-il que, non seulement l'extrême-droite, mais aussi des éléments issus de l'extrême gauche ont commencé à développer des propos et des positions révisionnistes voire négationnistes sur l'existence même du massacre des Juifs... alors qu'il est aujourd'hui acquis par les historien·nes qu'entre 5,5 et 6,5 millions d'entre eux ont disparu durant ce génocide. L'antisionisme est une autre question. Il est donc important de mobiliser toutes nos forces pour combattre tous propos ou actes antisémites et de bien les dissocier de l'antisionisme. L'ignorance de ces faits alimente le négationnisme et le révisionnisme.

Les anarchistes ne traitent pas le nationalisme de L'État israélien autrement que n'importe quel nationalisme.

L'État israélien est pour nous un État parmi tant d'autres, qui développe aujourd'hui une politique raciste, colonialiste et sous pression religieuse.

Nous continuerons à soutenir les Anarchistes contre le mur en Israël, tout comme les objecteurs·trices israélien·nes, de même nous soutenons

la lutte de la population palestinienne opprimée, et ce parce que directement au cœur des combats pour la liberté de chacun·e.

Car nous avons bien conscience que la création de L'État israélien confirme la thèse anarchiste que la création d'un État ne peut se faire que dans la violence. Nous avons cependant également conscience que, se dire anti-impérialiste ne suffit pas à se prémunir contre l'antisémitisme.

Aussi, en tant qu'anarchistes contre toutes les formes de discriminations et d'oppressions, nous continuerons à lutter contre l'antisémitisme, et à combattre toutes les formes de racisme, notamment à l'encontre des migrant·es, des réfugié·es et des exilé·es, activement dans la rue, mais aussi en renforçant nos moyens de diffusion (le Monde libertaire, Radio libertaire, Éditions du Monde libertaire, tracts, conférences, cycles de formation, etc.) par des argumentaires et des recherches historiques.

Le racisme et l'antisémitisme sont des armes de ceux et celles qui cherchent à diviser pour dominer. Nous les combattons pied à pied.

Fédération anarchiste

Motion sur le Service national universel

Fédération anarchiste

NON, le Service national universel ne passera pas !

Dès leur origine, les États se sont construits sur la constitution de forces armées ; l'encadrement de leur population et le pillage des peuples environnants.

Depuis 1995, les armées françaises ont été engagées dans 106 OPEX (Opérations extérieures) telles « Serval » au Mali et « Barkhane » au Sahel. Mais il y a aussi les « ennemis de l'intérieur », et les OPINT (Opérations intérieures) habituent les populations à côtoyer régulièrement des soldats armés, par exemple avec « Vigipirate » et « Sentinelle ».

La « fabrique du consentement » de l'État commence par le lavage des jeunes cerveaux : « *La culture de défense et de sécurité nationale est inscrite dans le socle commun de connaissances et de compétences que les élèves doivent acquérir pendant leur scolarité à l'école, au collège et au lycée* », Ministère de l'Éducation nationale, 2015.

En 2018, Macron promet « *un service national de durée courte, obligatoire et universel encadré par les armées et la Gendarmerie nationale* » et nomme un groupe de travail présidé par le général Menaouine, avec pour objectif d'« *inculquer aux jeunes la discipline, l'autorité, les priorités stratégiques de la France* », ajoutant que « *ce service na-*

tional servira en cas de crise à disposer d'un réservoir complémentaire de la Garde nationale ».

Pour rappel, le SNU ou semblant de SNU était proposé par tout l'échiquier politique aux dernières présidentielles.

Dès juin 2019, 3 000 filles et garçons « volontaires » de 13 départements « pilotes », âgé de 15 à 16 ans sont destinés à être incorporés pendant 1 mois, dont 15 jours encasernés en uniforme, réveillés à 6 H 30 avec lever des couleurs et hymne national. Les 180 « encadrants » ont été formés à l'École militaire de Saint-Cyr Coëtquidan.

Une deuxième « fournée » de 40 000 jeunes est prévue en 2020, avec la perspective d'obliger toute une classe d'âge (800 000 adolescents) à suivre 2 séjours de 15 jours autour de 16 ans.

Il est également précisé que, jusqu'à 25 ans, « *s'il le souhaite, l'appelé pourra poursuivre son engagement en devenant cadet de la Sécurité civile, volontaire dans les Armées, les associations...* ». Pour une période de 3 à 12 mois : endoctriné.e.s pour devenir une main d'œuvre docile, bon marché, sans droits sociaux, ils et elles seraient ainsi préparés à la précarité et d'autre part, l'armée y gagnerait de nouvelles recrues.

Depuis Georges Darien envoyé à Biribi pour insoumission, le groupe

« Anarchisme et Non violence » s'opposant à la guerre d'Algérie, Louis Lecoq en grève de la faim pour le droit à l'objection de conscience, les anarchistes se sont toujours battus contre la militarisation des corps et des esprits, symbolisée par les 5 protocoles « Défense – Éducation nationale », depuis les deux premiers, Hernu-Savary en 1982 et Chevènement-Jospin en 1989.

C'est dans la continuité de ces luttes que la Fédération anarchiste combat l'importante aggravation que représente le Service national universel.

Par l'information auprès des jeunes et des parents, par diverses actions décentralisées, en lien avec associations et syndicats refusant cette vaste entreprise d'embrigadement nationaliste et patriotique, la Fédération anarchiste fera tout pour enterrer le SNU.

Fédération anarchiste

Non à l'uniforme et au conforme !

Depuis l'origine, l'embrigadement nationaliste et patriotique dès le plus jeune âge est une préoccupation essentielle de tous les États.

Détournements de mineurs

Charles de Fraycinet, délégué à la guerre en 1870, aspire à la revanche et instaure en tant que chef du gouvernement les « bataillons scolaires » en 1882, avec une préparation militaire : exercices physiques, chants patriotiques, initiation aux défilés.

Un siècle plus tard, Charles Hernu, reste inspiré par son incorporation à l'âge de 20 ans dans les « Chantiers de Jeunesse », créés par Pétain en juillet 1940. Ses responsabilités en 1944 de délégué de la « Propagande ouvrière » pour le départe-



ment de l'Isère lui vaudront plus tard un article titré « Veni Vidi Vichy ». Ministre de la Défense de François Mitterrand en juillet 1982, il affirme martialement : « Il faut arriver à l'armée préparés par l'école, le lycée et l'Université. Il faut une symbiose avec l'Éducation nationale : améliorer l'information des jeunes gens et des jeunes filles sur les nécessités de la défense, mais aussi cesser de voir dans les manuels scolaires des pas-

sages scandaleusement antimilitaristes. »

En septembre 1982, il est à l'initiative du premier protocole « Défense – Éducation nationale » qu'il contresigne avec Alain Savary : « *Rapprocher les communautés enseignante et militaire et développer l'esprit et la culture de défense* ». Est proposée la mise en place de « trinômes académiques » décentralisés, chargés de la formation des formateurs : académie-autorité militaire territoriale-IHEDN (Institut des hautes études de la Défense nationale).

En 1988, Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'État à l'Enseignement, s'en félicite : « *L'esprit de défense est inséparable de la formation des citoyens. La formation des formateurs dans chaque académie devra former à l'esprit de défense les personnels de l'Éducation nationale.* »

Écoles, protocoles et « esprit de défense »

Les protocoles vont se succéder sous gouvernements de gauche et de droite pour en améliorer l'efficacité et le périmètre :

En janvier 1989, Chevènement et Jospin cosignent la création dans chaque académie :

- dans les IUFM pour les futurs professeurs, une formation initiale sur l'esprit de défense (militaire, civile, culturelle),
- pour les responsables (inspecteurs d'académie, chef d'établissement, professeur d'histoire, conseiller d'éducation), une formation de perfectionnement.

En avril 1995, Bayrou et Léotard s'associent pour mettre en place une « Commission nationale Éducation nationale-Défense » chargée de suivre les résultats obtenus. Elle inspire une loi sur le Service national qui institue en octobre 1997 un « parcours de citoyenneté » pour garçons et filles :

- Recensement à 16 ans,
- Préparation à la défense entre 16 et 18 ans,
- Volontariat militaire entre 18 et 26 ans.

À la rentrée 1988, le bulletin officiel de l'Éducation nationale décrète l'enseignement obligatoire de la défense nationale dans le secondaire.

Le directeur de l'enseignement scolaire au Ministère de l'Éducation nationale s'adresse aux trinômes académiques : « *Il convient aux 3 partenaires de déterminer ensemble, à l'attention des enseignants, les formes les plus appropriées d'une approche dynamique des questions de défense* ».

En janvier 2007, c'est au tour de Michèle Alliot-Marie et Gilles de Robien d'étendre le protocole à des coopérations en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Non à l'armée à l'école, mais aussi en deçà et par-delà nos frontières

Après les attentats de 2015, l'État appelle à une « grande mobilisation de l'école pour faire vivre les valeurs de la République ».

En mai 2016, Jean-Yves le Drian et Najat Vallaud-Belkacem appellent en renfort Stéphane Le Foll pour parapher le 5ème protocole, le Ministre de l'Agriculture intégrant les 190 000 élèves de l'enseignement agricole : « *L'action conjuguée et inédite de ces trois ministères contribue à renforcer le lien entre la jeunesse et la défense, dans un contexte national marqué par la nécessité d'accroître la cohésion républicaine et citoyenne.* »

Cette fois le champ d'intervention s'étend à l'école primaire, pour laquelle « *l'enseignement de défense vise à améliorer la connaissance des missions des militaires et de la Défense par les élèves les plus jeunes. Il vise à faire comprendre que les militaires servent la Nation et que leurs spécificités sont liées à leurs missions dont les objectifs sont arrêtés par le pouvoir politique.* »

Dans le secondaire, à la place des classes vertes, des « classes de Défense » permettent visite de sites militaires et participation aux commémorations avec drapeau national. Des « pratiques pédagogiques

sportives avec les armées » rappellent les « bataillons scolaires » d'antan.

Pour favoriser l'insertion des jeunes (Engage-toi !), particulièrement dans les lycées professionnels et les quartiers « défavorisés », les stages en entreprise peuvent être accomplis dans l'armée, et des élèves-officiers peuvent parrainer des élèves de lycée.

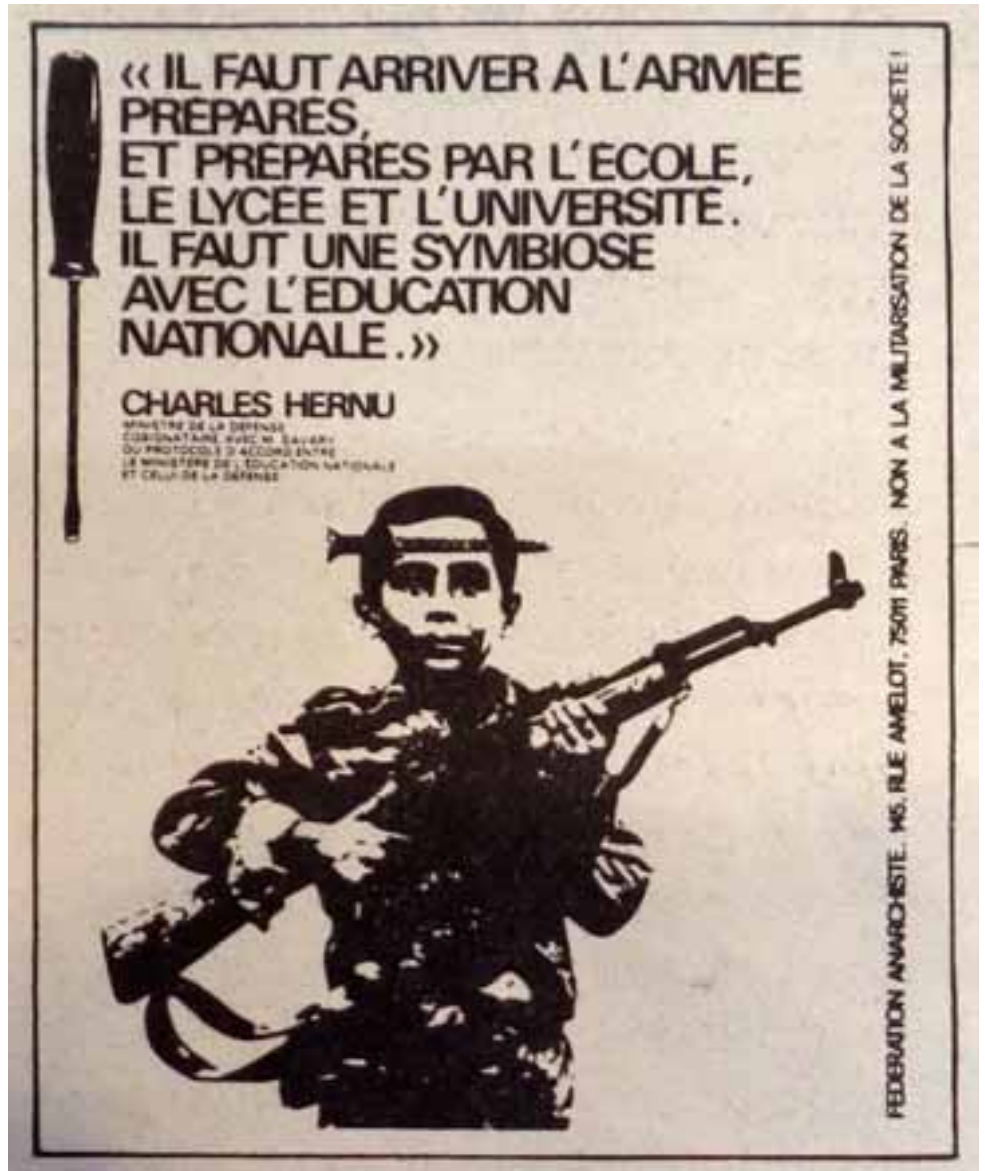
Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, dans de nombreux domaines la coopération avec l'armée doit se développer : géopolitique, intelligence économique, capacités technologiques...

Ainsi toute la jeunesse doit communier avec les actions de l'armée en France et dans le monde : « *Faire percevoir concrètement les intérêts vitaux ou nécessités stratégiques de la Nation, à travers la présence ou les interventions militaires qu'ils justifient ; comprendre le cadre démocratique de l'usage de la Force et de l'exercice de la mission de défense dans l'État républicain.* »

Roman national et Garde nationale

Pour le protocole, la fabrication artificielle d'un « roman national » doit être au service de l'État-Nation, non de la réalité : « *La construction d'une mémoire collective porteuse des valeurs de la République suppose de la distinguer de l'histoire proprement dite, dont la finalité est la recherche de la vérité.* »

Le collectif de Belleville « Non à l'armée à l'école » répondait par avance en 1983 à ces manipulations : « *Un peuple fort aura l'esprit libre et critique, un peuple embrigadé sera toujours faible et à la merci de tous les pouvoirs.* »



Que l'on soit enseignant ou parent, la Charte du Mouvement de l'École moderne (Pédagogie Freinet) d'avril 1968 reste d'actualité :

« *L'éducation est épanouissement et élévation et non accumulation de connaissances, dressage ou mise en condition. Nous sommes opposés à tout endoctrinement. Nous ne prétendons pas définir d'avance ce que sera l'enfant que nous éduquons, nous ne le préparons pas à servir et à cautionner le monde d'aujourd'hui mais à construire la société qui garantira au mieux son épanouissement. Nous nous refusons à plier son esprit à un dogme infaillible et préétabli quel qu'il soit. Nous nous appliquons à faire de nos élèves des adultes conscients et responsables qui bâtissent un monde où seront proscrits la guerre, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'exploitation.* »

Le Service national universel est dans le prolongement de tous ces protocoles, mais Macron y ajoute une précision importante : « *Le service national servira en cas de crise à disposer d'un réservoir supplémentaire de la Garde nationale.* ». C'est en juillet 2016 que François Hollande la reconstitue en regroupant des réservistes des armées, de la police et de la gendarmerie (85 000 personnes en 2018).

Quelle crise sociale craint donc un État qui apparaît de plus en plus régalien (« État dont la principale mission est de faire régner l'ordre par la police, l'armée et la justice ») aux yeux de plus en plus de personnes, et pas seulement des habitants de Bure, des Gilets jaunes et des populations du Sahel ?

Élan noir

Blanquer, pourvoyeur de fonds !

« *La sophistication des écoles est un labyrinthe où souvent l'esprit s'égaré* ». Alexandre Pope, essai sur la critique (1711)

Le projet de loi, qui va rendre l'école obligatoire dès l'âge de 3 ans va porter atteinte à l'égalité entre les citoyens et les citoyennes. Il va encore accentuer les inégalités entre les pauvres et ceux qui auront les moyens de payer des études à leurs enfants, par l'argent. La grande majorité devra se contenter de ce que l'État leur « offre », autrement dit l'ignorance. Le but de ce « casseur » est de se faire le ministre de l'Éducation privée sur le dos de l'Éducation publique. Il explique : « *Sans aller vers des logiques de privatisation, on peut aller vers des logiques de délégation qui permettent d'accomplir mieux le service public en responsabilisant les acteurs...* » Et, le jésuite de préciser sa pensée et sa méthode au cas où on n'aurait pas bien compris : « *Pour commencer en douceur, il faut donner de la liberté à certains territoires...* » Voilà, une déclaration qui est sans ambiguïté. Derrière ces mots qui se veulent inoffensifs, Blanquer veut mettre en concurrence le service public de l'éducation et le service privé, en le finançant...

C'est dans le droit fil de cette déclaration que son projet de loi de rendre l'école obligatoire dès l'âge de 3 ans est programmé. On l'aura compris, avant cette loi 300 000 enfants environ étaient accueillis dans les écoles maternelles privées. Les responsables de ces écoles assuraient l'entretien de leurs locaux, achetaient leurs fournitures et rémunéraient leur personnel sur leurs propres deniers. Grâce à cette loi, le gouvernement va obliger les communes à prendre en charge l'entretien des écoles maternelles et à prendre en charge le personnel ASEM (Agent spécialisé des écoles maternelles), et des ATSEM (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles). De même que l'État devra salarier les per-

sonnels enseignants sur le budget de l'Éducation nationale. Et c'est bien le but de cette manœuvre, car déjà de toutes façons, l'écrasante majorité des enfants de 3 à 6 ans était déjà scolarisée, sa loi n'avait donc aucune nécessité...

La dérive réactionnaire, cul-bénit et obscurantiste du pouvoir et de sa sainteté Macron est bien en marche. Le Journal catholique La Croix ne s'y trompe pas, Il titre, le 28 mars 2018 : « *La maternelle obligatoire, une bonne nouvelle pour l'école privée* » ! C'est très certainement comme cela que Macron, le chanoine de Latran veut restaurer le lien entre l'Église et l'État « *qui a été abîmé* » a-t-il déclaré le 9 avril 2018, lors du Conseil des évêques de France.

En déclarant la scolarité obligatoire à partir de 3 ans, alors qu'elle était de 6 ans, entrée en CP, le gouvernement se singularise par rapport aux autres pays européens comme : la Finlande et la Suède où l'âge de l'enseignement obligatoire à temps plein est de 7 à 16 ans ; la Belgique, où l'âge de l'enseignement obligatoire à temps plein est de 6 à 15 ans ; l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Norvège où l'âge de l'enseignement obligatoire à temps plein est de 6 à 16 ans ; la Grèce et la Pologne où l'âge de l'enseignement obligatoire est de 5 à 15 ans ;

l'Angleterre où l'âge de l'enseignement obligatoire est de 5 à 16 ans ; les Pays-bas où l'âge de l'enseignement obligatoire est de 5 à 18 ans.

« *L'homme n'apprend à se taire qu'à l'école du malheur.* » Sénèque

Il est grand temps d'en finir avec tous ces saboteurs qui enfoncent inexorablement le pays dans le chaos et la plus noire des nuits, en privant le peuple de toute liberté et cela commence par l'école publique qu'ils vident de son contenu... Une fois le décervelage accompli, il est plus aisé de maintenir le peuple sous la domination et l'autorité du patronat et des politicards. Pour cela, il leur faut absolument une école qui contraigne les enfants à se taire, à obéir et surtout pas à maîtriser l'esprit critique. Ce en quoi les écoles privées et confessionnelles excellent. D'où un détournement des fonds publics vers le secteur privé. Mais que les tortionnaires du peuple se méfient car sa longanimité pourrait bien avoir une fin. Il a les moyens de punir ceux qui contribuent sciemment à le maintenir dans un état de dépendance. Il faut toujours compter avec le désespoir...

Justhom (Groupe de Rouen)



Quel merveilleux moment !

« *Le féminisme n'a jamais tué personne. Le machisme tue tous les jours.* »

Benoîte Groult

Je ne résiste pas pas à vous faire partager ce moment inoubliable, car toutes les initiatives sont bonnes pour dénoncer le sort que le capitalisme et les machos qui le dirigent infligent aux femmes dans le monde et bien entendu la France n'en est pas exclue. Il ne faut surtout pas faire la fine bouche. C'est tellement important de goûter notre plaisir ! Et quoi de mieux que lorsque cet événement se passe dans un lieu habituellement occupé par des hommes : un stade de foot.

L'hymne des femmes a été repris par la foule et a raisonné dans le stade...

Quel délicieux moment, d'autant que cet hymne a mis sous le boisseau *La Marseillaise*, ce chant guerrier, violent, nationaliste et pousse au crime, hurlée par des fanatiques et des écervelés... C'est dans ce contexte que ce mardi 11 juin 2019, avant le coup d'envoi, lors du match de foot, de la Coupe du monde (Suède/Chili) qui s'est joué à Rennes, l'hymne des femmes *Debout les femmes*, ainsi que le chant américain pour les droits civiques, ont été entonnés par 600 voix et devant plus de 30 000 personnes. La plupart de ces 600 voix n'avaient jamais mis les pieds dans un stade. *Debout les femmes* a été écrit par des membres du MLF (Mouvement de libération des femmes dans les années 70). Cette chanson est chantée sur l'air du *Chant des marris* ou *Chant des déportés*, composée par des prisonniers de camps de concentration en Allemagne. Voici quelques couplets :

*Nous qui sommes sans passé, les femmes,
Nous n'avons pas d'histoire,
Depuis la nuit des temps, les femmes,
Nous sommes le continent noir.*

*Le temps de la colère, les femmes,
Notre temps est arrivé,*

*Connaissons notre force, les femmes,
Découvrons-nous des milliers !*

*Reconnaissons-nous, les femmes,
Parlons-nous, regardons-nous,
Ensemble, on nous opprime, les femmes,
Ensemble, révoltons-nous !*

Cette initiative a été l'œuvre d'une compagnie rennaise, la chorale *Dicilà*, et pour cela, elle a dû obtenir l'autorisation des élus(es) municipaux et de la FIFA, (Fédération internationale de football association) des organismes qui ne brillent pas par leur ouverture d'esprit, mais plutôt par leur machisme. Comme quoi, il faut être persévérant et que la lutte finit toujours par payer. C'est la preuve également que la lutte est un long combat et qu'il ne faut jamais baisser les bras.

Certes un « but » a été marqué mais la victoire finale sera longue et il y aura des prolongations... D'autant que des mauvais coups, des crocs-en-jambes, des tacles par derrière viennent de toutes parts, y compris de la part de celles qui sont censées tirer dans le même sens et qui se disent les défenseuses de la cause des femmes !

Ce ne sont que des manipulatrices au service du patronat, de cette société qui n'est pas encore débarrassée du patriarcat. Leur but est de créer des illusions pour faire perdurer le capitalisme. A ce propos, je vais reprendre ce que ma camarade Anne-Marie Chartier a écrit au sujet du rôle des femmes de pouvoir : « *Elles jouent le rôle des machos* ». Je vais donc citer quelques unes qui sévissent actuellement dans le gouvernement Philippe, sous la présidence de Jupiter.

Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. Ce titre ronflant est destiné à faire croire que le gouvernement se préoccupe de la cause des femmes. Mais Marlène étincelle par son inefficacité et sa complicité avec la gente masculine.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail.



Elle brille par son inaction. Ce n'est pas avec cette ministre que le sort des femmes va s'améliorer dans le monde du travail. La condition des femmes n'est absolument pas sa priorité. Cette femme patronne fait partie intégrante du système patriarcal.

Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement est la groupie de Macron et de Philippe et pratique la brosse à reluire. Tu es « si bête » Ndiaye, tu pourrais mettre à profit ta position au sein du gouvernement pour agir en faveur de tes sœurs les femmes, plutôt que de te prosterner devant des machos et de leur lécher les godasses...

Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé vient de se distinguer en supprimant au Sénat un amendement de Laurence Rossignol sur l'allongement du délai pour pratiquer l'IVG, pourtant voté une première fois...

Voilà des femmes qui donnent des gages au gouvernement afin de conserver leur pouvoir de nuisance... C'est bien la preuve que le pouvoir, et si petit soit-il quand il est détenu par une femme ou un homme, elle ou il s'en servent pour asservir le peuple. Louise Michel avait raison quand elle disait : « *Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste. Les anarchistes ne luttent pas pour la conquête du pouvoir, ils luttent pour son abolition.* »

Justhom (Groupe de Rouen)

Mieux vaut riche et en bonne santé que pauvre et malade

L'avenir ne s'annonce pas radieux, la Macronie tente de nous concocter un futur de plus en plus sombre, surtout si l'on est déjà dans une situation précaire. Le cynisme qui caractérise la classe possédante s'étale sans vergogne dans les médias et veut nous faire avaler des couleuvres de plus en plus grosses. Nous pouvons partir en retraite mais les conditions sont telles, qu'on va vous persuader de la prendre de plus en plus tard, 64 ans, 67, au-delà, un pied dans la tombe... En France comme partout, le pouvoir en place sort la grosse artillerie pour s'attaquer aux acquis sociaux de la classe ouvrière, n'hésitant pas à employer les mensonges les plus grossiers pour nous faire accepter leurs « réformes ».

En ces temps de fake-news, notre président Macron n'est pas en reste, lui qui dans sa conférence de presse du 25 avril n'hésitait pas à affirmer : « *Il faut travailler plus longtemps puisque l'espérance de vie augmente.* » La vérité est toute autre si l'on en croit l'Institut national d'études démographiques (INED) qui note dans son bulletin mensuel d'information de mars 2019 : « *Dans les pays occidentaux, l'espérance de vie augmentait de trois mois par an ces dernières décennies. En France, ces deux dernières années, l'augmentation n'a été que de 0,1 mois pour atteindre 85,3 ans chez les femmes et 79,4 ans chez les hommes.* »

Pour l'INED, les épidémies de grippe saisonnière ont été particulièrement meurtrières, ayant entraîné à chaque fois un surcroît de 20 000 décès environ, principalement chez les personnes âgées. Les maladies cardio-vasculaires et les cancers sont désormais les principales causes de décès. Mais les choix politiques et économiques ne sauraient être oubliés ni minorés.

Du rêve au cauchemar américain

Aux États-Unis, pays du capitalisme le plus débridé, les progrès de l'espérance de vie ont été non seulement ralentis, mais ont fait place ces dernières années à un recul à la fois chez les hommes et chez les femmes. Il est attribué là-aussi à une augmentation de la mortalité liée à une mauvaise alimentation, à des overdoses d'opioïdes chez les adultes. Les États-Unis ont aussi un système de santé inégalitaire qui exclut des soins les plus pauvres de ses habitants. Alors que l'espérance de vie atteignait l'un des plus hauts niveaux du monde dans les années 1960, ce pays a été rattrapé puis dépassé par d'autres pays développés. Les États-Unis sont de plus en plus distancés notamment par les pays européens.

En 1980 l'espérance de vie des hommes était égale en France et aux États-Unis et l'avantage des Françaises ne dépassait pas un an ; en 2017, l'espérance de vie des Américaines accuse plus de quatre ans de retard par rapport à celle des Françaises, et l'écart est de plus de trois ans du côté des hommes. Il n'est pas du tout certain que la France ne soit touchée à son tour par un recul important de l'espérance de vie. Certes notre système, bien qu'imparfait, est davantage protecteur et plus égalitaire que celui des États-Unis, mais pour combien de

temps ? Déjà les médecins libéraux aidés par les gouvernements successifs, tels des coucous, ont fait leur nid dans l'hôpital public. Tout ce qui rapporte est privatisé, les hôpitaux sont gérés comme des entreprises privées.

Chiffres-rendement-rentabilité... C'est le discours de la Direction.

Flexibilité-surmenage-sous-effectif... C'est le quotidien du personnel soignant.

Mauvaise santé des retraités les plus pauvres

Dans sa revue de juin 2018, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DRESS) nous alertait sur la dégradation de l'état de santé des plus pauvres. 47% des personnes touchant le minimum vieillesse (862,20 euros par mois, 1347,88 pour un couple) se perçoivent en mauvaise ou très mauvaise santé (15% des plus de 60 ans). 70% sont atteintes d'une maladie chronique (57% des plus de 60 ans) et 44% subissent des limitations d'activités importantes (16% des plus de 60 ans).

29% sont en situation de détresse psychologique (15% des plus de 60 ans).

14% déclarent avoir renoncé pour raisons financières à des consultations de médecin au cours de l'année, et 31% à des soins dentaires (contre respectivement 3% et 16% pour les plus de 60 ans).

Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade.

Francis Blanche.

16% des maladies ne sont ni couvertes par une complémentaire santé, ni prises en charge par la Sécurité sociale, au titre d'une affection de longue durée.

Le « modèle social » suédois

Pour sa future réforme des retraites, Macron s'inspire du modèle à points suédois. Le gouvernement suédois promet de débloquer 400 millions d'euros pour aider les retraités qui sont les grands perdants de ce système mis en place en 1994. Plus de 300 000 retraités suédois perçoivent moins de 1165 euros par mois ; soit 17% des plus de 65 ans, et 25% des plus de 75 ans.

Les Suédois ont le « choix » de leur date de départ en retraite. Comme avant, le montant de leur pension correspond à 60% du salaire qu'ils touchaient quand ils étaient en activité, mais ils s'arrêtent à l'âge de 65 ans et ne touchent que 53% de leur ancien salaire. Les femmes, victimes des temps partiels, perçoivent 600 euros de moins que les hommes.

Pour une « bonne retraite », il faut avoir une retraite complémentaire, un emploi bien rémunéré à temps complet, et partir plus tard en retraite.

Mission presque impossible ou se tuer à la tâche.

En France « quelques dégâts collatéraux » pour les seniors maintenus au travail

En 2017 en France, 5,2% des 65-74 ans étaient actifs au lieu de 1,7% en 2003.

Cette évolution est due à « la quasi disparition des dispositifs publics de préretraite ou encore à l'impossibilité désormais pour un employeur privé, de mettre à la retraite un salarié avant ses 70 ans, sans son accord explicite », signale le CNAM.

Conséquences directes :

- Baisse des salaires. Le nombre d'actifs augmente ainsi que le nombre de personnes cherchant du travail. La Banque de France affirme que cela « a tendance à faire baisser le montant du salaire dans la négociation avec l'employeur » et que les si travailleurs les plus âgés perçoivent des salaires horaires en moyenne plus élevés, ceux-ci ne progressent plus. Voilà un secret de Polichinelle enfin révélé. En laissant plus longtemps au travail les salariés, les gouvernements accroissent le chômage, lequel permet au patronat de baisser les salaires.

- Augmentation du coût des arrêts-maladie. Elle est de 13% en quatre ans ; avec une accélération la dernière année de plus de 4,6%, la durée de l'arrêt augmentant avec l'âge.

18 jours par an pour les moins de 25 ans.
28 jours par an à 37 ans.

52 jours par an pour les 55-59 ans.

76 jours par an pour les plus de 59 ans.

Les affections de longue durée, les conséquences d'une longue carrière et le montant des salaires donc des indemnités augmentent avec l'âge.

En 2016 les plus de 59 ans représentaient 7,7% des indemnisations, au lieu de 4,6% en 2010.

Et changer de système, ça ne vous tente toujours pas ?

Droite et gauche ont géré alternativement le capitalisme dans notre pays. Avec quelques différences si minimes que depuis près d'un demi-siècle les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. Nous avons eu tout loisir de voir la droite faire une politique de droite, et la gauche faire une politique de ... droite. Au nom des impératifs économiques, de la compétitivité, de la mondialisation, de... Une répartition équitable des richesses produites en système capitaliste ? Autant chercher la quadrature du cercle. Il serait temps d'abolir ce système, et qu'on le veuille ou pas, que ça nous plaise ou pas, nous ne pourrions pas faire l'économie d'une révolution totale où les travailleurs se réapproprieraient les moyens de production, décideront de leurs besoins, et géreront eux-mêmes les biens de consommation. C'est compliqué ? Personne n'a dit que c'était simple ; mais ce qui serait encore plus compliqué c'est d'accepter la précarisation annoncée de nos conditions d'existence avec le maintien d'un système qui a largement fait la preuve de son inefficacité en matière de justice sociale.

Capitalisme privé et capitalisme d'État vous ont déçus ? Il est temps de changer de direction et d'emprunter la voie libertaire.

Jean-Jacques Chatelux

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

La crise des urgences

Une crise, comme jamais il ne s'en était produit. Des professionnels de santé qui se mettent en arrêt maladie pour alerter sur leurs conditions de travail ! Car, nous assistons à une multiplication des passages aux urgences au même moment où sévit la réduction du nombre de lits et des durées de séjour et que les soins ambulatoires sont inadaptés pour répondre aux besoins de santé de la population. Si bien que les urgences sont engorgées, que les personnels ne peuvent plus faire

correctement leur travail et montrent, par la mobilisation, leur souffrance au travail. Le système est à bout de souffle. Les professionnels de santé qui ont signé une tribune parue le 13 juin 2019 dans Libération affirment que c'est « la double crise du système de santé : crise de la médecine de ville et crise de l'hôpital ». Car « près de la moitié des personnes qui vont aux urgences relèvent de soins qui pourraient être pratiqués en ville. »

Et pourtant, ce n'est pas faute de réformes hospitalières depuis des décennies, mais qui ne s'attaquent pas au fond des problèmes. Le vieillissement de la population, les maladies chroniques, les polyopathologies et les risques de handicap nécessitent, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de promouvoir cinq stratégies fondamentales de santé : la promotion de la santé, la prévention, le traitement des maladies, la réadaptation et les soins palliatifs. Ce qui impose

de clarifier les prestataires, les missions et les modèles de financement. La population vient aux urgences avec des besoins intriqués mais l'hôpital ne répond quasiment que sur le volet curatif et incite à externaliser les autres missions. Comment alors, pour des professionnels de santé, garder le sens de ce qu'ils font : l'hôpital, dans ses réponses, est source de perte de sens. Pour tous, il s'agit avant tout d'ajustement budgétaire, de retour à l'équilibre, d'un traitement à flux tendu : l'hôpital est dorénavant géré comme une entreprise. Depuis quinze ans, la tarification à l'activité (T2A) s'applique. Le plan Hôpital 2007 avait institué une évaluation de l'activité effective pour déterminer les ressources allouées à l'établissement de santé. La conséquence, ce fut, et c'est, la diminution des lits - plus de 15 % de lits supprimés en quinze ans - et l'occupation maximale des lits. Pour les urgences, le problème numéro un est devenu le manque de lits d'aval pour les 30 % des patients nécessitant impérativement une hospitalisation. Les patients doivent être soignés pendant des heures, voire parfois plusieurs jours, sur des brancards faute de lits libres. C'est la gestion des flux !

Si les besoins et la demande des patients ont changé, c'est parce que les événements aigus provoquant des conditions chroniques handicapantes sont plus fréquents au regard des situations aiguës aboutissant à des guérisons sans séquelles devenues moins fréquentes : ils allongent ainsi la durée de la période de soins. Et les événements aigus survenant sur des situations chroniques ou polyopathologiques n'entrent pas dans la logique hospitalière quand il faut en plus répondre à des problèmes de santé mentale ou des questions sociales cruciales. Les finalités de soins sont multiples et ne peuvent admettre des réponses cloisonnées ou juxtaposées dans le temps : coordination, continuité, prévention, réadaptation et réinsertion avec un soutien social sont plus à même d'apporter des réponses cohérentes et pertinentes. Mais nous ne disposons de moins en moins de ressources en même temps que se développent les innovations technologiques :



comment alors garantir un bon niveau de soin au moment opportun ? La planification et la gradation ne se conjuguent pas de la même façon selon les secteurs hospitaliers, ambulatoires, et d'urgences.

Les maisons de santé pluriprofessionnelles et les centres de santé pourraient être une des réponses aux besoins relatifs aux maladies chroniques et au déficit programmé de médecins généralistes, à condition d'une bonne coordination entre professionnels de santé, et de développer de manière conséquente la prévention dans de nombreux domaines : et surtout pas au rabais avec des étudiants en santé qui sont, aujourd'hui, requis dans le service sanitaire obligatoire. Le dernier plan « *Ma santé 2022* » vise à un système de santé accessible, solidaire, soutenable (financièrement), pertinent et adapté aux nouveaux besoins. Les résultats attendus risquent d'être lointains et incertains car la mobilisation des budgets n'est pas au rendez-vous.

Pour l'heure, les professionnels de santé mobilisés revendiquent :

- un accroissement des capacités d'accueil en médecine polyvalente, en aval des urgences ;
- une augmentation des centres de soins de suite pour la fin des soins aigus libérant ainsi des lits hospitaliers ;
- une revalorisation salariale des professionnels paramédicaux et des secrétaires ;
- un alignement des salaires des méde-

cins hospitaliers sur les revenus des médecins de ville, condition nécessaire pour l'attractivité de l'hôpital public.

Après trois mois de grève, la réponse du gouvernement : la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, annonce le 6 juin le lancement d'une mission de « refondation » des services d'urgences dont le rapport est attendu pour l'automne et une rallonge de 70 millions. Insuffisant ! Le personnel des urgences lui réplique par la tribune du 13 juin en concluant ainsi : « *Il n'y aura pas de réforme structurelle du système de santé sans moyens financiers conséquents. Le plan de la ministre n'est pas financé. Les bonnes paroles ne suffisent plus. On saura lors du vote par l'Assemblée nationale en septembre du projet de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) si la ministre veut réellement sauver l'hôpital comme elle le dit, ou si elle se résigne, sous la pression de Bercy, à la mort lente du service public hospitalier. Le fameux virage ambulatoire consisterait alors à mettre les malades à la rue* ».

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

Retraité.e.s : ni fragiles, ni sages

Les manifestations, ce n'est pas que pour les jeunes. Nombre de retraité.e.s y participent et pas qu'un peu. Et lorsqu'une de ces retraitées est chargée par la police et se retrouve au sol la tête en sang, notre Manu adoré ne trouve rien de plus intelligent à dire que de lui souhaiter de s'établir et à d'être plus sage à l'avenir. Mépris de classe, et il n'est pas le seul. En 2016, l'écrivaine Leila Slimani reçoit le prix Goncourt pour son roman "Chanson douce" dont voici quelques lignes :

« Les squares, les après-midis d'hiver, sont hantés par les vagabonds, les clochards, les chômeurs et les vieux, les errants, les malades, les précaires. Ceux qui ne travaillent pas, ceux qui ne produisent rien. »

Leila Slimani est bien dans le mépris de classe qui caractérise les gens qui ont tout. Elle est bien en accord avec nos « gouvernants » qui parlent des retraités en les présentant comme des nantis, des oisifs, des égoïstes, cherchant ainsi à les opposer à celles et ceux qui travaillent, se lèvent tôt : les actifs et les jeunes.

Nantis les retraités ?

Plus d'un million de retraités, soit 7,6% d'entre eux vivent avec moins de 1000 euros par mois. Les retraités de 75 ans et plus sont les plus touchés, 8,5% d'entre eux sont considérés comme pauvres contre 5,6% pour ceux âgés de 65 à 74 ans (chiffres de l'Insee). Cette pauvreté ne profite pas aux plus jeunes, ne relance pas l'économie. Les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent

d'augmenter.

Pour les uns : gel des pensions, augmentation de la CSG (+25%), baisse des APL. Pour les riches : en 2019 c'est déjà 40 milliards pour le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), 4 milliards pour l'ISF, 1,5 milliard pour la flat tax. Il est vrai que pour la réparation des dégâts causés par l'incendie de la cathédrale de Notre-Dame de Paris, ils ont su trouver en 24 heures des centaines de millions d'euros qu'ils n'ont jamais trouvés en plusieurs décennies pour les investir dans les services publics (Santé et Éducation notamment). Pour eux l'urgence, ce n'est pas le service des urgences des hôpitaux, non, l'urgence c'est un « symbole de nos racines chrétiennes ». À chacun ses valeurs donc, France d'en haut et France d'en bas n'ont visiblement pas les mêmes priorités. En même temps que les « généreux donateurs milliardaires » sont cités en exemple, d'autres



catégories sociales seraient donc composées d'éléments « oisifs et égoïstes », par exemple les retraités.

Oisifs les retraités ?

D'après un sondage réalisé par l'Ifop pour le magazine à destination des « seniors », *Notre Temps* (du 23 au 30 juin 2010), il ressort que 3% des sondés pratiquent plus qu'avant le bénévolat dans les associations et que le taux d'engagement dans le bénévolat est de 45% pour les 50/64 ans et de 51% pour les plus de 65 ans.

Égoïstes les retraités ?

Les grands-parents représentent 4% des gardes d'enfants de moins de 3 ans, 11% des gardes du mercredi et 5% des accompagnements de sorties d'écoles pour les enfants de 3 à 6 ans. Soit un total de 23 millions d'heures par semaine, un chiffre équivalent à celui des assistantes maternelles.

Prix et coût en Ehpad

Déjà bien des retraités hébergent leurs enfants, les « Tanguy » victimes du chômage et de la précarité, et pour nombre d'entre eux payent aussi une partie du séjour de leurs propres parents placés en Ehpad. La Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) a publié une étude fin novembre 2018 d'où il ressort que la pension médiane n'est que de 1500 euros quand les coûts en Ehpad s'élèvent à au moins 1850 euros mensuels en établissement public, après déduction des allocations et des contributions des « obligés alimentaires » (enfants), et à 2420 euros pour les résidents placés dans un établissement privé. Pour un tiers d'entre eux,

les résidents puisent dans leur épargne et 11% font payer une partie à leur entourage. 10% (pas les plus riches) envisagent de vendre leur patrimoine. Il est à noter que le nombre d'Ehpad privés ne cesse d'augmenter au détriment du nombre des Ehpad publics dont le parc ne s'accroît plus.

Ehpad=palace

On serait tenté de penser qu'avec des prix aussi élevés, les résidents des Ehpad sont comme dans des palaces. Loin de là ! Au nom du fric-roi, de la course au profit, les directions imposent à leurs personnels des rendements de soins à la chaîne. Toilette de plus en plus rapide, douche hebdomadaire faite à toute vitesse, repas de mauvaise qualité (souvent aliments mixés ensemble et servis en bouillie). Tout cela avec un personnel dévoué, qui fait ce qu'il peut, mais constamment en sous-effectif, et qui, lorsqu'il dénonce la maltraitance institutionnelle, subit intimidation et répression de la direction.

Du rêve de la retraite à la dure réalité

Une enquête Odoxa du 22 novembre 2018 révèle le souhait d'un départ à la retraite à 59 ans, mais la crainte de devoir partir à 65 ans. Elle témoigne d'un fort attachement à notre système de retraite « le meilleur d'Europe » pour 43% des personnes interrogées. 90% s'inquiètent pour leur avenir et 80% ne font pas confiance au gouvernement pour mener à bien une bonne politique des retraites. Mais 44% pensent à une retraite par capitalisation, 37% à économiser sur un livret d'épargne, et 48% à vouloir acquérir leur résidence principale.

Solutions individuelles ou collectives ?

La solution à nos problèmes communs ne se trouve pas dans les démarches individuelles. Loin d'être indifférents au reste du monde, les retraités militent toujours plus nombreux dans leurs organisations syndicales. C'est en mutualisant leurs idées et leurs efforts qu'ils défendent le mieux leurs intérêts particuliers. Mais ils manifestent aussi par l'action et le soutien financier, leur solidarité envers

leurs camarades toujours en activité. Bien des retraités participent au mouvement des Gilets jaunes (quoi qu'en pensent certains de ces derniers). Bien présents sur les ronds-points (moins dans les manifestations du samedi). Présents aussi dans les mobilisations syndicales qui tentent de limiter la casse sociale et de préserver les acquis obtenus par les combats des travailleurs depuis plus d'un siècle. Parce que nous sommes toutes et tous attaché.e.s à notre système de retraite par répartition et solidaire, mobilisons-nous toujours d'avantage pour le défendre.

Mais ça ne doit être qu'une étape.

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, rien n'est bon dans cette société capitaliste, tout est à jeter.

Ensemble mettons le cap vers une société sans classe, sans État, vers une société sociale, égalitaire et libertaire.

Jean-Jacques Chatelux

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Namur fait de la résistance Il faut sauver les arbres du parc Léopold

En 2012, un projet urbanistique sort des cartons, sur la pointe des pieds, à l'initiative de la majorité aux commandes de la Ville de Namur. Un parc, dénommé square Léopold en souvenir d'un monarque traîneur de sabre, premier de la lignée des souverains belges, est sur le point d'être anéanti, pour laisser place à un parking souterrain et à un gigantesque centre commercial. Situé au cœur du centre-ville, à proximité de la gare de Namur, le square ou parc Léopold se retrouve soudain au milieu

d'un débat citoyen, de manière assez inattendue, compte tenu de l'enjeu somme toute assez modeste que représente sa disparition. L'espace vert ne paye guère de mine : on ne dénombre au final pas plus de trente-cinq arbres. Certains sont centenaires, certes. Mais les lieux n'ont plus été entretenus depuis plusieurs années, voire laissés à l'abandon, laissant seuls maîtres des lieux, *horresco referens*, des hordes de toxicomanes, dealers et SDF... On y aurait même aperçu des immigrés occu-

per les bancs... Pourtant, très rapidement, des alliances pour sa sauvegarde ont vu le jour, favorisant la convergence de diverses mouvances militantes, politiques et citoyennes souvent éloignées les unes des autres. Le groupe *Ici et maintenant*, de la Fédération anarchiste, implanté en Belgique, se joint à ce mouvement de contestation, au nom de la protection de l'environnement, contre le paradigme souverain de la consommation outrancière et d'exploitation capitaliste.



Namur, c'est une ville de taille moyenne, située en Belgique. Une position relativement centrale dans la partie sud et francophone du pays ont conduit à la désigner comme capitale de la Wallonie. Aussi est-ce là que siège le Parlement de Wallonie ainsi que le Gouvernement wallon, en une résidence affectueusement surnommée « L'Élysette » ... Mais par rapport à Liège et Charleroi, par exemple, la cité au confluent de la Sambre et de la Meuse fait figure de petite collégienne un peu trop propre, un peu trop sage. Namur, pour tout dire, se trimballe une réputation de ville un peu bourgeoise. Sans doute est-ce en raison d'une identité très peu marquée du sceau de la vie ouvrière. Tout au plus trouve-t-on à Saint-Servais, en périphérie, une ancienne carrière et le souvenir nostalgique d'une faïencerie célèbre en son temps, jusque dans le milieu des années 50. On en parlait même aux Galeries Lafayette, c'est dire ! Alors quoi ? Tout coule à Namur, au rythme des escargots, les fameux « petits gris », emblèmes de la cité ? Eh bien non, ça bouge, et ça bouscule, et ça lutte, ici aussi. La résistance au projet urbanistique déborde somme toute largement le sort du petit parc, et cristallise finalement bien davantage que la défense de quelques arbres au milieu de la ville.

Le commencement de l'opposition s'enclenche il y a sept ans, par une pétition

lancée par deux personnes soucieuses de questions d'environnement et de biodiversité, mais peu décidées à se lancer dans une lutte qui ne rassemblerait pas au moins un groupe un tant soit peu conséquent au point de vue numérique. La pétition rassemble rapidement plusieurs milliers de signatures. Un collectif voit le jour et un projet alternatif émerge : il est possible de rénover l'ensemble, tout en préservant les arbres et l'espace vert, et en améliorant l'aménagement du lieu. Des tracts sont distribués les jours de marché, pour mobiliser les consciences citoyennes. Au fond, avons-nous besoin à Namur d'un centre commercial de plus de vingt mille mètres carrés ? Pourquoi a-t-on laissé ce poumon vert au cœur de la ville, à un jet de pierre de la gare des trains et de la gare des bus, se dégrader à ce point ? A peu de choses près, on pourrait y voir une intention délibérée, histoire de justifier après coup la nécessité de raser ce « chancre » !... voire de faire baisser la valeur de l'emplacement en vue d'appâter les promoteurs... Les opposants au projet ne se priveront pas de le signaler. L'argument sécuritaire vient renforcer ce dispositif : le lieu, devenu mal famé (comme nous le disions avec ironie un peu plus haut), fait figure de repoussoir. N'empêche : c'est aussi dans une partie des bâtiments à l'abandon qui jouxtent le parc qu'un squat autogéré a connu une existence éphémère, organisé par des SDF, pour les SDF, lesquels finiront par être expulsés. Mais ceci est une autre histoire. Autour du collectif, plusieurs groupes apportent leur soutien, à

commencer par l'opposition politique, PS (socialistes) et PTB (marxistes), des associations environnementales (Les amis de la Terre) ou citoyennes (le Forum citoyen namurois), les associations de commerçants, mais surtout des citoyens et citoyennes ordinaires qui prennent conscience qu'une ville sans arbre renforce les désagréments de la canicule, pour ne citer que cet exemple. Le paradoxe des alliances politiques veut que le groupe Écolo fasse partie de la majorité au pouvoir et demeure solidaire du projet pharaonique initié par le bourgmestre (i.e. le maire), Maxime Prévôt (CDH, centre-droit), sorte de Macron local, en petit...

Une consultation populaire est finalement lancée en 2015, organisée par les autorités communales (i.e. municipales), dans le but de contrer la consultation initiée par le collectif et dont le succès semblait définitivement faire basculer le résultat en faveur de la préservation du parc et de son aménagement. Le résultat ? Avec un taux de près de 20% de participation et malgré un questionnaire nettement orienté, le « Non » au projet de centre commercial et à la destruction du parc l'emporte. Fidèles à l'attitude qu'adopte toute forme de pouvoir aussitôt que l'on s'approche d'un exercice proche de la démocratie directe, les autorités communales décident d'ignorer ce résultat. Le projet n'est pas écarté, mais on se propose de l'adapter aux demandes des opposants. En comptant sur l'essoufflement du mouvement, qui en outre ne



dispose guère de moyens financiers. Pour autant, cela ne dissuade pas le collectif d'organiser des animations, des journées festives et familiales, dans le but de rendre vie au parc et de démontrer, s'il le fallait, que la population demande des lieux de convivialité, de l'espace public, et pas des temples de la surconsommation. Le 6 avril dernier, la situation a atteint un climax dans le mensonge et la désinformation, avec la complicité de la presse des nantis : des effigies des élus locaux avaient été suspendus aux arbres, à la manière de pantins de bois articulés par les ficelles de la finance. Cette mise en scène a aussitôt été dénoncée comme... un abominable et choquant simulacre de pendaison !...

Pour sortir de la confrontation, un comité de co-construction a vu le jour, là encore à l'instigation de la Ville. Rapidement, les partenaires du monde associa-

tif et les membres du collectif dénoncent une supercherie et quittent les groupes de discussion. Il avait été convenu que le travail démarrerait à partir d'une "feuille blanche". Or le troisième promoteur en charge du projet (les deux précédents ont fait faillite), Besix, bloque les propositions alternatives et impose progressivement un projet déjà conçu au préalable, encore plus grand que celui initialement prévu, comprenant... la disparition des arbres et du parc Léopold. En compensation, des jardins potagers partagés pourraient être aménagés sur les toits du futur centre commercial... Cette fois, le projet passe. Tous les recours dits démocratiques ont été épuisés. Et maintenant, quoi faire ? Selon le porte-parole du collectif, l'équation se résume de la sorte : "Pour le collectif, deux attitudes possibles : on a fait tout ce que l'on pouvait, il est temps de décrocher et de laisser faire. Ou alors,

poursuivre, avec d'autres méthodes si nécessaires."

Loin de se relâcher, la mobilisation bat son plein devant le déni de démocratie avec lequel se sont illustrés les baronnets de la majorité en place, qui a conservé les commandes suite au scrutin communal (i.e. municipal) de 2018. Les Gilets jaunes namurois, groupe actif bien que peu nombreux, excluant toute dérive d'extrême-droite en son sein, ont choisi d'unir leurs forces à celles du collectif, ainsi que le groupe des JOC (Jeunes Organisés Combatifs) namurois. Le groupe Extinction Rébellion namurois, très actif en terme d'actions directes, devrait également se joindre aux opposants. Nous pensons que le groupe *Ici et maintenant* y a sa place et peut apporter son soutien à une action pour tenter de stopper les bulldozers et les tronçonneuses. Les seules perspectives qui semblent demeurer relèvent de la désobéissance civile. Que fera-t-on ? Le collectif organise une assemblée durant le mois de juillet. C'est à ce moment-là qu'il faudra faire le compte des forces vives de cette résistance contre les machinations politiques en cheville avec les enjeux financiers. Et pour sauver les arbres du parc Léopold.

Chélidoine (groupe *Ici et maintenant* de la Fédération anarchiste, Belgique)



Souvenirs d'une année de luttes à Marseille...

Je me souviens. Marseille, 5 novembre 2018, rue d'Aubagne, deux immeubles qui s'effondrent causant la mort de huit marseillais en plein centre-ville laissé à l'abandon par des pouvoirs désireux de faire place nette.

Je me souviens de ces luttes dans le quartier de « La Plaine » contre un projet

d'aménagement de la place Jean Jaurès sans consultation des habitants, et dont le seul but est d'en finir avec une sociologie jugée trop populaire.

Je me souviens de ce mois de novembre de tristesses, de révoltes, plein de prises de conscience de notre condition, où tant de marseillais se sont retrouvés, arpentant

avec ferveur les rues des quartiers et dévalant vers le Vieux port et la mairie, sans drapeau ni uniforme, avec toute leur lucidité et criant leurs colères contre ces pouvoirs dont la seule explication était de grands coups de matraque, de grenades, de flash-balls dans des nuages de gaz toxique...

Je me souviens de cette mairie vacillante, tremblante, se cachant, espérant un oubli rapide.

Je me souviens aussi de cette même mairie se frottant les mains lorsqu'elle comprit qu'un mouvement allait phagocyter les précédents. En effet dès le mois d'octobre, les boîtes électroniques et les réseaux sociaux regorgeaient de messages, de vidéos virales incitant à la révolte pour le 17 novembre. Des messages aussi variés que contradictoires, dont un bon nombre provenaient de la France brune. Tous les samedis de cet hiver et jusqu'à cet été, de nombreux rond-points puis des centre-villes furent envahis d'une armée revêtant son uniforme jaune et ses épars drapeaux tricolores, revendiquant entre autres une fin de mois moins difficile. La voiture et le prix de l'essence furent longtemps les thèmes centraux. Un mouvement où se mélange à la fois élan patriotique et messages solidaires, le tout dans la plus grande confusion.

Je me souviens encore de cette manifestation anti-fasciste à Marseille du 23 mars 2019, départ prévu à 16h de la porte d'Aix. 15H45, la foule commence à grossir les rangs antifascistes. Soudain venus de grands boulevards, des milliers de « gilets jaunes » traversent le cortège antifasciste en formation dans le but évident de gonfler les rangs du mouvement populiste. Le cortège en jaune poursuivra sa route, au rythme de revendications toujours aussi contradictoires que confuses, pour aller gronder devant des enseignes prestigieuses du centre-ville et protester justement contre des richesses mal répar-

ties. Pendant ce temps, quelques 800 antifascistes restants marcheront unitairement contre le groupe fasciste du Bastion Social de Marseille. Que serait devenu cette utile manifestation si ce mouvement antifasciste s'était fondu, phagocyté par les gilets jaunes ?

Le mouvement des gilets jaunes que l'on pourrait nommer « mouvement populiste 2.0 » a pris racine dans les toiles virtuelles du monde numérique. Cela permet de comprendre toutes les confusions qui règnent dans ce mouvement. Dans un monde virtuel où règne la propagande, où une simple idée lancée en pâture, souvent sans contradiction, fait vérité. Des idées qui avec un peu de réflexion peuvent être contredites facilement.

Mais dans notre civilisation, où la raison perd régulièrement du terrain, dominée depuis longtemps déjà par les religions, le sport, par la propagande des différents médias et aujourd'hui de façon fulgurante par le monde virtuel du numérique, la loi devient celle du troupeau, les Hommes d'une façon générale ne pensent plus par eux-mêmes, ils ne pensent que selon les images toutes faites d'un écran et sont souvent manipulés par un système de visions parlantes.



Lorsqu'un mouvement populiste émerge, avec ses idées si contradictoires, devons-nous lui laisser toute la place, devons-nous le rallier, sous prétexte d'y voir une révolte populaire loin de toute politique politicienne, au risque de faire le jeu d'un parti politique extrême qui se rapproche année après année du pouvoir ? Ne devrions-nous pas au contraire profiter des brèches ouvertes créées par ce mouvement, de l'ébranlement du pouvoir, pour initier d'autres révoltes plus convenables à notre éthique et qui pourraient éclairer les masses de nos idées ?

Felix (Marseille)

Marseille : de vieux bâtiments s'effondrent

Un mélange criminel de clientélisme et de politique de gentrification

Marseille est une jolie ville sur les bords de la Méditerranée, mais ce n'est pas de cela dont on va parler dans cet article, car Marseille est aussi une ville criminelle envers ses

habitants et ses habitantes les plus pauvres du centre-ville. À cet égard, elle ne peut être comparée qu'à Gênes ou à Naples. Il s'agit d'un mélange mortel de clientélisme de la part de la politique de la ville et d'une politique de gentrification sans vergogne.

Le matin du 5 novembre 2018, trois maisons, les numéros 63 à 65 dans le quartier Noailles du centre-ville de Marseille s'effondrent. Elles ensevelissent huit habitants et habitantes sous les décombres. Cette catastrophe déclenche la panique des autorités qui s'aperçoivent soudain que d'autres immeubles risquent à leur

tour de s'écrouler sur leurs habitants. Plus de 300 maisons sont déclarées en péril, et vidées de leurs habitants. À la mi-avril 2019, environ 2700 personnes ont été évacuées, souvent de nuit. Elles ont dû quitter leurs appartements en très peu de temps, souvent en quelques minutes seulement. Elles n'avaient le droit de prendre que leurs pièces d'identité et autres papiers personnels avant de quitter leur maison sans plus avoir le droit d'y pénétrer par la suite. Cette catastrophe est causée par des êtres humains. Elle est l'aboutissement négatif d'une politique de gentrification qui s'opère dans le cadre d'un « clientélisme vertical », installé par le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (LR, Les Républicains).

Transformations structurelles à Marseille

C'est de manière totalement erronée que le maire décrit ce drame comme une « catastrophe naturelle ». En fait, il s'agit du plus grand déplacement de population à Marseille depuis la libération de la ville, fin 1944.

Depuis la Libération, la stratégie du port de Marseille renvoie aux mêmes erreurs que le Venezuela ou l'Algérie d'aujourd'hui. Toute la structure économique était dirigée de façon monopolistique et exclusive vers le commerce colonial. Lorsque les colonies devinrent indépendantes au début des années 1960, l'Indochine, puis les colonies de l'Ouest et du centre de l'Afrique tout comme l'Algérie, ce fut la fin de la mono-activité d'exportation à Marseille. La Bourse de Marseille ferma et une longue crise du port s'installa peu à peu et fut aussi la cause de la crise de la classe ouvrière de Marseille. Après la Libération, le PCF (Parti communiste français) avait obtenu jusqu'à 40 % des voix ; pourtant, la guerre froide tout comme la création d'un syndicat concurrent de la CGT communiste, à savoir FO (Force ouvrière) affaiblirent la classe ouvrière. FO, fut fondée en 1947 à l'instigation d'une nébuleuse d'agents états-uniens, mais en même temps d'inspiration trotskyste. Ce syndicat devint de plus en plus réformiste et aujourd'hui, il encadre tous les employés de la ville et se tient au service du maire. La crise du port et du commerce atteignit son pic le plus élevé dans les années 1980. Chômage de masse et cam-

pagnes de dénigrement contre l'immigration maghrébine ont fait que le racisme a touché de plus en plus de travailleurs dont une partie passèrent directement au FN (Front national, aujourd'hui RN, Rassemblement national).

À cette époque, c'était Gaston Deferre qui était maire, il était membre du PS (Parti socialiste, à l'époque social-démocrate, aujourd'hui néolibéral). Il exerça sa charge de 1953 jusqu'à sa mort en 1986. Il s'appuyait sur une clientèle politique au niveau de la ville, tout comme sur FO. L'actuel maire, Jean-Claude Gaudin, n'a que peu changé cette structure par la suite.

Il s'est appuyé lui aussi de la même façon sur FO ainsi que sur une garde rapprochée composée de son propre cercle d'amis. Ce qui saute aux yeux pour ces deux maires, c'est la longue durée de leurs mandats. En ce qui concerne Gaudin, maire depuis 1995, il en est à son quatrième mandat. Mais Gaudin comme Deferre, ont poursuivi la même politique, celle d'une transformation de la ville portuaire en une ville touristique. Il restait un problème : la population pauvre et cosmopolite mélangée du centre-ville (1).

Cette population précaire et issue de l'immigration était considérée comme une gêne perturbant l'attractivité touristique qui exigeait un bouleversement social. C'est ce que montre de manière exemplaire l'origine des personnes tuées par l'effondrement des bâtiments. On compte parmi elles un Français, Julien ; un habitant d'origine tunisienne, Taher ; un autre d'origine algérienne, Chérif ; un Français Fabien, peintre ; et puis Simona, une jeune étudiante italienne ; Niassé d'origine sénégalaise ; Oulume immigrée des Comores, mère de six enfants ; et enfin Marie-Emmanuelle, une artiste française. C'est un résumé typique de la population de ce quartier du centre-ville : population mêlée mais qui est, sans exception, appauvrie (2). Toute cette population devait partir, c'était le but recherché mais caché de la politique de gentrification du centre-ville, et cette population devait être remplacée par une population bourgeoise qui devait pouvoir s'y installer. C'est d'ailleurs ce qui s'est déjà passé pour les grandes métropoles françaises : Lyon, Bordeaux et Paris. Dans ces villes, le centre-ville est riche et bourgeois et les pauvres et les migrants

ou migrantes habitent les banlieues où leurs révoltes comme en 2005 et leurs conditions de vie dangereuses pour leur santé ne gênent pas le tourisme.

Depuis les années 1980, c'est-à-dire sous Deferre comme sous Gaudin, c'est le tourisme qui a la priorité. Et la politique de la ville vise à gérer ce changement planifié de population. C'est ce qu'a montré récemment le fait que beaucoup d'évacués ont été logés en urgence et provisoirement par la ville dans de petites chambres d'hôtel. Mais ils ont dû être évacués à nouveau au printemps 2019, car c'est à Pâques que commence la saison touristique : « La ville veut libérer les chambres pour les touristes. Le maire a annoncé discrètement vouloir ouvrir des "centres d'hébergement d'urgence" » (3) – cela 5 mois (!) après le drame.

Un clientélisme vertical : le système Gaudin

Jean-Claude Gaudin aura 80 ans fin 2019. Cette crise le dépasse complètement. Il a donné des explications monstrueuses, comme l'attribution des causes de l'effondrement des vieux immeubles « à la pluie ». Aux mouvements virulents et décidés contre sa politique de gentrification et qui exigent sa démission, Gaudin répond toujours avec son proverbe un peu bête : « un capitaine ne quitte pas le navire au milieu de la tempête ». Gaudin ressemble à une sorte de mort-vivant, un peu comme le vieux et sénile président Bouteflika d'Algérie. Pourtant, Gaudin s'attache toujours au pouvoir. Ce système fonctionne aussi comme celui d'Erdogan : une fois au pouvoir, toujours au pouvoir.

Le journaliste de gauche Philippe Pujol, dans le livre sur Marseille *La fabrique du monstre*, appelle ce système Gaudin un « clientélisme vertical » (4). Ce système est organisé en concert avec des architectes amis personnels du maire, comme, par exemple, Roland Carta. Ce clientélisme se fait d'après Pujol selon un schéma à trois étages :

« *Tout en haut l'architecte débloque l'autorisation au promoteur juste en dessous, dont tous les salariés et ceux de ses sous-traitants bénéficient sur le terrain. Tous les protagonistes, qu'ils soient entrepreneurs du BTP, équipes techniques, sous-traitants et leurs employés, ont intérêt à faire perdurer le système Gaudin* » (5).

Gaudin exige seulement une petite contrepartie, mais de toutes les parties prenantes, jusque dans les familles des travailleurs du troisième étage de ce clientélisme : il faudra voter pour lui aux prochaines élections municipales ! C'est ainsi que les réélections se faisaient déjà sous Deferre et que cela se fait maintenant sous Gaudin. Les citoyens et les citoyennes frustrés participent évidemment de moins au moins aux élections municipales, fondées sur de telles structures embrouillées. Et c'est précisément cela qui s'avère utile pour un maire comme Gaudin, car sa clientèle mobilisée peut devenir proportionnellement toujours plus importante. Plus la régence est longue, plus le pouvoir est solide ! Si le vieillard Gaudin devient avec le temps de plus en plus bête, cela ne dérange en rien le système.

Avec un tel clientélisme, il est d'ailleurs toujours et fondamentalement exclu que les citoyens et les citoyennes soient écoutés ou qu'il puisse y avoir une codécision avec ceux qui sont concernés dans les quartiers de la ville où il y a des projets de construction. Car tout est déjà décidé dès le départ, l'argent est avancé et ceux qui le reçoivent sont toujours les grandes entreprises du bâtiment qui ont le droit à un supplément puisqu'elles sont rattachées aux architectes clientélistes de Gaudin. On ne discute même plus.

De l'incompétence au cynisme

À Marseille, l'effondrement des trois immeubles ne fut pas un fait unique. Un certain nombre d'événements incroyables, difficiles à imaginer, le suivirent. Cela a commencé par la « marche blanche » du 10 novembre. Cette marche a été organisée par le collectif de personnes concernées, le Collectif du 5 novembre. Alors que cette marche de deuil qui a compté environ 8000 personnes marchait le long d'un bâtiment dans une grande rue très passante, un balcon d'un vieux bâtiment s'est tout simplement effondré et a blessé trois personnes (6) !

Ce n'est pas une blague ou une histoire tirée d'un mauvais livre de science-fiction : déjà en 2014, un expert en bâtiment, Raynald Filiputti, avait prévenu les bureaux municipaux que les bâtiments des 63-67 de la rue d'Aubagne étaient susceptibles de s'effondrer (7). Il y avait eu de nouvelles mises en garde en 2017

et en 2018, seulement quelques semaines avant l'effondrement. Mais c'est précisément la politique de la Ville que de laisser tout se délabrer. Car ensuite, les appartements devenus vides sont rachetés et, selon le modèle des projets de partenariat public-privé, une rénovation de luxe peut avoir lieu. La ville ne contrôle pas les obligations qui incombent aux propriétaires ni de ceux qui sont appelés pour faire les travaux d'entretien des immeubles. Il n'y a aucune action municipale en ce qui concerne les autorisations de mise en location, aucune démarche de certification délivrée par la ville. Très récemment encore, le conseil municipal dominé par LR a refusé d'introduire des certifications autorisant les propriétaires à louer, alors que les partis de l'opposition en faisaient la demande.

La clientèle de Gaudin ne sait pas ce qui se passe ici dans ces maisons menacées d'effondrement – et elle ne veut pas le savoir. Ainsi, il s'est établi ici une configuration bien particulière de ce que l'on appelle « les marchands de sommeil ». Comme personne ne fait de contrôle, des taudis sont loués à des populations pauvres, à un prix surélevé, alors que la ville ne remplit tout simplement pas ses obligations (8).

Comment pourrait-il en être autrement alors que ceux et celles qui ont obtenu les plus hautes fonctions au sein de l'administration de la ville ne le doivent qu'à leurs liens personnels d'amitié et à leurs flatteries envers Gaudin ? Plusieurs reportages de la presse locale dénoncent

ouvertement et de façon récurrente la complète incompétence des responsables municipaux pour l'état des appartements en location.

Certains faits, typiques de cette mentalité d'enrichissement du personnel politique local issu du parti LR de Gaudin sont venus petit à petit à la connaissance du public. Xavier Cachard, vice-président du conseil régional, était propriétaire de l'un des appartements de la rue d'Aubagne, au numéro 65, l'une des maisons qui se sont effondrées. Il a été renvoyé de son poste le 15 novembre. Bernard Jacquier, vice-président du parti LR pour la métropole d'Aix-Marseille, est le propriétaire d'un taudis dans le troisième arrondissement, dont il prétend ne rien savoir sur l'état nocif pour la santé de ses habitants. Il a quitté ses fonctions le 17 novembre. Thierry Santelli est propriétaire d'un appartement dans le centre-ville, dans le quartier de la Belle-de-Mai. Cet appartement a été déclaré « dangereux » et a été évacué le 13 novembre. Il s'est montré « étonné » – bien que la sécurité sociale l'ait prévenu, mais il n'avait évidemment « rien à se reprocher ». Il a dû quand même démissionner de son poste de vice-président du département et du conseil municipal. Et André Malrait, adjoint du maire, louait une chambre qui était dans un « état mettant la santé en danger » à une jeune femme, pour 520 euros par mois. Cette pièce faisait 17 m², mais elle était officiellement enregistrée comme garage à motos. Malrait s'est dit lui-même « irréprochable ».



Mais le service municipal pour l'hygiène de la ville confirma encore une fois le caractère nocif pour la santé de ce logement. Pourtant, Malrait n'a pas démissionné, bien que tout le monde l'exigeât aussi bien au sein du conseil municipal qu'à l'extérieur. Comment voulez-vous faire installer une politique anti-gentrification avec des délégués municipaux comme ça ?

Le cynisme et l'arrogance de ceux qui gouvernent la ville est sans limites. Laure-Agnès Caradec, adjointe à l'urbanisme, a participé, au lendemain de la catastrophe de l'effondrement des trois maisons, à une fête en l'honneur de producteurs de chocolat, comme si rien ne s'était passé. Un journaliste a posé à Gaudin une question sur les raisons qui font que la ville a dépensé 56 millions d'euros pour un stade d'hiver (dans le cadre du climat méditerranéen extrêmement chaud !) alors qu'elle n'en avait dépensé que 15 par an pour rénover les logements qui menaçaient de s'effondrer (après vérification des faits, le journal local d'investigation *Marsactu* a finalement constaté que ces 15 millions se limitaient en réalité à 3 millions par an). Gaudin a répondu qu'il ne regrettait rien (9). Un ancien collaborateur de la société de logement municipal Soleam répondit à *Marsactu* qu'il y avait un service communal chargé de la sécurité des bâtiments « totalement dysfonctionnel », qu'il y avait « un vrai problème de compétences, de formation et de volonté ». Ainsi, « le quartier de Noailles était la dernière priorité des interventions de la ville en matière d'urbanisme » (10).

Outre les habitants et les habitantes, 120 artisans et petits commerçants ont dû abandonner leurs magasins. Un service municipal gratuit d'assistance et de nourriture a été instauré en novembre 2018 pour les personnes concernées, mais est devenu payant dès la mi-avril 2019. Selon les chiffres officiels de la fin avril, 1200 des 2700 personnes évacuées avaient pu être relogées. Parmi celles-ci, 100 ont trouvé un logement par elles-mêmes ; 570 ont été hébergées par une société de logement social et 640 ont dû réintégrer leurs logements évacués après qu'on leur ait dit que des travaux de réparation avaient été effectués. Mais ces travaux n'ont souvent été l'objet que de projets sans avoir été réellement réalisés

et encore moins contrôlés, si bien que les anciens habitants et les anciennes habitantes ont protesté contre leur rapatriement dans des logements toujours aussi dégradés (11).

En même temps, il y a à Marseille 30 000 logements qui restent vides. Parmi ceux-ci on en trouve beaucoup dans la très longue rue de la République, où un projet de rénovation de luxe et de gentrification avait échoué il y a quelques années (12). Mais à part de très rares exceptions, la ville se refuse à entreprendre des réquisitions pour les évacués.

Jusqu'à la fin décembre 2018, (***associées au mouvement des Gilets jaunes. NLDL***), il y a eu d'énormes vagues de protestation de la part de manifestants contre le pouvoir municipal détenu par Gaudin. Au cours d'une de ces manifestations (***Des incidents violents avaient éclaté samedi en fin de journée sur le Vieux-Port, puis sur la Canebière, après une journée marquée par plusieurs manifestations dans la cité phocéenne, à l'appel des "gilets jaunes", de la CGT mais aussi d'un collectif né après la mort de 8 personnes dans l'effondrement de deux immeubles début novembre dans le centre-ville in la dépêche du Midi. NLDL***), une habitante a été atteinte au 4^{ème} étage de son immeuble par un projectile, tiré par les forces de l'ordre. Elle est décédée dans la nuit. Ces protestations ont diminué d'intensité depuis janvier 2019. Mais le 10 mars, 6000 personnes ont participé au carnaval indépendant du quartier de la Plaine. Les cris des « carnavaliers » étaient hostiles à la mairie et le défilé est passé par Noailles.

Les personnes concernées se sont organisées elles-mêmes, tout particulièrement au sein du Collectif du 5 novembre. Et une « charte du relogement » pour les personnes qui ont les conditions de ressources les plus faibles a été promulguée par ce Collectif, afin que tous les évacués (13) aient les mêmes droits. Tant que ces droits ne seront pas reconnus, le Collectif du 5 novembre ne laissera pas la mairie tranquille.

Lou Marin (CIRA de Marseille)

Publié pour la première fois en allemand dans *Graswurzelrevolution*, n° 439, mai 2019, traduit par Sylvie Ranc-Puech.

(1) A propos de l'installation du clientélisme marseillais pendant l'ère Deferre, voir Cesare Mattina : *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Presses de Sciences po, Paris, particulièrement les pages 11 à 181.

(2) « Effondrement des immeubles rue d'Aubagne à Marseille », un article sur Wikipedia qui est très précis et critique, consulté le 11 avril 2019, p. 2 et suivantes.

(3) David Coquille : « Cinq mois d'un drame de l'habitat qui n'en finit pas », dans le journal marseillais de gauche *La Marseillaise*, édition du samedi-dimanche 6-7 avril, p.2 et suivantes.

(4) Philippe Pujol : *La fabrique du monstre*, Les Arènes, 2016, avec deux chapitres sur Gaudin, qui sont d'ailleurs beaucoup trop aimables, voir p. 157-178 et p. 199-225.

(5) Pujol, *id.*, citation p. 206.

(6) « Effondrement des immeubles », *id.*, p.7

(7) *Id.*, p.2

(8) *Id.*, p.6 et p.7

(9) *Id.*, p.5 et p.9

(10) Un ex-collaborateur de la Soleam dans *Marsactu*, cité d'après « Effondrement des immeubles... », p. 1

(11) David Coquille : « Cinq mois d'un drame... », *id.*, p. 3

(12) Voir Jean-Stéphane Borja, Martine Derain, Véronique Manry : *Attention à la fermeture des portes. Citoyens et habitants au cœur des transformations urbaines : l'expérience de la rue de la République à Marseille*, éditions Commune, Marseille, 2010, 287 p. ; Association Un Centre-Ville Pour Tous : *Petite histoire & grandes batailles*, Marseille, 2007, 38 p.

À comparer avec le livre de Günther Liehr : *Marseille. Portrait einer widerspenstigen Stadt*, Rotpunktverlag, Zürich, 2013, en ce qui concerne plus particulièrement la rue de la République dans le cadre du projet « Euroméditerranée », voir les pages 271-289.

(13) L. P. : « Les collectifs d'habitants bataillent pour une « Charte du relogement », dans *La Marseillaise*, édition du samedi-dimanche 6-7 avril, p. 4.

Naissance de la « Communauté technocritique »

Et le *Monde libertaire* y était... On connaissait déjà le site d'information SCIENCES CRITIQUES, pour entendre parfois ses animateurs sur Radio Libertaire, comme par exemple lors de l'émission Trous Noirs du 22 octobre 2018. L'association passe maintenant à la vitesse supérieure et veut réunir la communauté dispersée des acteurs et penseurs de la technocritique française. C'est pourquoi s'est tenue, le 29 mai dernier, la première journée Pourquoi et comment critiquer la technologie aujourd'hui, à Paris dans le 12^{ème}, au bord du plus ancien marché parisien, le marché d'Aligre.

Près de cent personnes sont réunies, de tous âges, des femmes pour un gros tiers, mobilisées par un petit noyau d'animateurs d'un mouvement encore naissant. Une petite dizaine d'associations sont présentes dont la librairie voisine, Qui-ombo, qui à côté des livres critiques des techniques et technologies, propose des ouvrages autour de Bookchin et du Communalisme Libertaire dont l'anarchisme intègre une pensée forte de la technologie. Cette journée était organisée selon deux sessions de trois heures, motivées par un credo partagé : « *il devient urgent, voire impératif, de résister au déferlement technologique et de faire émerger une communauté technocritique* ». Comme souvent en France, la théorie précédait la pratique ; quatre orateurs ont tout d'abord cadré le sujet autour du message suivant : *Productivisme, Industrialisme et Techno-scientisme* sont les moteurs complémentaires d'une crise majeure, écologique, économique, sociale et politique. Pour le résumer d'une formule : l'Anthropocène – la nouvelle ère géologique produite par l'humanité – pourrait bien n'être que le nom d'emprunt de la Technocène, l'ère du technocapitalisme.

Il faut rematérialiser la technocritique

Un historien a tout d'abord proposé de dévoiler les deux points aveugles qui limitent notre compréhension ; il faut, dit-il, 1/ défocaliser de la « révolution numérique » et 2/ aller au-delà d'un discours de simple diabolisation du capitalisme, en réalité inopérant car ignorant du moteur technologique, qui lui est consubstantiel. Dans le cas du numérique, par exemple, l'effet grossissant du nouveau empêche de s'intéresser à ce qui simplement *continue* ou empire. Plus évidente et bien plus intéressante à étudier, la nouveauté accapare l'attention. A tort ! Car, par exemple, le développement massif de l'extraction de matière brute transformée en un béton qui dévore des pans entiers de territoires est un problème majeur, et sans rapport direct avec la dématérialisation. De même, l'impact du déversement massif de pesticides est antérieur à la culture d'OGM. Donc, s'il convient d'être vigilant sur les nouvelles technologies, cela ne doit pas être au dépend des anciennes. Elles ne les remplacent pas, mais s'y additionnent, voire comme pour l'extraction des terres rares, elles les accélèrent. Les techniques ne se substituent pas et il faut rematérialiser la technocritique ; décentrer le regard du High-tech.

Le côté obscur de la « fée électricité »

La question de l'énergie s'est bien sûr invitée dans le débat, par exemple au sujet de la focalisation sur le numérique évoquée plus haut : la consommation énergétique de l'informatique est sans commune mesure avec celle des aspirateurs, lave-vaisselle, lave-linge, réfrigérateurs, plaques de cuisson électrique, ou encore ventilateurs et climatiseurs. De là,

on passe au questionnement de cette électricité que l'on dit « propre », aux côtés obscurs de sa production, de son transport ainsi que du gâchis inhérent à une forme de l'énergie que l'on ne sait pas stocker. Pour ce qui est, par exemple, de la Chine, parangon de cette voiture électrique dont on promet qu'elle doit sauver les villes, on constate que 70% de son électricité est produite en brûlant du charbon ! La pollution est simplement délocalisée ; ce sont les zones rurales de mines et de centrales thermiques qui absorbent le choc afin de purifier l'air des mégapoles de la mondialisation « heureuse », et il semble, a-t-il été dit, que l'on pourrait raconter une histoire de l'énergie en disant celle de son *invisibilisation* progressive auprès de ceux qui l'utilisent...

Deux siècles de résistances se réactivent

Un second historien a rappelé le temps long de la techno-résistance, comme ce 14 Juillet 1789 qui a vu le peuple de Rouen se révolter et brûler des machines textiles. On connaît la longue et féroce résistance des Luddites, ces artisans anglais qui ont résisté massues en main, à une machinisation de leur savoir-faire qui détruisait leur vies. Mais en France aussi, la liste est longue de ces révoltes qui ont essaimé la première moitié du XIX^e siècle : typographes parisiens en 1830, exigence de taxes sur les machines en 1848, etc. Le « siècle des révolutions » aura également été celui des bris de machines, incendies, pétitions, ou contre-inventions d'automatisations utiles aux communautés, comme les batteuses « à manège » contre celles à vapeur qui les détruisait. Il aura fallu les énormes coups de boutoir des deux dernières guerres mondiales

pour briser les dernières résistances et immerger les sociétés occidentales dans les eaux polluées du productivisme technologique. En forgeant le culte « progressiste » qui faisait du progrès social la conséquence « nécessaire » du progrès technique, les scientifiques marxistes et les socialistes républicains et auront activement contribué à l'enthousiasme technologique. Bien qu'opposés à l'exploitation capitaliste, Marx et ses zéloteurs se retrouvaient à son côté pour promouvoir le machinisme et le productivisme. La glorification d'un prolétariat promu au rang de peuple élu, guidé par des prophètes inspirés par Science divinisée, et producteur d'une abondance découlant de l'industrialisation, a dévalorisé les artisans, les paysans, leurs modes de vie et leurs savoir-faire, présentés comme des vestiges réactionnaires et arriérés d'un passé à dépasser, sortes de proto-beaufs, Gilets Jaunes avant l'heure... De cette époque qui s'estompe, on retiendra ce mantra à l'infini jusqu'à la fin des années 60 : *on n'arrête pas le progrès*, et ça n'est que grâce au bouillonnement déclenché en mai 68, en marge du mouvement hippie, et aux premiers combats contre le nucléaire, qu'une contestation radicale du productivisme et du machinisme a refait surface, très marginalement.

Il aura fallu une cinquantaine d'années pour consolider des communautés et des luttes politiquement et géographiquement dispersées, et converger vers ce consensus : il est urgent de *politiser les objets techniques*, d'explicitier leurs charges écologiques, politiques et sociales, de les rendre lisibles.

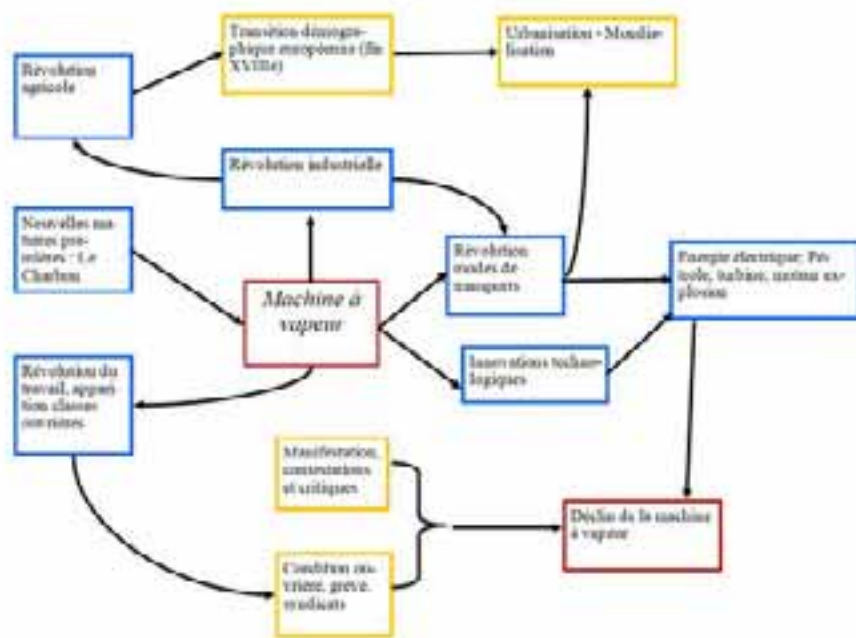
L'idéologie technicienne façonne l'idéologie capitaliste

Un débat s'est réactivé à plusieurs occasions questionnant la relation entre capitalisme et technologie. On considère habituellement dans les milieux libertaires que « le capitalisme » mène la danse, qu'il fixe le cap et impose la vitesse. A l'opposé de ce credo, l'énoncé qui a émergé de cette journée est que *l'idéologie technicienne façonne l'idéologie capitaliste*, et non l'inverse comme on l'entend partout. Saint Simon serait le maître d'Adam Smith. Victimes de leur avidité sans limite, les capitalistes ne seraient que les zélés financeurs des ingé-

nieurs. Si c'est bien le cas, nombre de nos automatismes sont à revisiter, nombre de nos analyses sont à approfondir, dont par exemple, celles des « Grand Projets Inutiles ». Si l'on convient que la technologie est le fait majeur du capitalisme contemporain, on ne peut s'en tenir là.

Dans cette veine, certains ont proposé que tout s'achève avec la *Loi de Gabor*, bien connue dans le milieu technologique. On prête à ce prix Nobel de physique la loi énonçant que « *Tout ce qui est*

composante militaire, qui dictent les modalités et le tempo de la course à l'innovation techno-scientifique, grâce au concept de « technologie duale » promu à la fin du siècle dernier. Dans ce cadre, les complexes militaro-industriels sont aux commandes ; ils imaginent, suscitent puis organisent les débouchés civils de leurs technologies de mort. S'ils réussissent, ils verront leurs innovations bénéficier de l'apport de dizaines de milliards de dollars de capitaux privés, déversés dans l'espoir de juteuses plus-values sur les



techniquement faisable, sera fait ». En d'autres termes, c'est la technologie qui gouverne la politique ; son inertie serait si forte que ce monde ne serait plus piloté, mais tout juste gouverné à vue, comme une voiture dont le moteur se serait emballé. A l'exception notable de la Chine, on pilote à court-terme : l'horizon des politiciens est celui de la prochaine élection ; celui des grands groupes cotés en bourse, la fin du trimestre ou de l'année fiscale. D'où la passion de nos maîtres angoissés pour les statistiques, les sondages et les prédictions, qu'elles soient issues des équations des scientifiques ou plus récemment des intelligences artificielles. Mais, il faut aussi raison garder. Cette « loi » n'en est pas une, tout au plus une conjecture, et il a été rappelé que ce sont bien les États, et en particulier leur

marchés civils. La liste est bien longue des inventions qui ne satisfaisaient aucun de nos besoins, mais donnaient un avantage militaire.

Tous (et toujours) scientifiques

En marge de ces débats, il s'est produit un court mais vif échange relatif à la science elle-même. La science ne serait pour certains qu'un dispositif épistémologique parmi d'autres – une forme particulière d'accès à la vérité, historique et située. Les peuples premiers, ont leurs propres procédures de connaissance et produisent les techniques adaptées à leur relation au milieu, tout autant efficaces dans ce contexte. De surcroît, n'étant pas aveuglés par le culte des mathématiques et l'adoration des concepts, leur rapport

à la technique les a le plus souvent préservés de la folie de destruction propre à la société techno-scientifique, qui transforme progressivement tout réel en « ressource » à exploiter, ou en abstraction à contempler. Pour certains, il n'y aurait pas de hiérarchie des modes de production des savoirs !

Aveuglés par les Lumières, nous ne voyons pas notre propre foi du charbonnier... nous croyons à La Science comme nos aïeux au Dieu, nous croyons nos savants et leurs théories comme nos ancêtres les prêtres et la Bible. Nous croyons qu'il y a des milliards d'étoiles, que notre univers à « commencé », qu'il y a de la matière noire, et que, oui, on va bientôt la trouver ! Comme tous les peuples, nous sommes dans la croyance – ici laïcisée – même si la science elle-même nous commande de la questionner, ce que font d'ailleurs les philosophes des sciences (mais qui les questionne ?). La critique du scientisme n'aurait-elle évacué que son écume? le fond magico-religieux n'est-il pas toujours là, bien actif? Et au culte de la « Connaissance » produite par les scientifiques n'avons-nous pas agrégé celui de la « Solution », du Solutionnisme. On peut effectivement penser que le clergé scientifique des Lumières s'est récemment augmenté d'une nouvelle caste, celle des ingénieurs. Irresponsable et au service du plus offrant, elle est très dispendieuse, et aussi très dangereuse.

De nombreuses luttes contre l'asservissement

Tout droit venue d'Albi, Célia Izoard nous a heureusement ramené sur terre, au sein des luttes qui se mènent maintenant. En premier lieu, la révolte anti-linky qui voit en ce moment plus de 700 communes interdire son installation, un nombre incalculable de foyers la refuser, des réunions publiques se mener, jusqu'aux assauts contre des centres ou des voitures Enedis. Dans son numéro de mars dernier, le Monde Libertaire avait dévoilé la première attaque coordonnée livrée par les humains contre les robots, portée en France par les Gilets Jaunes. Celle contre les compteurs Linky est du même ordre, et mobilise les mêmes acteurs qui ont choisi l'action directe pour faire savoir que l'innovation

technique ne doit pas nous asservir. D'autres luttes sont en cours, telle celle contre la 5G qui démarre maintenant, contre l'infrastructure de la société digitale – un enjeu énorme. Un appel international à la résistance a été lancé par des scientifiques qui nous demandent dès maintenant de réagir devant cette infrastructure qu'on veut nous imposer, d'autant plus dangereuse qu'elle est invisible. Résolvant des problèmes que nous ne nous posons pas, cette technologie ne sera que marginalement à notre service. Elle est par contre nécessaire aux corporations transnationales qui veulent nous diffuser toujours plus profond leur opium virtuel, et aux polices, qui veulent nous espionner, nous contrôler et nous contraindre toujours plus. Si la domination de la 5G par l'industrie chinoise fait paniquer la Maison Blanche qui comprend parfaitement l'enjeu, en Europe Airbus et son projet pharaonique, One-Web, en est une tête de pont. D'autres actions de résistance sont autant de couacs perturbant le doux chant hypnotique des sirènes technophiles, comme l'interruption de la conférence de Cédric Villani, mathématicien égaré dans la politique, improvisé chanteur gouvernemental de l'intelligence artificielle, ou encore le happening lors de la conférence internationale sur la robotisation de l'agriculture également perturbée par des intervenants technocritiques dont le collectif « Faut pas pucer ».

Gilets Jaunes et T-shirts technocritiques

Célia Izoard s'est également attachée à décrire la rencontre entre ces luttes technocritiques et le mouvement des Gilets Jaunes, bien souvent présentés comme des beaufs incultes et ringards, incapables de saisir des miracles technologiques. Que cela soit contre les compteurs Linky, contre l'intelligence artificielle, la virtualisation des administrations, ou encore la digitalisation des écoles, des groupes de Gilets Jaunes se joignent aux acteurs

qui ont initié ces mouvements. Ils leur apportent sur le terrain une force de mobilisation qui amplifie significativement les actions, et s'en font les propagandistes actifs grâce aux conférences qu'ils organisent et aux échanges sur FaceBook et sur les ronds-points occupés. Ils relayent le message technocritique au sein d'une large population à laquelle ses promoteurs n'avaient pas jusqu'ici accès. Un jeune maire et président de communauté de communes est par exemple intervenu, indiquant avoir tout à la fois interdit les Linky, l'utilisation des LBD, et délivré un permis de construire pour une cabane jaune. Xavier Renou qui tenait la table de l'association des Désobéissants, expliquait qu'ils organisent depuis plusieurs mois des stages pour former des Gilets Jaunes à l'action directe non-violente. On assiste à une orientation de cette énergie d'abord libérée sur le mode de la révolte, puis politisée par une longue et dure lutte contre la répression et le mépris de classe des « diplômés ». Cette énergie combative se rend disponible pour résister à des projets jugés insupportables. Une partie de l'assistance découvrait que de nombreux groupes de Gilets Jaunes ont compris que la réappropriation de leurs vies passe par la maîtrise des choix technologiques, et qu'adeptes de l'action directe, tout comme notre oratrice inculpée pour bris de machines en 2005, ils ne se payent pas de mots.

Casser nos mobiles !?

De l'action directe à l'action *immédiate*, il n'y qu'un pas... qu'une participante a très sérieusement proposé de franchir, en cassant nos mobiles – *maintenant* ! Une vague d'angoisse presque palpable a alors



parcouru l'assistance... qui s'en est habilement sortie en convenant que la solution ne sera pas individuelle... *Ouf!*

Malgré ce recul, *notre propre relation* aux bienfaits de la technique – à vrai dire une addiction, pour beaucoup – a été questionnée, en particulier par Joël Decarcin fondateur de Technologos, association critiquant le rôle déterminant de la technique dans nos sociétés. S'abritant sous l'autorité du grand précurseur, tout à la fois protestant et libertaire, Jacques Ellul, il nous incite avec Paul Jorion, à réfléchir à notre propre matérialisme, à l'immense faiblesse de cette raison que nous chérissons tant, et à tous les compromis que nous passons sans vergogne pour *un peu plus de confort*. Pour ces deux intervenants, il s'agit avant tout de nous repenser « en tant qu'espèce », de comprendre *quel est ce manque* que nous cherchons à combler, comment donner la main à notre vision à long-terme sur nos décisions, le plus souvent court-termistes.

Comment dompter cette passion triste : cette soif de repos dans l'obéissance et de confort qui nous endort et nous sépare.

Ici la posture anticapitaliste est de peu de secours, car les questions mobilisées sont celles de l'autonomie, du partage, et de la solidarité. C'est au final, la question de la Vie Bonne, telle qu'elle a été formalisée par les philosophes de la Grèce classique et peut-être pratiquée par nombre de peuples sans États. Un des orateurs plaide que, faute d'un solide consensus autour de réponses à ces questions de fond, le combat pour la maîtrise des techniques sera vain ; inévitablement perdu. Et ceci rejoint curieusement une des conclusions de l'ethnologue Charles Macdonald, dont le livre « L'ordre contre l'harmonie – anthropologie de l'anarchie » dispose d'une recension dans le Monde libertaire du mois de juin. Proposant une sorte de bilan du voyage dans le temps long des sociétés anarcho-grégaires, qu'il analyse et formalise au long de plus de 300 pages passionnantes, il nous indique ceci : « *L'homme moderne est profondément aliéné, prisonnier qu'il est de la cage sociale et des fictions de la transcendance [...] il s'est berné lui-même et son emprisonnement résulte autant de son imaginaire que des transformations matérielles ou techniques de son*

univers. Il se connaît mal. Sa pensée et ses actes se contredisent régulièrement. » L'auteur bien sûr, ne nous propose pas de réactiver ces sociétés archaïques ayant développé des modes d'organisation qui assuraient dans la durée, l'autonomie, l'égalité et la solidarité de leurs membres, mais il semble malgré tout qu'il voudrait nous inciter à y trouver une source d'inspiration nous aidant à réparer une modernité qui nous accable au moins autant qu'elle ne nous sert, si ça n'est plus.

Ce n'est qu'un début, continuons etc.

Ce compte-rendu bien partiel n'a pu qu'effleurer quelques éléments clefs de ce qui s'est partagé pendant cette journée, les questions et les prises de conscience qui s'y sont cristallisées, et surtout l'(état d')esprit qui s'y manifestait. Peut-être aura-t-il également suscité le désir de rejoindre une lutte vieille de deux siècles qu'une actualité brûlante contraint à faire renaître de braises encore chaudes, et peut-être, de rejoindre une communauté encore humide d'une naissance accélérée, sous les forceps de l'urgence.

Anarchisme et pratiques

Les militants anarchistes ont toujours cherché à partager les valeurs idéologiques portées par la pensée et l'histoire libertaire. Ces partages se sont faits le plus généralement par une approche pédagogique et de terrain ; des collages d'affiches, des journaux et périodiques divers, de l'édition de livres et brochures, des meetings et autres rencontres-débats, du matériel de propagande, des Universités populaires et j'en passe... D'autres militants ont rejoint des organisations proches où ils ont tenté d'y mettre en pratique les valeurs libertaires. Que ce soit dans le monde syndical, le monde associatif, le mouvement pacifiste, les Athénées de quartiers ou autres squats...

Le groupe Henry Poulaille de St-Denis qui fête ses cinquante ans d'existence sur sa ville et à la Fédération anarchiste n'a pas failli à cette trajectoire : nous avons vendu notre journal, collé et créé des af-

fiches, organisé des réunions, participé aux divers collectifs locaux, milité syndicalement et animé une émission sur Radio Libertaire. Nous avons porté avec la CNT et le DAL l'ouverture de deux squats, l'un à St-Ouen, l'autre à St-Denis. Nous avons un local. Il y a une bonne dizaine d'années, nous avons lancé La Dionyversité, l'Université populaire de St-Denis, et réuni plusieurs milliers d'auditeurs à la Bourse du travail.

Tout cela est sans doute bien beau mais il n'empêche que les valeurs que nous défendons sont toujours pratiquement inconnues des habitants de notre ville !... Nous existons dans le milieu militant mais guère au-delà ! Cette constatation qui sera sans aucun doute la même pour beaucoup d'entre nous, qui défendons les valeurs libertaires, nous a amené à mettre en place une pratique radicalement différente de la militance anarchiste

classique. Puisque nos paroles, nos mots, nos actions portent peu vers les citoyens de notre ville, pourquoi ne pas mettre en place des organisations qui, en répondant à une nécessité, en l'occurrence se nourrir, pourraient devenir un laboratoire expérimental pour les valeurs libertaires que nous défendons ?

C'est dans cette trajectoire que c'est inscrite l'AMAP Court-Circuit qui regroupe depuis 9 ans 250 familles dans un cadre horizontal et libertaire et les boutiques alimentaires autogérées, DIONY COOP qui regroupent à ce jour plus de 700 familles. Lorsque nous avons lancé en 2010 l'AMAP Court-Circuit et en 2015, une coopérative alimentaire, nous ne savions pas trop ce qu'il fallait faire mais nous savions par contre très bien ce qu'il ne fallait pas faire. Ainsi, nous avons décidé d'abandonner un certain nombre de principes qui même dans le

milieu libertaire continuent à faire autorité.

Le pouvoir

Il ne suffit pas, à notre avis, de condamner le pouvoir. Il faut, surtout et avant tout, mettre en place des organisations portées par les valeurs libertaires et qui éviteraient les dérives bureaucratiques et de pouvoir. Par expérience militante, nous avons donc radicalement rejeté la forme associative qui tout en apparaissant comme un espace de liberté n'est rien d'autre que l'émanation d'une pensée et d'une pratique bourgeoise avec un Président, un bureau et les décisions démocratiques.

Porteur d'un projet, la création d'une AMAP, nous avons proposé, de façon expérimentale, de créer un espace informel d'hommes et de femmes qui s'activeraient pour leurs intérêts personnels et l'intérêt collectif. Un espace de responsabilité individuelle où le collectif ne pourrait fonctionner que si les individus le composant s'activent de façon individuelle. Il est intéressant, après coup, de constater que cette nouvelle forme d'organisation ait pu permettre aux uns et aux autres un épanouissement dans l'initiative pour l'intérêt collectif. Comment des hommes et des femmes ignorants des valeurs libertaires ont pu s'emparer de ces dernières pour les revendiquer comme une composante forte de leur engagement militant jusqu'à se prévaloir d'appartenir à une AMAP anarchiste.

La démocratie

Si nous savons toutes et tous dénoncer les principes démocratiques qui imposent à la minorité la position de la majorité, nous avons beaucoup de difficultés à abandonner les espaces collectifs où bien entendu s'exprimeraient la qualité, l'intelligence et le bon sens. Pourtant, c'est cet abandon que nous avons porté en leur proposant, à titre expérimental, de fonctionner sans prendre de décisions collectives.

Si cette articulation peut sembler théoriquement délicate, il est intéressant de constater, par l'expérience, comment des personnes ignorantes des valeurs libertaires ont pu s'approprier l'espace collectif pour en faire, sans conflits et rapports de forces, un espace de libertés, d'innovations, d'initiatives, de partages et d'entraides. L'AMAP Court-Circuit fonctionne depuis 9 ans sans « assemblées générales » et les Coopératives DIONY-COOP font de même depuis 5 ans.

De la responsabilité collective ou de la responsabilité individuelle

Notre propos ne sera pas de discourir sur les qualités de la « décision collective » ou les qualités de la « décision individuelle » mais simplement de dire que dans un espace non productif, comme des boutiques de quartier, le principe de la décision collective nécessaire dans une Coopérative de Production n'est pas nécessaire.

Inversement, et à travers l'expérience

vécue par d'autres coopératives alimentaires autogérées, la présence d'espaces de décisions collectives (assemblée générale, commissions,...) entraîne de façon systématique l'apparition de problèmes de pouvoir et des conflits.

Autogestion et démocratie

Le terme « Autogestion » a fleuri à la fin des années 60 et dans les années 70 porté par le P.S.U. la C.F.D.T. et des groupes d'extrême gauche. Il s'agissait alors de penser l'autogestion – l'abolition du pouvoir de commandement – dans le monde de l'usine et du travail salarié. Cette proposition se plaçait dans la lignée de la gestion ouvrière prônée et défendue par le courant libertaire (1). Aujourd'hui, le terme « autogestion » a quitté l'espace de la production et du travail pour investir le champ politique et au-delà toutes les activités humaines. En 1979, dans son livre, « *Autogestion et hiérarchie* », Cornelius Castoriadis liait un fonctionnement autogestionnaire à une pratique décisionnaire collective. Une organisation où « toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment le faire ». Cette façon de voir les choses, assez classique et généralement retenue, nous enferme dans des espaces collectifs de décisions et débouche rapidement sur une approche démocratique et figée où la majorité aura raison vis-à-vis de la minorité.





Pourquoi, en ce qui concerne une coopérative alimentaire autogérée, faudrait-il se réunir à tous moments et pour tous sujets afin de prendre des décisions collectives. En quoi un membre ou un groupe de membres ne pourraient-ils pas prendre des décisions expérimentales quant au fonctionnement général de la structure : ouverture des portes, choix des produits, commandes, choix du banquier ou de l'assureur... C'est cette méthode que nous avons portée dans les espaces créés à St-Denis et il semblerait, à l'expérience des années et du nombre, que celle-ci corresponde le mieux aux aspirations libertaires des hommes et des femmes d'aujourd'hui.

Enfin, nous avons porté politiquement le principe de la confiance qui, courant dans les milieux libertaires, est plus délicat à mettre en place dans nos sociétés mercantiles et hiérarchisées. Faire confiance à autrui, c'est aussi se faire confiance à soi-même. Accepter qu'autrui puisse se tromper, c'est aussi reconnaître que l'on peut se tromper.

Dans les espaces créés à St-Denis, tous les membres ont les mêmes pouvoirs de faire ou ne pas faire. Ils ont la liberté d'ouvrir l'AMAP, d'ouvrir les coopératives (ou de ne pas les ouvrir) – des jeux de clés sont à disposition – de faire entrer dans les rayons des produits qui leur plaisent ou ne pas le faire... Chaque coopérateur fait ses courses, tient son

compte individuel d'achats et personne ne contrôle les calculs faits. Personne ne contrôle personne et chaque intervention ne peut être qu'une volonté personnelle de l'amapien ou du coopérateur à faire pour son intérêt personnel et l'intérêt collectif. Cette pratique fondée sur la liberté a totalement modifié nos rapports humains. Nos espaces sont devenus des espaces « hors du monde » où tout à chacun se conduit dans le respect des autres sans y être contraint mais simplement par sa volonté.

Il y a alors une « rupture morale » qui permet d'imaginer ce que pourrait être une société libertaire égalitaire. Et c'est cette lecture qu'exprime régulièrement les membres du collectif.

Que faire !

Depuis une quinzaine d'années les AMAP se sont développées et depuis quatre à cinq ans, ce sont les Coopératives alimentaires ou autres supermarchés coopératifs. Certaines et certains d'entre nous sont actifs dans les AMAP mais peu dans la dynamique des coopératives alimentaires. Alors, pourquoi ne pas sauter le pas et porter, comme cela a été fait à St-Jean en Royan, à Sauxillanges ou à St-Denis la création d'une coopérative alimentaire autogérée et porteuse des valeurs libertaires ? Le chantier est vivifiant pour les principes que nous défendons et ces principes sont entendus et repris avec fougue tant ils savent rom-

pre avec des méthodes et des valeurs bourgeoises et libérales qui nous entourent.

Enfin, et surtout, la création d'une coopérative alimentaire autogérée libertaire n'est pas une grosse tâche puisque le propos n'est pas de faire à la place des autres mais laisser les autres faire ! Notre responsabilité politique n'est pas de « faire » une coopérative autogérée mais simplement d'exprimer et mettre en place dans un collectif les valeurs que nous défendons comme des valeurs alternatives et novatrices.

Nos expériences et nos idéaux nous donnent des outils pour refuser certaines pratiques porteuses de conflits telles que la démocratie, la responsabilité collective, la présidence ou autre commission décisionnaire. Mais ces refus, nous devons les faire dans l'écoute et le respect d'hommes et de femmes qui, naturellement, reprennent les principes de fonctionnement du monde social et économique qui nous entoure. Nous devons expliquer et proposer, de façon expérimentale, d'autres façons collectives de fonctionner.

Et, au regard de l'expérience qui se passe à St-Denis, il n'y a pas de doute, vous serez entendus.

Jean-Claude RICHARD
Groupe Henry POULAILLE
de St-Denis.

(1) – Maurice Joyeux, 1972, *Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière*, 46 p., Éditions La Rue.

A lire : DIONY COOP, *Des coopératives alimentaires autogérées dans le 9-3*, Éditions Libertaires. 116 pages, 9,50€.

Une fédération des Coopératives Alimentaires Autogérées et en création à l'adresse : <http://fede-coop.org/>
Contact : dionyversite@orange.fr

Quelques mots en guise d'introduction au texte qui suivra ...

Le 10 avril dernier, l'association « **24 août 1944** » organisait à l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris un colloque sur le thème : **1939-2019, l'Utopie en exil**

Exposés et débats animés par les intervenants :

- **Aimé Marcellan**, membre fondateur du Centre de recherches et documentation d'histoire contemporaine (RE-DHIC)

- **Geneviève Dreyfus-Armand**, historienne spécialiste de l'exil républicain espagnol

Tomás Ibáñez, professeur de psychologie sociale à l'Université autonome de Barcelone

C'est l'intervention de ce dernier que nous vous proposons de lire ci-dessous. Intervention dont le titre précis était : « **Que reste-t-il de l'Utopie ? Témoignage sur la lutte antifranquiste dans les années 60-70. Et de la mort de Franco à l'Espagne contemporaine** »

Les lecteurs et lectrices du *Monde libertaire* ont déjà eu l'occasion d'y lire des articles de Tomás Ibáñez, et à notre librairie fédérale (Publico) vous pouvez également vous procurer ses ouvrages, entre autres :

Fragments épars pour un anarchisme sans dogme

Nouveaux fragments épars pour un

anarchisme sans dogmes

Une résurgence anarchiste - les Jeunesses libertaires dans la lutte contre le franquisme : la FIJL dans les années 60

Anarchisme en mouvement. Anarchisme, néo-anarchisme et post-anarchisme

Mais pour celles et ceux qui n'avaient pas pu être présents à ce colloque, nous vous livrons maintenant cette intéressante intervention-témoignage de Tomás Ibáñez. Bonne lecture.

L'utopie en exil De la mort de Franco au moment actuel

Lorsqu'une pesante chape de plomb, et de sang s'abattit sur l'Espagne en 1939, l'utopie qui avait fait se dresser une grande partie du peuple contre le coup d'État fasciste ne s'avoua pas vaincue pour autant.

Ni les milliers de prisonniers politiques, ni les exécutions sommaires ne réussirent à entamer la *volonté de lutte* inspirée par cette utopie. Une volonté de lutte dont témoigne, par exemple, le fait que pendant les dix années qui suivirent la fin de la guerre, pas moins de *14 comités nationaux de la CNT*, la Confédération nationale du travail, furent *reconstitués* dans la clandestinité après chaque démantèlement poli-

cier... *14*, en seulement dix ans, et sous une dictature qui n'hésitait pas à tuer et à torturer.

Parallèlement à l'énorme effort déployé pour maintenir cette organisation, se développait aussi une *résistance armée* qui était menée le plus souvent par *des libertaires venus de l'exil*. Et je sais bien que le fait de ne mentionner ici que les noms d'*Amador Franco*, *Raúl Carballo*, *José Luis Facerías*, *Quico Sabaté*, *Wenceslao Jiménez*, ou *Ramón Vila*, revient à ne pas faire honneur à la longue liste des combattants tombés en Espagne.

Par ailleurs, lorsqu'en 1939 des centaines

de milliers de personnes entreprirent "*la Retirada*" pour chercher asile en France, la merveilleuse *utopie* qu'elles avaient vécue si intensément dans l'Espagne des années 30 ne se brisa pas pour autant contre l'imposant rempart des Pyrénées.

Bien au contraire... *l'utopie* traversa, *douloureusement*, *il est vrai*, ces montagnes et, comme le font les plantes les plus vivaces, elle réussit à survivre dans les camps où s'entassaient les réfugiés, s'accrochant, par exemple, au sol aride des *plages d'Argelès*.

Et voici que *vingt ans plus tard*, au tout *début des années 60*, ceux et celles qui

avaient combattu le fascisme tout en essayant de *réaliser l'utopie*, virent comment *leurs enfants* les rejoignaient dans la tenace poursuite de leurs espoirs, et cette rencontre entre générations *revigora soudain* la lutte anti-franquiste en insufflant un nouvel élan et une nouvelle vigueur à *l'utopie*.

C'est ainsi qu'en 1961 *l'ensemble* du Mouvement libertaire espagnol, j'insiste, *l'ensemble* de ce mouvement, toutes tendances confondues, c'est à dire la CNT, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) et la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires), cet ensemble se conjura *formellement*, en congrès, pour relancer *la lutte directe* contre le franquisme à travers toute une série d'actions dont *la carte maîtresse, la carte fondamentale*, n'était autre — je vais utiliser un euphémisme que tout le monde comprendra très facilement — n'était autre que *la mise hors d'état de nuire du dictateur lui-même*.

L'histoire atteste, bien évidemment, que cette carte maîtresse n'obtint pas le résultat escompté. Mais l'échec des diverses tentatives d'en finir avec l'existence de l'infâme, de l'exécrable dictateur, n'empêcha pas ces actions de se succéder à bon rythme pendant plusieurs années.

Il s'agissait d'engins, faisant plus de bruit que de mal, destinés à montrer que la résistance était capable de déjouer le dense, le touffu système répressif de la dictature.

Ces engins visaient aussi à redonner espoir à la partie de la population qui ne s'était pas résignée, et ils cherchaient à susciter un écho médiatique *international*, rappelant au monde entier *la honteuse existence* de la dictature franquiste *au sein de l'Europe*.

La force de *l'utopie*, et l'attrait qu'elle exerçait, suscita, comme cela avait déjà été le cas en 36, un bel élan de *solidarité internationale*. Si bien que les actions entreprises comptèrent avec la participation de camarades provenant de divers pays.

De France, tel le docteur *Paul Denais* qui, en 1962 accompagna le jeune libertaire *Antonio Martín* au cœur même du *mausolée franquiste*, le fameux *Valle de los Caídos*, pour y provoquer une déflagration.

Ou bien comme *Alain Pécunia*, qui après avoir purgé des années de prison en représailles pour l'une de ces actions, fut victime, mais en France cette fois-ci, d'un mystérieux "*accident*" qui faillit lui coûter la vie et qui lui laissa des séquelles indélébiles.

Des camarades venus surtout de France, certes, mais aussi de Grande-Bretagne tel *Stuart Christie* qui, à peine sorti de l'adolescence, rêvait d'en finir avec le dictateur, ou bien d'Italie comme *Amedeo Bertolo* un jeune étudiant libertaire qui en 62 n'hésita pas à "*retenir*" — encore un euphémisme — le vice-consul espagnol à Milan pour sauver la vie d'un jeune libertaire barcelonais qui allait être *condamné à mort* par les tribunaux militaires, ou encore des compagnons algériens, ou suisses, qui n'hésitaient pas à encourir les risques de l'action directe par solidarité avec *cette utopie*.

Et ces risques n'étaient pas du tout *mineurs*, comme en témoigne l'exécution au garrot, l'inhumain *garrote vil*, des jeunes libertaires *Francisco Granado* et *Joaquín Delgado* en août 1963.

Le fait est que dans ces années 60, la dictature ne se borna pas à sévir contre la réactivation de *l'utopie en sol espagnol*, elle joua aussi de ses accointances à l'étranger et elle obtint des *autorités françaises*, du gouvernement français, l'arrestation en 1963 de dizaines de membres de l'exil li-

bertaire et la mise hors la loi de la FIJL qui fut contrainte de passer à la clandestinité.

Bien que, dans ces conditions, la lutte était devenue encore plus difficile et plus risquée, celle-ci persista contre vents et marées, et c'est ainsi que fin avril 66 le "*Groupe 1er Mai*", lié à la FIJL, réussissait un authentique *coup d'éclat* en enlevant à Rome *Monseigneur Ussia*, l'ambassadeur de Franco auprès du Vatican, et en revendiquant cette action depuis le cœur même de la dictature, c'est-à-dire depuis la capitale de l'Espagne.

C'était en 1966, et à peine deux plus tard, *la grande utopie* qui avait parcouru l'Espagne des années trente put *se ressourcer, littéralement*, dans ce fabuleux événement que fut *Mai 68*. Un événement dans lequel de nombreux enfants de l'exil s'impliquèrent *sans réserve*.

Un événement dont les échos franchirent, beaucoup de frontières, y compris celles de la péninsule ibérique, et firent reverdir, reflleurir, au début des années 70 *l'utopie libertaire en sol espagnol*.

Ces échos contribuèrent à éveiller des *sensibilités insoumises*, et c'est ainsi, par exemple, qu'en 74 le jeune *Salvador Puig Antich*, après avoir été l'un de ceux qui avaient repris à pleine main le flambeau de cette *utopie*, le paya de sa vie, brutalement arrachée par les bourreaux fran-



quistes qui appliquèrent, *une fois de plus*, le cruel procédé du garrot. “Garrote vil”.

Mais ce fut surtout à la mort de Franco qu’une explosion aussi énorme, aussi spectaculaire que *tout à fait imprévisible*, projeta des éclats d’utopie dans les villes, les villages, les quartiers, les usines, les écoles, de toute l’Espagne.

En effet, de façon tout à fait surprenante, et *complètement inattendue*, la CNT *resurgissait*, comme par miracle, des tréfonds de la *mémoire historique*, et elle remplissait jusqu’à ras bord tous les espaces où elle convoquait des meetings. Ils furent nombreux. Mais le plus spectaculaire fut sans aucun doute celui qui, en juillet 77, rassembla à Barcelone plus de *cent mille personnes*. Et je peux vous assurer qu’en contemplant cette multitude, *surge d’on ne sait où*, aucun des participants ne pouvait en croire ses propres yeux.

Mais cette *résurgence* n’était pas fleur d’un jour. Dès la fin 75, début 76, les syndicats libertaires se constituaient rapidement par branches d’industrie dans toutes les villes. Leurs locaux ne désemplissaient pas, et leurs assemblées retrouvaient, *à la virgule près*, les pratiques qui avaient fait l’originalité du mouvement révolutionnaire jusqu’à la fin des années 30 en Espagne.

Cependant, cette *utopie*, retrouvée comme par magie, comme par enchantement, dut se mouvoir dans un contexte social et politique extraordinairement agité qui *succédait brusquement au franquisme*, mais *sans parvenir toutefois à s’en séparer vraiment*.

Les deux grandes formations qui dominaient l’aile gauche du spectre politique, la *Plate-forme de convergence démocratique* autour du Parti socialiste, et la *Junta démocratique d’Espagne*, autour du Parti communiste, cessèrent de se disputer à propos de quel devait être le *degré de rupture* qu’il convenait d’opérer avec l’ancien régime, et elles fusionnèrent dans une puissante alliance qui s’inclinait définitivement en faveur d’un *pacte avec les forces de l’ancien régime*.

Du coup, cela assurait le *passage*, relativement *pacifié*, vers une démocratie conforme aux standards européens, mais



sans procéder, loin de là, à une *rupture radicale avec le régime antérieur*, c’est-à-dire *avec la dictature*, et cela impliqua, par exemple, *l’acceptation de la monarchie*, entre bien d’autres héritages directs du franquisme.

Une fois que les partis politiques et les syndicats furent légalisés en avril 77, la *Constitution espagnole*, votée en décembre 78, consacra sur *l’autel du consensus politique* l’insolite et l’indigne ambiguïté d’une *rupture* qui conservait *en sous-main une hypocrite continuité* avec le régime antérieur.

Sans nul doute, la pilule était dure à avaler pour une bonne partie de la population qui rêvait d’autres scénarios, et qui exigeait un changement beaucoup plus profond.

En fait, pendant cette *période de transition*, la *tension sociale* atteignit une intensité extraordinaire, avec des dizaines et des dizaines de grandes grèves, et avec une *répression* qui ne s’embarrassait d’*aucun faux-semblant*. Comme cela fut le cas, par exemple, lors de la grève lancée en mars 76 dans la ville de *Vitoria*, au Pays basque, qui se solda par cinq morts et plus d’une centaine de blessés, dont certains par armes à feu.

Ainsi, loin d’avoir été aussi exemplaire, aussi pacifique, que l’on a bien voulu la présenter, la transition espagnole se déroula dans un climat de violence qui comptabilisa entre 500 et 700 morts dans la brève période écoulée entre la disparition de Franco fin 75 et les débuts des années 80.

Parmi ces morts on ne saurait oublier,

bien sûr, les cinq personnes, militantes ou proches du Parti communiste, qui furent assassinées, en janvier 77, par les nervis fascistes dans un bureau d’avocats à Madrid.

Bien entendu, *l’utopie libertaire* ne pouvait se satisfaire ni des *pactes* entre l’ancien et le nouveau régime, ni de *la paix sociale* que cherchait à imposer *la répression*. Elle agita donc le monde du travail au point de parvenir, par exemple, à *paralyser la Catalogne* avec la grande grève des stations essence que la CNT organisa en 77, à peine quelques mois après avoir été, enfin, légalisée.

Dans ce contexte, lorsqu’en octobre 77 les forces politiques et syndicales signèrent avec le gouvernement espagnol les ignobles *Pactes de la Moncloa*, afin de briser la combativité des travailleurs, la CNT apparut comme l’élément qui, *par fidélité à l’utopie*, et par son refus de s’intégrer dans ce vaste accord, pouvait faire chavirer toute l’entreprise de *mise au pas* de la classe ouvrière, et de désamorçage des espoirs de changement radical.

Il fallait par conséquent *la neutraliser à tout prix*, et cela fut mené à bien grâce à *une opération policière* qui lui fit endosser le sanglant attentat de la salle des fêtes “*la Scala*” à Barcelone où périrent en janvier 78 quatre travailleurs qui, *pour comble*, étaient *tous* membres de la CNT. Et ce ne fut pas un hasard, *mais alors pas du tout*, si cet attentat eu lieu au cours d’une imposante manifestation organisée par la CNT ce même jour à Barcelone pour protester, précisément, *contre les pactes de la Moncloa*.

Habilement *criminalisée* par les *bas-fonds*

de l'État, l'utopie qui avait connu deux années d'une incroyable, d'une véritable splendeur, s'étiola assez rapidement, et elle mit ensuite plus d'une décennie à relever lentement la tête.

Mais les racines de cette utopie étaient, apparemment, d'une rare profondeur, car peu à peu elle se remit sur pied, et elle le fit même tellement bien, que le syndicalisme libertaire compte aujourd'hui avec plus de 100 000 adhérents entre ses deux principales organisations, la CNT et la CGT (Confederación general del trabajo) qui, de plus, sont majoritaires dans certains secteurs stratégiques tels, par exemple, les transports métropolitains de Barcelone.

Ceci dit, parallèlement à cette consolidation de l'anarcho-syndicalisme, c'est au sein des actuels mouvements sociaux que palpité avec le plus de force cette utopie. Celle-ci imprègne tout un foisonnement de collectifs libertaires, ou à teneur libertaire, ainsi que des centres sociaux autogérés, des coopératives sociales, des communautés agricoles, qui émaillent le tissu social espagnol.

C'est un peu, comme si l'utopie libertaire avait essaimé hors de son habitat traditionnel, et avait pollinisé d'amples secteurs sociaux qui la reconstruisent chacun à sa manière.

C'est cette pollinisation, peu tapageuse mais efficacement productive, qui permet de comprendre, par exemple, la magnifique, la spectaculaire explosion populaire qui envahit et occupa les places publiques en Mai 2011 à Madrid, à Barcelone, et dans bien d'autres villes, et dont il reste aujourd'hui encore quelques braises malgré la mise au pas électoraliste de ce grand mouvement spontané que fut le "Mouvement du 15 M".

Oui !!! Que personne ne s'y trompe. Aujourd'hui, quelques 80 ans plus tard, la grande utopie de 36-39 palpité toujours en Espagne. Elle le fait sous des formes certes renouvelées, mais dans lesquelles on reconnaît clairement l'empreinte de ses lointaines origines.

Plutôt que de chercher à cesser d'être une utopie en se matérialisant tôt ou tard dans le réel, elle semble plus convaincue que jamais que sa raison d'être n'est autre que

de continuer à élargir sans cesse les limites du possible, et que ce n'est qu'ainsi, ce n'est qu'en se maintenant comme une belle, comme une attirante, comme une chaleureuse utopie, jamais atteinte, qu'elle peut attiser des révoltes et produire des retombées qui sont, en fin de compte, profondément transformatrices du réel.

Et je termine.

La grande utopie de 36 a réussi à traverser les différentes étapes qui se sont succédé depuis lors jusqu'à nos jours, et certaines d'entre elles furent particulièrement dures, en exil, et particulièrement cruelles, en territoire espagnol, mais ce qui met vraiment du soleil au cœur, comme il est dit dans "le temps des cerises", c'est de constater, aujourd'hui, que la flamme allumée il y a longtemps déjà par cette utopie continue de briller, et qu'elle semble bien loin de vouloir s'éteindre.

Tomás Ibáñez

Mai 1937, Contre révolution stalinienne à Barcelone

Les événements de mai 1937 à Barcelone sont exemplaires à plus d'un titre. Ils se réduisent à une idée principale : **comment le stalinisme a utilisé l'antifascisme pour liquider la révolution sociale.**

Pour réaliser cet objectif, il était indispensable de liquider le mouvement anarcho-syndicaliste. Mais à ce moment-là, ce mouvement, qui avait impulsé un vaste mouvement de collectivisations dans l'industrie, les transports, l'agriculture, était trop puissant, trop populaire pour être attaqué de front. Il fallait commencer par l'isoler en s'en prenant au POUM, petit parti marxiste mais qui était sur des positions révolutionnaires, dans lequel se

trouvaient quelques trotskistes (1). L'occasion était trop belle. En Allemagne, Staline avait fait le lit du nazisme en sacrifiant le parti communiste allemand pour liquider la social-démocratie. Tout mouvement se réclamant de la classe ouvrière non contrôlé par Moscou devait être liquidé. Staline menait une campagne contre les « hitléro-trotskistes » ; le POUM fut donc dans la ligne de mire des communistes espagnols, qui exigeaient de façon lancinante sa dissolution. Ils firent en sorte d'éliminer Andrés Nin du gouvernement de la généralité de Catalogne, le 13 décembre 1936, avec sinon la complicité, du moins l'accord de la direction de la CNT, qui

ne sembla pas se rendre compte que cela, ajouté à d'innombrables autres manœuvres, contribuait à isoler la Confédération chaque fois un peu plus et à la rendre plus vulnérable face au stalinisme.

Les staliniens avaient déjà réussi à éliminer les militants du POUM de toute responsabilité dans l'UGT : or celle-ci était, avant sa prise en main par les staliniens, un allié naturel de la CNT... à condition qu'il y eût dedans des éléments suffisamment radicaux pour favoriser cette alliance. Ainsi, lorsque la CNT obtint que les deux partis marxistes se retirent de la généralité en laissant la place à la seule UGT, c'est en fait le parti communiste

qu'elle avait face à elle. L'UGT, que les communistes contrôlaient, était littéralement devenue l'organisation de la petite-bourgeoisie et du patronat (2).

Les événements de mai 37 sont donc exemplaires de l'incompréhension de la direction confédérale à saisir les rapports de forces, à comprendre la nature réelle du stalinisme et son rôle contre-révolutionnaire, **alors que la masse des travailleurs soutenait la CNT.**

Les communistes espagnols représentaient peu de chose avant la guerre civile, et ne purent se développer qu'en attirant à eux la paysannerie aisée opposée à la collectivisation, la petite-bourgeoisie, beaucoup de fonctionnaires de police, des militaires. L'épine dorsale du mouvement communiste espagnol, soutenu par Moscou, offrait son expérience organisationnelle à des couches sociales dont les intérêts coïncidaient, à ce moment-là, avec les intérêts de la politique internationale de Staline. Ce dernier ne pouvait accepter l'idée d'une révolution prolétarienne se développant en dehors de son contrôle et sur des bases radicalement différentes de la révolution russe. En participant au gouvernement et en pratiquant le noyautage des instances de pouvoir, les communistes acquièrent donc une puissance hors de proportion avec leur base sociale. Les communistes, soutenus par la petite-bourgeoisie nationaliste catalane, s'exprimaient ouvertement contre les collectivisations – ce qui est un paradoxe curieux, sachant qu'en Russie ils avaient imposé la collectivisation forcée de l'agriculture avec la violence la plus inouïe, faisant des millions de morts...

En octobre 1936, un communiste est nommé ministre du ravitaillement, poste précédemment tenu par un anarchiste. Les comités ouvriers de ravitaillement, mis en place par les anarchistes, et qui fonctionnaient efficacement, sont dissous. La distribution de l'alimentation, assurée par le système de la vente directe des produits organisés par les comités des syndicats, est remise au commerce privé. Les prix augmentent, provoquant la pénurie. Le mécontentement de la population monte, mais les communistes accusent les anarchistes.

Les forces de police – garde civile et gardes d'assaut – avaient été dissoutes et remplacées par des « patrouilles de

contrôle ». Mais la police sera rapidement reconstituée, contrôlée par les stalinien. Le même processus s'était passé, le 10 octobre 1936, avec la militarisation des milices, dont les communistes étaient de chauds partisans.

La Batalla du 1^{er} mai 1937 décrit la composition sociale et le mode de recrutement de la police contrôlée par les communistes : « ... ils ont concentré en Catalogne une partie de la formidable armée de carabiniers, qui avait été créée dans des buts contre-révolutionnaires, en la recrutant parmi les éléments du parti communiste dépourvus d'éducation politique, parmi les ouvriers n'appartenant à aucune idéologie, et même parmi les petits-bourgeois déclassés, ayant perdu toute confiance dans le rétablissement de leur position... »

Une offensive est lancée contre la liberté d'expression. La censure devient de plus en plus importante, y compris la censure politique. Un meeting CNT-POUM est interdit le 26 février 1937 à Tarragona.

Le 26 mars 1937 les libertaires s'opposent à un décret qui dissout les patrouilles de contrôle, qui interdit le port d'armes par les civils et l'affiliation politique ou syndicale des gardes et des officiers de police, et qui dissout les conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui équivalait à la liquidation du pouvoir réel de la Confédération, élément moteur des milices, maîtresse de la rue et des usines. De fait, les patrouilles de contrôle ne rendent pas leurs armes, au contraire, les militants sortent dans la rue et désarment les forces de police régulières, qui résistent ; des coups de feu sont échangés. La mesure de suppression des patrouilles de contrôle avait été prise en accord avec les conseillers anarchistes de la Généralité, qui furent critiqués par leur base et retirèrent leur appui au décret. La crise sera résolue par la formation d'un nouveau gouvernement, identique au précédent. Les affrontements armés continuent.

La provocation du 3 mai 1937 fut donc l'aboutissement d'une longue série d'escarmouches dont l'objectif était, pour les stalinien, la liquidation de la révolution sociale, la liquidation des libertaires comme force hégémonique dans la classe ouvrière catalane, la restauration du pouvoir de la bourgeoisie dûment « drivée » par les conseillers techniques du GPU (3).

Que se passa-t-il ce jour-là ? Le lundi 3 mai 1937 la police communiste tente de prendre le contrôle du central téléphonique de Barcelone, qui est sous contrôle CNT-UGT, mais dont la majorité des employés est à la CNT.

Les miliciens présents se saisissent de leurs armes et résistent violemment, avec succès. Une heure plus tard les miliciens de la FAI et des membres des patrouilles de contrôle arrivent en renfort. Les usines s'arrêtent. Les armes sortent des cachettes. Les barricades s'élèvent. L'insurrection s'étend à toute la ville. Le gouvernement – avec ses représentants anarchistes ! – est en fait assiégé par la force populaire. Il s'agit d'une authentique riposte spontanée à une provocation stalinienne. Le comité régional de la CNT et de la FAI se contente d'exiger la destitution de Rodriguez Sala, communiste, commissaire à l'ordre public de Barcelone. Comme si Sala pouvait être quoi que ce soit en dehors des forces qui se trouvaient derrière lui.

Comme le 19 juillet 1936 lorsque les fascistes ont tenté de prendre le pouvoir, ce sont, à la base, les comités de défense confédéraux CNT-FAI qui organisèrent la contre-offensive populaire, mais cette fois **contre l'avis de la direction de la CNT.**

Le lendemain, mardi 4 mai, la bataille fait rage toute la journée. La rapidité de la réaction des miliciens de la CNT-FAI et du POUM contre la police a été stupéfiante, autant qu'a été terrible l'acharnement de la police noyauté par les communistes.

Cette crise révèle un conflit aigu à l'intérieur même du camp républicain. Le sort de la révolution sociale était en jeu. Pendant que les prolétaires se battent dans la rue contre la réaction intérieure au camp républicain, les états-majors marchandent : il faut former un nouveau gouvernement. Les dirigeants de l'UGT et de la CNT appellent à cesser le feu. Les ministres anarchistes du gouvernement central appuient cette initiative, mais Companys, président de la généralité, refuse de renvoyer Rodriguez.

Garcia Oliver, ministre anarchiste du gouvernement central, dirigeant de la CNT mais aussi de la FAI (4), fait un discours ridicule au nom de l'unité antifasciste, appelle à déposer les armes : « tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères, je m'incline devant eux

et je les embrasse », y compris sans doute les staliniens et les policiers. Oliver accrédite ainsi l'idée que la bataille qui a eu lieu n'était qu'un accident de parcours dans le camp républicain, alors qu'elle était un authentique combat de classe, le projet des communistes étant de rétablir tous les attributs de l'ordre bourgeois : propriété privée, pouvoir centralisé, police, hiérarchie. Il évacue l'objectif de cette bataille, qui se résumait dans l'alternative : poursuite de la révolution sociale ou restauration de l'Etat bourgeois. Dans la nuit du 4 au 5 mai, les marchandages au palais de la généralité continuent. Les communistes veulent grignoter un peu plus de pouvoir aux comités ouvriers et doivent affronter les travailleurs en armes. Leur objectif : écraser définitivement la révolution.

Force est de constater que les dirigeants anarchistes sont dépassés par les événements. A la radio, ils se succèdent tous pour appeler les combattants à déposer les armes : Garcia Oliver, Federica Montseny, tous deux CNT et FAI, et les autres. Companys exige comme préalable à tout accord que les travailleurs se retirent de la rue.

Le lendemain, mercredi 5 mai, la bataille est plus violente encore que la veille. La Gare de France, occupée par les anarchistes, est prise par la garde civile ; les employés de la centrale téléphonique se rendent aux gardes d'assaut.

Le gouvernement catalan démissionne. **Les divisions anarchistes du front proposent de venir à Barcelone, mais le comité régional de la CNT leur annonce qu'on n'a pas besoin d'elles...** Le soir, de nouveaux appels demandent aux ouvriers de quitter les barricades et de rentrer chez eux. Le mécontentement grandit dans les rangs de la CNT-FAI. De nombreux militants déchirent leur carte.

Une partie importante des jeunesses libertaires, de nombreux comités et groupes de base dans les entreprises et les quartiers s'opposent à l'attitude conciliatrice et à courte vue de la direction du mouvement libertaire catalan. Les Amis de Durruti proposent la formation d'une junte révolutionnaire qui devait remplacer la généralité. Le POUM devait être admis dans cette junte « car il s'est placé du côté des travailleurs ». Ils réclament la socialisation de l'économie,

la dissolution des partis et des corps armés qui ont participé à l'agression, le châtement des coupables. Ces positions sont dénoncées par le comité régional de la CNT. Le groupe sera plus tard exclu de la CNT.

Les Amis de Durruti n'étaient pas, malgré leur nom, des survivants des groupes Los Solidarios ou Nosotros dont Durruti avait fait partie. C'était un petit groupe formé d'irréductibles hostiles à la militarisation des milices, à la participation de la CNT au gouvernement, et dirigé par les Faïstes Carreno, Pablo Ruiz, Eleuterio Roig et Jaime Balius. Accusé d'être à la traîne du POUM et d'être constitué d'anarchistes bolchevisés, ce groupe eut un faible impact et son existence fut courte, car il ne se manifeste plus après l'été 37. Cela ne retire rien au fait que **certaines** (pas toutes, loin s'en faut) des positions qu'il prit à **un certain moment** aient pu être dignes d'être prises en considération. Les critiques qu'il faisait à l'encontre de l'appareil dirigeant de la CNT n'étaient en effet pas infondées. Par exemple, le Comité national de la CNT, lors d'une conférence des délégués le 28 mars 1937, demanda la soumission de tous les organes de presse de la Confédération aux directives du Comité national. La proposition ne fut adoptée qu'à une voix de majorité. La minorité décida de ne pas tenir compte du vote. Il est incontestable qu'il s'était développé une couche de dirigeants spécialisés à la CNT, sans aucun contrôle de la base, et une hiérarchisation autoritaire de l'organisation, y compris à la FAI.

La direction du POUM dans cette affaire n'est elle-même pas exempte de critique. Andrés Nin tente de freiner l'ardeur des militants ; un curieux appel du comité exécutif du POUM propose à la fois de se débarrasser de l'ennemi et d'amorcer une retraite.

Le 5 mai aura été le point culminant de la bataille. Le matin, le gouvernement est démissionnaire, le soir il se reforme. Berneri, une des figures de l'opposition révolutionnaire, est assassiné par les communistes, ainsi qu'un autre militant anarchiste italien, Barbieri.

Le matin du 6 mai, on constate un certain flottement chez les combattants, déçus et désorientés par l'attitude de la direction régionale de la CNT. Bientôt les barricades abandonnées sont réoccu-

pées. La direction de la CNT renouvelle ses appels au calme. La lutte est terminée mais personne ne retourne au travail, les combattants restent sur place. Dans la nuit du 6 au 7 mai, les dirigeants de la CNT-FAI réitèrent leurs propositions : retrait des barricades, libération des prisonniers et des otages. Le matin du 7, le gouvernement accepte les propositions de cessez-le-feu.

L'échec du mouvement insurrectionnel marquera le début d'une régression terrible des acquis des premiers mois de la révolution. L'emprise du stalinisme, s'appuyant sur les couches sociales les plus hostiles à la révolution dans le camp républicain, s'affirmera. Les assassinats de militants révolutionnaires par les staliniens redoubleront. Dès l'été 1937 les troupes du communiste Lister entreront en Aragon pour tenter de liquider par la terreur les collectivités agricoles libertaires et les remettre aux anciens propriétaires. L'adhésion des masses paysannes aux collectivisations était telle que la tentative de Lister se heurta à un échec cuisant.

« Ni vous ni nous n'avons lancé les masses de Barcelone dans ce mouvement. Il n'a été qu'une réponse spontanée à une provocation du stalinisme. C'est maintenant le moment décisif pour faire la révolution. Ou bien nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur ou bien le mouvement échoue et nous serons détruits. Il faut choisir entre la révolution ou la contre-révolution. » C'était l'alternative proposée par le POUM, dans la nuit du 3 mai, refusée par la direction de la CNT, et rapportée par Julian Gorkin (5).

Ce serait cependant une grave erreur d'aborder la question en termes de « trahison » de la direction de la CNT par rapport à ses objectifs. Le bilan serein et non dogmatique de l'action de la confédération et des positions de ses dirigeants pendant la guerre civile reste encore à faire chez les libertaires.

Il faut garder à l'esprit que la révolution espagnole n'était pas la révolution russe. On peut considérer cette dernière comme l'ultime révolution du XIXe siècle en termes de moyens techniques mis en œuvre. La révolution espagnole a été la première du XXe siècle, avec l'utilisa-



tion des blindés, de l'aviation, de la radio, etc. Elle a été le terrain d'entraînement de l'Allemagne hitlérienne pour la Seconde guerre mondiale.

En Russie, l'Etat était en déliquescence, toutes les forces sociales opposées à la révolution étaient en état de dissolution. La société russe tout entière était en état de dissolution, après plusieurs années d'une guerre terrible. C'est cette situation qui a permis à un petit groupe d'hommes – quelques milliers en 1917 – de prendre le pouvoir. L'extrême degré d'organisation et de discipline de ce petit groupe d'hommes ne peut à lui seul expliquer l'efficacité de son action, ce qui ne retire rien au génie stratégique de Lénine, en tout cas au début.

La société espagnole ne présentait pas ce caractère de déliquescence. Les forces sociales en présence étaient précisément caractérisées et ancrées dans leur mode de vie. La bourgeoisie espagnole, et en particulier la bourgeoisie catalane, était puissante, influente. Des classes intermédiaires nombreuses faisaient tampon et épousaient d'autant plus les idées de la classe dominante qu'elles craignaient la prolétarianisation. Une telle situation n'existait pas en Russie.

La révolution prolétarienne en Espagne

a dû faire face à des adversaires autrement plus redoutables que ceux auxquels les révolutionnaires russes se sont affrontés, car les puissances capitalistes occidentales, après la Première guerre mondiale, étaient elles aussi épuisées par la guerre, et les corps expéditionnaires qu'elle envoyait étaient minés par les désertions. Les libertaires espagnols ont dû affronter à la fois les fascistes, les staliens et les républicains. Ça fait beaucoup.

La révolution russe a eu lieu à une période d'effondrement général, où les puissances, au plan international, susceptibles de la combattre étaient elles-mêmes épuisées par quatre années d'une guerre terrible. La révolution espagnole au contraire a eu lieu à une période de montée en puissance de forces réactionnaires d'une puissance jamais vue – le nazisme en Allemagne, le fascisme mussolinien, qui ont soutenu sans réserve de ses armes le fascisme espagnol. Parmi ces forces réactionnaires figurait le stalinisme, dont les marxistes révolutionnaires qui accusaient la CNT de tous les maux, sont, sinon directement, du moins intellectuellement responsables.

Si les libertaires l'avaient décidé, ils au-

raient pu aisément liquider les communistes en mai 37, et le comité régional, dans une certaine mesure, avait raison de dire qu'il n'avait pas besoin de dégarnir les divisions anarchistes du front.

La preuve **a posteriori** que les anarchistes auraient pu sans difficulté liquider physiquement les communistes dès mai 37 se trouve dans les événements de mars 1939, à Madrid, lors desquels la CNT réalisa ce qu'elle aurait peut-être dû faire dès le début. Le 2 mars, Negrin fait un véritable coup d'Etat et met des communistes à tous les commandements militaires importants. La CNT décida alors de régler ses comptes avec le stalinisme en écrasant les troupes communistes. Du 5 au 12 mars 1939, le IV^e corps d'armée anarchiste (150 000 hommes) commandé par Cipriano Mera, écrasa les I^{er}, II^e et III^e corps d'armée communistes (350 000 hommes). Selon des témoignages oraux, tous les officiers communistes au-dessus du grade de sergent furent exécutés.

La nature de classe du parti communiste espagnol est bien décrite dans ces propos de C. M. Lorenzo : « Il semble qu'il se produisit alors un véritable effondrement du Parti communiste. La masse innombrable de gens qui avaient adhéré à ce

parti par haine de la Révolution, par peur, par amour de l'«ordre», par opportunisme politique, par arrivisme, n'avait aucune formation idéologique véritable, aucune connaissance du marxisme. Tous ces gens abandonnèrent le Parti dès qu'ils le virent en mauvaise posture et les communistes se retrouvèrent tels qu'ils étaient au début de la Guerre civile une poignée de cadres sans prise réelle sur la population. Le Parti communiste eut à la faveur des circonstances un gonflement absolument artificiel ; ce fut un organisme monstrueux aux pieds d'argile. » C. M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions le Seuil, p. 327.

En mai 1937, les miliciens de Barcelone et de la région, les ouvriers insurgés, les comités de défense des faubourgs auraient largement suffi à la tâche. Mais la situation se serait limitée à la Catalogne, car à Madrid la CNT ne dominait pas. La direction de la CNT ne voulait pas risquer de se retrouver seule face à une coalition fascisto-stalino-républicaine. Par ailleurs, spéculer sur un phénomène d'entraînement dans la classe ouvrière espagnole, qui dans un grand élan d'enthousiasme, aurait soutenu les libertaires catalans, était un risque que la Confédération n'a pas voulu prendre. L'Espagne aurait éclaté en plusieurs blocs antagonistes, devenant une proie facile pour les franquistes. C. M. Lorenzo a sans doute raison de dire qu'un « triomphe de l'anarchisme espagnol entraînant l'effondrement de la légalité républicaine aurait provoqué à coup sûr contre lui la formation d'une coalition internationale allant de l'Union soviétique (suppression de toute aide en armes et en munitions) aux Etats occidentaux démocratiques (reconnaissance immédiate du gouvernement fasciste, blocus économique (6). » Le mouvement ouvrier international, et en particulier le mouvement ouvrier français largement influencé par les staliniens, auraient-ils soutenu une révolution anarchiste en Espagne qui se serait opposée par les armes aux communistes espagnols ?

Certes, les libertaires se sont **de toute façon** trouvés face à une coalition fascisto-stalino-républicaine... La question, dans ces conditions – qu'il est facile de poser soixante ans après –, est : est-ce qu'il ne valait pas mieux tenter le coup ? Il est facile, lorsqu'on vit constamment « en plein délire d'identification avec la

révolution russe », comme dit Carlos Semprun-Maura, lorsqu'on traîne un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d'Hiver, de reprocher aux libertaires espagnols de ne pas l'avoir fait. On peut, aujourd'hui, reprocher aux libertaires d'avoir fait une mauvaise analyse à la fois de la nature du stalinisme et de celle du républicanisme bourgeois. On est, aujourd'hui, confondu par leur naïveté (7) : ils sont les seuls à avoir joué honnêtement le jeu de l'antifascisme. **Ils étaient les seuls authentiques antifascistes.** Ils étaient les seuls dont l'objectif prioritaire réel était la liquidation du fascisme en Espagne sans pré-conditionner cet objectif à leur monopole du pouvoir. Au nom de l'unité antifasciste, la CNT, majoritaire en Catalogne, a accepté dans tous les organes de décision une représentation infiniment moindre que celle correspondant à ses effectifs réels, en gage de sa bonne foi...

Les libertaires ont fait, tragiquement et à leurs dépens, la preuve que l'antifascisme sans la révolution sociale n'a aucun sens. Ils ont démontré que la liquidation du fascisme ne peut pas se faire avec l'alliance avec un autre fascisme – le stalinisme –, ni avec la bourgeoisie républicaine.

C'est une leçon qui vaut encore aujourd'hui.

René Berthier.

1)Le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste), fondé en 1935, avait entre 3 et 5 000 adhérents avant la guerre civile (1 million pour la CNT). Qualifié à tort de trotskiste, y compris par les trotskistes d'aujourd'hui (qui se l'ont un peu récupéré, surtout depuis le film de Ken Loach), il avait rompu avec Trotski et la IVe Internationale.

L'attitude de la CNT par rapport au POUM s'explique en partie parce que les relations entre les deux organisations n'avaient jamais été bonnes, Joaquin Maurin ayant accusé la Confédération de tous les maux.

2)Il y eut même des grèves opposant des ouvriers de la CNT et leur patron de l'UGT, ou des affrontements armés entre paysans collectivistes de la CNT et des petits propriétaires de l'UGT...

3)L'« Aide » soviétique, payée au prix fort

par les républicains espagnols, était conditionnée à la présence de « conseillers » militaires soviétiques qui installèrent une tchéka qui procéda à l'exécution d'innombrables militants révolutionnaires.

4)Il est de coutume d'accuser la CNT de « trahison » parce que cinq de ses dirigeants ont participé au gouvernement. Ceux qui portent cette accusation sont souvent des gens qui sont sur les positions les plus radicales, mais ils oublient que ces « ministres » anarchistes étaient tous de la FAI. Alors : est-ce la CNT, ou la FAI, qui a participé au gouvernement ? 5)Cité par C. M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, p. 266, Le Seuil. Cf. également J. Gorkin, *Les communistes contre la révolution espagnole*, Belfond, p.59-60

6) C. M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions le Seuil, p. 267.

7) *Solidaridad obrera* du 21 janvier 1937 évoque en termes lyriques l'arrivée, la veille, du premier bateau soviétique débarquant farine, sucre et beurre, quelque temps après que les communistes catalans aient provoqué la pénurie et le renchérissement des produits alimentaires en liquidant les comités ouvriers de ravitaillement (7 janvier), fournissant le prétexte d'accuser les anarchistes d'être les responsables de la pénurie : « Tout un peuple vibrait à cause de la signification profondément humaine de la première visite d'un autre peuple. La sensibilité rendait tribut à la solidarité. Ce message du prolétariat russe a apporté en Espagne quelques tonnes de produits alimentaires, offrande de ses femmes aux nôtres, aimables caresses des tout petits d'Orient aux enfants d'Ibérie... » etc. Le quotidien de la CNT aurait pu préciser que ces produits étaient achetés au prix fort et à prix d'or aux Soviétiques, de même que le seront les armes, pour la plupart anciennes, livrées à l'Espagne et distribuées de façon très sélective.

Berlin 1953 : L'insurrection oubliée

Ernest Salter (1905-1967) (1) l'auteur de l'article sur les mouvements insurrectionnels en Allemagne de l'Est en 1953, n'était pas un libertaire. A une période de forte agitation révolutionnaire en Allemagne, il adhéra en 1921, à l'âge de 16 ans, au KPD, le Parti communiste allemand. A la fin de 1922, il est à Berlin, où il est employé au siège du parti. Au printemps de 1923, il est envoyé à Nuremberg comme responsable du travail en direction de la jeunesse en Bavière du Nord, où il se fait connaître comme orateur. Arrêté par la police bavaroise, il passe six mois en détention préventive, de novembre 1923 au 30 avril 1924. Il est ensuite expulsé de Bavière.

Lorsque l'aile gauche du parti prend le contrôle de l'organisation, Salter « monte en grade » : il est reconnu comme un jeune théoricien de l'organisation dont il rejoint l'aile gauche avec Karl et Hedda Korsch. Mais le courant stalinien prédomine à la direction du parti. Le groupe de Karl Korsch scissionne en 1926, Henri Johansen (Ernst Salter) reste du côté de Korsch, dont le groupe est expulsé du parti au début de 1926. A partir de 1927-1928, le groupe Korsch critique vivement l'évolution stalinienne de l'Union soviétique, y compris au Reichstag, le Parlement allemand, puis disparaît de la scène politique.

En 1928, Salter devient secrétaire de l'Association des travailleurs exclus de la construction à Mönchen-Gladbach.

En 1928, il rejoint le SPD, le parti socialiste. De 1929 à 1933, il travaille comme écrivain indépendant et membre permanent de *Aufwärts*, l'organe de l'ADGB (2), la centrale syndicale allemande. Il travaille également pour d'autres journaux syndicaux, en particulier la *Deutsche Metallarbeiterzeitung*, l'organe de la Fédé-

ration de la métallurgie (Deutscher Metallarbeiter-Verband). Il est également chargé de cours dans des écoles syndicales et à l'École marxiste des travailleurs (MASCH).

Une fois au pouvoir, les nazis dissolvent le SPD et les syndicats et Ernst Salter se retrouve au chômage. Il se rend alors à Prague, où les dirigeants sociaux-démocrates s'étaient exilés et avaient fondé le *Prager Mittag*.

Salter revient à Berlin quelques mois plus tard, vivant illégalement et participant à la résistance dans le groupe autour de Bernhard Pampuch et Gertrud Keen, qui avait des contacts avec le groupe « Emil » autour de Ruth Andreas-Friedrich et avec le groupe de la Chapelle Rouge. Il fut interrogé deux fois par la Gestapo, mais fut relâché à la condition qu'il se présente devant la police.

En 1943, il est appelé dans la Wehrmacht et rejoint la cavalerie ; derrière le front, il est responsable du soin des chevaux. Il était en Italie, en République tchèque et en Serbie. En mai 1945, il est fait prisonnier de guerre par les Soviétiques en Bohême, gagne la confiance des commandants soviétiques et dirige ensuite l'Antifa-Aktiv (3), d'abord à Brno, puis à Kischinow. En 1946, il est libéré de captivité et retourne en Allemagne.

A Berlin, Salter rejoint le SED (4) en août 1946 et travaille en tant que pigiste pour *Ulenspiegel* et *Aufbau-Verlag*. En 1947, il devient rédacteur en chef du journal *Berlin am Mittag*, avec lequel les dirigeants soviétiques tentent de créer un tabloïd socialiste basé sur le populaire *B.Z. am Mittag*. En mars 1948, *Berlin am Mittag* fut liquidé par le Conseil de contrôle allié, peut-être à la suite d'une intrigue en faveur de

Vorwärts, le journal du SED.

En 1948, Salter a quitté la partie est de Berlin pour se rendre à l'ouest de la ville. Là, il rejoint le SPD et, grâce à la médiation d'Ernst Reuter, qu'il connaissait depuis les années 1920, il devient directeur de la rédaction-Est du quotidien *Die Neue Zeitung* sous le nom d'Ernest J. Salter.

À partir de 1947, il fut publié à Berlin-Ouest par l'American Information Control Division ; il y travailla jusqu'à ce que le journal fût fermé en 1955. Johansen (Salter) devint ensuite membre de l'Alliance germano-russe pour la liberté, fondée par Ernst Reuter en 1951. Il travailla également avec Alfred Weiland, qui voulait constituer illégalement un groupe socialiste international communiste de conseil. Ernest J. Salter devint un proche collaborateur du Comité de libération des victimes de l'arbitraire totalitaire, fondé en 1951 par Margarete Buber-Neumann. Il entretenait des liens avec les services secrets américains et était actif dans la zone grise qui séparait les organisations anticomunistes et les services secrets.

En 1955 il devint grâce à Willy Brandt, chef du département des affaires orientales de Sender Freies Berlin (5).

En 1957, il dut prendre sa retraite après avoir soutenu les femmes de ménage de la station lors d'une grève. Il s'installa ensuite à Kasbach am Rhein et travailla comme correspondant à Berlin pour Deutschlandfunk et Deutsche Welle. Sous le pseudonyme d'Ernest J. Salter (également Theodor Löhrstein), il apparaît à plusieurs reprises dans les années 1950 et 1960 comme critique de l'Union soviétique et du stalinisme. Une polémique publique entre lui et l'économiste

soviétique Eugen Varga suscita un grand intérêt dans les médias en 1956, en raison également du fait que le conflit Est-Ouest — la « guerre froide » — avait conduit à la création d'un nouvel « Institut pour l'économie mondiale et les relations internationales » à l'Académie des Sciences de l'URSS, dont Eugen Varga était un promoteur actif.

En 1959 il participe au comité anticommuniste « Save the Freedom », que Rainer Barzel, CDU, et Franz Josef Strauß, CSU, avaient fondé. Avec Otto Stolz, directeur de la rédaction de la *Deutsche Welle* pour l'Europe de l'Est, il lutte contre l'influence croissante d'Herbert Wehner au SPD après son retour d'Union soviétique et son passage à la nouvelle politique de la « lutte des deux fronts » et de la « troisième voie ».

Salter est temporairement exclu du SPD, mais le réintègre au début des années 1960. Au milieu des années 1960, il retourne à Berlin-Ouest et écrit pour *Die Welt*, entre autres.

Depuis 1950, il publiait de nombreux articles dans la revue *Der Monat* et dans la revue culturelle *FORVM*. Les deux revues étaient des plates-formes de discussion culturellement haut placées pour des intellectuels et des écrivains de gauche bien connus et respectés, libéraux et, en même temps, anticommunistes. Vingt ans après leur fondation en 1967, on apprit qu'elles étaient financées par la CIA. Ernst Salter/Henri Johansen fut l'un des principaux experts allemands sur l'Union soviétique et le communisme, sur l'Europe de l'Est, et un commentateur des questions de communisme international. Il analysa principalement la politique étrangère soviétique et la politique allemande. Ses nombreuses publications, articles et conférences l'ont fait connaître en tant que « soviétologue ».

Les prises de position contradictoires des intellectuels de gauche sont le reflet de l'histoire confuse de la période qui va de l'avant-guerre à la guerre froide. Ces intellectuels de gauche ont voulu, après 1945, s'affirmer comme opposants à toute forme de totalitarisme. L'histoire mouvementée de la période reflète les développements contradictoires des intellectuels de gauche dans l'avant-guerre, la



guerre et l'après-guerre qui, après 1945 ont voulu se retourner contre toute forme de totalitarisme. Ils ont trouvé leur légitimité dans le mode de vie américain, celui-là même qui a été ensuite vigoureusement remis en question par le mouvement étudiant intellectuel de gauche à partir des années 1960. Mais les « gauchistes » des années 60 auraient-ils agi autrement, s'ils avaient été placés dans le même contexte, que leurs aînés des années 20 à 50 ?

Je me suis attardé sur la biographie d'Ernst Salter parce qu'elle suscite de nombreux sujets de réflexion pour le mouvement libertaire d'aujourd'hui.

Il est vrai que le mouvement anarchiste a pressenti très tôt la nature du régime instauré en Union soviétique, mais dans le courant marxiste il y eut aussi des groupes, très minoritaires il est vrai, qui se livrèrent à une critique impitoyable de ce régime : Karl Korsch, dont Salter fut proche, était l'un d'entre eux, et tous les théoriciens de la « gauche communiste ». Une fois le totalitarisme nazi abattu, se posa également dans le mouvement anarchiste français la question de l'attitude à adopter par rapport à l'Union soviétique. Dans les années 50, l'anarchiste Ernestan appela à constituer un front anti-stalinien, partant de l'idée que le stalinisme était notre pire ennemi (6) : « Les forces libertaires de même qu'elles furent toujours à l'avant-garde dans la lutte contre

le fascisme noir, blanc ou brun, (seront) encore à l'avant-garde dans la lutte contre le fascisme rouge » (7). Ernestan refusera la formule « Ni Staline ni Truman » : « Prétendre ne pas s'opposer à l'impérialisme stalinien et ne pas prendre position devant la guerre menaçante, sous le prétexte de ne pas risquer de faire le jeu de certains éléments réactionnaires du bloc anti-stalinien est une position qui dénoterait chez certains libertaires une faiblesse idéologique et serait un aveu de carence et d'impuissance. La position socialiste libertaire juste est au contraire une prise de position marquant une volonté inébranlable de combattre sans relâche l'impérialisme stalinien et de lui résister au cas où il prendrait l'offensive des armes (8). »

Il s'agit-là ni plus ni moins, que d'une position atlantiste face au Pacte de Varsovie. Ernestan fut loin d'être le seul à avoir développé un tel point de vue. Faut-il ajouter que lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, le même clivage se manifesta dans le mouvement anarchiste, une partie de celui-ci, fort minoritaire cependant, soutenant des positions atlantistes ? De même lors de la guerre civile en Yougoslavie ?

On voit que les prises de position adoptées par un militant issu de la gauche révolutionnaire, devenu socialiste réformiste, et ceux de l'anarchiste Ernestan, soulèvent les mêmes questions.

Le 16 juin 1953 eut lieu à Berlin-Est

une insurrection qui s'étendit ensuite au reste de la République démocratique allemande pendant plusieurs semaines. Ce fut la première insurrection de masse dans un pays du bloc soviétique – une insurrection qui fut un peu occultée par celle qui eut lieu trois ans plus tard à Budapest, en Hongrie.

Le facteur déclenchant de cette insurrection avait été le refus de l'augmentation des cadences de travail. Elle se solda par l'écrasement des insurgés et une féroce répression qui toucha toute la société est-allemande.

Il n'y avait pas, à l'époque, de critère de référence pour analyser un tel événement. Dans le mode de pensée marxiste, on fait la révolution contre le capitalisme, pas contre un régime communiste. Pour Ernst Salter, il s'agit donc d'une « révolution d'un type nouveau ». Ce qu'il appelle la « révolution » est spontanée, et ce n'est que dans l'action qu'elle pourra « formuler ses directives, liant la spontanéité à une organisation ». On perçoit là très nettement l'influence du conseillisme et de Korsch. Rien de plus éloigné de l'anarcho-syndicalisme, pour qui une organisation de masse préexistante et des années de préparation sont nécessaires avant de s'engager dans une révolution. Mais il est vrai, comme le dit Salter, que « dans les conditions qu'impose une domination policière in-

tégrale, les mouvements insurrectionnels organisés sont impossibles ».

Salter semble penser que le soulèvement de l'Allemagne orientale fournit le modèle des formes nouvelles que prendra la révolution dans les autres pays. C'est pourquoi « les militants anti-totalitaires en France et dans tous les autres pays devraient étudier soigneusement les réalités des événements de juin 1953 ». On aurait là le signe avant-coureur de grands mouvements révolutionnaires qui conduiront à « la révolution du XX^e siècle ».

Bien entendu, en lisant ces lignes, on ne peut pas s'empêcher de mesurer à quel point Ernst Salter s'est trompé : l'Union soviétique n'a pas connu de révolution, elle a imposé à la suite de décisions mûrement choisies par ses dirigeants issus des services de renseignement, qui étaient plus capables que quiconque de comprendre que le régime ne pouvait pas survivre.

Il reste que le texte d'Ernst Salter reste d'un grand intérêt car il évoque un événement, parmi beaucoup d'autres, qui prouvent que l'être humain est animé par une tendance irrépressible à lutter contre l'oppression et l'exploitation.

René Berthier
24-06-2019

1) Pseudonyme de Henri Max Friedrich Johansen. Voir sa biographie (en allemand) :

2) Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund.

3) Acronyme pour Antifaschistische Aktion (action antifasciste).

4) Le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) était un parti marxiste-léniniste né en 1946 de l'unification forcée du SPD et du KPD dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne et dans la ville à quatre secteurs de Berlin et qui s'est ensuite développé sous influence soviétique

5) Sender Freies Berlin (SFB) était un radiodiffuseur public depuis sa fondation le 12 novembre 1953 (début de la diffusion : 1^{er} juin 1954) jusqu'au 30 avril 2003, date à laquelle il est devenu le radiodiffuseur public du Land de Berlin.

6) Voir : Jean-François Fuëg, *Anticommunisme et anarchisme*, Éditions du Monde libertaire/Éditions Alternative libertaire-Bruxelles.

7) Voir Fuëg, *op. cit.*, note 23 : *Les cahiers de Pensée et Action*, n° 4, mars-avril-mai 1955, p. 52.

8) Ernestan, « Le problème de la guerre et les anarchistes », in *A contre-courant*, mensuel, n° 5, juin 1952.

COMPUTER GRRRLS

Je suis allée voir l'expo *Computer Grrrls* ou dit autrement : *Histoire.s, genre.s, technologie.s*, pour avoir une idée de la place des femmes en informatique aujourd'hui. Eh bien, je n'ai pas été déçue ! Le système patriarcal est puissant, très puissant et il sévit aussi là alors que d'emblée les femmes y avaient pris une place très importante. Il s'est même passé un phénomène très fort, unique en son genre, si je puis dire : les femmes, massivement présentes dans les premières années de cette discipline, se sont fait supplanter sur les grandes largeurs quand la créativité a pris

le dessus de la répétitivité des tâches des premières années qui consistaient à perforer des cartons pour qu'ils soient lus par les machines.

J'ai eu l'espoir que les femmes sauraient se faire une place à part entière dans le monde des robots et dans les faits, le constat que le nombre de femmes qualifiées diminue régulièrement est de plus en plus inquiétant dans le monde entier. Et d'ailleurs, « *Le titre de l'exposition Computer Grrrls fait référence à un article publié dans le magazine féminin Cosmopolitan en*

avril 1967 vantant l'informatique comme un nouveau secteur particulièrement favorable aux femmes. Paradoxalement, c'est précisément au moment de sa parution que la profession commence peu à peu à se masculiniser. » explique le livret de l'exposition. J'ai tout d'abord appris des choses passionnantes

Dans le chapitre *Historique* fort bien documenté, c'est l'année 1750 qui est la première date mentionnée pour évoquer une femme qualifiée de *savante calculatrice* par un mathématicien de l'époque,

en parlant de Nicole-Reine Lepaute. Elle a été capable de faire des calculs fastidieux et complexes pour déterminer les perturbations de l'orbite de la comète de Halley. Un ordinateur humain quoi ! Car l'informatique est une science extraordinaire qui permet de réaliser des projets très complexes, demandant des calculs et opérations qui seraient maintenant impossibles à faire par des humains. Depuis Nicole-Reine, les progrès techniques ont été possibles grâce à des machines qui ont connu des changements impressionnants en quelques décennies. Et j'ai halluciné quand j'ai lu que les ancêtres de ces engins décrits dans cette expo sont la machine à écrire, le métier Jacquard ou le télégraphe. En fait, c'est logique, ce sont des machines qui sont programmées et qui commandent les métiers à tisser, par exemple. Et en 1843, Ada Lovelace, *l'enchanteresse des nombres*, fut la pionnière de la programmation informatique. Elle a décrit en particulier comment les machines pouvaient être utilisées pour manipuler les nombres mais aussi des symboles et des lettres. Visionnaire, elle a perçu l'intérêt de cette machine pour réaliser une commande mais aussi créer. Et ainsi des domaines, tels que la télécommunication, se sont développés, embauchant des femmes dont le travail a consisté à traduire des instructions écrites en langage courant dans des codes lisibles pour des machines.

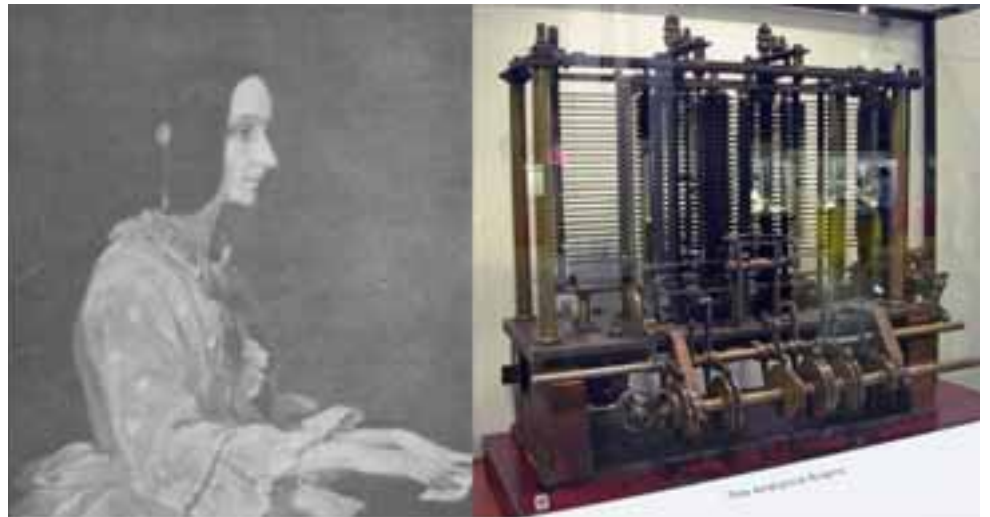
Donc, à l'aube de cette science, ce sont les femmes qui ont constitué la main d'œuvre privilégiée pour plusieurs raisons :

le salaire est inférieur à celui des hommes, jusqu'à $\frac{3}{4}$ moins bien payées ; deux guerres mondiales appellent les hommes au front et elles occupent certains de leurs postes ; elles faisaient déjà les calculs à la main et aux États-Unis, leur nom était « computer » ; une jeune femme est censée être polie par « nature » et c'est *naturellement* qu'elles ont été recrutées par Graham Bell, en 1878, pour être standardistes ; elles ont remplacé totalement les secrétaires masculins qui recopiaient tous les documents à la main quand la machine à écrire Remington est apparue. Au fur et à mesure que cette technologie a progressé, ce sont les femmes qui ont été employées pour perforer, trier, analy-

ser, calculer, tabuler... mais aussi pour être ingénieures et pallier à l'explosion de la discipline. On voit dans la culture ou les médias l'image des femmes que se font les hommes à l'époque soit dans les annonces utilisées pour embaucher des femmes : « la dactylographie, c'est aussi facile que le piano ! » ou en utilisant des romans photos, les techno-romances, dans lesquels l'héroïne est toujours une femme dactylographe, *computer* ou perforatrice avec des rôles érotisés ! Des automates « femmes » sont créées par des

tendait, nous crie cruellement : « j'écoute » ; les servantes toujours irritées du Mystère, les ombrageuses prêtresses de l'invisible, les Demoiselles du téléphone ! ».

Plus tard, en 1927, le film *Metropolis* de Fritz Lang imagine un être humain/robot appelé Maria qui se retournera finalement contre ses créateurs pour les dévorer. Selon le critique Huyssen, « *Maria est l'expression de la peur des hommes vis-à-vis des femmes mais aussi des machines du début du XX^e siècle, les deux menaçant le système patriarcal.* »



Le moteur analytique n'occupe pas de terrain commun avec de simples machines à calculer. Il détient une position tout à fait propre, et les considérations qu'il suggère sont plus intéressantes dans leur nature.

Ada Lovelace.

hommes : Amélia en 1901 ou l'« Eve future » en 1886 : les qualités selon ces messieurs : « belle mais sotté ! »

J'ai trouvé intéressant de vous rappeler un texte écrit par Marcel Proust en 1907 au sujet des « dames du téléphone », quelle emphase !

« Les vierges vigilantes dont nous entendons chaque jour la voix sans jamais connaître le visage, et qui sont nos anges gardiens dans les ténèbres vertigineuses dont elles surveillent jalousement les portes ; les Toutes-puissantes par qui les absents surgissent à notre côté, sans qu'il soit permis de les apercevoir ; les Danaïdes de l'invisible qui sans cesse vident, remplissent, se transmettent les urnes des sons ; les ironiques Furies qui, au moment que nous murmurions une confidence à une amie, avec l'espoir que personne ne nous en-

Le premier ordinateur date de 1941 Nous savons que Alan Turing, père de l'ordinateur moderne, fut le mathématicien qui réussit à décrypter les codes de la machine allemande Enigma pendant la deuxième Guerre mondiale. Ce qu'on ne dit pas, c'est qu'il travaillait avec près de 10 000 personnes du principal site de décryptage, Bletchley Park, les $\frac{2}{3}$ étant des femmes. Tout seul, il n'y serait jamais arrivé !

Autre chose : connaissez-vous les *kilogirls* ? En 1944, un chercheur a commencé à classer ses projets de calcul en *girl-years of effort*. L'unité *kilogirl* correspond vraisemblablement à un millier d'heures de calculs fait par une femme.

Une autre figure importante s'appelle Grace Hopper, décédée en 1992. Elle a permis notamment, le passage du langage par symboles et chiffres à l'anglais, a posé les bases du langage Cobol et inventé le bug ! En France, Alice Recoque a travaillé dans les mini-ordinateurs dans les années 50. D'autres personnages féminins sont devenus célèbres sur le tard grâce à un film sorti en 2016, *Les figures de l'ombre*. Il s'agit de Katherine Johnson, Dorothy Vaughan et Mary Jackson, trois mathématiciennes afro-américaines employées par la NASA ; elles ont contribué à la mise sur orbite du premier astronaute américain John Glenn en 1962. On y voit notamment toute l'ambiance *apartheid* de l'époque, qui s'ajoute aux autres difficultés qu'elles rencontrent. C'est aussi une femme, Margaret Hamilton, qui en 1969, a permis avec son équipe l'alunissage de la mission Apollo. Il est intéressant de connaître l'origine du mot « ordinateur ». « Avant 1955, IBM consulte le philologue français Jacques Perret pour traduire ce terme anglais, ce dernier proposa le mot ordinateur », un « adjectif désignant Dieu qui met de l'ordre dans le monde ». Puis suggéra de le féminiser. « Ordinatrice serait parfaitement possible et aurait même l'avantage de séparer plus encore votre machine du vocabulaire de la théologie » préconise Perret. IBM opta pour le masculin... Pourtant, l'époque où les « computers portaient des jupes », selon l'expression de l'ancienne mathématicienne de la NASA, Katherine Johnson, n'est pas si lointaine. Avant que le mot *computer* ne désigne la machine qui allait la remplacer, il décrivait une personne, souvent une femme, qui faisait les calculs à la main, dixit le livret de l'expo. L'informatique devient une technologie de plus en plus pointue dans les années 60 et commence à intéresser les hommes qui n'ont jamais voulu faire des tâches répétitives. On voit donc apparaître un nouveau vocabulaire comme *programmeur* qui concerne l'ingénierie électronique, à ne pas confondre avec l'informatique du calcul à la main, féminisé et au faible statut. Et cette tâche est délibérément transformée en discipline de haut niveau, scientifique et masculine. En parallèle, des machines comme les scanners optiques sont destinées à segmenter et automatiser le travail informatique, mais aussi à supprimer des postes auparavant occupés par des femmes. En

1972, on doit à la scientifique Karen Spärk Jones la phrase : « *L'informatique est trop importante pour être laissée aux hommes.* » Mais il est déjà trop tard : à cette époque, bien que représentant 40 % de la main d'œuvre féminine du secteur, elles sont quasiment absentes des niveaux hautement qualifiés, d'après le MIT (*Massachusetts Institute of Technology*). En France, on passe de 35 % de femmes ingénieures informatique en 1982 à 20 % en 2002. Aucun domaine n'a vu un tel déclin avec une telle rapidité.

Le vocabulaire est maintenant masculin

Au fur et à mesure, le vocabulaire est devenu masculin :

Le hacker : celui qui traduit les demandes humaines en code que les machines peuvent comprendre et activer ;

le geek : jeune homme de génie de l'informatique qui détient un pouvoir énorme au bout des doigts, triomphe de l'adversité et remporte la fille ;

le nerd est aussi un passionné d'informatique qui devient asocial ;

le no-life est carrément addict et n'a plus de vie en dehors de l'informatique.

Et le mouvement se renforce car tous les nouveaux engins (micro-ordinateurs, consoles de jeux comme la *game-boy*, si bien nommée) sont destinés aux seuls hommes et la culture informatique n'est faite que pour eux.

Ceci dit, les femmes ne baissent pas les bras pour autant et se font remarquer dans plusieurs domaines :

apparaît la bande dessinée Yoko Tsuno, personnage éponyme créée en 1969. Cette jeune électro-technicienne est considérée comme une figure féministe d'informaticienne avant l'heure.

Muriel Tramis est la première créatrice de jeux vidéo reconnue pour son travail, Légion d'honneur en 2018.

En 1987, la création du système *Systems* par Anita Borg, liste de diffusion destinées aux femmes qui travaillent sur des systèmes d'exploitation et peuvent ainsi échanger sereinement sur des sujets techniques, compte 7 500 membres dans 25 pays.

En 1991, apparaît le terme de *cyberféminisme* qui qualifie l'appropriation féministe des techniques de communication et de l'ordinateur, sur des plans pratique

et théorique, afin de pouvoir analyser de manière critique les relations de pouvoir générées de la technologie.

Voilà pour l'historique qui permet déjà de dresser un panorama intéressant de ce qu'est le monde informatique. Par ailleurs, l'expo illustre plusieurs constats avec les œuvres d'artistes :

le monde informatique a tendance à augmenter les injustices sociales et accroître les discriminations ;

il est *la chasse gardée* des hommes blancs, ce qui ne peut que renforcer ces discriminations et autres injustices générées ;

et ses flux d'informations vont de l'Occident vers le reste du monde, impliquant une uniformisation de la pensée, la disparition des savoirs des autres continents, une nouvelle colonisation en somme ;

les normes anthropométriques encodées dans les technologies de modélisation 3D sont utilisées dans toutes sortes d'applications : effets spéciaux au cinéma, investigations médico-légales (comme les reconstitutions de scènes de crime) ou identification biométrique. Elles déterminent dans une large mesure la manière dont le corps humain et l'identité sont représentés et perçus dans le monde numérique. Ces protocoles de standardisation et d'automatisation sont informés par des biais racistes et corporels ;

la blockchain est une technologie décentralisée censée permettre de raviver les racines démocratiques du *Web*, et qui est en passe de muer en architecture du contrôle ;

le manque de diversité parmi les chercheurs et développeurs dans le milieu de la tech est devenu problématique pour l'industrie comme pour la société. La pénurie de femmes n'est pas sans conséquence, car les algorithmes reproduisent les biais de ceux qui les programment.

Discriminations et normes sexistes

Les artistes rendent visibles les discriminations et les normes sexistes inscrites dans le code et questionnent la notion de *progrès* technologique. Elles invitent à se réapproprier ces outils pour dépasser les binarismes. Par exemple, pour la vidéo *Body Scan*, l'auteure Erica Scourti a capturé des images de son corps avec son *iPhone* et les a soumises à différents moteurs de recherche et applications qui

réagissent à ces images avec des informations sur le Web. En voix *off*, l'artiste commente les résultats de la recherche et réfléchit aux significations parfois amusantes et souvent sexistes qu'ils contiennent. Par exemple, les images de certaines parties du corps de la femme (en particulier les seins) s'accompagnent systématiquement de suggestions sur la manière de les améliorer. Mais il faut être hyper attentive tant le débit des photos est rapide et on a du mal à capter l'essence du travail qui nous est présenté. Pour résumer, Body Scan rend visible la perception du corps humain féminin comme un objet qui doit être conforme à des normes masculines, bien sûr.

Cette uniformité du costard de l'homme blanc a déjà fait ses preuves en matière de ravages. L'absence des femmes et des autres composantes du monde est donc problématique et ce que les *Weakileaks* et autres lanceurs d'alerte nous apprennent confirment la dangerosité de ce pouvoir concentré qui contrôle et surveille de plus en plus. N'hésitez pas à aller à cette expo. Si ce monde vous intéresse, vous serez attiré.e par les œuvres d'artistes fé-

minines qui se sont appropriées ordi et autres machines psychédéliques pour en faire parfois des œuvres très perturbantes. Il y a aussi des concerts, rencontres, ateliers pour petit.e.s et grand.e.s, jusqu'au 14 juillet prochain à la Gaîté Lyrique à Paris.

Marie-Jo Pothier
Émission Femmes libres
sur Radio libertaire

Parmi les artistes, *Hyphen-Labs* (US) est un groupe international de femmes de couleur, ingénieures, scientifiques, architectes et artistes qui utilisent l'art et des technologies émergentes.

L'installation : *Le NeuroSpeculative Afro-Feminism* (NSAF) est un laboratoire de neurocosmétologie qui a élaboré une série d'accessoires destinés à répondre aux problèmes des femmes noires tels que la surveillance, la protection de la vie privée ou les violences policières : écharpe pour déjouer la reconnaissance faciale, visière dichroïque réfléchissante, boucles d'oreilles dotées de micro-caméras... Pour cela, il utilise le design, la réa-

lité virtuelle et les neurosciences.

On m'installe dans un salon de coiffure futuriste conçu comme un *safe space* pour les femmes de couleur et lieu de discussions politiques et philosophiques. Un grand miroir me regarde et moi, je vois une belle femme noire installée en face à face, qui est MOI ! Je ne suis pas seule et d'autres femmes noires sont là qui me parlent en anglais – je ne parle pas anglais – C'est une sensation bizarre... de voir un autre visage que le mien à une place où ce devrait être le mien, et qui fait les mêmes gestes que moi ! Le lieu est incroyable. J'essaie de tourner la tête dans tous les sens pour tout voir – dessus, dessous à droite, à gauche –, bientôt je quitte mon fauteuil et je suis maintenant en apesanteur et je parcours des contrées oniriques, je survole des trous noirs inquiétants... Mais ça ne dure que quatre minutes... et d'autres personnes attendent... Alors je cède ma place à regret ! Je serai bien repartie dans ce monde magique.

En fait, *Hyphen-Labs* imagine un futur où les technologies de pointe sont créées par et pour les femmes de couleur.

PASSE-PORTS

VALLS, le sauveur suprême

Où on reparle de Manuel Valls

Notre ex-Premier ministre qui est parti se refaire une virginité politique de l'autre côté des Pyrénées est très content de lui ; après plus d'un an de participation à une alliance avec Ciudadanos, le parti de centre-droit (enfin, pas tellement de centre mais bien à droite), et à la surprise générale, lors des élections municipales du 26 mai dernier, il a apporté son soutien à la mairesse sortante Ada Colau (issue du mouvement alternatif pour *Ara* (*Maintenant*)) il a perçu depuis l'automne 20 000 euros mensuels pour financer sa

campagne et les frais qui vont avec) ; mais ne soyons pas mesquins, on sait que la politique politicienne ça coûte cher, c'est sans doute pour ça que nous anarchistes n'en faisons pas.

« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent » (Edgar Faure)

Jusqu'à peu, Ada Colau traitait Valls de « *candidat des élites* » ce dernier répliquant en la traitant elle, de populiste. Finalement la réal-politique et le pragmatisme si cher à Manu lui ont fait donner des « votes gratuits » à la liste d'Ada Colau.

Celle-ci a bien précisé qu'elle n'avait pas sollicité cette aide, et même que ces votes étaient « un soutien gênant ». Pour Ciudadanos cette position de Valls a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, et en conséquence, ils ont décidé de se séparer de lui. Le voyage politicien de Manu continue donc ; après avoir voulu nous faire croire en France qu'il était de gauche, puis de faire croire en Catalogne qu'il était de centre-droit, il se présente désormais comme le chantre de l'anti-indépendantisme à Barcelone, n'hésitant pas à proclamer à qui veut l'entendre que c'est son action qui a permis de contrer

le parti ERC (Gauche républicaine catalane) qui avait pourtant le plus grand nombre de voix aux élections. Dans tous les médias Valls rabâche : « *Ici c'est une vraie défaite pour l'indépendantisme, et c'est grâce à moi.* ». Rien n'est jamais gratuit, surtout en politique ; Ada Colau risque de s'en apercevoir assez vite, parce que Manu le sauveur suprême, ne répond pas exactement à la formule « *ni dieu, ni César, ni tribun* ». La nouvelle majorité municipale constituée d'éléments de gauche radicale, de socialistes ralliés et des conservateurs de droite amenés par Valls, va avoir du mal à fonctionner sereinement.

Finalement, Valls qui était arrivé en quatrième position à ces élections municipales, se reconvertit en faiseur de roi (en l'occurrence de reine) et va donc pouvoir manœuvrer dans les arcanes du pouvoir (municipal cette fois), exercice dont il raffole. Perspective qui déplaît fortement aux catalanistes, qui de manière pas très fine l'ont traité aussi sec de « *fasciste, sale Français* » et autres gracieusetés. Grattez un peu le régionalisme et c'est le nationalisme qui apparaît.



Manuel Valls dimanche 10 février 2019 à Madrid lors de la manifestation de la droite et de l'extrême droite contre Sanchez (1er ministre, membre du PSOE). AFP

Et maintenant que va-t-il faire ?

Notre ex-Premier ministre, ex-ministre de l'Intérieur, ex-socialiste, ex-centre-droit, ex... affirme être désormais « *bien ancré dans la vie politique espagnole* ». Tant mieux, ça a au moins le mérite de nous éviter de le revoir ici en France, lui et ses postures autoritaires et coups de menton

martiaux. Vous me direz qu'en la matière, nous avons ce qu'il faut dans notre hexagone, mais justement pas la peine d'en rajouter. Bon vent à Manu sous le ciel catalan, et surtout qu'il y reste.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

REFLEXIONS

Les Patriotes s'attaquent à la mauvaise herbe

Attention, le point Godwin va être atteint ici : Blagodariov est un facho. Et il l'assume très bien. Derrière ce nom de scène se cache un activiste qui, sous couvert de parodies de chansons plus ou moins rigolotes, inonde les réseaux sociaux d'une idéologie vert-de-gris. Le nom de Blagodariov n'a rien d'une blague : c'est un emprunt au personnage d'Arséni Blagodariov qui, dans *La Roue rouge*, d'Alexandre Soljenitsyne, est un soldat au service du Tsar (mais il semble y avoir là davantage une prétention comique qu'une vé-

ritable revendication idéologique). Si on en croit le nombre de caractères cyrilliques qui apparaissent sur Internet lorsqu'on pousse la curiosité, on ne peut s'empêcher de penser que les nationalistes ne sont plus ce qu'ils étaient ; on voit bien qui, à l'étranger, les pousse... Le répertoire de Blagodariov donne le vertige, qui s'en prend, pêle-mêle, aux Maghrébins (*France sans bicots*), aux musulmans (*La java des voiles islamiques*), aux migrants (*Les clandestins*), aux homosexuels (*Partenaire pour t'enc...*), aux

Francs-maçons, aux militants de gauche (*La plainte des progressistes*) ... Il n'y a pas que la musique, qui rappelle des souvenirs, c'est pas très frais, tout ça. Et finalement, la seule qui trouve grâce à ses yeux, c'est la *Petite Marine*...

L'un de ses titres, *Quand je pense aux Brigandes*, est un pied de nez – un bras d'honneur – à *Fernande* de Georges Brassens, dont l'image est utilisée sans vergogne sur les vidéos accessibles notamment sur You Tube.



« Ça coupe bien des envies, il faut le reconnaître. »

Les Brigandes constituent elles-mêmes un groupe musical de la facho-sphère ; elles aussi s'en prennent, dans leurs chansons, aux homosexuels, aux étrangers, aux jésuites, aux Juifs, aux musulmans, aux Francs-maçons, et font, dans une chanson éponyme, l'apologie de *Ce Geste* – le salut nazi. Mais elles aiment bien Jean-Marie ; et Vladimir Poutine. Dans *Quand je pense aux Brigandes*, Blagodariov – Blago, pour les intimes – est invité à « coller des affiches » – mais pour qui ? On se le demandera jusqu'à la fin de la chanson... – et à « boire des grosses bières ». Il se désole alors du peu de « gonzesses » dans les rangs militants : « Lutter contre le Franc-maçon, le Juif, la négritude, serait une moindre lassitude s'il n'y avait pas que des garçons ». En conséquence de quoi, quand il pense aux Brigandes, il bande, il bande, quand il pense à Virginie, il bande aussi – Virginie Vota, militante anti-féministe, royaliste et catholique traditionaliste proche du mouvement intégriste Civitas – mais quand il pense à Renaud Camus, là, il ne bande plus. Il faut dire que ce dernier est le concepteur de la théorie du grand-remplacement, évoquée comme justification par l'assassin de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, dont les attaques ra-

cistes, le 15 mars dernier, ont fait 51 morts et 49 blessés. Ça coupe bien des envies, il faut le reconnaître. Mais ce n'est pas ce qui semble modérer les ardeurs de Blagodariov, dont les couplets sont de longs cris d'incitation à la haine raciale. Non, ce qui le dérange sans doute davantage, c'est que, par ailleurs, Renaud Camus assume son homosexualité – ce qui vaut aux chœurs d'émettre quelques commentaires homophobes. Il est ensuite fait référence à *Révolution contre le monde moderne*, essai de Julius Évola, théoricien du fascisme et référence de la Nouvelle (extrême) Droite, courageux défenseur de l'homme blanc menacé, comme chacun sait, dans sa virilité, dans son teint, et dans sa civilisation, par la modernité démocratique. Enfin (ouf !) il met « un point final à ce triste inventaire en supplantant les paritaires d'infiltrer le Front national » – pour en féminiser la base militante. Ceci dit, Blagodariov peut se réjouir, sa stratégie de cagoulard rigolard semble porter ses fruits : ce parti et ce qu'il est devenu séduit de plus en plus les électrices, qui ne semblent pas plus dérangées que ça par son discours très patriarcal.

« Brassens appartient-il à tout le monde ? »

Cela pourrait faire sourire, mais qu'on ne s'y trompe pas, la cohérence idéologique

des parodies de Blagodariov ne laisse aucune place au doute : il détourne la musique joviale de Brassens et lui fait charrier des torrents de haine ; pas le moindre second degré, tout cela reste très primaire, très bas-du-front. Les masques tombent : la dédramatisation du parti, voilà au moins qui n'est pas une priorité nationale, pour lui. D'une certaine façon, cela pose la question suivante : Brassens appartient-il à tout le monde ? Sans doute, mais à condition de ne pas le prendre pour une auberge espagnole où chacun trouverait ce qu'il veut. Il n'est pas un fast-food, on n'y vient pas comme on est. Les textes sont têtus. Il

y a des chansons, une œuvre, un souffle poétique et libertaire qui rechigne à suivre les modes électoralistes, « qui passe à côté des fanfares » en chantant « en sourdine un petit air frondeur ». Et l'extrême droite n'a pas le monopole de la révolte. Prendre le baladin intemporel pour l'archétype de la France éternelle – c'est-à-dire réactionnaire – ce n'est pas faire valoir la polysémie des textes. C'est faire un contresens pur et simple. Blagodariov n'est pas dans un rapport amoureux aux chansons de Brassens. C'est une tentative de viol.

Bien sûr, on ne peut pas empêcher les imbéciles hargneux qui sont nés quelque part de marcher au pas, et on pourrait se demander si parler d'eux ne revient pas à leur faire de la publicité. Mais à l'heure où le parti qui porte ces idées devient le premier de France, il est temps de sortir du déni, et de rappeler que décidément, Brassens n'est pas soluble dans la nostalgie de la vieille société autoritaire, patriarcale et occidental-centrée. Il a dit ce qu'il pensait des *Patriotes* qui « reprennent en chœur *La Marseillaise* » ; il restera, quant à lui, « la mauvaise herbe » qui « pousse en liberté dans les jardins mal fréquentés ».

Cédric Pérolini

FaceBook fait sa monnaie entre « amis » : LIBRA

Dans son article « Crypto-cagnottes au secours des boxeurs ! » du numéro de mars, le Monde Libertaire, évoquait l'intérêt de ces monnaies, inventées à la fin des années 2000 par les crypto-anarchistes, afin d'échapper aux contrôles, aux lois et aux manipulations que permettent des monnaies étatiques – on dit aussi « fiat » – tout en dégageant les banques, et qui garantissent au choix la transparence ou l'anonymat des transactions. Pendant ce temps, le bruit courait dans le petit milieu des crypto-monnaies (1) que le géant des réseaux sociaux se préparait à créer sa propre devise. Un an après les premiers mouvements très discrets, c'est maintenant chose faite en date du mardi 18 juin 2019, et si le coup réussit, nous assistons à un événement majeur, de portée historique et mondiale, une nouvelle étape dans l'histoire encore jeune de la monnaie (moins de 3000 ans).

Car tout comme le démiurge, le technologue n'est pas maître de sa créature, et ces techniques mathématico-informatiques imaginées pour libérer les individus de l'emprise des États et des banques sont tout autant à la disposition de milliardaires dont l'avidité est sans limites. Et en particulier des milliardaires de l'économie digitale qui ont parfaitement compris ses usages potentiels, comme Mark Zuckerberg, huitième homme le plus riche de la planète, et dont la compagnie FaceBook a engrangé 20 milliards de dollars de bénéfice net en 2018. Son entreprise qui doit extraire toujours plus de profits de ses 2,4 milliards d'utilisateurs, doit développer, traire, tondre et peut-être un jour dépecer et manger le troupeau des gentils « amis FaceBook » dont il est le tout-puissant berger. Il lui faut sans cesse trouver de nouveaux produits, extrêmement rémunérateurs et addictifs, et surtout en accord avec la taille colossale et la nature mondiale du cheptel. Et, pas besoin d'avoir lu Marx... le produit miracle... celui qui les contient

tous... c'est l'argent. Il est parfaitement adapté à la structure de FaceBook car cette nouvelle forme de monnaie est tout autant digitale que les informations qui s'échangent sur le site. De même, sa nature étant de circuler de l'un à l'autre, elle bénéficiera tout autant du monumental effet de réseau produit par les plus de 2 milliards d'adeptes du bavardage digital. Il n'y avait pas à hésiter, et il était très facile pour Mark Zuckerberg de s'emparer d'une technologie inventée et déjà rodée par quelques milliers de francs-tireurs. Voici donc le Libra, déjà surnommé le ZUCK.

Un événement majeur dans l'histoire de la monnaie

Voici la première devise de la mondialisation, conçue pour ignorer les frontières et être utilisée par des milliards de personnes de tous pays et cultures. La machine de guerre décrite dans un « white paper » (3) publié dès l'origine en plusieurs langues, dont le Français, est lancée ; son impact sera énorme ! Non seulement Libra sera dès sa naissance une devise transnationale, mais si FaceBook réussit à tordre le bras du Congrès US et de la Maison Blanche, elle sera indépendante de tout État. De nombreux paramètres annoncent un possible succès : la maturité de la technologie sous-jacente, la taille de la communauté des « amis », la fortune personnelle et l'influence politique des fondateurs, l'ignorance crasse des classes politiques, la paresse et la bureaucratisation des banques, et enfin la parfaite complémentarité de l'Internet et de la mondialisation dont il est l'*infrastructure*.

Nous vous partageons ci-dessous un tout petit extrait de sa « promesse », de son chant des sirènes, de cet *Appel du 18 Juin* d'un nouveau genre.

« La mission de Libra est de favoriser le développement d'une devise et d'une infra-

structure financière mondiale simple, au service de milliards de personnes.

[...]

Notre espoir est d'offrir des services financiers de meilleure qualité, moins chers et plus accessibles à chacun, indépendamment de son identité, lieu de résidence, profession ou salaire. Nous sommes conscients que la concrétisation de ce projet exige un travail long, ardu et qui ne peut pas être réalisé de façon isolée, mais qui nécessite au contraire la création d'un véritable mouvement autour de notre objectif. Nous espérons que vous nous rejoindrez pour nous aider à transformer ce rêve en réalité pour des milliards de personnes à travers le monde. »

Technologie : sur l'Internet dix ans en valent trente

Les crypto-monnaies fêtent cette année leurs dix ans. C'est infiniment peu, mais à la vitesse de l'Internet, c'est suffisant pour parcourir le chemin qui passe de l'intuition d'un visionnaire au concept mis en forme par quelques scientifiques, puis à son implémentation par quelques dizaines d'ingénieurs passionnés, et enfin à un test grandeur nature qui peut mobiliser quelques milliers de technophiles de toutes compétences et tous pays. Les dix années du Bitcoin, pionnier des crypto-monnaies, créé en 2009 en réponse à la crise du système financier occidental issu de la bulle spéculative des « subprimes », ont validé tant sa vision et ses principes fondateurs, que la solidité de ses algorithmes. Malgré les très violentes et très nombreuses attaques des États, des banques centrales, des mafias et des spéculateurs, la monnaie numérique a



prouvé sa robustesse. Nul ne l'a « cassée » et il n'y a eu que très peu de pertes ou vols dus à erreurs de conception ou d'implémentation, à chaque fois corrigées en quelques jours. En comparaison, les vols de données de cartes bleues se comptent par dizaines de millions et l'ampleur de leur coût n'a d'égal que la profondeur du silence qui les entoure. L'énorme consommation énergétique du Bitcoin, très rapidement dénoncée, a suscité la conception d'autres méthodes à faible coût énergétique, dont la méthode dite par « Preuve d'Enjeu » retenue par les concepteurs du Libra (par ailleurs peu démocratique car centralisée). Les dix ans de rodage du Bitcoin ont permis d'apporter des solutions ou des améliorations aux principales difficultés émergent de son utilisation. Mais si les monnaies numériques sont prêtes pour le grand public, la dernière barrière à franchir, encore non résolue, sera celle de son utilisation par des centaines de millions de néophytes. A ce jour, aucune des crypto-monnaies n'est simple à utiliser et la confiance n'est pas au rendez-vous.

Base installée : 2,3 milliards de moutons d'amis

S'il arrive à passer, contourner ou dissoudre les barrières des régulateurs étatiques, le Libra aura deux défis à relever : la *simplicité* et la *confiance* (des vendeurs et des acheteurs), car faute d'y avoir réussi, la première génération de crypto-monnaies est restée confinée à un petit monde de fanatiques et de spéculateurs. Mais pour FaceBook, la simplicité sera un défi facile à traiter car la firme de Menlo Park est une des meilleures expertes en simplification, elle emploie les meilleurs spécialistes mondiaux du design, du neuro-marketing et de la psychologie des personnes et des foules. Sélectionnés et formés par les meilleures universités et payés à prix d'or, ils sont de surcroît les premiers à bénéficier des résultats de re-

cherche des laboratoires les plus prestigieux, dont ils financent et orientent les recherches. La simplicité d'usage sera donc un des éléments du succès de Libra, la devise sera extrêmement simple à comprendre, à acquérir et à utiliser, et au passage, les frais bancaires extravagants imposés par les banques sur les transferts d'argent seront revus à la baisse, probablement extrêmement faibles, voire nuls. On pourra payer, ou transférer du Libra sans même y penser ; le célèbre bouton « Like » aura son jumeau, impossible d'en douter.



La *confiance* par contre, est bien plus complexe à créer et maintenir. Dépendante de la stabilité du cours et de la psychologie des foules, elle ne s'achète pas. Le Bitcoin en a fait l'expérience, dont le « porte-monnaie virtuel » devenu « première application Apple téléchargée » durant le mois de décembre 2018, a vu sa crise de croissance se terminer très mal ; elle n'aura été que l'occasion de plumer les bobos-gogos, spéculateurs du dimanche, qui imaginaient s'enrichir en

quelques clics. Désillusion... désintérêt, débandade... partis courtiser d'autres chimères, ils sont maintenant mûrs pour le Libra.

A ses débuts au moins, le Libra devra donc nécessairement, et par construction, être protégé des spéculateurs, être *stable*. A cet effet, il sera créé dans la famille dite des « Stable coins », des crypto-monnaies dont la valeur n'est pas « flottante » comme c'est le cas pour l'euro ou le dollar, mais adossée à un trésor qui garantit la stabilité du cours, tout comme les stocks d'or stabilisaient les devises nationales au temps de l'étalon or.

Le trésor soutenant le cours du Libra, sera constitué d'un panier de devises – dollar, euro, livre et yen, et proviendra de deux sources très différentes. D'un côté les milliards de ~~moutons~~ « d'amis » Facebook qui vont en recevoir et pourront l'acheter, le transférer ou l'utiliser, et de l'autre le très petit groupe des invités au banquet, chacun muni d'une grosse louche. Regroupés dans la *Libra Association* qui tiendra les rênes de la monnaie, l'équivalent d'une Banque centrale, et sélectionnés par le Maître du Jeu, Zuckerberg, ils seront une centaine de milliardaires et méga-entreprises – minimum d'un milliard de dollars de valorisation boursière –, agrémentés de quelques ONG, dont sans surprise une ONG spécialisée sur le micro-crédit. Ces élus ne vont pas acheter la monnaie elle-même, mais des « jetons d'investissements », leur donnant le droit de participer aux décisions stratégiques de sa gestion, et

ouvrant bien sûr un accès privilégié aux profits produits par les services financiers vendus aux milliards « d'amis », et par les inévitables manipulations de la devise. Contrairement à l'esprit anarchiste des premières monnaies libres de l'Internet, ouvertes à tous et totalement décentralisées, celle-ci sera privée et centralisée : soumise aux décisions d'une centaine de personnes parmi les plus riches de la planète, les ultra-ultra-riches dont le principal projet sera de le devenir énormément

plus. Avec un ticket d'entrée de 10 millions de dollars pour un jeton de 1%, c'est d'un tremplin d'un milliard de dollars que la monnaie pourra sauter et conquérir les « amis » du réseau.

Reste la confiance des vendeurs et des acheteurs. Nous avons constaté en 2009 que sa perte pouvait faire vaciller même les plus grandes banques. L'immense réseau des utilisateurs de FaceBook transforme ce défi en un formidable atout ; dès sa création, prévue en 2020, la firme pourra arroser de Libra des centaines de millions d'utilisateurs qui n'auront qu'à le faire circuler le plus simplement du monde, d'un smartphone à l'autre. Nul doute que les experts de FaceBook en « gamification » – donner à un travail l'apparence d'un jeu – sauront trouver de nombreuses incitations pour motiver la frange incompressible des curieux qui voudront expérimenter la nouveauté, entraînant dans leur sillon leurs « amis ». Auparavant, les innombrables sites marchands actifs sur FaceBook auront été fermement incités à s'en emparer, et accepter le Libra dans leurs transactions. Et bien sûr, Libra pourra également démarrer en douceur en empruntant le masque des « points » utilisés par les programmes de fidélité des supermarchés, ou des « miles » des compagnies de transport aérien.

En résumé, lorsque l'on dispose de milliards de dollars, et que l'on peut *automatiser la manipulation de plusieurs milliards de personnes*, l'impossible ne l'est plus...

Quel rôle pour les banques ?

Ça va être bien compliqué pour les banques, car elles sont pour l'instant à l'écart, hors du coup... elles ont certes de grands atouts : leur énorme taille, systémique pour certaines, le soutien sans faille des politiciens de tous bords qu'ils financent et recyclent en fin de carrière, et la capacité de leurs lobbies à dicter les lois qui régissent leurs opérations. De gros muscles certes, mais le cerveau est adipeux, gâché par l'argent trop facile qui rend paresseux et par une énorme bureaucratie qui bloque toute innovation dès lors qu'elle menace une position établie. Ces mastodontes sont trop facilement gavés par le détournement du fruit de notre travail avec lequel ils spéculent sans risque ni retenue, par les indécents frais, commissions et amendes qu'ils imposent aux plus démunis, et enfin par le soutien sans faille des États qui les pro-

tègent de la banqueroute (4). L'argent trop facile et la disparition du risque les a rendus arrogants, bêtes et paresseux ; une proie idéale, de la taille de l'appétit d'un géant aussi puissant et ambitieux que FaceBook. Et cela fait des années que les GAFAs lorgnent sur le marché incroyablement juteux des banques, posent des pions, font des tentatives, comme par exemple s'approprier le paiement au travers des mobiles – mais sans succès. L'annonce de FaceBook et de ses comparées est d'un tout autre ordre, elle change la donne.

Les dirigeants des grandes banques ne pourront que pleurer sur leurs bonus disparus. Mais gardons nos larmes, les plus malins retourneront leur veste et iront vendre leur carnet d'adresse et leur expertise au nouveau mâle dominant, bien content de désorganiser l'ennemi en lui prenant au prix fort ses dirigeants les plus dynamiques.

Quelles actions pour les anarchistes ?

Nous serions tentés de simplifier et proposer, en quelques mots, de regarder ailleurs : « On s'en fout ! ». Ce combat de géants entre les États et les méga-corporations ne concerne pas les anarchistes. La marche vers l'État régalien le plus minimal – le plus dur – est inexorable et pour ce qui est de notre argent, la Fondation FaceBook basée en Suisse sera sans aucun doute nettement plus compétente que la Banque centrale européenne. Nos moyens de paiement seront mieux protégés, le cours de la devise mieux géré et la qualité des services bancaires sans commune mesure avec les médiocrités que produisent péniblement les banques. Les coûts bancaires devraient baisser significativement. Laissons-les s'entre-dévorer, et regardons ailleurs, les anarchistes ont tant de combats à mener...

Mais... explorons malgré tout ce qui peut-être pourrait se faire... selon quatre directions – ou plus ?

1/ Les banques coopératives se développent, elles sont indépendantes du grand capital et gérées de façon plus démocratique, c'est un axe.

2/ Le partage est un autre axe, sortir certaines catégories de biens et de services du monde de l'argent. Alors que l'humanité est vieille de centaines de milliers d'années, l'argent et son monde n'en ont que quelques milliers, exhumons les pra-

tiques et les modèles qui nous ont si bien et si longtemps servis.

3/ Les crypto-monnaies : nul ne nous oblige à abandonner cette vision originelle de monnaies gérées comme *des communs*, hors des États et du capital, et dont les caractéristiques seraient définies par tous et au profit de chacun. Si l'on pense conserver une monnaie dans les sociétés anarchistes, elle ne pourra pas être de même nature que celle que nous connaissons ; les crypto-monnaies nous permettent d'inventer et tester celles que nous voudrions mettre au service de nos projets.

Enfin, 4/ S'il paraît bien difficile de contourner FaceBook et ses milliards d'utilisateurs, dont *35 millions rien qu'en France*, il reste nécessaire de soutenir et pratiquer les réseaux libres qui protègent leurs utilisateurs ; ils sont déjà très utiles et nous en aurons très certainement cruellement besoin un jour. Enfin, on peut également explorer les moyens de détacher le réseau mondial du grand capital et d'en faire un commun à la manière, par exemple, de Wikipedia, libre, gratuit fait par tous et ouvert à tous.

Nuage Fou

- 1) les crypto-monnaies sont des monnaies virtuelles dont le livre de compte est géré sur l'Internet, et avec un mode de validation des transactions qui supprime la nécessité d'un tiers dit « de confiance » : État, banque centrale, ou notaire.
- 2) Un ensemble de méthodes utilisées pour déguiser le contenu de messages afin que seuls ceux à qui ils sont destinés ne puissent le comprendre. Militaires et militants en sont les grands utilisateurs.
- 3) Le document qui divulgue les motivations, les aspects techniques et organisationnels de cette nouvelle monnaie.
- 4) Deux petites phrases résument cette situation insensée : « Too big to fail », ou « Trop grosses pour échouer », qui indique de les plus grosses banques seront nécessairement sauvées... puis « Too big to jail » ou « Trop importants pour la prison », issu du constat qu'aucun des dirigeants des banques et assurances à l'origine de la crise mondiale du système financier n'a été condamné. Mieux encore certains des grands coupables ont intégré l'administration Obama...

Libra : les libertariens attaquent les États

L'annonce de la monnaie virtuelle de Facebook, le Libra, est celle d'une attaque frontale contre les États. Contre des puissances dont les origines se confondent avec celles des monnaies. L'État commence avec l'impôt, qui doit croître toujours, et l'impôt a besoin d'une monnaie. Donc l'État choisit sa monnaie, et le plus souvent la frappe, et contrôle sa valeur. C'est un aspect majeur de sa souveraineté. Ou plutôt *c'était...* car Mark Zuckerberg et ses amis multi-millionnaires veulent battre monnaie ; la leur, sous leur contrôle, et surtout indépendante des États !

Cette monnaie est une arme de guerre du très riche et très puissant groupe des Libertariens américains, que l'on décrit à tort comme anarcho-capitalistes (1). Facebook en effet ne part pas seul au combat, la firme a d'ores et déjà constitué un noyau dur composé d'une dizaine de partenaires. Et pas des moindres ! Ils font partie des géants du paiement mondialisé, des télécommunications et de l'économie numérique, tels Visa, Mastercard, Paypal, Vodafone, Uber, ou encore Iliad, le véhicule d'investissement de Xavier Niel, fondateur de Free, grand ami et promoteur d'Emmanuel Macron.

En créant une monnaie mondiale adossée à un « panier » de devises, Marc Zuckerberg et ses amis veulent créer – et posséder – une devise à leur service, largement indépendante des décisions de tel ou tel président national. S'il est vrai que pour les grandes multinationales, les dirigeants des États-nation sont le plus souvent des alliés objectifs avec lesquels ils partagent de nombreux intérêts, comme lorsqu'il s'agit de « sauver les banques » (2), ils sont aussi parfois des problèmes : chers à acheter et encombrants à recycler, trop puissants pour certains, et surtout trop inconstants et difficiles à contrôler ; les chefs des grands États sont de piètres alliés. Les méga-corporations pensent que le moment est

venu de rompre le pacte, de libérer leur créature de l'encombrante tutelle des États, les conditions sont peut-être réunies pour franchir une nouvelle étape : celle de l'intégration monétaire du monde occidental et de ses obligés, directement sous le joug des maîtres du grand capital, en dehors de celui des États. En effet, les monnaies nationales ne sont pas adaptées au commerce mondial ; elles créent des complexités et des facteurs de risques qui déstabilisent régulièrement les opérations des méga-entreprises mondialisées. De surcroît les États les plus puissants se servent de la monnaie comme arme politique. L'utilisation croissante du dollar par l'administration américaine pour imposer l'extra-territorialité de ses lois, que ce soit dans sa lutte contre l'Iran ou maintenant la Chine, en est le plus visible exemple (3). Elle perturbe considérablement les affaires et in-supporte les dirigeants des grandes corporations en les contraignant à faire de dangereuses contorsions pour contourner ces obstacles. Au risque d'amendes colossales, comme les 9 milliards de dollars extorqués en 2014 à la BNP pour avoir contourné les embargos nord-américains. En ces temps obscurs, le principal ennemi des capitalistes, n'est pas *hélas*, la communauté des anarchistes ; le principal ennemi, c'est l'incertitude, et tout est bon pour la réduire !

Une monnaie mondiale pour le commerce mondial !

Les libertariens veulent restreindre la monnaie à son essence : la fluidification du commerce, en dehors de toutes frontières et taxes. Pour ce faire, l'arracher aux États, il le faut de gré ou de force, car des États dispersés aux intérêts divergents et politiques fluctuantes ne peuvent s'entendre pour gérer la monnaie unifiée dont la mondialisation a besoin ; l'évolution chaotique de l'euro en est la vivante

démonstration. Alors que les politiciens aux commandes de chaque État sont coincés dans leurs frontières et soumis aux promesses démagogiques qui conditionnent leurs (ré)élections, les dirigeants des méga-corporations, à l'inverse, se moquent des frontières et n'ont que faire du consentement populaire. Ils ne répondent qu'à des conseils d'administration composés chacun d'une douzaine de « copains et coquins » hors-sol, au service d'une classe dirigeante largement mondialisée qui s'achète des passeports comme d'autres les places de théâtre. Leurs dirigeants et leur siège social sont domiciliés dans les pays « amis » – ou achetés – qui offrent les taxes et les lois auxquelles ils choisissent de répondre ; ils ont alors tout pouvoir de décision, et en cas de risque judiciaire, il ne manque pas d'hommes de paille, aventuriers cher payés et protégés par des armées d'avocats pour leur servir de fusibles. Leur taille financière leur permet d'acheter ou défier d'innombrables gouvernements, et leur empreinte industrielle leurs donne les moyens de menacer les plus gros. Lorsque Google restreint l'accès à ses mobiles Android, à son navigateur web ou à ses applications bureautiques, lorsque Facebook coupe l'accès à tel ou tel pays, l'impact sur l'administration étatique et sur les entreprises est énorme, sans parler de la colère des habitants.

Des classes politiques sur la défensive

Suite à cette attaque frontale, les États donc s'agitent... mais ils s'agitent bien mollement. Des dirigeants réellement puissants et motivés auraient imposé l'arrêt des travaux. Des administrations compétentes et indépendantes auraient anticipé l'événement et convoqué les acteurs bien avant une annonce que l'on savait probable depuis plus d'un an. A l'inverse, qu'observe-t-on ? En France, Bruno Lemaire, ministre de l'Économie,

fait une déclaration ambiguë, articulant laborieusement la chèvre de l'innovation et le chou de la souveraineté ; un aveu d'impuissance et d'incompétence. Les sectateurs de la « Startup Nation » de pacotille (4) font ce qu'ils savent faire le mieux : des bulles ! Plus impliqués par contre, car directement menacés et aussi plus sérieux, l'administration nord-américaine et le Sénat s'insurgent, exigeant un moratoire sur les travaux de Facebook et convoquent son PDG pour une audition. Encore plus fermes, on trouve déjà deux « niets » sans appel, ceux de la Russie et de la Chine, tous deux en conflit avec les USA. Numéro un économique émergent, la Chine en particulier ne peut autoriser sur son territoire une monnaie qu'elle ne contrôle pas. Moins attendue, car cible privilégiée de Facebook, l'Inde qui avait déjà banni les crypto-monnaies fait également partie des refusniks. Quand à l'Union européenne, créée par les États-unis à leur service, et n'arrivant toujours pas à gérer sa créature bricolée – l'euro – elle devrait conserver ici comme ailleurs son triste statut de paillason de l'Oncle Sam. R.I.P. - Resquie In Pace... Ailleurs toutefois, et à bas bruit, dans le monde feutré des petit États qui servent la finance mondiale, comme la Suisse ou Singapour, c'est un tout autre son de cloche. C'est en effet sans surprise en Suisse, terre d'accueil des crypto-monnaies depuis plusieurs années, qu'est domiciliée la tête pensante de l'hydre inventée par Facebook, la « Libra Association ». Paradis du secret bancaire, la Suisse a tôt compris le potentiel et s'est mobilisée pour devenir la crypto-nation. Ses banquiers, avocats d'affaires, lobbyistes et ingénieurs y sont à la manœuvre et le canton de Zoug est déjà surnommé la « Crypto Valley », en référence à la Silicon Valley californienne.

Démarrées en mode panique et en ordre très dispersé, les réactions étatiques vont donc être très intéressantes à suivre, en particulier lors du prochain G7 cet été à Biarritz : refuser pour se protéger, accompagner pour partager le contrôle ou bien bloquer pour tuer l'initiative... En tout état de cause, une guerre d'influence entre géants, à l'échelle planétaire, a démarré. Une guerre entre amis, mais une guerre mondiale d'une ampleur inégalée. D'un côté du ring : les États, leurs politi-



ciens, leurs banques centrales, leurs régulateurs, leurs lois et leurs polices. De l'autre : le grand capital et les corporations digitales mondiales, leurs centaines de milliards, leurs États et hommes politiques captifs, leurs milliers de lobbyistes enfoncés comme des coins au cœur des États et des administrations, et leurs réseaux de serveurs mondialisés, sur-diplômés et très dociles.

Entre les deux, au milieu de l'étau, l'immense troupeau des milliards « d'amis »... biberonnés au papotage digital. Sans soucis, et nourris de selfies, ils vont gaiement à la traite

– Nuage Fou

- 1) A l'encontre des anarchistes, les libertariens aiment l'État, un État extrêmement fort et sévèrement limité à son rôle répressif, garantissant la propriété et la sécurité des plus riches.
- 2) Comme lors de la mise en œuvre dès octobre 2008, affirmant sans sourciller que *« rien ne doit être épargné pour éviter que la crise s'aggrave encore »*, des « mesures exceptionnelles » prises d'un commun accord par les 15 pays de l'Eurogroupe. En France, l'État apporte une garantie des prêts interbancaires jusqu'à 320 milliards d'euros et consacre jusqu'à 40 milliards d'euros pour recapitaliser les banques en difficulté...
- 3) Les USA imposent que toute opération faite en dollars soit conforme à la réglementation américaine, même si elle est menée en dehors de leur territoire et par une structure qui n'est pas américaine
- 4) La « vraie » Start-up Nation, celle qui a inventé et porte fièrement ce nom, c'est Israël. Sa communauté de l'innovation est vigoureusement soutenue par l'armée, et tirée par une communauté scientifique de haut niveau massivement adossée aux programmes scientifiques de la Communauté européenne et des USA. A l'inverse, arrogants et ignorants des technologies, les politiques français ratent tous les trains depuis 30 ans et transmutent les boulevards en impasses...
- 5) Deux petites phrases résument cette situation insensée : « Too big to fail », ou « Trop grosses pour échouer », qui indique de les plus grosses banques seront nécessairement sauvées... puis « Too big to jail » ou « Trop importants pour la prison », issu du constat qu'aucun des dirigeants des banques et assurances à l'origine de la crise mondiale du système financier n'a été condamné. Mieux encore certains des grands coupables ont intégré l'administration Obama...

Un boulot de clic

Le XXI^e siècle a commencé sous des auspices trompeurs, car la question du travail depuis Blanqui est au cœur des travailleurs puis des travailleuses qui ont peu à peu quitté le monde agricole et artisanal pour former la société industrielle, laquelle a basculé dans l'économie de marché en alternant l'offre et la demande selon le libre jeu du marché dans la vision capitaliste de l'économie.

Trompeur, car l'arrivée d'Internet promettant un nouveau souffle d'échanges (c'est indéniable), de libertés et de savoirs (c'est également vrai) a fini dans sa soif jamais tarie à asservir de nouveaux travailleurs et travailleuses grâce à un outil au nom charmant mais dont il ne faut cependant pas mélanger l'espèce la souris accompagnée de son cri primal, le clic.

Oui, le cri de la souris, le clic, se décline dorénavant lors de tâches très fragmentées, des micro-tâches en réalité, sur des plateformes virtuelles confiées à des prestataires dont les employé-es ne connaissent ni les clients, ni la finalité de leur travail, sans doute l'héritage lointain de la taylorisation du début du XX^e siècle. Généralement, il s'agit d'un travail à la pièce pour lequel par exemple il peut être question « d'identifier des objets dans une image, de transcrire des factures, de modérer du contenu sur les médias sociaux, de visionner les vidéos de courte durée, de copier-coller du texte ou de répondre à des sondages en ligne » (1).

A la maison, précaires et invisibles

Dans tous les cas, ces travailleurs indépendants peuvent être assimilés à des travailleurs « uberisés », comme les prolétaires du XXI^e siècle (2). « L'uberisation » consiste à la mise en relation au travers de plateformes numériques de clients et de travailleurs soi-disant indépendants, dont le positionnement social se révèle particulièrement instable et fragile puisqu'un indépendant sur cinq se déclare inscrit à Pôle emploi. On compterait en France environ 260 000 micro-

travailleurs occasionnels. Tous ne travaillent pas chaque jour, mais l'industrie du numérique dispose ainsi d'une masse disponible de travailleurs qu'elle peut utiliser selon ses besoins. 15 000 micro-travailleurs se connectent sur les plateformes au moins une fois par semaine, et environ 50 000, moins « actifs », y sont présents au moins une fois par mois. Les enquêtes révèlent que plus de la moitié de ces micro-travailleurs (56,1 %) sont des micro-travailleuses, des femmes donc, plus nombreuses également que les hommes à s'occuper des enfants et qui consacrent entre 6 et 12 heures par semaine de plus que ces derniers aux tâches domestiques. On aperçoit facilement le glissement vers une « triple journée » rythmée à la fois par le travail salarié, qui peut être partiel, les tâches ménagères et la connexion sur les plateformes. L'ensemble des femmes et des hommes sont âgés de 25 à 44 ans et sont plus diplômés que la moyenne nationale (diplôme supérieur à bac+2). En ce qui concerne les femmes, certaines sont femmes au foyer et se connectent afin d'arrondir les fins de mois (3). Il y aurait dans le monde plus de 100 millions de travailleurs déclarés par les plateformes elles-mêmes, ce qui met en perspective l'utilisation possible de cette main-d'œuvre bon marché.

D'une manière générale il s'agit d'un travail parfaitement invisibilisé et précaire puisqu'il est effectué à la maison sous des formes de contrats très diversifiés, les micro-travailleurs étant majoritairement payés à la pièce, sans aucune marge de négociation sur leur rémunération, ni aucun contact avec d'autres micro-travailleurs, à part quelques forums où ils tentent de s'auto-organiser en communauté.

D'autre part, il faut noter que ces activités ne donnent lieu à aucune protection contre le chômage, aucune indemnité en cas de maladie ou d'accident du travail, ni aucun droit à la retraite et bien entendu, pas de salaire minimum, pas de syndicat et encore moins de sécurité de l'emploi.

Besoin d'argent

Aucun statut particulier n'est requis pour travailler sur des plateformes, puisqu'il s'agit le plus souvent de l'exécution de tâches répétitives, morcelées, simplifiées à l'extrême qui ne nécessitent qu'une faible qualification. Les seules exigences sont l'assiduité et la rapidité, ou encore la disponibilité et la capacité à travailler à des heures déterminées avec des outils de travail que sont les smartphones et les ordinateurs connectés à Internet. Le micro-travail consiste à effectuer en ligne des tâches numériques répétitives rémunérées à la pièce. C'est le besoin d'argent qui dans pratiquement la moitié des cas conduit à rechercher ce type de travail. Néanmoins, certains évoquent la souplesse de gestion de leur emploi du temps, ou encore se réjouissent d'avoir la possibilité de rentabiliser leur temps libre au quotidien. D'autres enfin y voient la possibilité d'améliorer ou de corriger le niveau de performance des technologies dites intelligentes (IA) puisque par leur travail ils deviennent les artisans invisibles de l'automatisation en effectuant des milliers de micro-tâches. Dans bien des cas, et malgré tous les inconvénients, leur précarité et le manque de garantie qu'offre ce micro-travail, les travailleurs insistent sur la liberté et l'indépendance dont ils jouissent : puisqu'ils n'ont en face d'eux qu'un ordinateur ils y voient un emploi sans patron qui permet d'accomplir des tâches rémunératrices aussi faibles soient-elles mais aussi qu'ils peuvent quitter facilement si bon leur semble. Dans cette extension du marché dans notre vie quotidienne, l'individu, de simple consommateur devient désormais également producteur.

« L'uberisation » de l'économie agit au travers des plateformes comme les intermédiaires dans de nombreux domaines tels le transport urbain, la livraison, le graphisme, le service clients, la comptabilité, etc. Une des plus célèbres plateformes est *Amazon Mechanical Turk* qui souhaite à la fois « optimiser l'efficacité », « augmenter la flexibilité », tout en pro-

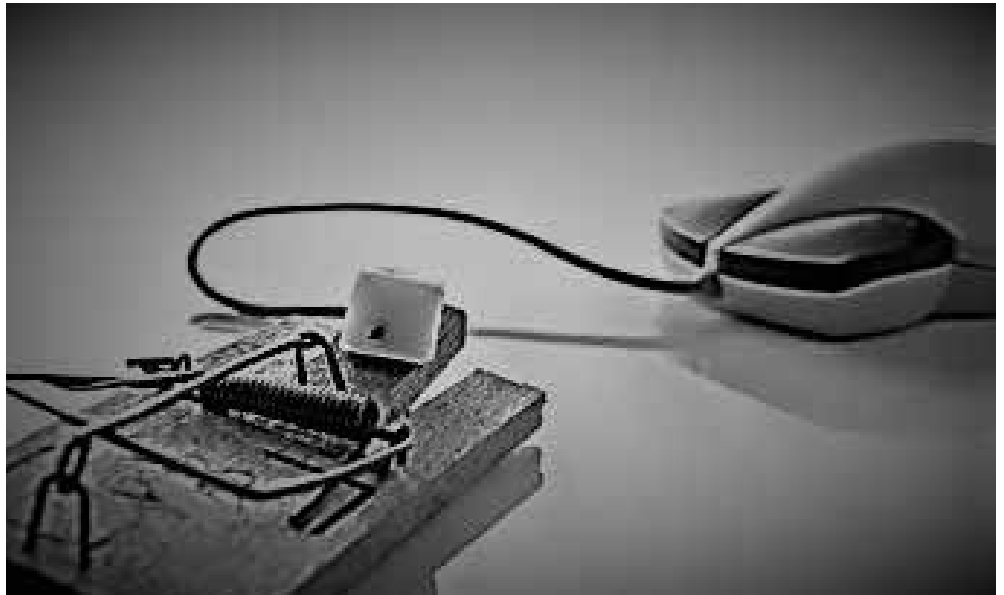
posant un « coût réduit » de main-d'œuvre. C'est pour les patrons le rêve à portée de doigt du travailleur !

Sur l'ensemble des plateformes, les niveaux de rémunération sont d'une manière générale inférieurs aux salaires minimaux nationaux (entre 43 et 62 %). Et, à cause de l'éclatement des tâches, la moyenne de rémunération par mois est de 21 euros ! Chacune des tâches reçoit de fait, par clic, une compensation dérisoire pouvant descendre jusqu'à un ou deux centimes, voire moins (rappelons qu'un million de travailleurs français vivent avec moins de 855 euros par mois qui correspond à la moitié du revenu médian.) Ceci n'empêche pas certains sites de proclamer : « Gagnez un smic par mois avec les micro-services ».

« L'uberisation » du monde du travail

On peut retenir que 22 % des micro-travailleurs vivent en-dessous du seuil de pauvreté alors que ces emplois sont majoritairement destinés à pallier une précarité économique dans un système de rémunération peu ou pas contrôlé.

« L'uberisation » du monde du travail fait ainsi voler en éclats tous les acquis sociaux obtenus depuis près de deux siècles dans une logique de précarité et d'exclusion. L'absence de cadre légal salarial ou professionnel pour réglementer ce genre de travail conduit à la perte de toute pro-



tection envers le micro-travailleur.

Nous voyons dans cette logique la difficulté d'organiser une défense collective des travailleurs et des travailleuses par le fait même qu'ils sont en dehors de la logique contractuelle ou salariale. Le micro-capitalisme est ainsi devenu le fer de lance de la nouvelle génération de revenus.

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

(1) Casilli, A. A., Tubaro, P., Le Ludec, C., Coville, M., Besenval, M., Mouhtare, T., Wahal, E., (2019). *Le Micro-travail en France*.

Derrière l'automatisation de nouvelles précarités au travail ? Rapport Final Projet DiPLab « Digital Platform Labor », <<http://diplab.eu>>. Le présent article s'inspire largement du rapport DiPLab.

(2) Selon Karim Amellal, *Le Monde*, 7 avril 2019.

(3) Voir le reportage : Sarah, « travailleuse du clic », *Le Monde*, 25 avril 2019.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/04/25/sarah-travailleuse-du-clic-la-nuit-je-remplis-des-demandes-de-devis-qui-me-rapportent-plusieurs-euros-d-un-coup_5454586_3234.html.

Un peuple, ça n'existe pas,

Le peuple français, le peuple, allemand, le peuple palestinien, le peuple corse, le peuple européen, le peuple protestant, le peuple juif, le peuple noir ... très souvent le terme de peuple est utilisé, mais sans que l'on sache réellement ce qu'il recouvre.

Comment définit-on un peuple ? Où cette notion s'arrête, où commence-t-elle ? Le terme même de peuple peut-il être utilisé de manière sérieuse, rationnelle pour ne pas dire scientifique ? Depuis des années, je me trouve à moi-même des contre-arguments.

Je propose une série des raisonnements

par l'absurde qui devraient permettre de nous éclairer pour définir ce qu'est ou ce que n'est pas un peuple.

Sécable ou insécable ?

Premièrement un peuple est-il divisible en plusieurs peuples, ou est ce une entité insécable ?

S'il y a un peuple corse pourquoi ne serait-il pas divisible ? Peut-il y avoir un peuple corse du Sud, et un peuple corse du Nord ? Qui décide ? Le peuple corse du Sud et le peuple corse du Nord décident librement de s'associer pour se définir comme peuple corse, ou au contraire le peuple corse accorde ou pas

la possibilité de se découper en deux peuples ? Un des deux peuples ne veut pas être confondu avec l'autre ? Pourquoi pas également définir un peuple du littoral et un peuple de la montagne corse ?

Si le concept « peuple » est insécable, qui décide de sa taille et de ses limites ? Sachant que si nous appliquons la variable la plus grande : le peuple humain, il est difficile de fixer ensuite une variable inférieure.

Si le peuple est sécable, cela signifie qu'il l'est sans limites, à l'infini, et donc se pose la question de la légitimité d'un niveau parmi tous les autres.

S'il est sécable à l'infini, quel est le nombre d'individus minimum pour déterminer un peuple ? Ainsi si l'on prend le peuple européen, on peut y trouver à l'intérieur le peuple français, puis le peuple picto-charentais, puis le peuple deux-sévrien, puis le peuple niortais, puis le peuple du Clou-Bouchet (1), enfin le peuple de la famille Martin qui comme tout le monde le sait habite ici depuis très très très longtemps.

La taille ne semble donc pas un critère, par exemple, tout groupe humain entre 2 et 10 000 000 se reconnaissant en commun un certain nombre de critères ne peut pas définir un peuple... Entre les chinois et les luxembourgeois...

De surcroît avec cette notion de peuple sécable, mais à double entrée, soit emboîté, il pourrait apparaître qu'on puisse être dans deux peuples simultanément, avec un plus fort... mais lequel ? L'euro-péen ou le picto-charentais ?

Exit, la notion de taille, et donc par conséquent la notion de frontière légale. Car si nous (la communauté internationale) reconnaissons facilement qu'il pourrait y avoir un peuple belge compris dans les frontières de la Belgique. Comment fait-on pour les peuples, kurde, basque, catalan que certains proclament ?

Le territoire ?

Mais encore on pourrait concéder que les frontières ne sont pas à la bonne place et que le peuple basque est envahi par les **nations** française et espagnole. Par contre ce critère de frontières, même non légales, ne fonctionne plus si l'on prend des notions comme le peuple allemand (il y a des allemands en Allemagne, Autriche, Tchéquie, Pologne et... au Kazakhstan, beaucoup au Kazakhstan !), ou encore avec des notions comme le peuple rom, le peuple juif.

Mais si l'on va au delà, l'idée même de territoire est-elle pertinente ? Peut-il y avoir un peuple sur des territoires discontinus ? Peut-il y avoir des peuples itinérants ? Peut-il y avoir un peuple sans territoire ou un territoire sans peuple ? Si un peuple est forcément lié à un territoire, nous voyons qu'un peuple sédentaire sans territoire précis, avec un peuple non sédentaire et un peuple sédentaire sur un territoire précis, peuvent tous les trois à un moment de l'histoire être sur un même territoire et que ceci va générer

plusieurs problèmes. Entre autre que le territoire est source de conflit...

Nous mettons donc en question la notion de territoire comme fondement du fait de peuple. De deux manières, premièrement cela exclurait les identités collectives itinérantes, discontinues, et deuxièmement, on peut toujours trouver une identité collective plus petite, dans un territoire étant une partie d'un plus grand.

La, les langues comme fondement du fait peuple ?

Continuons notre raisonnement sur ce qui pourrait défendre le « fait de peuple ». D'aucun évoquerait la langue. Il serait alors possible dans ce cas de parler de peuple français (encore), de peuple allemand, mais il n'est plus possible alors de parler de peuple espagnol, belge, suisse, ottoman, californien, austro-hongrois, congolais... où sur le même territoire officiel, pays ou région, se côtoient, s'entremêlent plusieurs langues officielles ou tout du moins usuelles et usitées. A l'inverse, il y a-t-il un peuple britannique qui aurait en commun l'anglais lorsqu'on connaît les fortes identités écossaises et galloises et qui comprend Gibraltar en pleine Andalousie ? Il y a-t-il un peuple francophone qui va du Sénégal au Québec en passant par une partie de la Suisse, de la Belgique et bien sûr la France ? Un peuple castillan, regroupant notamment l'Argentine, le Venezuela, Ceuta au Maroc, la Guinée équatoriale et les trois quart des deux Californie ? Comme les territoires, les langues sont des éléments tangibles mais qui ne suffisent pas à déterminer la notion de peuple, soit qu'il y ait des identités collectives parlant plusieurs langues côtes à côtes ou entremêlée, soit que des identités collectives très fortes et très différentes parlent la même langue.

La durée, l'histoire, la violence d'État...

Prenons, alors la notion d'histoire, d'ancienneté, de pays, cela peut-il être une base à l'idée de peuple ? N'oublions jamais que si la France dans sa géographie actuelle date à peu près du XVI^e siècle, l'Italie et l'Allemagne ont à peine 130 ans. Tous les territoires sont issus de conquêtes et de scissions. Aucun territoire sur la planète ne s'est constitué par la libre association, ou si peu, même si

nous pouvons citer actuellement la Suisse et dans une moindre mesure l'Union Européenne. Certes l'Europe est une association, mais de pays qui eux ne se sont construits que sur la conquête et la violence. Aucun pays européens, à l'exception de la Suisse, n'a échappé à la volonté de conquête dans et hors du territoire européen (par contre elle a fournit des mercenaires à beaucoup de pays). Citons le Danemark qui a conquis la Sicile, puis plus tard dominé la Suède et aujourd'hui le Groenland. Citons la Lituanie qui s'étendait sur l'Ukraine et la Pologne... Citons en contre-exemples de ces expansions violentes, tout de même dans le passé, quelques alliances grecques (2), la ligue hanséatique (3) qui se construit par la libre association des cités.

Alors à partir de combien de temps une violence du passé serait oubliée et dans lequel on ne pourrait remettre en cause des frontières ou identités ? Les arabes (eux-mêmes peu arabes mais plus berbères) ne dominent plus la péninsule ibérique depuis moins longtemps que l'Ukraine n'est russe, mais en quoi les actuels dominants de cette péninsule sont-ils plus légitimes sur les Basques ou les Galiciens ? Nous sommes d'accord pour que l'État français (ou plus précisément Paris) ne domine plus l'Algérie, mais ne concevons pas que les Basques créent leur pays. Certains Berbères refusent la domination arabe qui dure depuis le VIII^e siècle sur « leur » pays, l'Algérie. Qui sont les plus légitimes en Sicile : les Phéniciens, les Carthaginois, les Grecs, les Romains, les Vandales, les Ostrogoths, les Byzantins, les Arabes, les Vikings (Danois), les Allemands, les Français, les Aragonais, les Italiens, tous successivement maîtres et constructeurs de l'île ? L'âme sicilienne se traduit-elle dans un peuple ?

En l'absence de critères scientifiques, rationnels, concédons qu'il faut tout de même accorder l'existence de peuple, quand un groupe d'humains décident de se reconnaître comme peuple et, chose importante, qu'ils le fassent avec l'ensemble et, démocratiquement, des individus concernés (imaginons un habitant du 64 dont les parents sont depuis l'aube des temps connus comme habitants du mythique Pays basque, peut-il faire parti du peuple basque contre son avis ?). Pour continuer sur ce point seul la quasi-tota-

lité d'un groupe peut définir un groupe. Imaginons qu'un peuple français se constitue et décide que les critères sont : langue française maternelle et territoire contiguë et homogène parlant français : et bien cela légitime sans passer par un processus démocratique à l'unanimité, un peuple français qui recoupe la République française, la moitié de la Belgique et Bruxelles, la moitié de la Suisse, Monaco, et surtout cela légitime derrière un projet politique territorial qui englobe tout cela.

Si des gens se reconnaissent comme peuple, c'est qu'ils incluent des gens dedans, s'ils en incluent c'est qu'ils mettent une limite. Il y a donc des gens de chaque côté de la limite et donc par conséquent d'autres sont exclus et ce sur des critères bien difficiles à définir.

Je, nous sommes quelque chose par opposition à ceux qui ne le sont pas et à ceux qui sont autre chose.

Être français, belge, italien, c'est facile à définir, cela tient à une situation juridique précise : avoir une carte de nationalité. Être breton, c'est habiter au sein de la région administrative Bretagne (dont une des anciennes capitales Nantes est exclue !). Mais être kurde, cela signifie quoi, c'est habiter à l'endroit où une majorité de personnes se reconnaissent comme Kurdes ? C'est parler la langue kurde ? C'est se revendiquer Kurde ? Une religion ? Et si l'on prend ces critères, que fait-on des gens, même parlant le kurde qui préféreront continuer à se sentir irakiens, turcs, iraniens syriens en premier et qui habitent là depuis « toujours » mais se trouveront en pleine zone dite kurde. La problématique est la même pour la Corse, où certains nationalistes (4), voudraient faire voter pour une éventuelle autonomie ou indépendance, ceux qui sont corses, sur l'île et sur le continent, mais pas ceux qui sont « français » et qui vivent sur l'île. Il y a-t-il une règle qui déclare à partir de combien de générations un Corse n'est plus corse s'il vit sur le continent ou un continental devient corse s'il vit sur l'île ? Dans le cas contraire, cela signifie qu'il y a une race corse, un sang corse et on tombe dans le délire racialement, comme le sont encore largement les Allemands avec le droit du sang, même si cela s'est assoupli grandement ces dernières décennies. J'ajouterais avec malice, que la Savoie et

surtout Nice sont françaises depuis à peine 130 ans, contre 250 ans pour la Corse...

Abandonnons la langue, le sang, l'antériorité, la conquête et prenons un critère important : la religion.

Il y a-t-il un peuple musulman ? Un peuple juif ? Un peuple bouddhiste ? La religion est-elle une composante indispensable, complémentaire ou première de la définition d'un peuple ?

Cela peut fonctionner pour le peuple portugais, un territoire (mais depuis peu, avant il était composante du peuple ibérique), une langue (assez récente), et une religion (très majoritaire), mais ça reste une exemple rare. Nous pouvons citer le Japon, ou se superposent, langue, territoire, religion traditionnelle, antériorité. Cependant, il convient de dire que si la religion peut faire partie d'une identité collective, celle-ci ne peut définir un peuple. Il n'y a pas de peuple musulman, de peuple juif ou bien encore de peuple catholique. D'aucun dirait que la première et la troisième religion citées présentement ont pour vocation de recouvrir la planète et de convertir tout le monde. Il ne devrait y avoir à terme de peuple que catholique ou de peuple que musulman, nous sommes là face à une aporie évidente.

Mais plus encore que les critères énumérés successivement, c'est l'ensemble de ces critères qui pose problème. Soit l'on évoque le fait de peuple juif ou catholique, et donc il y a des gens qui seraient dans deux peuples à la fois, mais sans se recouper (peuple allemand et peuple catholique pour les bavarois ?), peuple argentin et peuple juif, pour les nombreux Juifs argentins.

Mais si l'on acte qu'il y ait un peuple juif, donc basé uniquement sur la religion (5), pourrait-il y avoir un peuple israélien ? Peuple israélien comprenant des Russes ou des Éthiopiens de religion juive, des Arabes juifs, musulmans ou chrétiens ou encore beaucoup d'athées. Mais là encore, il y en aurait pour inventer des inepties comme des Juifs athées, des musulmans athées, des chrétiens athées ! On voit bien qu'il faut aller à l'absurde pour maintenir sur des piliers de sable cette notion de peuple.

A l'opposée, quelles notions portent celles d'un prétendu peuple palestinien ? Il y aurait donc des Arabes (ethnie),

athées (orientation philosophique), parlant arabe (langue), sur les territoires occupés par Israël, et les mêmes gens avec les mêmes critères en Israël. Mais il peut (devra ?) y avoir des gens de toutes confessions, de toutes langues, de toutes races, au sein d'un futur État palestinien, personne ne saurait poser le contraire comme principe. Donc, si l'on s'accorde sur le fait qu'après des décennies d'occupation militaire, de guerre, il faille pour que la raison reprenne le dessus passer par deux États, il ne saurait être question de reconnaître philosophiquement et politiquement deux peuples qui ont en fait les mêmes composantes avec des proportions juste différentes...

Si le peuple palestinien ne peut être pris sur une base religieuse, car sinon, que ferait-on des minoritaires, ils iraient où ? On ne peut le prendre sur une autre base :

- Pas sur une base ethnique ce qui serait non seulement choquant, mais absurde, car les sémites sont à l'origine des deux côtés, des territoires occupés et Israël, et surtout tous les pays voisins sont majoritairement sémites.

- Pas sur une base d'ancienneté territoriale. Il y a des déplacements de population tout aussi choquant, injuste, et assez récent qu'il serait bon de rappeler.

Citons les 13 à 14 millions d'Allemands, expulsés de chez eux (Poméranie), en 1945, qui ont tout perdu, au profit d'un agrandissement de la Pologne et des Polonais qui ont eu gratuitement des maisons, des terres. Tout le monde acceptera de dire que les Allemands déplacés étaient surtout, des femmes (6), des enfants, des vieillards, et des hommes survivants, mais en aucun cas des Nazis, et que leur famille vivaient là depuis des siècles.

Citons les populations nombreuses déplacées dans l'ex-URSS (et privées de leurs biens) jusqu'à la chute de Staline.

Citons le cas d'une partie des Français évacués d'Algérie qui auraient peut être pour certains souhaités devenir algériens. Si une partie était d'horribles colons exploités, une autre partie (importante) des personnes évacuées étaient des descendants des familles déportées de force de Paris après la chute de la Commune et d'autres occasions d'évacuer les ouvriers de la métropole. Il y avait aussi de nombreux descendants d'émigrés italiens, espagnols, politiques ou écono-

miques, des réfugiés. Il y a donc eu double peine pour ceux là à plusieurs générations d'intervalle.

A partir de quand, un acte de colonisation (et souvent les colons dans l'Histoire n'ont pas le choix- on pense à toutes celles et ceux que la couronne britannique embarquait de force dans des navires sans billet retour pour l'Amérique ou l'Australie) devient un fait sur lequel on ne peut pas revenir ? Pourquoi la décolonisation n'irait pas jusqu'à expulser les Blancs, les Latinos et les Noirs des États-Unis pour laisser place à ceux qui étaient là avant ? Pourquoi la décolonisation n'irait pas jusqu'à expulser d'Algérie, les descendants des Arabes, des Égyptiens et tous les peuples qui de la Mésopotamie à la Libye ont suivi les armées arabes, dans la conquête de l'Ouest, des Vandales et autres Goths, des Romains...

Je ne parle pas des frontières qui changent, et où les populations ne sont ni expulsées ni submergées, comme l'Alsace-Lorraine. Je parle de mouvements de populations civiles, expulsées ou importées, par divers moyens (déportation, incitation économique, orchestration des deux : créer des harcèlements afin que des populations émigrent avec des avantages économiques pour s'installer dans un territoire conquis).

Prenons les populations chinoises des parties surpeuplées du pays qui sont fortement incitées à se rendre dans d'autres parties du territoire (ou l'étranger), comme le Tibet ou le Xing-Xiang (Oïgours), quitte à rendre les personnes qui étaient présentes majoritairement depuis des siècles, minoritaires dans ces territoires !

Que va faire l'histoire pour ces populations ? Le sort des Pieds noirs d'Algérie ou celui des Blancs qui ont colonisé l'Amérique, l'Australie, la Nouvelle Zélande et qui, semble-t-il, ne vont pas être obligés de revenir en Europe pour laisser leur terre aux autres habitants ?

Et si des rebelles syriens décidaient de couper le pays en deux parties et d'expulser sans aucune indemnité tous ceux qui sont pas de telle ou telle religion vers l'autre partie de la Syrie, on acterait comme on a acté pour la Poméranie en 45 et plus récemment pour de nombreuses provinces des Balkans dans les années 90 ?

On voit bien, si l'on retourne en Pales-



tine, que cette notion de peuple à être brandie maintient des conflits à l'infini. La seule lutte qu'il convient de mener c'est la lutte pour les droits de l'individu, en termes de conditions économiques et de libertés politique, bref en termes de classes. A commencer par ceux des habitants de Palestine qui en raison de l'État et de l'armée d'Israël vivent dans des conditions inadmissibles.

Mais plus près de nous, et en miroir des situations en Chine, en Afrique, en Palestine, cette notion de peuple est dangereuse et pourrait renforcer les thèses de la droite radicale. Ainsi, même s'ils se savent descendants de réfugiés économiques et politiques d'Espagnols, de Polonais, de Portugais, d'Africains de tout le continent, les individus nés et vi-

vant en France, veulent tous rester en France, et ils se sont battus tout au long de l'histoire avec les autres salariés du territoire pour avoir des droits sociaux et politiques.

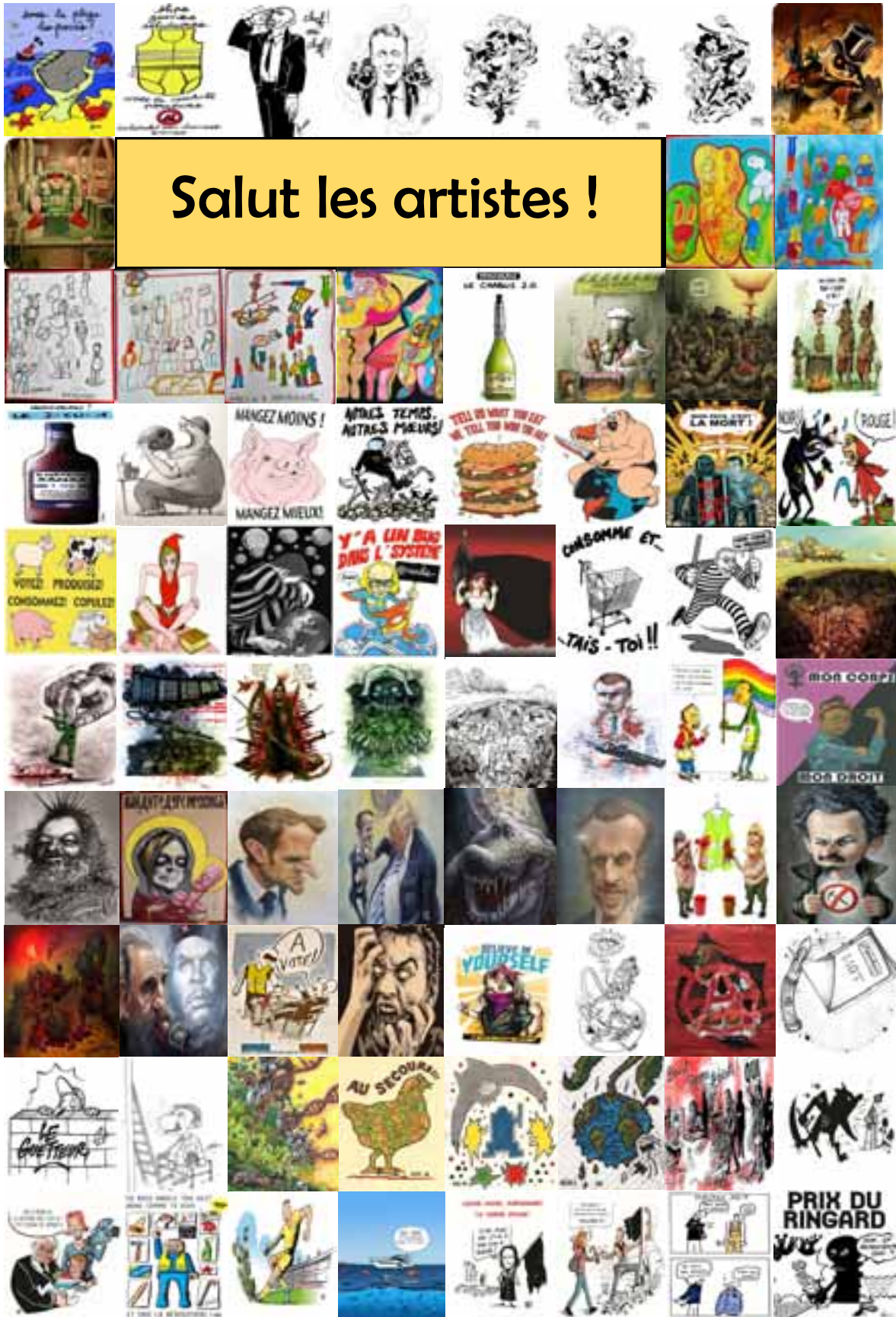
Il est rarissime qu'un petit fils de réfugiés espagnols qui a fuit la dictature franquiste, souhaite aller vivre en Espagne, ou en tout guère plus qu'un autre français et pourtant la dictature n'existe plus. Alors pourquoi des arrière petits-fils de réfugiés palestiniens ne se battent pas pour leurs droits là où ils vivent (Jordanie, Liban...) ? Qui a intérêt à entretenir ce mythe de peuple incompressible ? Ne serait ce pas ce même raisonnement que l'extrême droite en Europe. Les dictatures arabes ne veulent pas des palestiniens et leur donnent l'illusion d'un peuple mythique pour que ces enfants de réfugiés se battent contre Israël et pas pour leurs droits en tant qu'individus là où ils sont. La responsabilité d'Israël sur ce drame est immense mais elle n'est pas la seule.

Les droits des individus plutôt que les droits d'un peuple...

Mon approche est volontairement rationnelle et polémique, au delà d'une simple approche rhétorique, c'est le fait que dans les milieux de la gauche radicale (réformiste et anticapitaliste) nous employons des termes qui ne sont pas les nôtres ou dont nous ne voyons pas les conséquences de leurs introductions dans notre discours.

Le raisonnement par comparaison est toujours le plus instructif, ainsi, dans beaucoup de tracts, nous pouvons lire « peuple palestinien », or quand tel parti, syndicat, collectif évoque un sujet, pose une revendication y compris contre des entités au delà de la France, par exemple contre la gouvernance de l'Union européenne, contre les agissements du gouvernement américain, il ne signe jamais ou ne fait jamais référence au peuple français. Ce sont toujours des références de droits individuels ou de classes sociales qui sont inscrites. Alors pourquoi deux poids, deux mesures ?

La notion de peuple implique l'exclusion

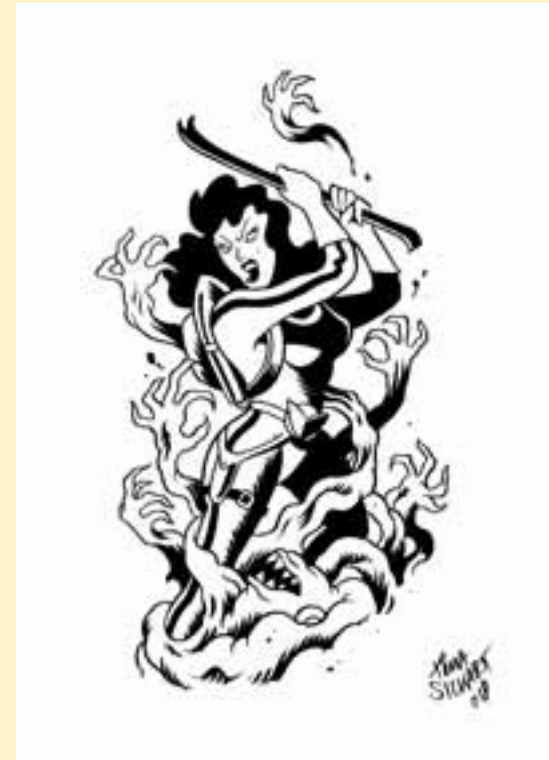
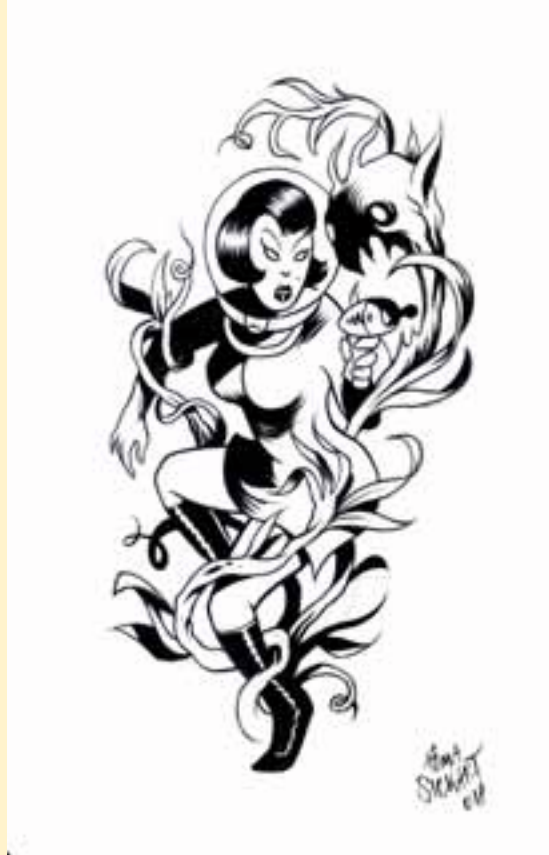


Merci à vous
et chapeaux bas !



Jhano

Tôma Sickart



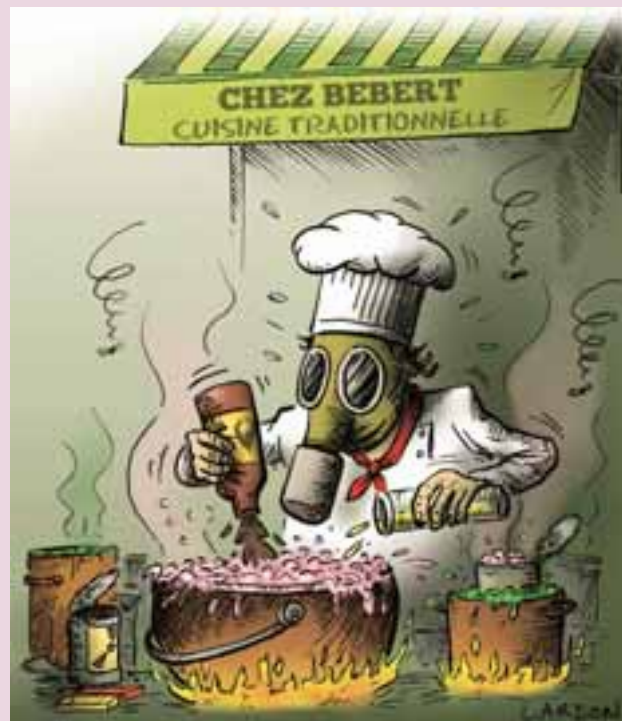


Jean Granier





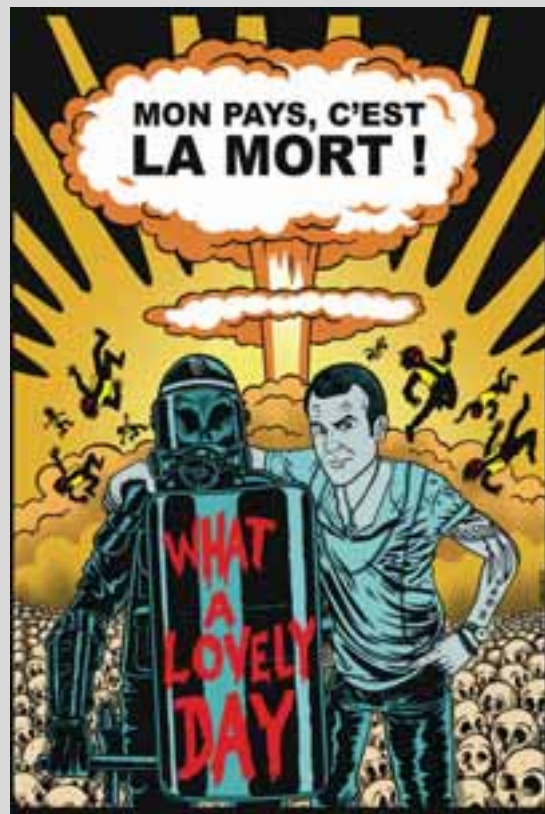
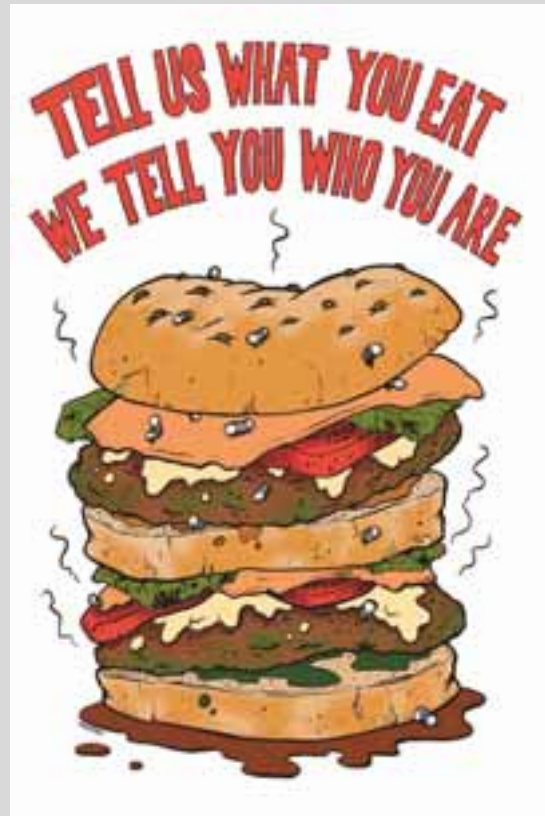
Lardon



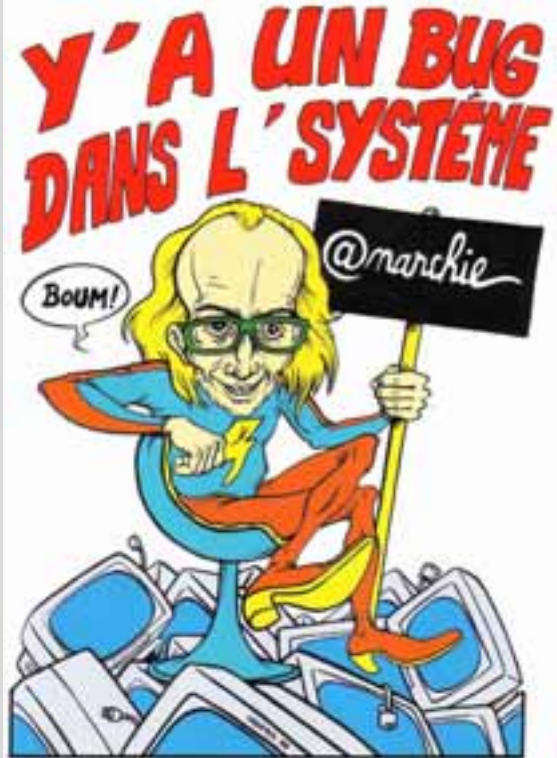


Chester









SLO





Jean-Louis Phan



Manolo Prolo



Merci Manolo Prolo pour les pages de Bédé qui ont fleuri dans le Monde libertaire. Et vive la F.A.R.C.E !

Denis Lopatin







RNST





1SeKte





Tchoupi



Riri





Yann
Tréhin



NEMO





Balthazar Forcalquier



Valerian Mailhe



"Merci !"
Le CRML

du groupe de ceux qui ne sont pas dans le peuple et l'inclusivité des autres pose la question de leur volontariat à être dans ce peuple.

Je peux très bien être français juridiquement et ne pas me reconnaître dans une fumeuse notion de peuple français, et encore moins, parce que mes grands-parents auraient été vaguement croyants, faire parti d'un hypothétique peuple chrétien.

D'aucuns, m'opposeraient le fait des valeurs communes ou des modes de vie qui construisent une communauté et donc un peuple. Il y a des communautés, mais elles posent des problèmes et l'approche d'identité collective est plus facile.

Si un peuple c'est l'ensemble des personnes ayant des valeurs communes ou des modes de vie communes, cela conduit à deux nouvelles impasses. Le peuple ne pourrait alors exister qu'en se protégeant de valeurs qui lui sont étrangères, empêchant au nom des valeurs communes, que des membres aient des comportements mettant en danger sa survie. Nous pouvons citer, le refus de l'homosexualité, le refus des mariages exogamiques et des milliers d'autres choses où les droits des individus (valeurs universelles) seraient niés au nom des valeurs « peuplières ».

La deuxième impasse de cette notion de valeurs collectives, c'est qu'à partir de là, il y a de nombreux peuples, imaginables et absurdes : végétarien, gay, punk, bouliste, pongiste, adepte de l'écran plat... ad nauseam

Pour terminer, certains voudront opposer la notion de nation par rapport à celle de peuple...en gros La France contre l'Allemagne...mais les nations étaient par définition itinérantes (les nations goths, les nations indiennes (Amérique du Nord)...

On voit bien qu'il faudrait se battre pour ses droits (droits sociaux, langues, cultures...) mais la frontière est par définition ce qui permet à une classe dominante d'asseoir sa domination, de construire de toute pièce une Histoire nationale, d'où la haine dirigée contre les nomades. Les « petits bourgeois » sédentaires, même ouvriers, à travers la sédentarité, s'assimilent plus à la bourgeoisie qu'à ceux qui refusent le rêve de la propriété d'une maison. Donnez moi quelques centaines de millions d'euros et trente ans et je vous construis un peuple « Nos ancêtres les Belges, peuple fier, avec comme capitale du sud Toulouse ». L'hypothétique mondialisation est justement, une mondialisation des capitaux avec des restrictions aux déplacements (sauf le tourisme)...lutter contre le capitalisme mondial par la construction de frontières et cultures ou d'identités factices est un moyen pour qu'ils maintiennent leur domination et fasse de l'argent.

Pour une conclusion par la preuve par l'absurde...avez vous déjà discuté sur la Bretagne, quelle était la langue bretonne ? Qui devait la définir entre le Léon et Brest ? Ou la même chose en Catalogne, ceux de Gérone qui se moquent

de ceux de Valence qui ne parlent pas le bon catalan, même s'ils veulent leur propre indépendance mais alors ceux de Murcie se sentent exclus, les débats au sein des Catalans sont vifs pour savoir s'il faut le droit à l'autodétermination de territoires au sein de la Catalogne juridique actuelle et les votes indépendantistes font assez peu de léopard...

Cygalle Poitiers

- 1) Vous l'aurez compris il s'agit d'un quartier de la Ville de Niort (79)
- 2) Face au péril perse
- 3) Pour que la consommation du hareng domine.
- 4) Je parle bien de certains nationalistes, et pas de l'ensemble des courants autonomistes ou indépendantistes
- 5) La judéité ne serait être autre chose qu'une reconnaissance à une appartenance religieuse. Il n'y a pas de langue parlée par les Juifs. L'hébreu est l'équivalent du latin des catholiques. Le Yiddish était parlé lui par une toute petite partie des Juifs.
- 6) Une pensée pour Dagmar qui écrivait régulièrement dans le ML il y a quelques décennies et qui m'a appris toute cette histoire de la Poméranie, les choses qu'elle a subies à 14 ans, tout comme sa grand mère de la part des soldats soviétiques, et cette interdiction morale d'en parler puisque c'était le territoire des méchants.

L'état d'hébéture

Le capitalisme possède de multiples visages, en passant de celui du capitalisme industriel au capitalisme financier, les petites et moyennes entreprises, etc.

Mais il possède au moins une règle d'or : celle de se nourrir de la richesse produite par le travail, en étendant au plus loin sa zone d'influence et de rentabilité contre les acquis sociaux, la redistribution, les services publics..

La tâche est grande, mais il ne manque

pas d'appuis grâce à la complicité des États, ses propres centres de recherche, les écoles du libéralisme formant les fameux Chicago Boys, par exemple. Celle-ci a pensé plus particulièrement le capitalisme du désastre, mis en évidence par Naomi Klein dans son livre *La stratégie du choc* (2008) où elle démontre les liens tissés entre cette théorie et les moments tragiques que furent le coup d'État de Pinochet, le massacre de la

place Tian'anmen en 1989...

De même, toujours à l'œuvre aujourd'hui, la division internationale du travail, où les métiers « à main » comme ceux du textile, des cuirs, de la chaussure, disparurent de la plupart des pays occidentaux entre 1970 et 1980 environ, et, suivant la loi du marché, de la concurrence, firent la place à des activités d'ordre plus technique, de service... et se retrouvèrent dans les pays à main-d'œu-

vre bon marché. Tout cela générant, bien entendu, toute une série de plans sociaux, de misère, de chômage.

Souriez, vous avez été testés !

Depuis quelques années, se déploie la stratégie dite de l'état d'hébétude.

Tout d'abord, il faut tester l'appétit, le désir de consommation des potentiels acheteurs. Quelques grosses entreprises, comme Mattel (jouets) innovèrent dans ce domaine, à l'aube des années 90 : en laboratoires, centres de recherche, d'abord, puis en grandes surfaces dédiées au jouet, furent isolés des jouets Mattel au milieu d'une kyrielle de concurrents-jouets en notant la réaction et l'envie de clients « cobayes », et améliorant sans cesse le produit jusqu'à ce que le jouet Mattel obtienne l'adhésion.

On s'étonnera moins ensuite de constater l'inondation de tels produits dans les magasins.

Bien sûr, ces techniques ont encore été améliorées par tous les médias possibles : TV, radio, Internet, instituts de sondages... au point que cette saturation de messages publicitaires ressemble de très près à un bombardement des sens, nous

fait apparaître souvent comme des êtres dénués de clairvoyance, comme en état d'hébétude.

Le capitalisme, donc, a enrichi son angle



d'attaque principal en l'éclatant en 2 fourches : assommer les consommateurs par un rouleau compresseur de spots publicitaires plus ineptes les uns que les autres, tout en les mâtinant d'un peu d'humour grossier, de sexisme, et simultanément leur fourguer des produits plus inutiles les uns que les autres, épuisant les ressources de la planète (métaux rares...) : smartphones, GPS, objets connectés...

Sans oublier, évidemment, les suppôts de ce système que constituent la plupart des journalistes, leur discours de compare des dominants, ébarbant toute réelle remise en question.

Toucher sans violence apparente, par des sortes de stimuli, les zones sensibles de l'émotion, du rire, tout en neutralisant les points de conscience, il faut reconnaître que c'est du grand art. Car autrement, comment procéder pour faire avaler toutes ces cochonneries à des individus totalement conscients ?

Il est pathétique, d'observer l'addiction d'êtres normalement dotés d'intellect, bloqués sur leur appareillage numérique dans le métro, dans la rue, en dormant peut-être.

Il est inutile, bien sûr, de reprendre tous les travaux mettant en évidence les dommages causés sur la concentration, la mémoire, la réflexion... par ces étranges appareils, mais il serait sain de se débarrasser de cet état d'hébétude qui nous fait ressembler, dans le meilleur des cas, à des zombies mal dégrossis.

Guy (Groupe de Rouen)

Chaque règle de sécurité concerne la cordée, mais pas seulement

NDLR : suite à l'article « Pour le gala annuel de l'association Paix et Amour » paru dans notre numéro 1805 d'avril dernier. Pierre Sommermeyer nous a contactés et envoyé ce très beau texte paru en 2012 dans « Éloge de la passe, changer le sport pour changer le monde » publié aux Éditions Libertaires. Il nous a paru intéressant de le partager afin de poursuivre l'exploration des voies anarchistes du sport et de la compétition. Le titre est de nous ; au-delà de l'article, dont il est extrait, il pointe une des règles de sécurité en usage au sein des Black-blocs : chacun est « en cordée » avec un ou plusieurs autres participants afin d'en assurer la sécurité mutuelle.

Ton pied se lève, se pose dans une anfractuosité, s'y accroche. Tu t'appuies dessus de tout ton poids et tu t'élèves. Ta main saisit une réglette. Tu t'équilibres.

Ton autre pied, qui était dans le vide, cherche un nouvel appui, le trouve. Ton autre main est comme aimantée par un trou où deux de tes doigts peuvent se

glisser. Hop, ça y est, tu as quitté le plancher des vaches ! Derrière toi la corde se tend, tu la tires, tu l'accroches à un point, ring, spit, ou piton, peu importe. Et tu recommences plus haut.

La pierre est chaude, puis plus fraîche. Tu es entré dans une cheminée, tu es à l'ombre, puis retour vers le soleil. Le pas suivant mène ton nez dans un bouquet de romarin. L'odeur t'emporte. Elle fait remonter en toi des souvenirs. Et ta corde suit. Après quelques points, tu t'arrêtes, tu t'accroches, tu souffles et tu cries « Re-

lais ! » très fort. Venant de plus bas, le cri « Corde libre ! » monte vers toi. Tu étais seul. Tu n'es plus seul. Tu faisais corps avec le rocher. Lui seul existait. Lui avec ses secrets, ses recoins, ses écailles, son parcours inconnu était ton partenaire. Une fois au relais, ton autre partenaire, lui ou elle, revient dans le jeu. Tu te souviens alors que tu as confié ta vie à un autre toi-même. C'est à elle ou lui de monter à présent. Tu vas lui donner ton assurance, tu vas l'aider à passer cet endroit difficile où tu as galéré pendant cinq bonnes minutes. Cet endroit que tu sais, une fois arrivé, avoir été le « crux » de la voie, l'endroit le plus difficile. Lentement tu tires la corde, passée dans une plaquette, suivant ainsi la progression de ton second.

Quel plaisir de voir son visage apparaître sous tes pieds ! Il ou elle grogne « C'était pas évident ». Vous savez tous les deux de quel endroit il s'agit. Maintenant le second va passer le premier. Tu resteras en bas, faisant filer la corde avec sécurité. Tu es devenu le second. Tout est bien.

Alors son pied se lève, se pose dans une anfractuosité, s'y accroche. Il ou elle s'appuie dessus de tout son poids et s'élève. Sa main saisit une réglette, son corps s'équilibre, son autre pied, qui était dans le vide, cherche un nouvel appui, le trouve pendant que son autre main, comme aimantée par un trou, y glisse deux de ses doigts. Hop ! Ça y est, il ou elle t'a quitté et disparaît au-dessus de ta tête. La corde se tend, tu assures tout en la laissant filer. C'est une nouvelle longueur.

Vous êtes seuls sur le rocher, avec le rocher. Parfois il arrive qu'un oiseau de proie ou une hirondelle vienne voir ce que vous fabriquez, collés sur la pierre, alors qu'il est si facile de voler. Peu importe pour vous, le plaisir de la grimpe est entier, avec les oiseaux, les insectes, le brin d'herbe, les buissons et parfois un arbre qui pointe solitaire au-dessus de vos têtes. Au bout d'une, deux, trois ou plus, longueurs, il faudra redescendre. Vous le savez. Une fois en bas, vous lèverez la tête tous les deux, sans tristesse, juste le regret de ne pas avoir posé le pied là où il fallait, de ne pas avoir fait le geste élégant que vous auriez voulu faire, mais la prochaine fois... Pendant un moment, une heure ou plus, vous avez été libres, ensemble.

L'escalade, un sport ?

Dans les années 1980, l'escalade a été à la mode. Ce fut la période Edlinger, le « grimpeur à mains nues ». Les alpinistes ont regardé ce phénomène avec une certaine distance. Cela pouvait apparaître comme un dérivé de leur « sport ». Effectuer la fin d'une course de montagne, accéder au sommet sans tout ce qui précédait avait de quoi en révolter plus d'un. Puis, le temps aidant, l'escalade, la grimpe, a gagné ses quartiers de noblesse. La montagne semble être arrivée à portée des mains et des pieds partout par la grâce des murs d'escalade, ces lieux d'aventure sur quelques mètres verticaux, artificiels et en ville.

Tout le monde peut grimper. Il suffit de voir un enfant devant un rocher un peu plus grand que lui, s'il y a des prises, hop, il est en haut et ses parents de se récrier, effrayés. La descente est plus compliquée. Tout le monde peut grimper, certes, enfin pas vraiment. J'ai beaucoup initié d'ami.e.s à l'escalade et j'ai toujours remarqué que, si pour grimper il n'y avait pas de problème, la descente, elle, est presque à chaque fois l'occasion de mini-drames. L'escalade est comme tous les sports, il faut apprendre. Mais, au fond, est-elle réellement un sport ?

Qu'est-ce qu'un sport ? Une activité physique, certes, mais plus que cela. Un sport comporte des règles que l'on se doit de respecter. Beaucoup des activités physiques que recouvre ce terme ont un dénominateur commun qui les rend particulièrement attirants. Il s'agit de la compétition. Quel intérêt aurait le football s'il ne s'agissait de marquer des buts, de rentrer le ballon dans les cages de l'adversaire ? Battre l'autre est une constante du sport. Les championnats de ci ou de ça rassemblent les foules. Depuis fort longtemps, les Jeux sont un succédané à la guerre. Sous leurs formes de Jeux olympiques nés au VIII^e siècle avant notre ère ou Panathénées deux ou trois siècles plus tard pour la seule ville-cité que fut Athènes, puis de nouveau d'actualité deux décennies avant la grande boucherie de 1914-1918, ils sont censés remplacer les affrontements guerriers. Rythmant l'année sportive, saison après saison, les aficionados de tel ou tel sport s'excitent. Les sports prolétaires tel le

football rassemblent des spectateurs qui parfois en décousent à la fin du match. Les sports aristocratiques comme le tennis ou le rugby ne tolèrent pas de pareils débordements. Et l'escalade ?

La situation est là bien particulière. Contrairement aux autres activités sportives, elle est une pratique née dans la montagne. Sa descente dans la plaine par le biais de club locaux puis d'entrepreneurs privés, tous créateurs de murs d'escalade, lui a fait perdre, pour partie, cette espèce de mystique si particulière qui est celle de l'activité gratuite. Pas seulement parce que l'on peut grimper partout où il y a un bout de rocher, mais aussi surtout parce que cela ne sert à rien. Pourquoi monter là-haut puisqu'il faut en redescendre ? Quel est le dénominateur commun de toutes les activités de montagne, que l'on soit doué ou pas, en pleine possession de ses moyens physiques, seul ou en groupe, hardi ou prudent ? C'est le plaisir. Qu'en reste-t-il une fois en plaine ?

Les montagnards en vacances, de retour au boulot, une fois rentrés dans leur club, poussés par leur envie de continuer à grimper et de partager cela avec d'autres, s'organisèrent pour créer ces fameux murs aux prises multicolores et de formes si diverses. Cela coûte de l'argent. L'installation, certes, l'entretien aussi, et les assurances accident sont indispensables pour ne pas voir des familles se retourner contre les clubs en cas d'ennui. Pour faire face à tout cela, pour faciliter les paperasses, pour avoir les autorisations, pour avoir des subventions, enfin pour être reconnu, le passage par le ministère de la Jeunesse et des Sports était inévitable. Le plaisir de grimper est bien respectable, mais l'État ne peut s'engager à reconnaître, financer le seul plaisir, autrement où irait-on ? Il fallait pour ces clubs passer sous les Fourches Caudines de la compétition. Ce qui fut fait. Les clubs de grimpe, rassemblés dans deux grands ensembles pour la plupart, la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME) et le Club alpin, ennemis fratricides, organisèrent en interne comme en externe, localement comme nationalement puis internationalement, des championnats d'escalade. Les règles d'affrontement s'affinèrent au cours des années. Par ailleurs, l'encadrement de ces

activités nécessita une formation particulière. Les guides de haute montagne n'étant pas assez nombreux, d'une part, et, d'autre part, essentiellement localisés dans les parties montagneuses du pays, un diplôme d'État fut mis en place, permettant d'avoir un encadrement certifié, donc responsable en cas d'accident.

Mais qu'était-il advenu du plaisir, du geste gratuit, du risque encouru ? Il existe encore dans ces clubs et ces salles privées d'escalade, car l'ambivalence y règne en maître. Puisqu'il fallait en passer par là, soit. Comme dans une voie particulièrement difficile, sur un rocher rebelle, un point « d'artif » peut être nécessaire sans pour autant dévaloriser la valeur du passage. Le moniteur, nanti de son D.E. comme le grimpeur lambda moyen, n'aura souvent comme envie que de retourner en montagne, le beau temps revenu, pour exécuter ce changement de pied, cette lolotte interne essayée de multiples fois sur le mur de la salle. Pour la plupart des grimpeurs et grimpeuses en salle, le grand jour est la sortie organisée sur le rocher.

Tu avais vu des taches de couleur sur une falaise. Tu avais suivi une sente à moitié enfouie dans les buissons. Un petit groupe était là presque tous assis par terre, le dos contre la paroi. Ils semblaient écouter intensivement un homme qui leur faisait face. Il leur donnait des consignes, d'une voix toute douce mais impérative. Il faut faire ci, il faut faire comme ça, disait-il. Manifestement cela ne souffrait aucune contestation. Les choses semblaient si simples. Ceux qui étaient assis débutaient, pas très à l'aise. Leur interlocuteur, tranquille, avait nombre de voies derrière lui. C'est comme cela que tout a commencé pour toi.

L'apprentissage et la philosophie

Si chacun, chacune, sait grimper, un mètre de haut, deux mètres, d'accord, après trois mètres les choses se gâtent. Le risque de tomber est grand, si grand que le grimpeur débutant risque de tomber et, en fait, il tombe. Il tombera à chaque fois s'il n'est pas assuré. Il ne s'agit pas là d'avoir dans sa poche un bout de papier dûment validé, mais d'être attaché au bout d'une corde. En soi cela ne suffit pas s'il n'y a pas quelqu'un à l'autre bout qui contrôle la corde. C'est là que tout se

joue. C'est là que l'escalade cesse d'être un sport comme un autre. Il est possible de taper seul dans un ballon, de jouer au tennis contre un mur, de courir en solitaire. Grimper seul, sauf si l'on est très fort et suicidaire, n'est pas possible. Il faut être une paire. C'est un sport qui implique une solidarité totale, une confiance sans limite de celui qui grimpe en celui qui est resté au sol, comme un respect total de ce dernier envers celui qui grimpe. Il y a plusieurs façons d'apprendre à grimper. Il existe dans chaque club des enseignements pour cela. Il existe aussi des professionnels de la montagne qui se sont attachés à multiplier les possibilités de formation. Je ne connais pas de statistiques à ce propos, mais ma pratique me convainc que la transmission de la grimpe se fait le plus souvent d'amateur à amateur. Cette façon de faire est particulière parce que c'est plus qu'une formation technique.

Il ne s'agit pas seulement d'apprendre à faire correctement son nœud de 8 ou son nœud de chaise c'est-à-dire attacher dans les règles son baudrier à la corde, ou inversement. Il s'agit de ne pas prendre de risque, ni de faire prendre des risques à son partenaire. Chaque règle de sécurité concerne la cordée, mais pas seulement. Dans beaucoup de sites, il y a de nombreuses cordées sur les parois, parfois sur les mêmes voies. La prise de risque, ou l'imprudence de l'un, peut avoir des conséquences sur l'autre. Une fois, au cours d'un rappel, c'est-à-dire alors que je descendais une voie le long de ma corde, j'ai rencontré une grimpeuse, en rappel elle aussi, qui était arrivée au bout de sa corde sans pouvoir s'accrocher quelque part au rocher. Que devais-je faire ? De fait j'étais solidaire. Pas seulement du fait de mes opinions philosophiques, mais juste parce qu'il y a des choses que l'on ne fait pas. À partir du moment où l'on grimpe, la solidarité est de rigueur avec les autres grimpeurs. C'est une règle héritée de la montagne. C'est plus qu'une règle, c'est une manière d'être. Cela implique aussi de jeter un œil sur la façon dont les cordées voisines s'équipent et d'intervenir si une des consignes de sécurité n'est pas respectée.

De loin tu entends la musique. Au milieu d'un pré un grand bloc de béton s'élançait vers le ciel. Assis dans l'herbe, la tête

ournée vers le ciel, des dizaines de garçons et de filles ont les yeux rivés vers ceux qui dansent de prise colorée en prise colorée vers le haut de ce mur. Des cris d'encouragement, des soupirs de défaite, des peurs de chute, tout s'exprime noyé dans les applaudissements qui surgissent çà et là. C'est un championnat d'escalade qui réunit les meilleurs grimpeurs du pays, mais cela ne motive pas les foules. Parfois c'est sur une structure artificielle posée sur une place que les grimpeurs concourent. Assis dans un coin, tu remarques quelques spectateurs avec une corde sur l'épaule. Dans leurs regards à la fois intéressés et désabusés il y a des restes de la voie qu'ils viennent de parcourir dans la montagne alentour. Demain ils repartiront dans le silence, loin des applaudissements.

Les records et la réalité

Quand un match de football est terminé, le vainqueur est celui qui a marqué le plus de buts. À skis, le plus fort est celui qui a fait le meilleur temps. Dans tous les sports que je connais le décompte, nombre de buts ou de coups marqués, est exact, scientifiquement parlant. Il est frappant de voir l'influence des moyens de mesure de plus en plus sophistiqués sur les compétitions. À quoi cela rime-t-il de gagner parce que l'on est de deux ou trois centièmes plus rapide que le second ? Qu'en est-il pour les championnats d'escalade ? Si l'on peut calculer la vitesse mise pour « faire » une voie, il est déjà plus difficile d'indiquer scientifiquement sa difficulté. Les cotations, c'est-à-dire le degré de difficulté d'une voie, sont indiqués sur une échelle entre 1 et... aujourd'hui 9. L'escalade commence à partir du 3. Les cotations supérieures sont ouvertes, tout comme la force des tremblements de terre. Qui décide de la difficulté d'une voie ? Il n'y a pas de comité central, de décideur étatique. Cela relève de la responsabilité de l'ouvreur, c'est-à-dire de celui qui le premier la parcourt et la « réclame ».

Ce qui veut dire qu'elle a peut-être été ouverte avant. C'est aussi l'ouvreur qui lui donne un nom Mais cette cotation ne sera en fait admise qu'après répétition par d'autres grimpeurs.. Alors que, sur les murs d'escalade, les voies n'ont qu'une cotation, dans la nature elles sont

baptisées, et très souvent de noms particulièrement curieux, dus selon les mauvaises langues à l'usage de substances hallucinogènes, une fois de retour au sol. Voici quelques exemples : on trouve les Écuries d'Augias au Kronthal, dans le Bas-Rhin ; Apparatchik's Tripes et Cascades blues dans la vallée d'Ailefroide, dans les Hautes-Alpes ; Le Golot critique, Lucky Luke ou la Petite Émeline dans les Dentelles de Montmirail ; le Grand Parcours dans la montagne Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence ; et beaucoup d'autres dans bien des sites en France. Un grimpeur nomade s'apercevra rapidement qu'un 5 ou un 6 dans tel endroit n'est pas aussi facile ou moins difficile ailleurs. Par ailleurs, la difficulté peut être cotée différemment si elle est à quelques mètres du sol ou sur une crête. Tout cela pour dire que ces informations fonctionnent à la fois au consensus et à la pratique. Le jugement sur une voie ne peut être émis et reçu que si la voie a été parcourue par l'émetteur.

Donc les champions d'escalade ne peuvent se réclamer de résultats scientifiques. Je ne pense même pas que cela leur traverse la tête. Par ailleurs, ces grimpeurs hors norme savent bien que le risque demeure. Leurs résultats ne sont pas des assurances contre la chute. Après avoir réussi un 8b, Patrick Edlinger chutera de 15 mètres dans une voie d'un degré moins difficile. En arrêt cardiaque, il est réanimé sur place. Le champion ne peut être qu'humble.

Il n'est pas rare, et tu l'as remarqué, de croiser des petits groupes de garçons et de filles drôlement habillés à la terrasse d'un café d'une petite ville au pied d'une montagne. Ils refont jusqu'à plus soif le récit de leur expédition de la journée. Par terre traînent cordes et baudriers. Dans leurs yeux brille de mille feux cette vire sur laquelle ils se sont arrêtés pour regarder ensemble la vallée.

Un sport non sexiste, tolérant et gratuit

Il ne fait aucun doute qu'il y a moins de grimpeuses que de grimpeurs. C'est au moins ce qui découle de mon expérience. Mais je peux témoigner n'avoir jamais entendu d'injures machistes. Grimpeurs et grimpeuses sont avant tout des individus qui grimpent et qui sont solidaires.

J'ai souvent éprouvé de l'admiration et de l'envie en regardant évoluer des filles sur les parois artificielles ou dans la nature. Leur légèreté, l'élégance de leurs gestes, l'absence de brutalité, la précision du placement de leurs pieds. Tout cela me remplit à la fois de plaisir et d'humilité, sachant mon incapacité à les imiter.

Cependant, c'est toujours l'expérience qui fait la différence. Il suffit de venir dans une salle d'escalade pour s'apercevoir que l'entraide est le maître mot des échanges. Encouragements, conseils, furent tout au long des séances, parfois des applaudissements, souvent des commentaires techniques. Mais chacun est bien conscient que le pas suivant peut-être fatal et la chute survenir.

L'escalade, c'est gratuit ! C'est vite dit ! Nul ne discutera le fait que grimper sans être équipé, c'est-à-dire sans avoir un

car ils ne voulaient pas assumer les frais liés à une intervention toujours possible des secours en cas d'accident. Les équipements de la plupart des massifs ont été financés par des associations et parfois avec des crédits publics. Le travail nécessaire a été fourni le plus souvent bénévolement. Tout un chacun peut emprunter une de ces très nombreuses voies sans déboursier un sou. Seuls sont payants les livres-guides des sites, ce que les habitués appellent topos. Mais au fond personne, au bas d'une voie, n'a jamais refusé à un grimpeur la consultation de son guide. Donc l'escalade, activité de montagne, est gratuite, tout comme l'alpinisme, la randonnée, à pied ou à skis. Mais la rançon est le risque.

Grimper, ce n'est pas tout. Il a aussi fallu que tu apprennes à crier. Ton partenaire, qu'il soit au-dessus de toi ou resté au relais, ne te voit plus. Seule la corde vous relie, et la voix. Il faut qu'elle porte mal-



baudrier, des chaussons, une corde et la quincaillerie qui va avec, est possible mais se révèle rapidement dangereux. Il est toujours possible d'emprunter de quoi ne pas être nu. S'il faut payer pour accéder aux murs, la nature est ouverte et libre. Ceux qui aiment l'aventure peuvent grimper en dehors des voies équipées, c'est-à-dire des voies dans lesquelles des points d'attache ont été installés. Il y a eu des tentatives de maires de petites localités montagneuses pour réguler la grimpe dans leur commune,

gré le vent et la distance. Alors tu cries quelques mots précis, pour qu'ils soient reconnus malgré tout.

La grimpe, un rituel

Ce risque est non seulement calculé, mais il est aussi encadré. Au cours de l'histoire de ce sport, la qualité du matériel utilisé a suivi l'évolution vers le haut des parcours de montagne. En même temps, le souci de la sécurité a suivi la pratique attirant toujours plus d'amateurs. Dans tous les clubs, dans tous les

enseignements, le souci de sécurité est non seulement présent mais impératif. Il faut apprendre à grimper, certes, à bien poser ses pieds, à bien accrocher les prises comme à bien juger les difficultés, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi apprendre à utiliser les outils de grimpe que sont les cordes, les baudriers et tout ce qui va avec. Les huit, les dégaines, les cordelettes, les mousquetons et autres coinçeurs de toutes sortes, tous impliquent un apprentissage pour pouvoir être utilisés sans erreur afin de limiter les risques de chute. Puis il faut se rappeler la signification des mots, des consignes qui s'échangent d'une extrémité à l'autre de la cordée. Un bref « sec » n'a rien à faire avec une soif subite, pas plus qu'« avale ! » ne veut dire que l'on passe à table. Une moulinette ou un rappel ne sont des termes ni de meunerie ni de fin de spectacle. Une vache ou un machart, une lolotte ou une araignée, une réglotte ou une écaille ne correspondent pas à ce que l'on entend par ces mots habituellement. Tout cela fait partie du langage technique qui permet d'assurer une sécurisation optimale dans une activité où le risque est toujours présent et peut parfois être mortel. Tout cela est la condition sine qua non pour arriver en haut et admirer la vue, d'autant plus belle que la voie le fut.

Quand tu fermes les yeux, quand tu t'imagines sur le rocher, tes mains se souviennent elles aussi de ce petit creux rond, profond, cette goutte d'eau qui tombait juste à point pour négocier ce passage un peu compliqué dans le calcaire de la voix. En bas tu te rappelles les vignes qui montaient à l'assaut de la falaise. Dans ton souvenir cela se mélange avec ces falaises où des passereaux volaient dans tous les sens pour échapper aux faucons à la recherche de nourriture. Il y avait aussi ces rochers brillants au soleil sur lequel le pied adhérerait sans effort. Tout cela tourbillonne dans tes souvenirs, sans oublier l'eau de la mer qui venait lécher le rocher sur lequel tu étais accroché. Ces souvenirs t'accompagnent quand tu entres dans le sommeil.

La grimpe, une autre façon de voir le monde

Parfois, non, souvent, nous sommes mis en demeure de prendre de la hauteur, de ne pas rester terre à terre. L'escalade est un de ces moyens. C'est une façon d'échapper à la pesanteur terrestre sans s'en apercevoir. Visiter la France ou un autre pays en passant de rocher en rocher est une façon particulière pour prendre connaissance d'un pays avec les mains autant qu'avec les yeux. Un grès d'Alsace

ou un gneiss de la même région, un calcaire du Vercors ou des Calanques, toutes ces roches laissent aux mains des souvenirs puissants, parfois cuisants. Les accès aux bas de ces voies obligent à prendre des chemins peu parcourus. Si d'aventure le grimpeur se trouve mêlé à des promeneurs en recherche de hauteurs, vite il s'en éloigne, chargé qu'il est de sa quincaillerie brinquebalante et de sa corde qui parfois ressemble à une boule de longs spaghettis mal enroulés. La tête dans un autre monde, les grimpeurs vont, solitaires, en petits groupes, à la recherche de sensations fortes, de découvertes, d'eux-mêmes. La montagne, sous quelle forme que ce soit, ou son approche, est d'abord et avant tout une rencontre individuelle, une confrontation de soi au monde, une liberté à conquérir en permanence.

Les échecs y sont source de dynamisme, les réussites amènent une joie sans nuage et une humilité sans cesse renouvelée. Il n'y a ni vainqueur ni vaincu, juste un monde libre.

La cage aux enfants

La réforme Blanquer, dite pour une « école de la confiance », est en passe d'être adoptée, et elle sera même certainement déjà entérinée lorsque vous lirez ces lignes (1). La mobilisation des parents et des enseignants se fait entendre. Nombreux sont celles et ceux qui se lèvent pour défendre l'école de la République, ses valeurs, ses promesses. Mais faut-il réellement se battre pour sauver l'institution scolaire ? Ne pourrait-on pas profiter de cette déconfiture pour réfléchir à ce que signifie scolariser les enfants ? Ne pourrait-on pas pousser la réflexion jusqu'à oser penser la fin de toutes les structures de domination, toutes les institutions d'enfermement, tous les maîtres et toutes les punitions ?

L'école est un lieu d'enfermement. On y garde des enfants, séparés par tranches d'âge, au minimum de 6 à 16 ans (2), souvent bien plus longtemps, et bien plus jeunes. Ils vont à l'école la majeure partie de leur temps, du matin au soir, tous les



jours, pendant des années, sans pouvoir choisir leurs codétenus, ni leurs matons, sans pouvoir partir (3). Une étude de 2016, révélée par The Guardian, estime que trois quarts des enfants britanniques passent moins de temps à l'extérieur que les prisonniers des maisons d'arrêt (4)... Il en est probablement de même en France. Entre le temps scolaire, les activités prévues pour eux et les restrictions parentales, les enfants n'ont plus de temps pour jouer dehors librement. Les devoirs à la maison peuvent également être comptabilisés et rallonger la note. Le temps de leur enfance est un temps d'emprisonnement, et la contrainte scolaire en est la principale responsable (5).



Cet enfermement, comme tout enfermement, broie les corps. A l'école, on ne bouge pas quand on est ankylosé, on ne mange pas quand on a faim, on ne boit pas quand on a soif, on ne dort pas quand on a sommeil, on ne va pas aux toilettes quand on en a besoin... ou alors il faut demander la permission, devant tout le monde, au prix d'une humiliation dont peu d'adultes veulent bien prendre la mesure. Les enfants n'ont pas le droit de simplement disposer de leurs corps et de répondre à leurs besoins primaires : bouger, manger, boire, dormir, aller aux toilettes. Cet état de fait est totalement accepté, car nous héritons de plusieurs siècles d'une volonté de domestiquer les enfants.

Leçon n°1 : la soumission.

Tu ne seras pas ton propre maître. Tu seras soumis à des horaires, et au bon vouloir d'un maître ou d'une maîtresse pour satisfaire les plus élémentaires de tes besoins. Tu ne t'appartiens pas. Et si nous regardons encore plus profondément, au-delà des corps, à l'école, c'est la pensée même des enfants qui devient la propriété d'un autre. Durant toute la journée de classe, les enfants sont sommés d'écouter ce qu'on leur raconte, de le comprendre, et de faire tous les efforts nécessaires pour s'en souvenir. Ces apprentissages forcés seront même vérifiés, et évalués. Une note sera attribuée à cha-

cun, qui déterminera sa valeur, et son avenir, la place à laquelle il ou elle pourra prétendre dans la société. Les élèves ont bien compris le message : ils doivent obéir s'ils ne veulent pas gâcher leurs journées et leur avenir. Les esprits autant que les corps sont soumis au maître. On ne regarde pas par la fenêtre. On ne rêve pas. On écoute. L'esprit comme le corps est discipliné,

contraint, restreint. A aucun moment les adultes ne se questionnent sur l'intérêt que peuvent avoir pour les enfants les contenus qu'on leur impose, et encore moins sur les bienfaits que pourraient avoir des apprentissages choisis, désirés par l'enfant (6). Il y a un programme, tout le monde le suit. Et cette contrainte a des effets pervers très forts, comme l'affirmait John Holt : « Si nous confisquons à quelqu'un le droit de décider de ce qui attire sa curiosité, nous détruisons sa liberté de penser ».

Leçon n°2 : l'obéissance.

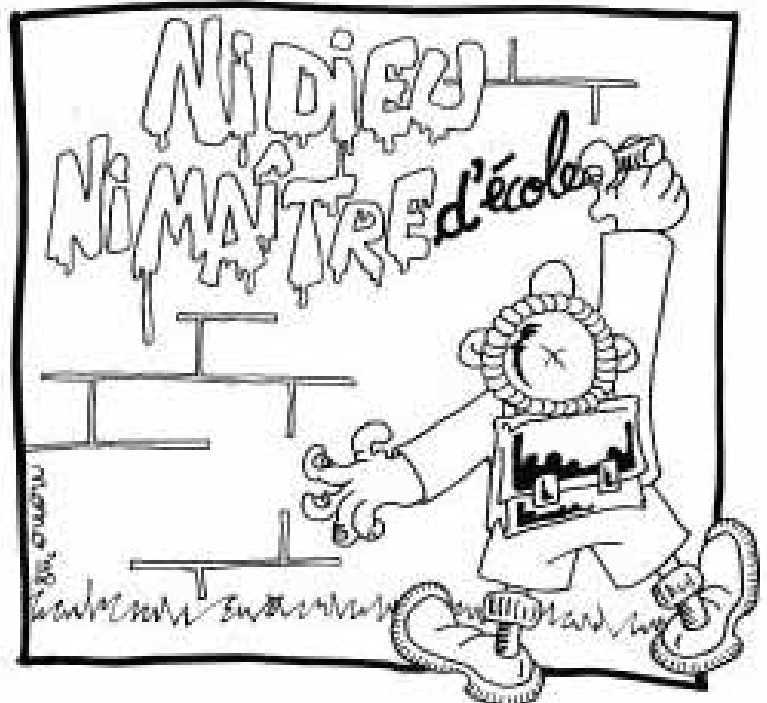
Ton esprit ne t'appartient pas plus que ton corps. Tout ce qui fait notre humanité est prohibé à l'école, car les relations sont elles aussi contraintes : on ne parle pas, on ne rit pas, on ne questionne pas, et surtout on n'aide pas ses camarades, car à l'école, ça s'appelle tricher, et c'est interdit. On n'apprend pas la finesse des relations saines, les mé-

thodes de résolution des conflits, le soin de l'Autre. L'école fait vivre les enfants en situation de compétition permanente, et leur inculque des principes de vie mortifères.

Leçon n°3 : la compétition.

Tu ne pourras compter que sur toi-même, tu dois être le premier, l'entraide ne fait pas partie des règles du jeu scolaire.

L'autoritarisme est d'autant plus accepté sur les enfants que c'est bien souvent le modèle qui leur est inculqué au sein de leur famille. Parce que nous vivons au sein d'une société qui a parmi ses fondements celui de la domination adulte (7), l'enfant doit se soumettre à ses parents, au maître, à tous les adultes. Il est socialement admis que l'on puisse maltraiter un enfant pour faire son « éducation » (8). Car il s'agit bien ici de maltraiter des enfants, de leur faire violence, de leur imposer ce que l'on trouverait cruel pour un adulte. Comment se révolter face à ces rapports d'oppression ? Les rares enfants qui essaient y laissent des plumes. Les autres ont peur de la sanction et se tiennent « bien sages ». Les détenteurs de l'autorité scolaire disposent en effet de tout un arsenal répressif et dissuasif : punitions, humiliations, mauvaises notes, moqueries, dénonciations aux parents,



violences physiques parfois, privations de récréation, etc. La majorité des enfants abdique alors, impuissants, deviennent obéissants, voire serviles, car nous ne leur laissons pas d'autre choix.

Leçon n°4 : la résignation.

Se révolter ne servira à rien, tu dois accepter ta condition d'opprimé.

Ce sont là les plus importantes leçons que va enseigner l'école française à près de 13 millions d'élèves (9) chaque année. Cette orientation est d'ailleurs de plus en plus assumée : la nouvelle cheffe du service de l'instruction publique et de l'action pédagogique à la DGESCO, nommée en novembre 2018, ne vient pas de l'Éducation nationale, c'est une militaire, élevée au rang de colonel (10). Et puis peu importe finalement la pédagogie employée, les méthodes plus ou moins douces, peu importe que la cage soit dorée ou pas : l'école, par principe, est un lieu de privation de liberté, et elle le restera tant que l'instruction sera en réalité une obligation pour les enfants et non un de leurs droits.

Si nous regardons, pour une fois, l'école depuis le point de vue des enfants, nous voyons une vie qui n'est qu'une succession de contraintes et soumissions. L'institution scolaire ne cherche qu'à leur rogner les ailes, car elle ne veut pas que les enfants s'envolent, comme des oiseaux libres. Elle préfère les voir ramper, en rang par deux.

Mais alors pourquoi nous, les adultes, acceptons-nous que nos enfants soient traités de la sorte ? Pourquoi laisser les plus jeunes, les plus fragiles et les plus dépendants d'entre nous vivre une vie si dépourvue de joie et d'insouciance, alors que leurs jeunes années devraient en être pleines ? La réponse est simple : parce que la propagande scolaire est bonne. On nous a fait croire que l'école était le seul moyen d'apprendre, qu'elle était un formidable ascenseur social, qu'elle pouvait être émancipatrice... Et cette jolie fable est répétée ad nauseam, malgré les études qui démontrent le contraire depuis des décennies.

Alors on nous objectera bien sûr les professeurs dévoués et bienveillants, les élèves brillants sortis du ghetto... oui,

certes, ils existent, et tant mieux. Mais les exceptions ne suffisent pas à légitimer un système qui fait rentrer coûte que coûte dans le moule l'immense majorité des enfants, génération après génération, quitte à en détruire une part non négligeable. Si l'instruction avait réellement pour but l'intérêt des enfants, alors elle ne serait ni obligatoire ni coercitive. Les enfants, tout comme les adultes, pourraient choisir ce qu'ils désirent apprendre, quand apprendre, comment, et avec qui. En réalité, le système scolaire repose sur la domination et l'oppression, alors il faut tout bonnement s'en défaire.

La suppression de l'institution scolaire est bien entendu difficile à mettre en œuvre à très court terme, car toute notre société est organisée autour de l'enfermement des enfants. Ils sont totalement indésirables dans les lieux professionnels, alors comment feraient tous ces adultes pour aller travailler si les enfants n'étaient plus « gardés » par l'école ?

Cependant, l'école n'a pas toujours existé et n'a pas toujours été telle que nous la connaissons aujourd'hui en France. D'autres organisations, impliquant l'ensemble de la société, sont possibles pour offrir à chacun l'accès au savoir. Nous pouvons nous inspirer de certains aspects d'expériences passées, présentes, ou tenter de mettre en œuvre des idées encore jamais essayées. Parmi les pistes à explorer et dans lesquelles piocher des idées, nous pouvons citer certains traits de l'école médiévale, les expériences d'écoles libertaires, toutes les expérimentations menées grandeur nature actuellement par les familles qui ne scolarisent pas, ou encore les propositions très concrètes d'Ivan Illich (11)... Nous pouvons imaginer toute une variété de configurations qui permettraient de se défaire de l'obligation d'assiduité, des programmes à respecter, et des évaluations à subir.

Si nous souhaitons réorganiser la société de manière plus juste, si nous souhaitons nous affranchir des oppressions, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion concernant la place que nous acceptons d'accorder aux enfants, ni ignorer la question de la domination adulte et ses conséquences sur l'organisation de notre société.

Si nous ne voulons plus aucun système de domination, débarrassons-nous de toutes les institutions qui y concourent, et en premier lieu de celle qui enrachine la domination sur les mineurs : l'École. Convions les enfants à réfléchir avec nous et à proposer des modes d'organisation sociale équitables. Fermons les écoles, ouvrons les cages et imaginons d'autres choses !

Marina Sou,
Pour Libres Apprenants du Monde
<http://ivresdenfancelib.canalblog.com/>

1) Cette loi suit une procédure parlementaire accélérée, durant laquelle les allers-retours entre Assemblée nationale et Sénat sont réduits.

2) L'obligation d'instruction en France concerne les enfants de 6 à 16 ans, même si 97% des enfants sont scolarisés à partir de 3 ans. Avec la loi « école de la confiance », l'âge d'instruction obligatoire sera abaissé à 3 ans pour tous, et une obligation de formation sera instaurée pour les jeunes de 16 à 18 ans.

3) Il existe en France la possibilité d'instruire ses enfants hors de l'école, mais ce choix ne concerne qu'une infime part des enfants en âge d'instruction obligatoire (0,3%)

4) <https://www.theguardian.com/environment/2016/mar/25/three-quarters-of-uk-children-spend-less-time-outdoors-than-prison-inmates-survey>

5) Même si certains déplorent la diminution des horaires scolaires par rapport au siècle passé, les enfants scolarisés en primaire doivent encore s'acquitter de 24 heures par semaine, 36 semaines par an de présence obligatoire entre les murs de l'école, beaucoup plus pour nombre d'entre eux, qui restent également à l'école en temps périscolaire.

6) Sur les apprentissages autonomes, voir par exemple John Holt « Les apprentissages autonomes », ou Alan Thomas et Harriet Pattison « A l'école de la vie ».

7) Voir l'excellent ouvrage d'Yves Bonnardel, « La domination adulte »

8) Voir le site de l'Observatoire des Violences Éducatives Ordinaires ()

9) Source : Ministère de l'Éducation nationale pour l'année 2018

10) Voir « Une société sans école », d'Ivan Illich

G.J.

Je n'ai pas participé au mouvement des Gilets Jaunes, je n'ai pas participé à ce mouvement social. Honte sur moi.

Au démarrage, je ne trouvais pas les revendications terribles : les taxes sur le gasoil ou les diminutions des taxes en général et des impôts en particulier, ce n'était pas ma tasse de thé. C'était quelque chose de poujadiste, un truc de petits patrons comme l'avait été le mouvement des Bonnets rouges contre l'éco-taxe. Quant au RIC...

Il y avait aussi cette couleur jaune qui ne me revenait pas et des slogans qu'auraient pu scander les fachos.

Et puis, se retrouver sur des ronds-points tous les samedis, je ne voyais pas où pouvait aller ce mouvement qui ne bloquait pas l'économie.

Sur le rond-point près de chez moi, j'y trouvais Jean-Louis un ancien chef d'équipe avec qui j'avais travaillé à l'usine, jadis. Sur ce rond-point, ses vieilles pratiques étaient revenues. Il se sentait de nouveau une veine de commandant de bateau et drivait « sa » bande de Gilets jaunes. Ceux-ci semblaient contents d'avoir trouvé un guide. A l'usine, Jean Louis était à la CFDT, depuis il s'en était détaché mais il me tenait ce jour-là des propos complotistes. « Attention, je ne suis pas raciste », tint-il à me préciser en voyant ma tête.

Je sais bien qu'il s'est passé des choses intéressantes sur ces ronds-points et dans les manifs. Déjà, il semblerait que petit à petit, les éléments d'extrême droite aient été virés mais c'était trop tard pour moi.

Manifester tous les samedis n'était pas mieux que les journées d'action syndicales tous les deux mois. Passer ses samedis à se balader dans les rues de Rouen ne m'intéressait pas.

Intellectuellement, lorsque la violence s'est inscrite au programme des samedis, j'aurais plutôt vu ça d'un bon œil. S'attaquer aux flics, aux banques, aux boutiques de luxe... pas de problème. Le problème c'est l'escalade et les flics qui cherchaient à esquinter, blesser, voire pire. Et ça fait un moment que mon genou droit m'empêche de courir.

Le mouvement, sur près de six mois, sans être écouté, sans arriver à se structurer, en étant violemment réprimé s'est épuisé, même s'il reste encore des petits îlots.

Dans la banlieue rouennaise, un rond-point a été emblématique. C'est le *Rond-point des vaches*, situé à Saint-Étienne-du-Rouvray. Investi dès les premiers jours, il a su résister malgré les multiples démontages et interventions des flics.



Au démarrage les militants identitaires et du RN ont essayé de le noyauter. C'était méconnaître les lieux et la population du coin. Rapidement, les militants du PC et de la CGT sont venus faire le ménage. Ce qui fait que c'est devenu un lieu de débats et de rencontres entre pauvres gens et militants et que ça s'est plutôt bien passé. Sont venus également sur les lieux quelques autonomes et libertaires et des zadistes qui ont apporté leur savoir-faire pour construire des cabanes et faire de ce lieu un endroit convivial. Bar, salon, débats, musiques et cinéma. J'ai

rencontré une petite dame, Martine, sans doute au RSA, qui me disait « On a notre ZAD et je fais de la permaculture ». Elle était enthousiaste et quasi-heureuse. Lorsque j'ai pris en photo quelques personnes en jaune, j'ai vécu cela comme un moment joyeux de partage peut-être parce que ces personnes obtenaient ainsi une visibilité extérieure.

Le 8 juin, ces zadistes en gilets fluo appelaient à un grand rassemblement festif avec musique, barbecue, alcool (assez présent sur les ronds-points). La préfecture a tout de suite réagi et a envoyé la police et les engins de destruction pour saccager « Notre Dame des Palettes » comme le lieu avait été baptisé. Les cabanes ont été systématiquement détruites et les cultures ont été piétinées et saccagées. C'est un pote, Joël, qui a sauvé et récupéré les quatre poules.

Depuis, quelques Gilets jaunes restent encore sur les lieux, parce qu'ils n'ont rien d'autre sans doute pour se retrouver. Ce mercredi, je passe en voiture au Rond-point des vaches (où les cinq statues de vaches ont disparu d'ailleurs). Nous nous retrouvons bloqués.

A l'emplacement des palettes, une camionnette fait office de bar. Cinq Gilets jaunes y sont accoudés. Sur le côté de la route, six autres Gilets jaunes. Des hommes, la cinquantaine, d'aspect pas très riche. Sur une pancarte en carton il est écrit : « Klaxon = soutien ». Peu d'automobilistes klaxonnent. La plupart doivent faire la gueule d'être encore retardés.

En passant à la hauteur de ces manifestants d'un genre nouveau, je pousse un coup de klaxon et leur fait un signe de la main. Leurs visages s'illuminent. De les voir si heureux de ce seul petit geste, j'en ai les larmes aux yeux. Un tel besoin de reconnaissance...

Jean Pierre Levaray
Juin 2019

Justice spécial “Gilets jaunes”

Le Mouvement des Gilets Jaunes a fait irruption sur le devant de la scène publique lors des manifestations initiées sur tout le territoire français le 17 novembre 2018, et c'est dès le 22 novembre que le Garde des Sceaux prenait une circulaire adressée pour attribution aux procureurs généraux près les cours d'Appel et les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance.

Il y est notamment mentionné, s'agissant de la procédure applicable aux infractions commises « en marge du mouvement de contestation dit des gilets jaunes, qu'en fonction du nombre d'interpellations, chaque Parquet devra maintenir une organisation **spécifique**, en prévoyant pour les ressorts les plus touchés, une permanence **dédiée** au traitement des infractions commise en marge du mouvement de contestation. Dans l'hypothèse de défèrements multiples, l'adoption du fonctionnement des juridictions, à tous les stades de la chaîne pénale, sera envisagée en lien avec les magistrats du siège. »

Dans ce cadre est préconisée une **réactivité** dans la conduite de l'action publique et une réponse pénale **systématique et rapide**. Il est en outre indiqué que « le traitement judiciaire des infractions commises s'inscrit dans le cadre des orientations de politique pénale définies dans la circulaire du 20 septembre 2016 relative à la lutte contre les infractions commises à l'encontre des **manifestations** et autres mouvements collectifs. »

Pas d'ambiguïté possible, le lien est avéré : nous ne sommes pas dans le « droit commun » mais le « politique » clairement assumé, en contradiction flagrante avec les oripeaux de la séparation des pouvoirs dont prétendent se parer les tenants de la démocratie dite représentative.

« *Participer sciemment à un groupement temporaire* »

En s'appuyant à titre d'exemple sur le

« rapport relatif à la répression judiciaire » rendu public le 20 juin par la section de Montpellier de la Ligue des Droits de l'Homme (1), il apparaît que la poursuite-phare, retenue dans les 2/3 des cas traités concerne ce qui est communément appelé le ‘ délit d'attroupement ’, à savoir : « *Le fait pour une personne de participer **sciemment** à un groupement, même formé de façon **temporaire**, en vue de la **préparation**, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de dégradations de biens.* » Au terme de l'article 222-14-2 du code pénal, issu de la loi du 2 mars 2010 dite Loi Estrosi, la sanction peut aller jusqu'à 1 an de prison et 15 000 € d'amende.

Au regard des principes généraux du droit pénal, cette infraction est **dérogatoire** puisqu'elle permet de réprimer des actes préparatoires à une infraction, se situant donc avant la commission de l'infraction, alors qu'il faudrait qu'il y ait normalement un « commencement d'exécution » pour être punissable, et non une simple « intention ». En outre, au terme de l'article 431-1 du code pénal « *constitue un attroupement tout rassemblement de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public **susceptible** de troubler l'ordre public* » : une définition tellement large, fourre-tout, qu'elle permet de poursuivre quiconque s'y trouve !

A la lecture des compte-rendus d'audience du rapport précité, il s'avère que l'**intention**, qui doit tout de même être caractérisée par un élément moral, se présume par la seule **présence** du prévenu, dans ou à proximité de la manifestation **après 17h**, dans la mesure où le Parquet, et souvent ensuite le tribunal, considère qu'après 17h, la manifestation devient **nécessairement** violente : l'intention coupable n'a plus besoin d'être démontrée, il suffit de cette présomption, à savoir la présence lors de la manifestation après 17h, et le tour est joué !

« *la véritable sanction, c'est la peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations.* »

Au-delà de la peine de prison, ferme et/ou avec sursis prononcée, il s'avère que la véritable sanction, c'est la peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique. Cette interdiction a été quasi-systématiquement requise par le Parquet. Elle a été prononcée, à Montpellier, une fois sur deux, en général pour une durée de six mois. Il s'agit donc bien d'une volonté du pouvoir en place de cibler le mouvement social en restreignant le droit de manifester, modalité d'exercice de la liberté d'expression. **Il faut faire peur.**

Et la nouvelle loi ‘anti-casseurs’, promulguée le 10 avril 2019, avec pour objet de « renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations » va encore aggraver la situation. En effet, au-delà de l'écran de fumée de la censure par le Conseil Constitutionnel de la disposition permettant aux préfets de prononcer des interdictions administratives concernant des individus « repérés », il n'a rien trouvé à redire à deux autres dispositions qui vont sérieusement limiter le droit de manifester. La première permet d'instituer une fouille et un contrôle d'identité aux abords des manifestations sur la base de simples réquisitions du Procureur de la République, subordonné hiérarchiquement au Garde des Sceaux. La seconde pénalise la dissimulation du visage, non pas entièrement mais simplement de façon partielle, comme le port d'un masque au niveau de la bouche, pourtant bien utile pour se prémunir des tirs intempestifs de grenades lacrymogènes par les forces de l'ordre. **CIRCULEZ, Y'A RIEN A VOIR !**

Jean-Jacques GANDINI

Qu'est-ce que nous voulons ?

Oui. Qu'est-ce que nous voulons ? Il ne s'agit pas ici de savoir ce que nous voulons immédiatement, afin de satisfaire nos envies ou nos désirs du moment fussent-ils si ardents, mais de prendre chacune et chacun le temps, individuellement ou collectivement, de se poser la question suivante, à bien des égards fondamentale tant sur le plan strictement personnel que militant, que voulons-nous *véritablement*, au plus profond de nous-mêmes ?

Il ne s'agit pas ici d'un texte accusatoire, d'une énième polémique ou d'une prétendue morale à suivre, mais davantage une invitation, aussi modeste soit-elle. Une invitation, en premier lieu, à sortir d'une vision misérabiliste que certaines compagnonnes ou compagnons peuvent avoir par rapport aux échecs répétés des récents conflits sociaux, en France ou ailleurs, et aux faibles mobilisations que les luttes entraînent derrière elles. La posture morale que peuvent prendre certaines personnes, qui parfois frise franchement la complaisance, de faire partie des « gentils qui perdent tout le temps » est, il faut bien le dire, proprement insupportable. C'est comme si l'assurance (aussi relative soit-elle) d'être dans « le bon camp » justifiait la paresse et l'économie de réflexions quant aux raisons des échecs de ces mouvements. Cela ne semble qu'entraîner que rancœurs personnelles et stérilité du débat et, très honnêtement, il me semble que nous valons bien mieux que ça.

Evidemment, les raisons des faillites de la plupart des luttes contemporaines sont nombreuses. Pensons par exemple au fait que ces dernières se construisent systématiquement en réaction face aux réformes gouvernementales. Une posture défensive systématique et non pas offensive n'aide en aucun cas à remporter une victoire sur un adversaire, en particulier

quand celui-ci est l'État et ses sbires. Une deuxième raison serait celle du problème de la sacro-sainte non-violence, érigée par certaines et certains acteurs politiques comme un horizon indépassable. Il faudrait lutter mais, par pitié, de manière non-violente. En bref, une position bien réelle, mais désastreuse, qui transforme une stratégie travaillant originellement de consort avec des modalités d'action plus radicales, en dogme navrant et dépolitisant. Mais ces deux amorces d'explications soulevées semblent être inhérentes à une question bien plus large, celle de la volonté et des problématiques qui en découlent.

Le nombre, une excuse à l'inefficacité ?

Cela semble être une évidence, mais qui peut parfois être oubliée : non, les anarchistes n'ont jamais, ne sont pas et ne seront jamais majoritaires. Nous avons envie de dire, et alors ? Les zadistes et agriculteurs en lutte de Notre-Dame des Landes n'ont pas eu besoin d'être des milliers pour défier l'État et lui imposer l'expropriation d'une entreprise capitaliste ainsi qu'une reprise collective des terres. Les anarchistes autonomes partisans du Bloc n'ont pas besoin d'être extrêmement nombreux et nombreuses pour causer une agitation telle que l'État est contraint d'envoyer ses plus fins limiers pour tenter de stopper nos camarades. Ces derniers semblent d'ailleurs bien plus effrayer l'État que les millions d'électeurs de la France insoumise... Parce qu'ils et elles démontrent en pratique qu'un autre monde est possible, et que celui-ci n'a plus qu'à être balancé dans les poubelles de l'histoire.

On pourrait citer également les exemples des anarchistes de Rouvikonas, qui à quelques dizaines, parviennent à mettre en péril la machine capitaliste et étatique,

pointent les faiblesses et invitent vivement à s'engouffrer dedans. Ou encore le cas du collectif La Horde, qui est devenu, en quelques années, l'un des principaux sites d'information antifasciste francophone, quand bien même ils ne sont pas très nombreux.

Ces quelques exemples démontrent ainsi que l'argument du nombre comme excuse d'inaction et de passivité n'est pas véritablement efficace. Nous ne réussissons pas « parce que nous ne sommes pas assez nombreux », mais bien davantage parce que parfois nous n'avons pas nécessairement l'envie ou la volonté de véritablement œuvrer à transformer ce monde. En définitive, ce qui compte davantage semble être d'assumer ouvertement ses positions, aussi radicales soient-elles aux yeux des autres, et, surtout, de se donner sincèrement les moyens – et tous les moyens à notre disposition – pour servir nos ambitions.

La ritualisation et ses pièges :

Au-delà de la fausse excuse du nombre, un autre mal semble affecter pas mal de compagnonnes et de compagnons et fait directement écho aux postures morales critiquées ci-dessus : il s'agit de la ritualisation des pratiques et des pièges qui en découlent. Par ritualisation, j'entends un phénomène qui est répété de plusieurs fois de manière identique, parfois de façon traditionnelle, pouvant permettre, de ce fait, l'économie d'une réflexion sur la pertinence ou non d'une action à un moment donné. C'est une situation que l'on peut trouver tant dans les milieux anarchistes organisés, dans lesquels certaines réunions peuvent très franchement être résumées en quelques mots : des réunions pour des réunions, lesquelles ne permettent pas une progression de la pensée et des pratiques visant à un but précis : celui de l'émancipation de toutes

et tous. Alors certes, c'est très sympa de voir des compagnones et compagnons au niveau local, régional, national voire international. Mais c'est davantage intéressant si de ces rencontres émanent des propositions politiques cohérentes et construites, et non pas seulement le sentiment d'avoir passé quelques heures en fort bonne compagnie.

Cette critique peut également s'appliquer à certains syndicats, qui parfois lancent *traditionnellement* des mots d'ordre mais sans grande conviction, se faisant alors plus les porte-paroles d'un folklore passéiste et commode qu'une véritable force de proposition politique, et donc sociale, dans le domaine du travail. Mais elle touche également les milieux non-organisés, en particulier sur Internet, où finalement certaines et certains se complaisent à être les symboles d'une pensée pure en action, alors que l'action ne se traduit que très peu concrètement, c'est-à-dire en allant volontairement au contact. Ce faisant, la ritualisation peut tendre à nettement scléroser les forces militantes, tant sur le plan interne qu'externe, dans leurs rapports avec les autres.

Il pourrait parfois convenir d'abandonner certains fétiches, quand bien même cela est difficile, pour mieux avancer.

J'en viens enfin à un dernier point de cette question, et pas des moindres, puisqu'il s'agit de notre mémoire, celle de celles et ceux qui ont lutté et en ont souvent payé le prix lourd, en faveur de



Tag sur les murs athéniens, 2009.

la construction d'une société émancipée, et des fantasmes qui peuvent découler de ces luttes.

Lorsque quelqu'un pose la question de savoir si une société anarchiste peut voir le jour, il est commun (et pratique !) de citer les exemples de la Makhnovtchina, de l'Espagne en 1936, ou plus récemment des Amérindiens du Chiapas, de la

Mandchourie ou des révolutionnaires syriens. Si la connaissance du passé est indispensable pour tracer des lignes d'horizons, elle ne devrait pas se transformer en fantasme nostalgique. Prenons le risque de soulever à nouveau une évidence : si de tels événements ont pu se produire ou se déroulent actuellement, c'est bien précisément parce qu'il y a eu, à un moment donné, des personnes qui ont œuvré à rendre ces conditions et ces événements possibles et réalisables. Il y a fort à parier que ces camarades croyaient fermement en ce qu'ils défendaient, aux idées qu'ils et elles portaient, et c'est précisément cette force de volonté qui permet de construire véritablement un rapport de force, par l'exemple, par l'action, qui démontre, aux yeux des incrédules, que oui, les idées anarchistes sont pertinentes et peuvent être mises en acte, comme cela a déjà été réalisé. Toutefois, puisqu'il ne s'agit pas de vivre dans le passé mais de construire la société de demain, on en revient alors à une question centrale : qu'est-ce que nous voulons ?

Alexandre (Groupe La Révolte)

Comment Rouvikonas passa le Rubicon

Il y a quelques années en Grèce, tandis que le mouvement social affrontait les mercenaires de la Troïka, naissait à Athènes le collectif anarchiste Rouvikonas. Ses victoires sur des terrains perdus font de lui le symbole d'une nouvelle forme de résistance, dans un rapport de force immédiat avec le pouvoir, et donnent aux idées anarchistes une grande visibilité.

Détestés par les présentateurs de journaux télévisés et adorés par une partie de la population, ils sont parfois considérés comme des "Robins des bois" du fait de la dimension spectaculaire de leurs actions en soutien aux opprimés. Ceci peut masquer le contenu idéologique, la stratégie politique et une pratique scrupuleuse à l'origine du rapport de force qu'ils imposent à l'État. C'est pourtant

cet ensemble qui génère l'envergure et la pertinence de leur influence. Pour comprendre les mécanismes de leur efficacité, il est nécessaire de mettre en parallèle la généalogie du groupe avec son évolution idéologique.

Revenons d'abord sur la formation de Rouvikonas. Nous sommes à Athènes en 2013, trois ans se sont écoulés depuis la

mise en place du premier plan d'austérité. Si la résistance ne faillit pas, elle se transforme. L'occupation des places entre juillet et août 2011, inspirée par les Indignados d'Espagne, a ouvert le champ des possibles au-delà des manifestations. Les occupants des places Thésée à Syntagma ont fini par décamper, mais leur passage a amplifié le désir de démocratie directe, d'autogestion et le refus des vieilles habitudes autoritaires. Les assemblées de quartier se multiplient et avec elles les lieux autogérés. Dans ce contexte, le mouvement anti-autoritaire pour la démocratie directe Alpha Kappa a le vent en poupe et participe activement à la diffusion de telles idées. Son

activité politique plutôt non-violente, est tournée vers l'autogestion et la contre-culture.

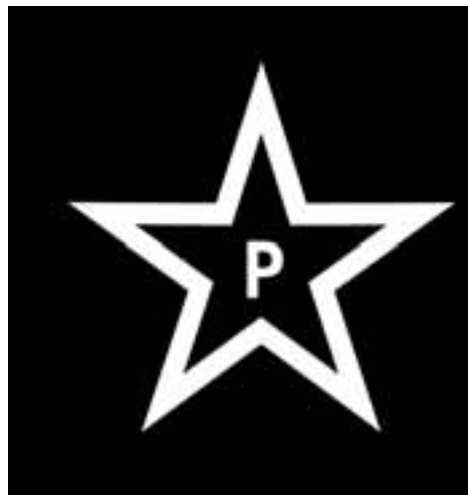
De son côté, l'anarchisme est en première ligne de la contestation sociale mais progresse par étapes. D'une part, à cause de son manque d'ancrage historique. Rappelons rapidement qu'après son apparition en Grèce au milieu du XIX^e, l'anarchisme connaît une période très creuse jusqu'à la dictature des colonels (1967-1974). Il émerge à nouveau dans les années 70, puis s'étend dans les années 80 et 90, avant de devenir important dans les années 2000 et de jouer un rôle majeur à partir des émeutes de 2008. Le manque d'organisation est une autre des difficultés entravant son impact. L'anarchisme est alors globalement atomisé en petits groupes autonomes ou purement affinitaires, agissant presque exclusivement dans le cadre des manifestations. Si une fédération finit par voir le jour, elle peine à unifier cette réalité en une résistance percutante, son action demeure donc relativement formelle (mise en réseau, diffusion d'information...).

« *Un fleuve dont la traversée était une déclaration de guerre* »

Dans ce contexte, à partir de 2011, une poignée de camarades expérimentés ayant déjà lutté ensemble et parallèlement impliqués dans la formation d'une nouvelle Fédération anarchiste (qui verra le jour deux ans plus tard), s'organisent en réseau affinitaire autour d'un lieu, le K*Vox à Exarcheia. Au début, ils se concentrent sur l'aide aux prisonniers politiques et évoluent en groupe d'action directe anarchiste à partir de 2013. Le nom Rouvikonas fait allusion au Rubicon de la Rome antique, un fleuve dont la traversée était une déclaration de guerre. Rouvikonas s'écrit avec un P majuscule en alphabet grec, d'où le P dans une étoile noire comme emblème du groupe. Rouvikonas revendique par son nom une lutte totale et sans retour.

Les années passent et, début 2015, l'ascension puis l'arrivée au pouvoir de Syriza empoisonne progressivement la contestation sociale. Officiellement d'ex-

trême-gauche, le parti capte la colère qui animait le désir de changement de la société et incarne l'échec de celle-ci à renverser le Pouvoir. Au bout de six mois La résignation produite par l'échec lamentable de Syriza appelle une nouvelle offensive de la résistance, plus agressive. De plus, les problématiques nouvelles révèlent les limites de l'organisation du collectif : le cadre de la manifestation restreint l'action, qui plus est dans un mouvement social qui faiblit. Le groupe s'en extrait et change de stratégie en élargissant sa lutte à l'ensemble des oppressions étatiques et conséquemment, le spectre de ses actions. Celles-ci, désormais mensuelles, répondent dans leur ensemble à un impératif : constituer un soutien concret aux plus précaires pour faire perdurer leur luttes qui semblait alors s'essouffler. De plus, ils communiquent systématiquement sur chacune de leur action, en laissant par exemple des tracts sur place expliquant leurs revendications ou en se filmant au moment des



faits pour mettre en ligne la vidéo parfois moins d'une heure après l'attaque. Cette stratégie déjoue les éventuelles tentatives de récupération ainsi que la manipulation des médias contraints à partager les textes du groupe, première source d'information. Très vite, leur engagement passe difficilement inaperçu dans l'espace public. Nous sommes toujours en 2015 quand Rouvikonas pénètre dans Tiresias - l'administration qui recense les emprunteurs insolvables destinés à être saisis et expulsés de leur logement - et se met à détruire les fichiers sur lesquels figurent le nom des pestiférés. La portée du collectif s'étend et de nouveaux para-

mètres viennent modifier son organisation. Nombre de personnes souhaitent rallier ce combat, dès lors la forme et la fréquence des actions peuvent être décuplées.

Ce qui pose deux impératifs : repenser la sécurité et l'idéologie du collectif. D'une part, la cohérence de l'auto-organisation prônée réside dans sa capacité à assurer son autodéfense et par là, sa durabilité. Ouvrir d'avantage le groupe et entreprendre des actions plus ambitieuses implique de minimiser les risques, tant dans les attaques que dans les manifestations. Il est nécessaire de restructurer le fonctionnement du collectif afin de protéger l'identité de ceux qui le rejoignent. D'autre part, cet afflux de nouveaux membres impose une clarification de l'idéologie de Rouvikonas qui reposait jusqu'alors sur des principes partagés plus ou moins implicitement par le groupe affinitaire d'origine. Les bases théoriques de ce qui est désormais une organisation doivent être redéfinis et explicités.

En 2017, le groupe s'élargit à une soixantaine de membres et les attaques mensuelles deviennent hebdomadaires. Ils sont désormais en mesure de mener des actions de portée locale comme internationale (1) (2), incarnant la pluralité et l'efficacité de leur engagement. En juillet, suite à la mort d'épuisement au travail d'une employée au ramassage des ordures de la municipalité de Zografou (dans l'est d'Athènes), ils attaquent la Mairie de Zografou à coups de massue et de peinture et publient un communiqué très relayé dans la capitale. En septembre, les foudres du groupe s'abattent sur le notaire athénien Nikos Papatheou, spécialisé dans la saisie d'appartements. Six personnes cagoulées dévastent son étude, détruisant dossiers et ordinateurs. En septembre, le groupe attaque les bureaux de Turkish Airlines, groupe majoritairement possédé par l'État turc, en solidarité avec les opposants persécutés en Turquie, particulièrement deux enseignants en grève de la faim. En novembre 2017, Rouvikonas attaque l'ambassade d'Arabie Saoudite au nord d'Athènes. Ils s'en prennent au régime monarchiste saoudien et à la guerre qu'il mène au Yémen. En 2018, ils mènent une action en plein jour devant l'ambassade de

France à Athènes. La façade est aspergée de peinture rouge sur toute leur longueur pour dénoncer la répression du mouvement social en France et les bombardements en Syrie.

Aujourd'hui composé d'une centaine de membres, le groupe Rouvikonas est en mesure de mener plusieurs attaques par semaine, parfois quotidiennement, et de s'engager dans de multiples lieux de solidarité, notamment à Exarcheia. Ils sont par exemple impliqués dans le centre social K*Vox, mettent à disposition un lieu accueillant un centre médical autogéré, et s'engagent dans l'ouverture et la défense de squats. En avril dernier, le lendemain d'une vague d'expulsion de bâtiments squattés (notamment ceux dans lesquels vivent des réfugiés), ils attaquent le Ministère de la Culture, propriétaire d'un des immeubles évacués. Désormais auteurs de plusieurs centaines

temps été en première ligne des luttes en Grèce. Parmi toutes les figures de l'histoire de l'anarchisme, celle qui marque le plus les esprits au sein de Rouvikonas est sans doute celle de Makhno.

« Nous pensons que l'anarchisme a besoin de nouvelles déclinaisons »

Les influences du groupe affinitaire à ses débuts étaient celles qui façonnaient alors l'anarchisme en Grèce. Mais en 2015, l'essoufflement des manifestations couplé à l'élargissement de Rouvikonas amène des réalités nouvelles, impliquant questionnement et réorientation du collectif pour y correspondre. Cette évolution révèle un de ses principes majeurs :

lutter, en recherchant les plus optimisés, novateurs et efficaces (...) tout ce que l'histoire des lutte sociales a apporté ». Ainsi, le groupe ne se définit pas selon les catégories traditionnelles de l'anarchisme, mais résulte d'une volonté de les dépasser dans un contexte bouleversé. Le même membre de Rouvikonas déclare à peine ironiquement : « Nous pensons que l'anarchisme a besoin de nouvelles déclinaisons ». Pour y parvenir, leur stratégie se fonde sur l'expérimentation théorique et pratique, vouée à se modifier en fonction du contexte. Une critique que l'on pourrait qualifier d'hyperbolique a façonné l'idéologie du groupe, en ne conservant du passé que ce qui semblait correspondre le mieux au contexte de la Grèce, aux objectifs de Rouvikonas et aux moyens dont il disposait.

Rouvikonas ne prétend pas avoir trouvé la formule définitive et généralisable ailleurs. Au contraire, le groupe s'oppose au sectarisme de la plupart des organisations communistes en Grèce, auquel il préfère l'ouverture propice à la confrontation des opinions et aux richesses qui en émanent. Cette approche politique lui permet de tirer profit des différences entre ses membres et de s'associer avec d'autres groupes notamment au sein de la nouvelle Fédération (Anarchiki Omospodia). Ils rejettent également l'élitisme de l'avant-garde éclairée léniniste et à l'origine politicienne de la Révolution. Pour Rouvikonas, le soulèvement viendra de la base sociale, non des organisations politiques. S'il est essentiel qu'elles y participent, elles n'en seront pas l'origine. Une autre membre du groupe précise : « Nous ne voulons pas de Révolution politique ». Néanmoins, ils sont partisans de l'action : s'ils orientent leur engagement selon le contexte, celui-ci est permanent. Le collectif n'attend pas que les conditions idéales soient réunies pour agir. La pluralité de la lutte appelle sa constance, indépendamment du cadre des manifestations : la récurrence des attaques, la mise en place de lieux autogérés, solidaires, sont tout aussi indispensables à l'émancipation sociale. En choisissant de ne pas agir uniquement dans un moment révolutionnaire, mais d'opérer sur un terrain plus vaste, plus complet et de manière plus approfondi, Rouvikonas refuse de réduire son anarchisme à l'insurrectionnalisme.



Rouvikonas est passé par ce bureau...

d'actions, leur développement et leur influence va de pair avec celle de leur idéologie.

L'évolution théorique de Rouvikonas est indissociable de celle de l'anarchisme en Grèce, ce qui a donné naissance à une nouvelle Fédération (qui entretient de bons rapports avec la première). Tout d'abord marqué par l'international situationniste, l'insurrectionnalisme et l'autonomie, le mouvement anarchiste a réussi à supplanter le stalinisme hérité de la guerre civile (1946-1949) qui a long-

être en adéquation avec leur contexte. À ce sujet, un membre du groupe souligne « Si nous étions en Chine, nous serions sans doute anarcho-sindicalistes ». Réexaminer constamment leur stratégie organisationnelle leur permet d'adhérer à leur propre mouvement évolutif comme à celui de la réalité sociale. L'innovation tant théorique que pratique motive leur croissance : il s'agit d'inventer. Pour ce faire, le groupe opère une analyse méticuleuse de l'histoire de l'anarchisme et son corpus : « Nous nous sommes concentrés sur les meilleurs moyens de

« Il n’y a pas de frontières dans la lutte comme il n’y en aura pas dans le monde de demain »

Initialement, Rouvikonas était presque exclusivement engagé auprès des prisonniers politiques, ce qui l’a un peu éloigné des autres combats de la base sociale. Il n’était alors pas en mesure d’être une structure émancipatrice en appui à la diversité des opprimés. Les choses ont bien changé. Dans une liste non exhaustive, notons : la lutte contre : la précarité, l’exploitation, la corruption, la bureaucratie, le fascisme, l’homophobie, la transphobie, le sexisme, le racisme, la xénophobie ; et plus globalement les affres du capitalisme. Ainsi, dans une perspective plus ouverte, les objectifs du collectif vont désormais dans le sens de « la construction d’une autre façon de vivre ensemble, dans une société libérée des rapports de domination et d’exploitation » (3).

Cette démarche d’ouverture émane de l’évidente nécessité de la solidarité. Suivant cette logique, le groupe affiche clairement sa position internationaliste : « Pour les anarchistes, il n’y a pas de frontières dans la lutte comme il n’y en aura pas dans le monde de demain. C’est une seule et même voie : celle de l’émancipation individuelle et sociale. Le pouvoir qui se dresse en face de nous n’est pas seulement national, mais aussi international » précise un membre du groupe. C’est grâce aux liens entre les camarades du monde entier que Rouvikonas continue de lutter, d’évoluer, en étendant toujours davantage son influence. En effet, la résistance percutante que le groupe représente est proportionnelle à la répression qu’il subit. Menacé dans son ensemble par 200 000 euros d’amende, deux de ses membres ont récemment été condamnés à payer chacun 30 000 euros de caution de garantie dans un délai de deux semaines pour éviter la prison (4)(5). Mais une mobilisation internationale exceptionnelle a déjoué cet écrasement financier, défaite qui atteste qu’en nous associant, nous mutualisons savoirs et pratiques pour surmonter la répres-

sion. Les oppressions n’ont pas de frontières et si les luttes n’en ont pas non plus, elles forment une résistance globale effective et offensive. Ainsi, les actions de soutien aux résistances libertaires à l’étranger prennent une place importante dans leur combat, en témoigne par exemple leur présence à Raqqa en 2017.

Suivant cette position, Rouvikonas est désormais officiellement membre de la nouvelle Fédération en Grèce, ce qui lui permet d’amplifier son action et sa réflexion en réseau avec d’autres collectifs. Si les liens se tissent au-delà des éventuelles différences théoriques (considérées comme un enrichissement potentiel), elles ne sont néanmoins pas ignorées. Quand Rouvikonas travaille avec d’autres groupes, cette association est définie précisément. D’une part, les collectifs doivent partager certains fondamentaux : être anti-autoritaire dans sa lutte comme dans son fonctionnement, organisé horizontalement et ne pas se fermer absolument à la société, de sorte à pouvoir soutenir les opprimés. Les limites de cette coopération sont par ailleurs clairement établies au préalable. Les points de convergences et de divergences théoriques sont explicités de sorte à définir collectivement jusqu’où les groupes peuvent s’associer et ainsi minimiser d’éventuels conflits. En interne, le groupe fonctionne de manière analogue. Son unité est fondée sur le partage de principes et d’objectifs. Notons principalement : le refus de l’État et du Pouvoir, un but révolutionnaire et non réformiste et le projet commun de la construction

éclairée. S’ils sont radicaux concernant ces fondamentaux, ils n’en demeurent pas moins fermement opposés au sectarisme et sont ainsi en mesure de faire coexister les éventuelles différences politiques des membres.

Cette culture du lien et de la critique va de pair avec l’importance que Rouvikonas accorde à la communication. Il se dit influencé, entre autres, par l’expérience de Narodniki : le développement de ces collectivités autonomes dans la Russie du XIX^e a été nourri par la circulation des idées entre les groupes et dans l’opinion publique. A Athènes, la récurrence et la pluralité des réunions horizontales entre les différentes strates du collectif, ainsi que les assemblées avec d’autres organisations concrétisent un espace de dialogue riche et fertile. Dans la même démarche, la communication avec l’opinion publique est au nombre de leurs impératifs.

Les actions sont systématiquement expliquées via des tracts laissés sur place ou des communiqués accompagnés de vidéos postées sur internet. Ils vont également tracter dans la rue et organisent des réunions ouvertes à tous, indiquées sur leur page Facebook qu’ils ont choisi de créer et de rebâtir à chaque fois qu’elle a été supprimée par les modérateurs de la firme. Par ailleurs Rouvikonas pratique fréquemment une véritable guerre de communication contre la désinformation et les propos outranciers de certaines cibles passées quand celles-ci refusent de reconnaître les raisons pour lesquelles elles ont été attaquées. Cette stratégie



Présence de Rovikonas à Rakka (Syrie)

d’une société auto-organisée et autogérée, sans élite ni parti ni avant-garde

ancrer dans l’espace public la possibilité d’une société autonome.

« Il ne faut surtout pas que l'État t'attende, qu'il sache ce que tu vas faire »

La permanence de la lutte répond à un autre de leur positionnement : la désacralisation de l'État et du Pouvoir. Pour s'en émanciper, Rouvikonas prône et incarne l'action : « Il n'y a pas d'action ratée, de petite action, le problème c'est l'inaction » déclare un des membres. Attaquer la société oppressive et en construire une autre est un argument irréfutable contre le mensonge de notre impuissance. Pour mener ces combats, ils reprennent les flambeaux de l'action directe, la propagande par le fait et l'entraide.. Omniprésente, la lutte est à mener constamment, sur tous les fronts, au-delà d'un « contexte révolutionnaire ». Comme le souligne un autre membre du groupe « Il ne faut surtout pas que l'État t'attende, qu'il sache ce que tu vas faire ». Pour le collectif anarchiste du centre d'Athènes, le terrain de la résistance est celui des limites du Léviathan. En jouant avec elles, il les révèle, les ridiculise et les repousse. Le groupe a toujours été vigilant à ne pas dépasser la frontière entre la qualification juridique de délit et de crime, ce qui lui permet de résister à la répression et d'assurer sa pérennité. L'organisation de Rouvikonas n'est donc pas forcément un modèle à exporter, à reproduire, mais

une source de réflexion et d'inspiration pour continuer à inventer nos propres formes de luttes, adaptées à nos nécessités : « S'il n'y a pas de solution, c'est que tu ne l'as pas encore créée. » rappelle un des membres fondateurs.

Suite à la victoire de la droite aux élections du 7 juillet à Athènes, le quartier anarchiste (6) et Rouvikonas sont plus que jamais dans la ligne de mire de l'État. Kyriakos Mitsotakis, le nouveau Premier ministre, a annoncé sa volonté de « nettoyer Exarcheia avant la rentrée » et « d'en finir avec Rouvikonas ». Depuis des mois, une répression sans précédent s'abat sur cette zone et ses collectifs, suivie quotidiennement par une émission en prime time aux informations officielles. Cette situation annonce la violence de la lutte à venir, dans les prochaines semaines, en même temps qu'elle témoigne de la réalité du rapport de force avec le Pouvoir construit par le mouvement anti-autoritaire dans lequel s'inscrit Rouvikonas. En prônant l'action contre l'attentisme, l'horizontalité contre la hiérarchie, la solidarité et l'ouverture contre le sectarisme, ce groupe incarne la possible défaite de la société oppressive et la victoire d'une nouvelle, enfin émancipatrice. Un anarchisme à nouveau en première ligne.

Ophelia Phos

1) Plus de détails sur les actions de Rouvikonas : <https://secoursrouge.org/Rouvikonas-Lutte-repression-resistance-15013>

2) Présentation vidéo de Rouvikonas en dix minutes, « Rouvikonas, des anarchistes en première ligne » (extrait du film « L'Amour et la Révolution » de Yannis Youlountas) :

<https://www.youtube.com/watch?v=342ZzVVCm70>

3) Entretien avec Spyros Dapergolas, membre de Rouvikonas :

<http://bloggy.net/2019/06/05/entretien-avec-spyros-dapergolas-de-rouvikonas/>

4) Répression de Rouvikonas : <http://bloggy.net/2019/05/29/giorgos-kalaitzidis-incroyable-anarchiste-bientot-embastille-par-tsipras/>

5) Ce dépôt de garantie est à triple usage : il permet d'une part d'éviter la prison préventive, de payer en partie une amende potentielle, et de financer les « jours amendes » (prix d'une journée en prison) qui reviennent à 10 euros par jour.

6) Sur le quartier rebelle d'Athènes, aussi surnommé « quartier anarchiste » : « Exarcheia la noire, au cœur de la Grèce qui résiste » de Maud et Yannis Youlountas aux Éditions Libertaires.

Les zapatistes et le gouvernement « de gauche » : Pourquoi tant de haine ?

Le 1^{er} janvier 2019, date du 25^e anniversaire du soulèvement zapatiste, l'EZLN a une fois de plus secoué les personnes qui, dans le monde, sont attentives à son autonomie et qui attendaient des nouvelles des festivités. Le discours du sous-commandant Moises, devant 3000 miliciens en tenue de combat, était tout sauf festif. Rien d'étonnant, malheureusement, dans la dénonciation des grands projets capitalistes qui détruisent la na-

ture et suppriment l'agriculture de subsistance. On savait aussi que le harcèlement paramilitaire, au service de ces grands projets et du trafic de drogue, provoquait régulièrement des morts et des blessés dans les communautés indigènes et zapatistes. Mais on ne s'attendait pas à cette affirmation d'une agression étatique imminente destinée à en finir avec les communautés, ni à ce déploiement de forces visant à montrer que les

zapatistes étaient prêts à se battre jusqu'au bout pour défendre leur autonomie (1). On était surtout surpris par l'insistance du sous-commandant sur le fait que les zapatistes étaient seuls, et par la virulence de leurs propos contre le nouveau président, Andrés Manuel López Abrador, dit AMLO, dont l'élection avait plutôt provoqué la joie dans tous les milieux de gauche du Mexique.

Une lettre de soutien internationale a bientôt circulé pour réaffirmer que partout dans le monde des comités étaient prêts à réagir en cas d'attaque contre les communautés (2). Certaines personnes solidaires se sont demandé si l'impression d'isolement venait d'un doute sur l'efficacité de la solidarité internationale ; d'autres l'ont comprise plus exclusivement dans le contexte national mexicain, en réaction précisément à cette attente des milieux de gauche vis-à-vis d'un président censé se trouver de leur côté (3).

Une impression de moindre mal

En effet, si on a des contacts au Mexique avec d'autres mouvements que les zapatistes ou les communautés indigènes, si on s'informe des mesures prises ou prévues par le président, le bilan est certes loin d'être parfait mais enfin il est plutôt moins mauvais que celui de ses prédécesseurs (4). Sa première décision populaire a été de renoncer à la construction du nouvel aéroport de la capitale sur l'ancien lac de Texcoco, projet qui avait mobilisé une farouche lutte d'opposition et avait donné lieu à la répression du « Front des peuples en défense de la terre » à Atenco. Sur le plan social, il a doublé les salaires dans les *maquiladoras* (industries en zones franches) le long de la frontière Nord, augmenté partout le salaire minimum et annoncé une série de programmes de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté. Dans un pays ravagé par la violence et la grande criminalité, il a affirmé un combat prioritaire contre la corruption dans l'administration, la police, l'armée et l'appareil judiciaire, afin de lutter contre l'impunité et la complicité. Si personne ne se fait d'illusion face à l'ampleur de la tâche, c'est en tout cas la première fois depuis longtemps qu'un président est crédible dans ses intentions en étant lui-même irréprochable sur le plan de la corruption et des privilèges personnels.

En outre, depuis ce fracassant 1^{er} janvier, AMLO a confirmé sa popularité en résolvant certains problèmes endémiques du pays. Il a fait le ménage dans la production pétrolière, mettant fin à des détournements et des contrats véreux avec des entreprises d'extraction, ainsi qu'aux prélèvements sauvages qui avaient lieu le long des pipe-lines avec l'aide de compli-

cités internes. Il a assujéti aux impôts des grandes sociétés comme Televisa, Coca-cola ou Pepsi, qui en étaient scandaleusement exemptées, et a déclaré qu'aucune entreprise engagée dans des projets publics n'y échapperait désormais. Manifestement, il essaie d'établir un capitalisme qui respecte les règles légales et se soumet à la redistribution par l'État. C'est la raison pour laquelle une grande partie des classes moyennes et populaires lui accorde une confiance provisoire en attendant de voir les résultats de ses mesures, et c'est pourquoi aussi les zapatistes se sentent isolés dans leur cer-

en partant du site archéologique de Palenque, à l'extrême Nord du Chiapas. La partie Nord du parcours existe déjà et doit être restaurée et élargie, tandis que la partie qui suit la côte Sud et traverse une région de forêts tropicales doit être créée. Le but déclaré est d'assurer un développement à la fois touristique et économique, générant des emplois dans la construction, l'hôtellerie et le commerce.

Quand on voit l'ampleur de la destruction qu'a occasionnée le tourisme de masse sur la « Riviera Maya », on ne peut que craindre le pire. Par ailleurs, AMLO



titude que tout chez lui est mensonge, manipulation et cynisme. Interrogé par le principal quotidien de gauche sur la menace d'une agression ressentie par les communautés indigènes, le président a affirmé et répété « Nous n'allons pas réprimer les communautés indigènes » (5) Promesse de politicien, sans doute, mais aussi avertissement de la part du journaliste que tout le lectorat du journal, composé surtout de la classe moyenne cultivée, tient à son respect et se mobilisera à la moindre alerte.

Un problème avant tout économique

Le terrain sur lequel se rejoignent les critiques des zapatistes et celles de la gauche en général est celui des grands projets économiques, en commençant par celui du « Train Maya » que visait particulièrement le discours du sous-commandant Moises. Il s'agit de relier par chemin de fer quelques-uns des principaux lieux touristiques de la péninsule du Yucatan,

a fait preuve d'une incroyable maladresse en organisant une cérémonie traditionnelle pour demander à la Terre-mère l'autorisation de faire passer un chemin de fer dans ses forêts. Rien d'étonnant à ce que les communautés indigènes se soient senties insultées par cette mascarade. On attend toujours l'étude d'impact écologique et la consultation des communautés qui se trouvent sur le trajet.

L'autre projet économique prioritaire pour le gouvernement est le « corridor transocéanique » qui doit traverser l'isthme de Tehuantepec (sur les États de Veracruz et Oaxaca), pour relier par chemin de fer les ports des deux océans et constituer ainsi une alternative à la traversée du canal de Panama. Là aussi, il s'agit d'élargir un chemin de fer déjà existant mais très peu utilisé. En outre, sur vingt kilomètres de large tout au long de la voie, serait installée une zone franche où des entreprises seraient attirées par une réduction d'impôt et de TVA.

Ces deux projets ont été « validés » en novembre 2018, alors que le président était déjà élu mais pas encore entré en fonction, par une consultation nationale, faite à la hâte et dans des conditions telles qu'à peine 1% de la population y a participé. Début juin, une rencontre régionale intitulée « L'isthme est à nous » a réuni des délégués communautaires, des



Les communistes de l'Oaxaca contre le corridor de l'Isthme de Tehuantepec

collectifs de défense des droits humains et l'un des syndicats les plus combattifs de l'Oaxaca (6). Ils ont refusé catégoriquement le projet, qu'ils situent dans la même ligne que les contrats, déjà extorqués par manipulation, pour construire des milliers de champs d'éoliennes qui ne profitent en rien aux populations locales. D'autres communautés se trouvant sur le tracé demandent, pour pouvoir décider en toute connaissance de cause, de recevoir une information précise sur le type de mise à disposition de leurs terres et sur ce qu'elles y gagneraient.

Il faut évaluer à part le programme « Sembrando Vida » (« Semer la vie »), un vaste programme d'agroforesterie qui concerne 19 États de la fédération, dont tous ceux du Sud-Est. Le projet s'adresse à des petits propriétaires terriens, individuels, communautaires ou éjidiaux (7), qui recevraient des plans d'arbres fruitiers et d'arbres de coupe, à planter entre des cultures vivrières, avec un accompagnement financier (5000 pesos par mois pour 2,5 hectares plantés) et une assistance technique visant à promouvoir les fertilisants organiques et le bon usage de l'eau. Après cinq mois de lancement du programme, 226 000 semeurs s'étaient portés volontaires, couvrant la moitié du million d'hectares à atteindre ; 2300 techniciens et 14 000 étudiants boursiers avaient été engagés. De multiples réserves doivent être faites quant à l'application et au suivi du projet (8), mais il se distingue en tout cas dans ses intentions de toutes les exploitations industrielles

mises en place par les gouvernements précédents.

Garde nationale et crise de l'immigration

Mise à part la question économique, l'initiative la plus contestée par l'ensemble de la population mexicaine est la formation d'une « Garde nationale », issue de la fusion entre les polices militaires et l'ancienne police fédérale, qui aura pour objectif principal de lutter contre le crime organisé et le narcotrafic. Devant les nombreuses dénonciations du risque d'une militarisation de la société, il a été décidé qu'elle serait placée sous commandement civil et non militaire, et qu'elle respecterait strictement les droits humains. En quoi cette nouvelle force serait-elle plus efficace que les forces existantes ? Peut-être parce qu'on veillerait à en écarter les éléments les plus corrompus ? Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, la première mission de la Garde nationale sera de lutter contre l'immigration issue d'Amérique centrale, pour résoudre la crise causée par la pression du président des États-Unis. Début juin, en effet, Trump a menacé le Mexique d'imposer une taxe de 5%, progressivement augmentable jusqu'à 25%, sur tous les produits qu'il importe de ce pays, si des mesures n'étaient pas prises pour diminuer drastiquement le nombre de réfugiés centro-américains qui cherchent à passer la frontière des États-Unis après avoir traversé le Mexique. Or il faut savoir que 80% des exportations du Mexique vont vers les États-Unis, de sorte que l'application de cette taxe serait une catastrophe pour l'économie mexicaine. AMLO et son ministre des Affaires étrangères sont immédiatement partis négocier et le 7 juin ils sont parvenus à un accord suspendant provisoirement la menace jusqu'à la vérification de ses résultats. Le Mexique a dû s'engager très lourdement, prenant des mesures que l'on peut classer en trois types : 1/ empêcher l'entrée des migrants sur le territoire mexicain ; 2/ s'occuper des migrants qui sont déjà sur le territoire mexicain durant leur demande de permis d'entrer aux États-Unis ; 3/ chercher à éviter l'émigration en améliorant la situation dans les pays centro-américains.

La première mesure a motivé le déploiement de la Garde nationale le long de la

frontière avec le Guatemala, ce qui a fait réagir immédiatement plusieurs organisations de défense des droits humains s'inquiétant de ce que les gardes soient formés au respect de ces droits et que toute violence soit évitée.

La seconde mesure a consisté à multiplier les camps d'accueil le long des frontières Sud et Nord et le déblocage d'un budget pour assurer la subsistance de centaines de milliers de demandeurs en attente. AMLO annonce également qu'il va passer un accord avec les maquiladoras du Nord pour faciliter l'engagement de 40 000 migrants dans des conditions financières acceptables et avec accès à la sécurité sociale mexicaine. La fédération des entreprises de Tijuana (Basse Californie) a déclaré que 20 000 emplois étaient déjà disponibles pour des personnes expulsées ou refusées par les États-Unis. Il faudra vérifier à quel point ces annonces relèvent de la propagande ou si elles ne seront pas détournées au seul bénéfice des entrepreneurs. Mais on peut compter sur certains journalistes et membres d'associations mexicaines pour ne pas se laisser aveugler ou museler, car ils sont nombreux à poursuivre un travail critique remarquable en dépit des menaces et assassinats dont ils sont régulièrement victimes.

La troisième mesure est systématiquement martelée par AMLO à toutes les tribunes nationales et internationales : il faut agir sur les causes des migrations, c'est-à-dire rendre la vie vivable dans les pays concernés pour éviter les départs forcés par la violence et la misère. Dans ce but, le Mexique et les États-Unis contribueront à un « Plan de développement intégral de l'Amérique centrale » à l'étude avec le Guatemala, le Honduras et le Salvador. Le président de ce dernier pays a déjà passé avec AMLO un accord pour étendre au Salvador le programme « Semer la vie ».

Il est évident que ce genre de plan de développement à grande échelle est conçu par les pays capitalistes pour le bénéfice de leurs propres entreprises. En l'occurrence, on n'a pas manqué de faire remarquer que le secrétaire d'État d'AMLO est un magnat de l'agro-business, entre autres affaires juteuses. L'expérience enseigne, en outre, que le plus souvent

l'argent et les ressources de ces programmes sont détournés par la corruption ou se révèlent inutilisables par manque d'adaptation au terrain local. Mais il est néanmoins possible pour les classes populaires d'y voir une convergence avec leurs propres intérêts, et de faire en sorte que les associations mexicaines et locales s'emparent de l'opportunité pour surveiller, accompagner, orienter le déploiement des programmes, avec l'aide d'une presse suffisamment libre pour rappeler à AMLO son sacrosaint engagement anti-corruption.

Le danger des gouvernements « de gauche »

En somme, aussi bien les associations et communautés locales en résistance que les réseaux de solidarité internationaux se trouvent devant un choix stratégique assez classique mais pas pour autant évident. D'un côté, la ligne pure a pour elle la certitude de ne pas se laisser tromper ou manipuler : elle refuse toute collaboration avec les États et les entreprises capitalistes, prône l'autonomie et l'auto-organisation exclusive des communautés ; c'est la ligne des zapatistes et du Congrès national indigène. De l'autre côté, la ligne pragmatique fait le pari d'utiliser à son avantage un pouvoir d'État capitaliste mais conscient qu'il repose sur l'adhésion des classes populaires. La question est classique en Amérique latine : elle s'est posée ces dernières décennies en Bolivie sous la présidence d'Evo Morales, au Venezuela lors de la « révolution bolivarienne », en Équateur au début du mandat de Rafael Correa, au Brésil de Lula.

Les analyses du journaliste uruguayen Raúl Zibechi sont particulièrement éclairantes sur l'ambiguïté de ces gouvernements « de gauche ». Certes, dans un premier temps, ils valent mieux que les régimes de droite par leur attention aux problèmes sociaux, la relative redistribution des richesses, la diminution de la violence étatique contre la contestation sociale. Mais Zibechi montre qu'en réalité ces gouvernements affaiblissent les mouvements sociaux en absorbant une partie de leurs membres dans les institutions officielles et en installant une passivité vis-à-vis des programmes d'aide sociale, brisant la dynamique de l'auto-

organisation collective (9). L'échec final de ces gouvernements de gauche suit souvent le même type de scénario. Le coût des programmes d'aide sociale doit être assuré par des exportations

contexte, l'idée d'AMLO de présenter ses programmes de création d'emplois et de développement rural comme des freins à l'immigration et d'obtenir une participation de Trump lui-même à leur



de matières premières, dont l'exploitation, même si les entreprises sont contrôlées, fait nécessairement des dégâts sur le plan environnemental et va à l'encontre du mode de vie des communautés indigènes et rurales. C'est pourquoi, dans chacun des pays cités, ces communautés ont été les principales opposantes et les anarchistes nationaux et internationaux se sont trouvés systématiquement à leurs côtés, par anticapitalisme et anti-étatisme. Comme les protestations prennent tout de suite là-bas la forme dure d'occupations et de blocages, la répression est forte et le gouvernement se disqualifie aux yeux d'une grande partie de ses soutiens populaires. L'opposition de droite en profite pour attaquer par ses propres méthodes (médias, démagogie, lock-out, pressions économiques de toutes sortes,...) et parvient en général à prendre le pouvoir aux élections suivantes ou à faire se durcir le régime de gauche jusqu'à devenir une véritable dictature.

Ce scénario risque bien d'arriver au Mexique, même si AMLO se positionne beaucoup moins à gauche que les présidents des pays cités. Plus encore que les autres pays d'Amérique latine, il est extrêmement dépendant de son voisin les États-Unis : au moindre prétexte Trump n'hésitera pas à étrangler le pays, entraînant inévitablement des émeutes et un renversement du régime, à moins qu'il le renverse plus directement encore en fomentant un coup d'État. Dans ce

financement, est plutôt habile. Mais il doit composer avec des prédateurs de la pire espèce à l'intérieur même de son gouvernement et des pouvoirs régionaux.

Deux modèles de résistance pour deux modèles de société

Les zapatistes et le Congrès national indigène sont convaincus qu'il n'y aura pas de généralisation d'une vie digne, autonome et en équilibre avec la nature, sans la suppression du capitalisme et de la « démocratie » représentative. Ils ont absolument raison, et c'est aussi le point de vue anarchiste depuis sa naissance. Cependant, au Mexique comme en Europe, la position anticapitaliste est fortement minoritaire et ne pourra se répandre que progressivement. Toutes les populations démunies n'ont pas un territoire sur lequel elles peuvent s'organiser et défendre leur autonomie ; certaines sont dans une situation d'urgence à laquelle seul peut répondre un financement public, qu'on ne trouve malheureusement jusqu'ici que dans les mains des États. Dans toutes les autres situations, si l'on veut dépasser les évaluations du pour et du contre d'un point de vue pragmatique, on mettra, comme les femmes zapatistes, la dignité au-dessus de l'emploi et de la soumission (voir encart).

Après toute cette analyse, il n'y a plus rien d'étonnant au constat d'isolement

que faisait le sous-commandant Moises le 1^{er} janvier. C'est le même isolement que nous éprouvons nous aussi, minorité défendant l'autonomie économique et politique dans un monde dont les moindres recoins sont sous l'emprise étatico-capitaliste. La virulence de l'attaque contre un président qui semble plutôt moins mauvais que les autres est probablement justifiée précisément par la ten-



La communauté d'habitation auto-construite et auto-organisée d'Acastrinaguá

tation plus forte de baisser la garde ou d'accepter d'entrer dans le système en abandonnant l'auto-organisation. Si cette interprétation est la bonne, si les zapatistes n'ont pas décidé de se couper des classes populaires qui acceptent les programmes « socio-capitalistes » mais continuent à essayer de les convaincre d'entrer dans une résistance plus radicale, alors il est seulement dommage que leurs communiqués récents ne soient pas plus explicites mais donnent l'impression d'un abandon des liens qu'ils avaient eux-mêmes tissés avec tous ceux d'en bas. On peut comprendre qu'après tant d'« autres campagnes », de tournées dans tout le pays à la rencontre des multiples formes de résistance et d'alternatives, ils soient découragés devant le peu de résultats et la facilité avec laquelle ressurgit l'espoir d'un sauvetage gouvernemental. Par conséquent, si la solidarité internationale veut montrer utilement sa compréhension, son accord et son appui, elle ne doit pas se contenter de reprendre les paroles d'alarme concernant une possible agression militaire, elle doit rappeler qu'on ne sortira du capitalisme qu'en étant de plus en plus nombreux, et œuvrer elle-même à cet élargissement de la conscience radicale chez tous les dépossédés du monde.

Annick Stevens

- 1) Le texte est traduit en français ici : .
- 2) Les relations internationales de la FA ont publié la lettre accompagnée d'un communiqué de soutien sur le site du ML.
- 3) Voir le commentaire éclairant de Jérôme Baschet, « Amère célébration. Les vingt-cinq ans de l'expérience zapatiste », sur le site « La voie du jaguar », 7 janvier 2019.
- 4) Voir l'analyse de fond par Claudio Albertani, anarchiste et soutien de la rébellion zapatiste depuis son avènement, dans « Grandeur et limites de l'expérience zapatiste », *Courant alternatif* n° 288, mars 2019 (également en ligne sur le site de l'OCL).
- 5) *La Jornada*, 1^{er} juillet 2019. Ce quotidien, consultable en ligne, est l'une des sources conventionnelles du présent article, à côté des sources militantes.
- 6) La section 22 du syndicat CNTE (Coordination nationale des travailleurs de l'éducation), la seule totalement indépendante des partis et de la co-gestion.

- 7) L'*ejido* est une propriété collective de la terre, rendue aux communautés indigènes par la Révolution de 1917, qui ne peut être divisée et pour laquelle toutes les décisions doivent être prises selon les us et coutumes.
- 8) On peut trouver une évaluation critique ici :

<https://aristeguinoticias.com/0306/mexico/sembrando-vida-virtudes-y-riesgos-de-un-programa-visionario-articulo/>. Les chiffres cités proviennent du sous-secrétaire au développement rural, interrogé par l'auteur de cet article.

- 9) Voir notamment *Disperser le pouvoir : les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques* (Le jouet enragé-L'esprit frappeur, 2009) ou, plus récemment, la description des communautés d'habitation dans la métropole de Mexico : « La communauté autonome urbaine : un monde nouveau au cœur de l'ancien », traduit en français pour *Dial*, revue mensuelle en ligne, février 2019.



« Ils veulent faire de nous leurs ouvrières, leurs servantes, que nous vendions notre dignité pour quelques pièces par mois. Parce que ces capitalistes, et ceux qui leur obéissent dans les nouveaux mauvais gouvernements, pensent que ce que nous voulons c'est de l'argent. Ils ne peuvent pas comprendre que nous voulons la liberté, ils ne comprennent pas que le peu que nous avons obtenu c'est en luttant. Nous n'avons pas mené vingt-cinq ans de résistance pour commencer maintenant à servir les touristes, les patrons, les petits chefs. Nous n'allons pas cesser d'être promotrices d'enseignement, de santé, de culture, d'être autorités et mandatées, pour devenir employées dans des hôtels et restaurants, à servir des étrangers pour quelques pesos. Et peu importe que ce soit pour beaucoup ou peu de pesos, ce qui importe c'est que notre dignité n'a pas de prix. »

Lettre des femmes zapatistes aux femmes qui luttent dans le monde, février 2019
 texte complet ici : <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/02/21/lettre-des-zapatistes-aux-femmes-qui-se-battent-dans-le-monde/>

Le choix palestinien de la non-violence

Bernard Ravenel, *La Résistance palestinienne : des armes à la non-violence*, L'Harmattan, 2017, 156 p.

« Le “printemps arabe” a commencé en Palestine » ; c'est par ces mots que se termine *La Résistance palestinienne : des armes à la non-violence* de Bernard Ravenel, idée qui se retrouve en préface.

Le thème de la « non-violence » – nous dirions plutôt, dans ce cas, de la « désobéissance civile », car, même si elles sont proches, ces deux notions doivent être dissociées ; la désobéissance civile étant une des déclinaisons de la non-violence – est un thème relativement négligé, volontairement ou pas, par ceux qui traitent du conflit israélo-palestinien, aveuglés qu'ils sont par les médias des différents États.

Mais, de la part d'un certain nombre de Palestiniens, c'est un choix moins éthique qu'« une nécessité stratégique », parce que, pour eux, la violence dans ses divers registres n'a pas montré l'efficacité attendue pour qu'ils retrouvent leurs droits ; c'est un choix qui repose sur la *désobéissance civile de masse* à l'exemple des Algériens qui, dernièrement, en 2019, ont, en évitant toute violence, chassé leur président, à l'exemple des Tunisiens chassant Ben Ali en 2011, à l'exemple des Soudanais qui, en avril 2019, après quatre mois de manifestations populaires, ont renversé Omar Al-Bachir. Comme, au-delà du printemps arabe, les Serbes se débarrassèrent de Milosevic en 1997 ; les Philippins mirent Marcos et sa clique à la porte, etc.

Le peuple exerce ainsi sa souveraineté, mais l'armée, attentive, n'est jamais loin, prête à s'emparer du pouvoir ou à le conserver...

Pour Bernard Ravenel quand il parle de « révolution populaire non-violente », il

s'agit de rien moins que d'une « révolution copernicienne », d'un changement radical dans le cheminement des mentalités arabes, préfigurant ce « printemps » de 2010 qui illumina différents pays du Proche-Orient et qui essaima au-delà de ces contrées.

En Algérie, cependant, quelques échauffourées eurent lieu à un endroit où, chaque vendredi, passait le cortège : des policiers, bloquant l'accès à un boulevard, ont fait un usage massif de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui ont répliqué par des jets de pierres. D'autres manifestants se sont interposés entre émeutiers et policiers, scandant « Silmiya ! » (Pacifiques !), puis ils ont commencé à nettoyer les rues, ramassant les douilles des lacrymogènes et les pierres.

Bernard Ravenel, en introduction, fait remarquer que la Palestine, comme sujet autonome, aurait bien pu disparaître de la scène internationale. Cela après avoir connu différents contextes géopolitiques : l'Empire ottoman, le mandat britannique, l'établissement d'États arabes indépendants avec le développement du nationalisme arabe. Et puis, surtout, la création de l'État d'Israël accompagnée de la Nakba (l'expulsion de la majorité du peuple palestinien) ; déjà, des déplacements de masse avaient eu lieu : en moins de six mois, de décembre 1947 à mi-mai 1948, des groupes armés sionistes ont expulsé environ 440 000 Palestiniens de 220 villages.

D'autres nations, sans État, ont ainsi été plus ou moins effacées, en tant que telles, de l'Histoire, à l'exemple des Kurdes et de quelques autres.

Mais on ne comprendrait rien au conflit israélo-palestinien si on oubliait la Shoah, le massacre

de cinq à six millions de juifs par les nazis.

C'est au début des années 1950, après l'accablement de la Nakba qu'une « contre-violence », une résistance palestinienne armée, voit le jour. Selon Jean-Paul Chagnollaud, en préface, c'est ce qui aurait rendu sa fierté à ce peuple, mais, pour autant, il analyse ces actions guerrières comme ayant donné un « bilan plutôt sombre ».

En février 1947, la Grande-Bretagne, à qui avait été confié, en 1922, un mandat sur la Palestine, décide de porter la question devant les Nations unies qui adoptent alors, en novembre, un plan de partage prévoyant la création d'un État juif et d'un État arabe et, également, un statut international pour Jérusalem. Accepté par les autorités juives, le plan est rejeté par la Ligue arabe et, dès la proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948, les armées des États arabes limitrophes attaquent Israël.

La première guerre israélo-arabe sera marquée par la victoire de l'État hébreu sur les armées égyptienne, syrienne, transjordanienne et irakienne et, de plus, par l'agrandissement du territoire israélien. Au premier semestre de 1949, environ 800 000 Palestiniens au total ont été expulsés par la force ou s'étaient enfuis. 1956-1957, c'est la deuxième guerre israélo-arabe, aussi appelée « crise du canal de Suez » ; en 1967, la guerre des Six-Jours sera la troisième guerre israélo-arabe ; en moins d'une semaine, l'État hébreu tripla son emprise territoriale. « Septembre noir », en 1970, fait des milliers de morts parmi les Palestiniens à la suite d'affrontements avec l'armée jordanienne.

La quatrième guerre israélo-arabe de 1973 est communément appelée « guerre du Kippour », tandis que la cinquième guerre israélo-arabe de 1982, « Paix en Galilée », deviendra la première guerre du Liban, chassant l'OLP de Beyrouth

pour Tunis, épisode tristement illustré par le massacre de réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila par des phalangistes libanais sous le contrôle et avec la complicité d'Israël.

9 décembre 1987, une intifada (soulèvement en arabe) éclate à Gaza et s'étend à la Cisjordanie. Cette première intifada se veut sans armes, « non-violente », avancent certains ; c'est l'intifada « des pierres » (avec cependant quelques cocktails Molotov), intifada menée surtout par des enfants et des adolescents qui s'attaquent aux forces israéliennes en bloquant les routes avec des barricades de pneus incendiés. Des centaines de personnes se rassemblent autour des mosquées, défiant l'armée de les disperser, et des tracts sont distribués de toutes les manières possibles.

Lors de cette première intifada – et en rupture avec le passé où elles étaient cantonnées à la santé et à l'aide sociale –, la présence des femmes est à remarquer qui, elles aussi, n'hésitèrent pas à affronter l'armée israélienne.

(Cette intifada « non-violente » se déroule en « complémentarité », ou non, avec la lutte armée ; pratique qui tente de s'implanter, de nos jours, en Europe et aux États-Unis.)

Israël répondra à l'intifada par la répression policière et militaire, des déportations, des arrestations, par la torture, par la fermeture des universités, par des sanctions économiques et le développement des implantations israéliennes dans les territoires occupés.

Le 15 novembre 1988, le 19^e Conseil national palestinien (Parlement en exil), réuni à Alger, proclame l'indépendance de l'État de Palestine, réaffirme sa condamnation du terrorisme et accepte les résolutions 181, 242 et 338 des Nations unies, ce qui équivaut à une reconnaissance implicite d'Israël.

La deuxième intifada (septembre 2000), contrôlée par le Hamas (islamistes palestiniens), renoncera à cette « non-violence ».

L'action non-violente peut reposer sur deux fondements pas forcément contradictoires : d'une part, un choix moral, philosophique ou religieux de refus total de la violence ; de l'autre, une attitude

pragmatique, ouverte, en vue d'un succès à plus ou moins long terme, à l'exemple du BDS (boycott, désinvestissement, sanctions).

On pourra s'interroger de ne pas trouver dans ce livre un seul mot sur la campagne BDS. Des Palestiniens de Palestine, des Palestiniens israéliens et des Palestiniens réfugiés, soit 170 associations de la société civile, ont lancé, en juillet 2005, un



Colombus, juin 2015 : Une conférence intitulée "Chercher la paix en Terre Sainte" n'avait pas invité de Palestiniens.
Protestation de Mubarak Awad : « Cette affaire témoigne d'un manque total de respect à l'égard des Palestiniens, faisant taire nos voix lors d'un événement destiné à célébrer le dialogue »

appel au « boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël jusqu'à ce que ce pays applique les lois internationales et les principes universels des droits de l'homme », une initiative totalement autonome de l'Autorité palestinienne ; c'est un appel aux gens de conscience du monde entier pour une large campagne de boycott de l'État d'Israël ; boycott d'Israël et pas seulement des produits des territoires occupés parce qu'« il n'y a pas de séparation structurelle entre l'économie des colonies et l'économie israélienne ».

Cette campagne internationale, non-violente et antiraciste, a déjà remporté de

nombreuses victoires. Son succès se mesure à la hauteur des réactions de l'État d'Israël qui l'a érigée au rang de « menace stratégique » à son encontre et développe des moyens d'une importance considérable pour museler les militants du monde entier et redorer son image (voir, par exemple, le déroulement de l'Eurovision à Tel-Aviv le 18 mai 2019, destiné à donner une image ouverte et festive d'Israël).

Ne pas mentionner le BDS, ni dans les conditions de son lancement, ni dans ses développements, ni dans ses succès, ni dans les réactions qu'il suscite, est pour le moins étonnant...

C'est Mubarak Awad, un chrétien, né à Jérusalem en , alors sous mandat britannique, qui, après avoir refusé la nationalité israélienne – tout en conservant sa double nationalité palestinienne et américaine –, sera considéré comme l'initiateur de la désobéissance civile lors de la première intifada. Mais c'est une plus longue histoire, datant du mandat britannique, quand les Palestiniens commencèrent leur résistance à la colonisation sioniste. Mubarak Awad sera expulsé par Israël en 1988 ; c'est lors d'un voyage en Palestine, en 1985, qu'il crée le Centre palestinien pour l'étude de la non-violence. Avant cette première intifada, Mubarak Awad avait donné des conférences et publié des articles sur la non-violence comme technique de résistance face à l'occupation israélienne, et le centre avait soutenu de nombreuses actions non-violentes durant les premiers mois de l'intifada. Entre autres techniques, on peut mentionner des plantations d'oliviers sur les lieux des colonies israéliennes, des campagnes de refus de paiement des impôts ou encore l'encouragement à consommer des produits palestiniens. Lui et ses amis, inspirés par Gandhi, par le musulman Ghaffar Khan et par les textes de Gene Sharp, proposaient de remplacer les émeutes par des marches silencieuses. Il appela, par exemple, à la création d'institutions alternatives à l'administration civile israélienne. Il proposait une infrastructure autonome qui servirait de noyau à un futur État palestinien, une infrastructure indépendante d'Israël et également de l'extérieur pour le financement et la gestion des affaires. Il appela à faire des provisions de

nourriture, de fioul et à créer des systèmes de financement locaux, etc. Ravelnel n'hésite pas à reproduire plusieurs pages des textes de Moubarak Awad. Dernièrement, un nouveau type d'action a été décidé : « créer de nouveaux villages palestiniens sur les terres menacées de confiscation ».

Les propositions d'Awad ne connurent que peu de succès, furent tournées en dérision ; il fut snobé par les représentants de l'OLP qui allèrent jusqu'à l'accuser de collaborer avec la CIA. Plus tard, la mise en pratique du BDS lui redonna une certaine reconnaissance.

Les diverses actions guerrières qui se sont donc soldées par un « bilan plutôt sombre » ont, de fait, ouvert un espace pour des actions « civiles », essentiellement pour le BDS. Il s'agit là de « la stratégie du désarmé ».

La stratégie de résistance non-violente est un aspect de la mobilisation populaire palestinienne – en insistant sur le terme de « populaire », c'est-à-dire sur la société civile en son entier –, cette résistance étant pour le moins occultée par la plupart des médias. On pourra se poser la question de la raison de vouloir rendre si peu visibles ces actions. D'un autre côté, il y a comme un « refus de savoir » de la part du public : ouvrir les yeux pourrait aller contre certaines habitudes de penser.

La plupart diront que la non-violence n'est pas le bon moyen de se libérer d'un colonialisme. Est-ce si sûr ?

Ce ne fut certes pas la voie choisie en Algérie. Daniel Guérin, dans *Quand l'Algérie s'insurgeait, 1954-1962* (La Pensée sauvage, 1979), citait cependant, brièvement, des moyens de lutte « pas violents », tels que la non-coopération, la résistance passive, les grèves, l'éducation des masses, etc. Mais l'indépendance algérienne se fit dans la violence et donna le pouvoir à ceux qui avaient pris les armes – ou du moins à une minorité d'entre eux – et qui, depuis, ont gardé ce pouvoir.

En Cisjordanie, la relance d'une mobilisation populaire et non-violente s'est faite en 2005 par l'intermédiaire des habitants du village de Bil'in – privés de la moitié de leurs terres par la construction du Mur –, et ce redémarrage s'appuie sur le bilan des deux intifadas, celle de 1987-1991 et celle de 2000-2005. Pourtant, déjà, le village de Boudrus et quelques autres avaient ouvert la voie avec certes moins de publicité mais en coordination avec environ une quarantaine d'autres villages.

Si, aux yeux de l'opinion, la résistance populaire non-violente palestinienne se réduit à une résistance passive de gens désarmés, c'est pourtant de plus que cela dont il s'agit. Il s'agit, devant la communauté internationale, de rendre visible la violence de l'opresseur « surarmé » face au comportement pacifique de l'opprimé. À cet effet, l'utilisation des médias, en particulier de la télévision, est prioritaire.

Cette non-violence – qui n'est donc pas l'absence de confrontation – doit faire l'objet de la visualisation maximale de sa transgression par une désobéissance civile de masse. Il faut gagner « politiquement » et « moralement » la bataille et amener le monde à se solidariser avec les opprimés.

Ce résultat fut atteint quand des militants internationaux et des anarchistes israéliens nommés « contre le mur » s'engagèrent aux côtés des Palestiniens, quand l'action du BDS fut lancée contre Israël.

Le gouvernement israélien est plus sensible qu'on ne veut bien le croire à cette nouvelle stratégie ; sa répression se révèle bien plus importante que contre les actions violentes : en effet, tous les cadres non-violents sont en prison ; il est donc maintenant plus facile de faire dégénérer les manifestations. S'y ajoute l'introduction de provocateurs policiers israéliens le visage couvert du keffieh.

La nouvelle dynamique provoquée par l'engagement du peuple palestinien dans la désobéissance civile après « l'échec stratégique final de la lutte armée » s'accompagne d'une contestation directe de leur propre système politique – et cela n'est pas d'un moindre intérêt – ce qui nous renvoie à ce qui se passe actuellement en Algérie, résurgence du printemps arabe.

André Bernard avec la collaboration de Geneviève Coudrais

Avant-garde, lutte armée et processus de paix !

À propos du pays Basque et d'ETA

Soyons précis, je ne suis pas membre d'ETA. Pour autant, en 2004, j'ai été arrêté par la police anti-terroriste au motif d'avoir scolarisé (à l'école libertaire Bonaventure) et hébergé (chez nous), pen-

dant trois ans (et ensuite) le fils de Mickel Albizu (alias Antza) et de Marixol Iparraguire (alias Anboto), énièmes « grands chefs » d'ETA. Paradoxe : je savais plus ou moins. Cohérence : le vieil éducateur libertaire que je suis a toujours clamé que les enfants n'étaient pas RES-

PONSABLES de leurs parents. Cela nous (à mon épouse et à moi-même) a valu 4 jours et 4 nuits de garde à vue anti-terroriste avec, pour ce qui me concerne, deux malaises cardiaques à la clef. Voir le détail de tout cela dans « *Oui, nous avons hébergé un terroriste... de trois*



Attentat à la bombe de l'ETA contre le 1er ministre de Franco, Luis Carrero Blanco (20.12.1973)

ans », publié en 2006 aux éditions libertaires.

Soyons positifs, cela nous a permis de nous éveiller à la compréhension de la problématique basque et d'ETA. Nous occupant du « petit », depuis 15 ans, tous les mois nous visitons ses parents emprisonnés en France et au fil du temps ils sont devenus des camarades et des amis. Tout cela pour vous dire que je connais « un peu » la problématique d'ETA.

Après la victoire militaire de Franco, l'Espagne républicaine (dont le pays basque) a été réduite en esclavage. Rappelons qu'en 1936 la république était arrivée au pouvoir démocratiquement via les élections. Le fasciste Franco était, donc, un putschiste. Les nazis (via la légion Condor) et les fascistes italiens (via l'envoi de troupes, de tanks et d'hommes) ont permis à Franco de gagner, militairement, la « guerre civile ». La France et l'Angleterre, en refusant de livrer des armes à un gouvernement républicain démocratiquement élu, sont la CAUSE de la défaite de la république es-

pagnole. Leur « neutralité » visait, simplement, à amadouer les nazis et les fascistes. Tout faux. Tout le contraire. Bref, après la victoire militaire de Franco, tous les républicains (anarchistes, socialistes, communistes...) l'ont payé cher. Des centaines de milliers d'exécutions sommaires. La Catalogne, le Pays Basque..., réduits en esclavage. Interdiction de parler le catalan et le basque...

C'est dans cette période (fin des années cinquante) qu'est née ETA. Objectif : lutter contre Franco et promouvoir un pays basque libre et « socialiste ». Ce combat était légitime comme était légitime celui de la Résistance, en France et ailleurs. Mais on connaît la suite. Les alliés gagnent la guerre contre les nazis. L'Espagne de Franco, alliée des nazis aurait du subir le même sort. Mais... Mais, les « soviets » étant aux portes de l'Europe utile, il n'était pas question pour les ricains et les alliés de remettre, en Espagne, un pouvoir « rouge ». Franco a sauvé sa peau de fasciste parce qu'il était anti-communiste. C'est aussi simple que cela.

ETA est née en 1959. Objectifs : lutte contre Franco et pour un pays basque « socialiste ». Qui pouvait être contre ? Et ETA a connu quelques succès dans cette optique. Qui n'a pas sablé le champagne en 1974 lors de l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, le dauphin désigné de Franco ?

Regarder le passé avec les yeux du passé.

En 1959, la vie politique au pays basque (sud) était dominée par le PNV, le parti de la petite et de la grande bourgeoisie, basquisant à la mode démocratie chrétienne. Le parti de l'ordre, rompu aux négociations de tous ordres pour « arracher » quelques lambeaux d'autonomie. La répression franquiste comme la mollesse du PNV ne satisfaisait en rien une jeunesse qu'enthousiasmait la lutte du FLN en Algérie, Che Guevara, la fin de la guerre d'Indochine et le début de la guerre du Vietnam... C'était, donc, dans l'air du temps que de s'insurger sur la base d'un brouet rance de lutte de libération nationale et d'orties marxisantes et, donc, avant-gardiste. Mais tout cela restait encore vague. La première action « d'éclat » d'ETA eut lieu en 1961 avec le sabotage d'un train d'anciens combattants franquistes.. L'organisation était encore hésitante quant à l'option lutte armée et fonctionnait encore sur un mode démocratique comme en témoigne la première assemblée (AG) d'ETA en 1962. En toute logique, la répression franquiste radicalisa les débats. La « tentation » nationaliste avec son cortège de mythes (4+3=1), celui de la lutte armée... gagnaient du terrain tandis que le politique comme la définition du socialisme en perdaient. Mais, nous autres, en France, de la LCR aux anars, applaudissons.

Bénéficiant d'une base de repli en France (les gouvernements français avaient mauvaise conscience par rapport à Franco),



ETA s'engagea alors plus avant dans la lutte armée. En Espagne, en ce temps-là, ETA était au sommet de sa popularité et refusait du monde. Et puis...

Et puis, en 1975, mort de Franco, la mise en place d'une monarchie constitutionnelle, l'arrivée au pouvoir des socialistes espagnols, l'entrée de l'Espagne dans l'Europe... la donne avait changé.

ETA n'en a eu cure. Pour elle l'Espagne était toujours fasciste. Ce n'était pas complètement faux mais ça devenait de moins en moins complètement vrai. Alors ETA a continué comme si de rien n'était. Sauf que...

Sauf que la France « socialiste » d'après 1981 ne pouvait plus avoir, avec l'Espagne « socialiste », la même attitude « protectrice par rapport à ETA. Sauf que les « socialistes » espagnols décidèrent, avec les GAL, d'importer la lutte armée anti-basque en France. Plus de 70 morts au compteur de ces barbouzes. La messe était dite. Donnant, donnant, t'arrête les GAL et on traque ETA en France. Désormais sans base arrière, l'issue était fatale pour ETA. C'est à ce moment-là, tant qu'il y avait encore un rapport de force favorable à ETA, qu'il fallait changer de stratégie et « négocier ». Txomin était de ceux-là et, bizarrement, il mourut « accidentellement » à Alger. La suite ne

fut qu'une longue agonie suicidaire à tous les niveaux. Politique comme militaire.

Regarder l'avenir avec les yeux du présent.

Soyons précis, l'indépendance, avec des frontières surréalistes tatouées à un passé mythifié est une chimère. La légitimité de la lutte du peuple basque pour exister en tant que tel et sous une forme « socialiste » est et sera un combat de longue haleine, politique, économique, culturel..., qui doit, d'abord, conquérir les cœurs. Un maximum de cœurs (tout le contraire de l'avant-gardisme). Non pas de manière pacifique, mais de manière non-violente. Sans concessions politicardes avec le capitalisme. Lourdemment armée de cent mille épingle de désobéissance civile, d'alternatives en actes...

Soyons également précis, la lutte armée dans laquelle a voulu persévérer ETA, même quand elle était légitime (tant que Franco était vivant), était déjà une impasse stratégique vu le déséquilibre des forces en présence. ETA y a renoncé il y a quelques années, a rendu les armes et s'est auto dissoute. C'est, bien que trop tardivement, une bonne chose. Le processus de paix enclenché par la société civile et ETA mettra du temps pour

aboutir. Il eut pu en mettre beaucoup moins s'il avait été initié il y a quelques décennies. Mais il finira par aboutir tant il est vrai que la vie triomphera toujours de la mort.

Pour l'heure, le gouvernement espagnol, qui est dans la vengeance, et le gouvernement français, qui est dans une lâcheté de toujours, freinent des quatre fers. En particulier sur le bon sens d'un rapprochement des prisonniers politiques d'ETA (plusieurs centaines), la libération des malades et des longues peines, et l'amnistie pour tous et toutes.

Nous autres, libertaires, révolutionnaires, pacifistes, non violents et autres citoyens de base d'un humanisme global, devons, sauf à nous renier, dire et surtout agir pour que le processus de paix aille au plus vite à son terme. En espérant que quelques désespérados, las du surplace actuel, ne flinguent pas quelques personnalités et ne bazookisent pas quelques cars de CRS et autres gardes civils. Si d'aventure cela était, on me pardonnerait de ne pas les condamner.

Dans une autre optique (celle d'un processus de paix enclenchant la marche avant), on voudra également bien me pardonner un dernier « Gora ETA ».

Jean-Marc Raynaud

Cent mille coups d'épingle tuent plus sûrement... Qu'un coup de massue !

Ah, l'insurrection ! Celle que nous appelons de tous de nos vœux. Celle des barricades de toujours. Celle des villages italiens, espagnols...nantie de quelques tromblons, **décrotant** le communisme libertaire... Bref, l'insurrection avec un grand **I**. Celle, **magique**, qui voit le peuple se lever soudainement comme un seul homme. S'armer (mais aujourd'hui

avec quoi ?). Occuper les usines (plutôt que de les brûler). Autogérer la production (Laquelle ? Celle des usines d'armement, des centrales nucléaires, de la vérole agricole chimique... ?). S'embrasser à bouche que veux-tu de liberté, de solidarité, d'entraide, d'égalité... (Comme si tout cela pouvait tomber soudainement du ciel). Pendre haut et court

tous les méchants patrons et autres capitalistes dont on ne connaît même plus les noms et les adresses. Bref, celle, virile et sanguinaire, de toutes les jacqueries et autres pseudo révolutions servant de piétaille au futur pouvoir dans sa lutte contre l'ancien.

Tout cela est beau comme du Rimbaud

mais relève, aujourd'hui, en 2019, d'un mythe mortifère sonnante le glas de toute révolution sociale **crédible** au profit des pestes brunes de tous les populismes à front bas.

Qu'on me comprenne bien ! Loin de moi l'idée de condamner un soulèvement populaire quel qu'il soit. Quand le peuple se soulève et s'insurge, il a toujours de bonnes raisons de le faire. Car, c'est juste qu'il est au bout du bout.

Loin de moi, également, l'idée de condamner le concept d'insurrection au profit de celui du réformisme qui négociera toujours le nombre d'anneaux de la chaîne de l'esclavage qu'il prétend combattre. C'est juste que je ne fais pas de l'insurrection un mythe mais un aboutissement. Mais un aboutissement de quoi ?

En 1968, à Bordeaux, à un moment, il ne restait plus que 50 flics. Nous aurions pu les manger tout cru et prendre le pouvoir. Oui, mais pour quoi faire ? Telle était et sera toujours la question qui tue !

Oui, je sais, dans une situation exceptionnelle la prise de conscience des masses s'accélère spontanément. C'est vrai, mais... Mais l'histoire démontre que ce n'est pas suffisant.

Pour que cela soit suffisant, il est nécessaire que cent mille insurrections partielles, momentanées, radicales ou réformistes... aient eu lieu. Porteuses d'un autre futur en actes. D'un autre futur au plan personnel (rupture avec les valeurs dominantes), au plan social

(mises en œuvres de solidarités et d'actions collectives), au plan philosophique (expressions radicales et sans concessions de certaines valeurs de liberté, d'égalité et d'entraide sur des modes organisationnels adéquats), au plan sociétal (à travail



égal salaire égal, refus de toute discrimination...), au plan économique (rien ne nous empêche aujourd'hui de nous regrouper en coopératives ouvrières de production, de consommation...), au plan écolo (rien ne nous empêche de boycotter les merdes mortifères qu'on nous incite à acheter et de lutter contre l'intolérable de la marchandisation et de l'extinction des conditions de la vie sur cette planète), au plan politique en initiant des modes d'organisation novateurs en adéquation avec la réalité de notre rêve de révolution sociale d'aujourd'hui...

Sans cela, sans ce fourmillement d'alternatives en actes, sans cette anticipation du futur, sans ces expérimentations de toutes sortes, nous serons incapables de tout à la fois détruire et construire. Car

détruire sans savoir par quoi remplacer l'existant condamne à le reproduire.

Ai-je dit que « small is beautiful » ? Que nenni. Small est nécessaire mais pas suffisant. Small se doit d'apporter du sens global à ce qu'il réalise. Or, small se construit sur la méfiance du global. Et là est assurément le rôle du politique révolutionnaire. Non comme discoureur, mais comme acteur. En se mêlant au rêve en actes. En démontrant qu'une société libertaire se jauge non à l'identité libertaire de ses membres mais à son fonctionnement libertaire.

Tout cela pour dire qu'il faut regarder les choses en face. 1848, 1870, 1917, 1936... C'est fini. L'insurrection à la mode de cette époque est révolue. Le rapport de force militaire et scientifique entre le pouvoir et le peuple est tel qu'il serait stupide et suicidaire que d'affronter le pouvoir sur ce terrain. Notre seule arme est celle de toujours, le nombre, et désormais, celle de l'intelligence. Vive, donc, l'insurrection, comme aboutissement d'innombrables insurrections non pas pacifiques mais non violentes.

Un seul bémol à tout cela. Notre insurrection et nos insurrections nécessitent du temps. Et c'est peu dire que c'est quasiment déjà trop tard. Sauf à être un imbécile sans espoir climato-sceptique et autre idiot utile de l'insupportable et de l'intolérable. Mais il vaudra toujours mieux tard que jamais.

Jean-Marc Raynaud

La révolution de Juin en Allemagne centrale et orientale

LE 16 JUIN, BERLIN ET LE MONDE furent bouleversés par le cri des travailleurs de Berlin-Est : « Grève générale » ! Depuis plus de deux décennies, ce cri n'avait plus retenti à travers l'Allemagne. L'action révolutionnaire semblait pour toujours appartenir au domaine de l'his-

toire. La barbarie fasciste avait démoralisé la classe ouvrière allemande, refoulant les principes révolutionnaires sur les rayons les plus secrets des bibliothèques totalitaires où, dénoncée comme littérature de « décomposition marxiste », elle semblait destinée à tomber en poussière.

Conditions générales

En 1945, les fondements de la solidarité socialiste ne purent être ranimés. La deuxième grande dictature totalitaire de notre histoire s'étendit sur la moitié de l'Allemagne sous couleur de forces mili-

taires d'occupation. Liquidant la dictature fasciste d'Hitler et de Goebbels, elle lui substitua une nouvelle dictature. La Gestapo fit place à la N.K.V.D, les haillons bruns du Troisième Reich furent descendus dans les camps de concentration et les drapeaux rouges se déployèrent sur ces mêmes camps. Les étendards changèrent, mais la domination illimitée d'une minorité continua à s'appesantir sur des millions de travailleurs et de citoyens. Les intérêts des travailleurs et du peuple jugulés sans merci pendant douze années de terreur étatique continuèrent à être négligés. La solidarité des travailleurs ne put se manifester de nouveau, car la police secrète s'employait à désorganiser tout groupement social, toute organisation ouvrière, toute association culturelle. Les miasmes d'un pouvoir policier illimité polluaient l'atmosphère. La science parfaite de la Gestapo disparue se perfectionna dans le cadre de la B.E.D. combinant la science de la N.K.V.D. à celle de la Gestapo.

La classe ouvrière d'Allemagne orientale et centrale fut soumise à un plan économique pour lequel elle ne fut pas consultée, ni en ce qui concerne les objectifs généraux ni dans le domaine des réalisations concrètes dans les entreprises et dans les industries particulières. Les conseils d'entreprise de la République de Weimar avaient été liquidés depuis des années. Les travailleurs ne jouaient aucun rôle dans le domaine de la fixation des salaires et des conditions de travail. La tâche essentielle des syndicats stalinisés se limita à un but : augmentation de la production. Cette augmentation de la production s'effectua au premier chef au profit de l'Union soviétique soit sous forme de prestations directes pour les réparations, soit sous forme d'exportations destinées à être revendues sur le marché mondial au bénéfice de l'Union soviétique.

La prédominance accordée à l'industrie lourde, dans une région qui ne possède en propre aucune source de matières premières suffisante pour ses propres besoins, exigea l'investissement de moyens extraordinaires qui durent être prélevés sur ceux destinés à l'industrie légère, à l'industrie de biens de consommation, en particulier. Le développement de l'industrie lourde visa à satisfaire les besoins soviétiques, sans considération des intérêts de la classe ouvrière.

Conséquences générales

Au cours de l'été dernier, le parti stalinien proclama la thèse de la « construction du socialisme ». Cette « construction du socialisme » alla de pair avec une aggravation instantanée de toute la situation matérielle de la classe ouvrière. On exigea des rendements accrus dans les entreprises, les salaires restant inchangés, voire diminués. En même temps, fut décidée la « construction des forces armées nationales » de la D.D.R (1). Cela entraîna automatiquement une dégradation des conditions alimentaires dans toute la zone soviétique d'occupation. Des milliers de tonnes de produits de consommation, en particulier de produits agricoles, furent détournés de la consommation collective et envoyés aux fabriques de conserves en vue de réserves et de stockage. Les industries du textile et des cuirs travaillèrent par priorité pour la nouvelle armée. Tous les produits, dont la production ne pouvait être développée au-delà d'un certain niveau, furent détournés de la consommation. Une aggravation nouvelle de la situation apparut lors de la proclamation de la « collectivisation de l'agriculture » et comme cette collectivisation – à l'encontre de toutes les déclarations stalinienne – affecta un caractère évident de contrainte, des milliers de paysans abandonnèrent leurs terres au cours de l'année écoulée. Il en résulta une baisse immédiate de la productivité agricole et l'accentuation de la crise alimentaire. Des milliers d'hectares ne furent pas mis en culture.

Pour parer aux difficultés générales, le parti stalinien employa la violence, moyen pour lui habituel et légitime, qu'il applique depuis des dizaines d'années. Il lança la « campagne d'économie rigoureuse ». Cette campagne entraîna la diminution des salaires et traitements, le congédiement d'ouvriers, l'élévation des normes

Une situation « objectivement » révolutionnaire

Les conditions d'une situation « objectivement » révolutionnaire se trouvèrent réunies au cours de cette période qui débuta en été 1952, avec le deuxième congrès du Parti B.E.D. pour atteindre au paroxysme le 17 juin 1953. Tous les

éléments objectifs d'une révolution s'y trouvaient réunis.

Cette période est caractérisée par l'application absolue à la zone d'occupation de l'Allemagne soviétique du système imposé aux « démocraties populaires ».

Cette tentative du Politburo allemand émanait d'une directive du Kremlin qui, considérant les modifications de la situation mondiale, avait opté pour une Allemagne définitivement séparée et pour l'assimilation totale de la zone Est dans le bloc de l'Empire soviétique. Depuis la mort de Staline, au cours de la lutte qui se déroule dans les hautes sphères soviétiques, apparaît cette étrange « détente tactique » qui se poursuit encore aujourd'hui et pour laquelle l'Allemagne représente le champ d'expérience de prédilection. Cette gigantesque entreprise trouve un parallèle très proche dans le tournant du Komintern au début de l'année 20 avec la tactique du Front unique, ce tournant au cours duquel le parti stalinien d'Allemagne fut contraint de revenir sur tout un ensemble de fautes, ébranlant impitoyablement l'autorité du Politburo et donnant à tous les fonctionnaires du parti une impression foudroyante, éveillant dans la classe ouvrière et dans le peuple des espoirs révolutionnaires d'un changement total de tout le système d'oppression stalinienne.

Si l'on se réfère à la théorie classique de la révolution, on peut dire qu'à la veille du soulèvement, deux conditions élémentaires se trouvaient réunies dont les caractères objectifs peuvent être prouvés à l'aide de centaines de documents :

- 1° La complète démoralisation de la classe dominante de l'appareil de l'État et du parti stalinien qui ne savaient plus quelle attitude prendre, ne pouvant prévoir ni les conséquences ni les buts de la manœuvre tactique du Kremlin ;
- 2° Un mécontentement général de toute la classe ouvrière et de toutes les couches de la population qui ne voulaient collaborer en aucune manière avec l'appareil directeur du parti stalinien.

Histoire de la révolution

Si l'on se réfère à l'histoire des révolutions, il ressort, de façon évidente, à la lumière par exemple de la Révolution

russe, que des événements locaux – comme les manifestations des femmes à Petrograd en 1917 pour demander du pain – constituent le point de départ de bouleversements puissants. Chaque révolution commence par les revendications concrètes d'êtres vivants appartenant à un groupe social ou politique déterminé. L'insurrection allemande apporte seulement un témoignage nouveau aux lois générales qui empiriquement caractérisent les grandes révolutions. Le rôle des travailleurs du bâtiment de la Stalinallee (2) réside dans le fait qu'ils ont, par une action limitée, localisée, axée sur des revendications strictement économiques, donné l'impulsion au mouvement. Mais même dans le cadre de la Stalinallee, cette action n'a pas été le fait abstrait de provocateurs tombés du ciel ou d'une lutte de classe consciente dépassant le cadre d'une action syndicale. Ce mouvement fut le résultat d'une discussion qui durait depuis des semaines concernant la diminution des salaires et l'élévation des normes, l'augmentation du prix des produits de consommation essentiels et indispensables, voire l'absence de ces produits. Ce ne fut qu'après toute une suite de pourparlers avec les représentants du parti stalinien, c'est-à-dire des syndicats staliniens, que les ouvriers – dont personne parmi les responsables des classes dirigeantes ne prenait en considération les revendications légitimes – en arrivèrent à cet état de désespoir qui devait logiquement avoir les conséquences suivantes : capitulation totale et assujettissement des travailleurs à la tactique mouvante du politburo stalinien.

Les événements locaux de la Stalinallee ne représentent qu'un exemple typique d'une situation générale. Les mêmes conditions se manifestant dans les entreprises de Magdebourg Halle, Leipzig, Brandebourg, Potsdam, Rostock, Wismar et autres, il suffit de multiplier par cent la situation dans la Stalinallee pour dépouiller le phénomène local de son caractère isolé et y reconnaître l'élément objectif commun aux conditions sociales de la classe ouvrière dans toute la zone

d'occupation soviétique allemande. Ce n'est que quand on entend résonner l'orchestre des conditions politiques, économiques, intellectuelles et policières de cette moitié soviétique de l'Allemagne que l'on se rend compte du caractère général de l'insurrection

Rosa Luxemburg contre Lénine

On ne peut douter de la spontanéité du mouvement. Morte, Rosa Luxemburg l'emporte, trente-quatre ans après son assassinat, sur la théorie léniniste de la mission révolutionnaire. Dans les conditions qu'impose une domination policière intégrale, les mouvements insurrectionnels



organisés sont impossibles. Des événements extraordinaires de caractère objectif doivent intervenir pour que, au cours même de l'action, l'appareil policier lui-même soit paralysé et impuissant. C'est pourquoi l'opinion publique du monde entier fut déconcertée par les événements de Berlin-Est : elle partait du point de vue abstrait qu'un régime totalitaire rend impossible toute action de masses. Tous les théoriciens de l'anticommunisme partaient de ce point de vue abstrait qui avait correspondu empiriquement aux expériences de l'Union soviétique comme aux conditions de l'État nazi. Mais pour un observateur de la situation allemande, depuis l'été dernier, se précisait la vision d'une crise économique et politique extraordinaire dont le caractère allait en s'aggravant. Les facteurs objectifs de

cette période d'évolution du stalinisme allemand étaient évidents. Ils suscitaient en outre une transformation des facteurs subjectifs qui trouvaient leur expression anarchiste et contrôlée dans des mouvements partiels et localisés, dans des crises au sein du parti et dans des renversements de ministères. Les décisions du Politburo du 9 juillet ouvrirent une petite soupape par laquelle se précipitèrent avec une violence démesurée toutes les énergies des masses, détruisant et submergeant tout le pays de leur vague insurrectionnelle.

Fidèle à la doctrine révolutionnaire stalinienne, séparé des masses par un abîme, le Politburo espérait accomplir son tournant tactique tout en le contrôlant et orienter les sentiments de la masse dans les limites de la nouvelle politique. Cette tentative devait échouer. Elle a échoué. La révolution sociale est apparue sur la scène de l'État totalitaire. Elle l'a dénoncé définitivement comme anti-ouvrier et réactionnaire. Comme toute institution coloniale, le Politburo allemand s'est retourné vers ses chefs colonisateurs soviétiques pour requérir d'eux l'entrée en jeu des tanks contre la révolte des travailleurs. Pendant quarante-huit heures il s'est tu. Et puis il nous a proposé la théorie de la provocation.

La théorie de la provocation

Cette théorie met au même rang les capitalistes « anglo-américains », le chancelier Adenauer, le ministre Jacob Kaiser, le leader S.E.D. Ollenhauer, le maire de Berlin-ouest, Reuter, et les agents provocateurs et espions « fascistes ». Bien entendu, les staliniens ont oublié les lois de l'action des masses ; séparés des masses laborieuses par un abîme social et par le monopole du pouvoir, ils ne peuvent se représenter les soulèvements sociaux que comme l'expression de l'action d'agents secrets et de provocateurs. Vivant eux-mêmes depuis des décennies dans un milieu d'agents secrets et d'organisations d'espionnage, ils ont perdu la possibilité d'envisager autre chose. Le parti stalinien juge les soulèvements sociaux au premier chef d'après le modèle

et le mécanisme qu'il a employés pour de tels soulèvements. Et comme, depuis cinquante ans, il ne jure que d'après la théorie de la mission révolutionnaire léniniste et considère la classe ouvrière absolument incapable de s'élever d'elle-même à la conscience collective révolutionnaire, comment aurait-il pu concevoir une révolution ouvrière autrement qu'avec l'aide de la théorie de la provocation. Il s'y ajoute cet argument décisif que la révolution ouvrière était dirigée contre eux, contre les staliniens. Il serait présomptueux d'espérer que le Politburo ait pu considérer la question de la révolte des travailleurs comme justifiée et leur action comme légitime. Le chancelier Adenauer est peut-être très capable, mais vouloir le présenter comme l'organisateur d'un soulèvement ouvrier est absurde.

La tragédie de l'insurrection résida justement dans ce fait qu'elle n'obéissait encore à aucune direction, qu'elle n'avait pu se fixer aucun objectif central. Si le mouvement avait effectivement été préparé depuis des mois, voire des années, comme le prétendent les staliniens, contre toute évidence, ce qui, au reste, apporterait un témoignage accablant de l'incapacité de leur police secrète, il aurait dû dès le premier jour être en état d'occuper les postes-clés de l'appareil d'État. Il se serait le jour même emparé des installations de gaz et d'électricité, des centrales des postes, des télégraphes, des installations hydrauliques, des postes de police et des prisons.

Le caractère inorganisé du mouvement est tellement évident que l'existence d'une direction organisée est impensable, abstraction faite de l'absence de toute preuve empirique d'une prétendue préparation centrale : d'une direction. Les conséquences du soulèvement des 17 et 18 juin sont énormes. Ces journées ont montré le nouveau visage des travailleurs allemands de l'Allemagne orientale et centrale. Elles ont substitué à la honte de la soumission au fascisme la gloire de l'insurrection contre la dictature soviétique. Elles ont donné aux classes opprimées des autres démocraties populaires un espoir et un signal, elles ont montré qu'une lutte victorieuse contre le stalinisme est possible.

Une révolution d'un type nouveau

L'insurrection a confirmé le fait, depuis longtemps empiriquement établi, que

dans la nouvelle société totalitaire stalinienne deux grandes classes s'opposent – si l'on peut encore employer le terme conventionnel de classe pour ce nouveau phénomène sociologique. La classe des privilégiés de l'État et du parti, qui a pris en main le rôle de classe dirigeante et dont les représentants participent à l'oppression, se trouve en opposition irrémédiable avec la classe des prolétaires, des ilotes, où se trouvent confondus toutes les autres classes de la société bourgeoise. Entre ces deux classes se réalise la décomposition de la société totalitaire du XX^e siècle.

La nouvelle révolution, dont nous avons vu récemment les premiers soubresauts en Allemagne orientale et centrale est la première des révolutions d'un type nouveau ; ses formes et son mécanisme présentent beaucoup de points communs avec les soulèvements spontanés des XVIII^e et XIX^e siècles, mais son contenu interne est autre. Elle n'est plus axée sur les revendications de classe partielles au sens où on le concevait dans la société bourgeoise. Elle ne distingue plus les revendications spécifiques des travailleurs, des employés, des intellectuels ou des survivants de la bourgeoisie en particulier. Toutes ces revendications spécifiques sont réunies en une seule opposition totale. Le mot d'ordre de cette révolution est : « Mort à la tyrannie totalitaire. » Elle ne peut pas faire le deuxième et le troisième pas avant le premier

La révolution d'un type nouveau est une révolution primitive ; elle est spontanée, elle est libre, elle est solidariste dans l'action. Sa spontanéité constitue sa liberté, et sa liberté indispensable réside dans sa spontanéité inéluctable. Ce n'est qu'au cours même de l'action après le premier ébranlement des forces de police qu'elle peut, en faisant entrer la liberté au sein même de la société totalitaire, formuler ses directives, liant la spontanéité à une organisation de l'insurrection. Son premier pas est le soulèvement spontané, son deuxième est l'organisation de directions locales, le troisième se propose l'organisation de la révolution nationale.

La nouvelle révolution n'a pas encore son parti

Dans les pays totalitaires au XX^e siècle il n'existe encore aucun parti pour une telle révolution, en particulier, il n'en existe

pas *extra muros* dans les pays occidentaux où manquent toutes les conditions pour cela. La révolution d'un type nouveau se développera selon ses formes particulières dans son propre milieu national et social. Le soulèvement de l'Allemagne orientale et centrale considéré comme réponse face à la dictature stalinienne montre justement quels sont les aspects de ces formes nouvelles.

Les militants anti-totalitaires en France et dans tous les autres pays devraient étudier soigneusement les réalités des événements de juin 1953. L'insurrection de juin 1953 en Allemagne orientale et centrale est le signe avant-coureur de grands mouvements révolutionnaires contre l'absolutisme qui opprime l'Union soviétique et ses satellites, elle fait apparaître les aspects évidents de la nouvelle structure de la révolution qui vient. Nous disons aux militants révolutionnaires de France et des autres pays : Étudiez l'action des masses en Allemagne orientale et centrale et vous y reconnaîtrez la révolution du type nouveau : la révolution du XX^e siècle.

Ernst Salter Berlin, juillet 1953

Source : *La Révolution prolétarienne*, n° 377, octobre 1953

- 1) Demokratische Deutsche Republik
- 2) Le 16 juin 1953, les ouvriers d'un chantier sur la Stalinallee, à Berlin-Est, cessent le travail. Ils s'opposent à l'augmentation de 10 % des normes de production ; ils réclament la diminution de 40 % des prix du ravitaillement de des marchandises vendues dans le secteur libre, la démission du gouvernement, des élections libres. Un ministre, Selbmann, tente de calmer les ouvriers en s'écriant : « Camarades, je suis aussi un ouvrier, un communiste... », ceux-ci répondent : « Tu ne l'es plus, les vrais communistes, c'est nous. » Alors même que Walter Ulbricht cède sur les exigences de production, la grève s'intensifiera le lendemain.

Pseudonyme de Henri Max Friedrich Johansen. Voir sa biographie (en allemand) :

Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund.

Acronyme pour Antifaschistische Aktion (action antifasciste).

Le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) était un parti marxiste-léniniste né en 1946 de l'unification forcée du SPD et du KPD dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne et dans la ville à quatre secteurs de Berlin et qui s'est ensuite développé sous influence soviétique

Sender Freies Berlin (SFB) était un radiodiffuseur public depuis sa fondation le 12 novembre 1953 (début de la diffusion : 1^{er} juin 1954) jusqu'au 30 avril 2003, date à laquelle il est devenu le radiodiffuseur public du Land de Berlin.

Voir : Jean-François Fuëg, *Anticommunisme et anarchisme*, éditions du Monde libertaire/éditions Alternative libertaire-Bruxelles.

Voir Fuëg, *op. cit.*, note 23 : *Les cahiers de Pensée et Action*, n° 4, mars-avril-mai 1955, p. 52.

Ernestan, « Le problème de la guerre et les anarchistes », in *A contre-courant*, mensuel, n° 5, juin 1952.

Demokratische Deutsche Republik. Le 16 juin 1953, les ouvriers d'un chantier sur la Stalinallee, à Berlin-Est, cessent le travail. Ils s'opposent à l'augmentation de 10 % des normes de production ; ils réclament la diminution

de 40 % des prix du ravitaillement de des marchandises vendues dans le secteur libre, la démission du gouvernement, des élections libres. Un ministre, Selbmann, tente de calmer les ouvriers en s'écriant : « Camarades, je suis aussi un ouvrier, un communiste... », ceux-ci répondent : « Tu ne l'es plus, les vrais communistes, c'est nous. » Alors même que Walter Ulbricht cède sur les exigences de production, la grève s'intensifiera le lendemain.

La lutte ou la barbarie

Dans le ML de septembre 2018 (n°1798), par le biais de l'article « Du fantôme à la désillusion », je rappelais les conséquences de la fuite en avant productiviste d'un système en plein désarroi – le capitalisme – condamné à une croissance illimitée. Et notamment dans le contexte mondial actuel – gaspillage éhonté de quantités gigantesques d'énergie et de métaux (armement, urbanisation, automobile, BTP, consumérisme), industrialisation accélérée des pays « émergents », baisse sensible des stocks mondiaux, envolée des prix, quasi-monopole de la Chine concernant la plupart des matériaux rares – des pays de plus en plus nombreux, après avoir parfois fermé leurs dernières mines, se lancent dans un programme d'extraction sans précédent. Considérant la terre comme un terrain de jeu et l'activité minière comme un « mal nécessaire », les « aventuriers » s'acharnent à fouiller ses entrailles, arrachant sans scrupules des millions de tonnes à la croûte terrestre. Ce qui fait que, compte tenu des « échanges inégaux » - doux euphémisme - les pays de l'OCDE engloutissent environ les trois-quarts des ressources mondiales extraites annuellement pour un cinquième de la population mondiale.

Recenser tous les chantiers en cours et les projets en gestation suffirait à noircir

un épais volume : méga-mine de charbon près de Bonn, en Allemagne ; extraction d'or à ciel ouvert dans la forêt de Skouries, en Grèce ; plus grande mine de cuivre au monde, dans le désert d'Atacama, au Chili ; dans la région de Cajamarca, au Pérou ; dans la province de Salta, en Argentine ; en Colombie, au Mexique ; extraction du platine et de l'uranium en Afrique du Sud, sables bitumineux au Canada...

Concernant la France, sous l'impulsion d'un Montebourg, ex-ministre du « Redressement productif » et d'un Macron, un des trop nombreux « idiots utiles » du transhumanisme, les métaux recherchés vont de l'étain à l'or, en passant par le germanium, le molybdène, l'argent, le zinc ou le cuivre. Dans les Côtes-d'Armor, les Pyrénées-Atlantiques, la Haute-Vienne, l'Ariège, l'Allier, la Mayenne, la Creuse...Et, cerise sur le gâteau, le récent et farameux projet de mine d'or en Guyane qui, s'il voyait le jour, entraînerait la destruction de 2000 hectares de forêt tropicale primaire et l'utilisation, sur douze ans, de 46 500 tonnes de cyanure, 57 000 tonnes d'explosifs et 142 millions de litres de fuel (WWF) !!

Quant au sable, chaque année dans le monde, ce sont environ 75 millions de tonnes qui sont extraites des rivages ma-

rins (sable coquillier pour les « besoins » agricoles, minéral pour le béton), un pillage qui mêle multinationales et réseaux mafieux, et qui met en péril la protection des côtes et l'équilibre des écosystèmes marins. Pour la seule Bretagne, ce sont sept « permis exclusifs de recherches de mine » qui ont été récemment déposés. En Inde, en particulier, où se perpétue le pillage du sable sur les plages du sud du pays ou dans les rivières de l'Himalaya, des centaines de personnes, dont des militants et des journalistes d'investigation, ont été tuées par diverses branches de la mafia du sable. Il s'agit bien de « communs » - le sol et le sous-sol – prélevés de l'espace public pour satisfaire des intérêts économiques privés.



La montée en puissance des luttes.

Si, pendant longtemps, la résignation et la passivité ont été la règle, aujourd'hui presque chaque projet suscite des réactions, des résistances, des conflits, et souvent des propositions d'alternatives. Une « mobilisation citoyenne » accompagne la relance éperdue de l'industrie minière. D'abord parce que les incidences prennent une dimension alarmante : un désastre environnemental (destruction d'écosystèmes, quantités considérables d'eau et d'énergie, déchets hautement toxiques), des atteintes graves à la santé (malformations, retards mentaux, cancers et autres pathologies dues à la présence d'eaux acides, de plomb, de mercure, d'arsenic... d'éléments capables de perdurer plusieurs décennies, voire plusieurs siècles), une qualité de vie amoindrie (trafic incessant des machines et des camions, bruits, poussières...).

Ensuite, parce que l'attitude et les pratiques des grandes compagnies et des pouvoirs publics exaspèrent de plus en plus les individus et les groupes concernés : désinformation, mensonges, études falsifiées, consultations de façade, dans un premier temps, puis surveillance, division dans les villages et les familles, harcèlement, intimidations, arrestations arbitraires, poursuites judiciaires, éventuellement menaces de mort, assassinat d'opposants. L'exploitation du sous-sol relevant majoritairement de la raison d'État, la posture des pouvoirs publics aboutit en définitive à l'encouragement et à la couverture d'activités criminelles : autorisations d'installations dangereuses et influence sur le cours de la justice riment avec financement des campagnes électorales. Sans oublier les grands médias à la botte.

La résistance à l'extractivisme revêt de multiples formes, adaptées aux contextes locaux : grèves, procès, blocages, sabotages... Mais ce qui devient de plus en plus évident, face à la complicité et à l'impunité, c'est l'insuffisance des batailles juridiques et politiques pourtant nécessaires, d'où la fréquence accrue d'un affrontement physique, de l'interposition des corps.

Ce renouveau du sens de la lutte – certes loin d'être encore généralisé – ne se limite

pas à la seule industrie minière. Et l'aspiration à la transformation écologique et sociale est plus vive que jamais. L'Institut des sciences environnementales et des technologies à l'Université autonome de Barcelone a recensé et répertorié 2500 cas de conflits portant sur la répartition des richesses écologiques.

A Delhi, des habitants de la classe moyenne et des recycleurs informels se sont réunis pour empêcher la privatisation du système de gestion des déchets. Des réseaux de militants ont réussi à interrompre de manière temporaire l'expansion grandissante des plantations de palmiers pour la production d'huile au Honduras, en Colombie, au Mexique, en Indonésie. Dans le Bassin amazonien, les Balkans ou en Afrique, des communautés rurales ont créé leurs propres modèles d'énergie éolienne comme alternatives aux mégaprojets des entreprises. Des groupes ou organisations locales s'opposent aux incinérateurs, aux flux de déchets dangereux depuis des pays à consommation de masse vers des pays du Sud.

Concernant la France, depuis plusieurs mois, des forestiers se mobilisent à la fois contre la privatisation rampante de l'Office national des forêts, l'industrialisation de la forêt qui la transforme en usine à bois, compromettant sa régénération et alimentant au passage la spéculation sur la biomasse, et la perte de sens de leur travail (plus de temps sur la route et devant l'ordinateur qu'en forêt : près de 40 suicides en vingt ans). A Notre-Dame-des-Landes, lutte emblématique, c'est la détermination des Zadistes et de plusieurs dizaines de comités de soutien qui a abouti, en janvier 2018, à l'abandon définitif du projet d'aéroport du Grand Ouest. A Roybon, entre Grenoble et Lyon, une association locale « Pour les Chambaran sans Center Parcs » conduit l'opposition au projet de Center Parcs du groupe Pierre et vacances, qui entraînerait le défrichement de plusieurs dizaines d'hectares de forêts. A Bure, une dynamique d'actions à l'initiative d'associations, collectifs et individus permet l'opposition au projet d'enfouissement de déchets nucléaires dans la Meuse (CIGEO). Depuis près de dix ans, des associations fédérées dans l'organisation « Peuple des dunes » luttent contre l'ex-

traction du sable coquillier dans les Côtes-d'Armor. Plus de 400 communes et plus de 120 collectifs s'opposent au déploiement du compteur Linky et à « son monde », c'est-à-dire un totalitarisme présentement « soft » qui accentue le contrôle social et facilite – pour le privé – la collecte massive d'informations et l'exploitation des données qui en résulte.

Ces luttes sont évidemment rendues difficiles par l'acharnement d'un système de plus en plus confronté aux limites physiques de la planète, et « contraint », par



les exigences des actionnaires et des investisseurs, de museler, de criminaliser toute forme de contestation empêchant de « libérer la croissance ». D'où la multiplication des contrôles, écoutes téléphoniques, perquisitions, amendes, procès où les droits de la défense sont bafoués ; l'objectif étant d'asphyxier financièrement et de réduire au silence et à la peur.

Le combat syndical.

Dans le domaine plus « classique » du syndicalisme, le renoncement du plus grand nombre (seulement 8 % des salariés sont syndiqués en France), les stratégies corporatistes, la difficulté à mobiliser, ne doivent pas faire oublier la détermination, la combativité de ceux pour qui l'expression « conscience de classe » a encore un sens, même si cette notion a considérablement évolué depuis plus d'un demi-siècle. Les quelques exemples qui suivent sont extraits de la publication « Dans le monde une classe en lutte », et concernent la seule année 2018.

En Argentine, après un mois de grève, des dizaines de milliers d'enseignants descendent dans la rue contre les réductions budgétaires. En Russie, alors que le gouvernement de Poutine avait profité du mondial de foot pour faire passer une réforme qui – entre autres – reculait l'âge

de la retraite de 60 à 65 ans pour les hommes et de 58 à 63 ans pour les femmes, des mouvements ont éclaté début juillet dans une trentaine de villes sous forme de manifestations souvent réprimées. Au Vietnam, des centaines d'usines sont attaquées et incendiées, en réplique à des lois selon lesquelles les compagnies étrangères pourraient louer des terrains pour 99 ans, y construire des usines, et y appliquer des conditions d'exploitation dérogatoires au droit commun. En Irak, la misère sociale et le chômage qui touchent les jeunes (60 % de la population a moins de 24 ans), alors que le secteur pétrolier embauche des mi-



grants venant de tout le sud-est asiatique, particulièrement dociles et sous-payés, déclenche un vaste mouvement de protestation. A Glasgow, 8000 femmes font grève pour l'égalité salariale. Au Canada, en juin, la quasi-totalité des chantiers du BTP est bloquée. En cause, un changement important dans la formation des grutiers réduisant la période de formation de 870 heures à 150 heures, et autorisant le remplacement temporaire d'un grutier par un ouvrier « quelconque » du bâtiment.

Les enjeux agricoles.

Globalement, au niveau mondial, deux organisations – le réseau international Via Campesina et, en Inde, le mouvement populaire et non-violent Ekta Parishad – coordonnent les luttes des exploitations familiales, des paysans sans-terre, des journaliers agricoles, des pêcheurs artisanaux, des peuples autochtones... autour de quelques axes prioritaires (souveraineté alimentaire, biodiversité, lutte contre les OGM, agriculture paysanne, droits des militants, accès à la terre, à l'eau et aux semences, reconnaissance du rôle spécifique des femmes...). Par des actions collectives (marches de protestation, meetings, blocages de

routes, occupations de terres...), ces mouvements tentent d'imposer sur l'agenda des institutions internationales les revendications propres à des populations rurales de plus en plus marginalisées. La *Journée internationale des luttes paysannes* est célébrée tous les 17 avril depuis 1997.

En France, des paysans s'investissent aussi dans la lutte contre les « grands projets inutiles et imposés », dans la mesure où ils sont concernés par les expropriations et la destruction du foncier agricole. En Ardèche, entre autres, des chevriers refusent l'identification électronique. Le réseau *Semences paysannes* anime un mouvement de collectifs qui renouvellent, diffusent et défendent les semences paysannes, ainsi que les savoir-faire et connaissances associées. En lien avec la mort de l'éleveur Jérôme Laronze, tué par les gendarmes le 20 mai 2017, plusieurs collectifs « Hors-norme » impulsent des actions de soutien lors de contrôles, expliquant que la multiplication des normes, loin d'avoir empêché les scandales sanitaires et les pollutions, permet l'agrandissement des exploitations agricoles par l'élimination des paysans harcelés parce que soucieux d'autonomie. Après avoir participé, entre autres, à la ferme du Sabot à NNDL, à un camp de soutien à la lutte des paysans contre une mine d'or en Roumanie, ou à des squats de terres et à des jardins collectifs à Dijon, le réseau « Reclaim the Fields » s'investit dans un squat agricole dans la « ceinture verte » d'Avignon.

La lutte contre toute forme de pouvoir investit aussi d'autres lieux que l'on aurait tort de considérer comme secondaires. En Grande-Bretagne, des travailleuses à la chaîne pratiquent le sabotage. Des femmes kurdes combattent l'obscurantisme. En Afrique, des femmes s'opposent à l'extractivisme. Dans un monde où domine le patriarcat, où le machisme transcende les classes sociales et occulte l'histoire des femmes, de nombreuses, parmi elles, tentent, parfois au péril de leur vie, de défendre leurs droits, leur liberté, leur dignité. Qu'il s'agisse d'inégalités dans le monde du travail, de sexisme dans l'orientation scolaire et universitaire, de violences sexuelles ou de droit à l'avortement, leur vie quotidienne est rythmée par un combat permanent.

Quand R. Carson, scientifique, accuse le DDT, produit principalement par Monsanto, d'être reprotoxique et cancérigène, quand N. Kutepova, avocate antinucléaire, défend les victimes d'irradiation sur plusieurs générations, quand V. Shiva, physicienne, s'implique dans des procès contre des multinationales, s'oppose à la vente de semences hybrides et prône la désobéissance à l'État, quand W. Maathai, première femme doctorante en science d'Afrique de l'Est et du Centre, conteste de nombreux projets de déboisement massif, et bien d'autres, elles sont traitées d'hystériques (insulte suprême!), subissent des intimidations et des menaces directes, des campagnes de dénigrement systématique ; leur rigueur scientifique est entachée de « sentimentalisme ». Quand des femmes peules se battent, au Tchad, contre l'avancée de la sécheresse pour assurer leur sécurité alimentaire, elles doivent affronter des milices armées. Quand D. Fossey constate les aptitudes étonnantes des grands primates au Rwanda, elle est assassinée par des braconniers, avec toute la virilité nécessaire. Toutes ces informations sont extraites de *Soeurs en écologie* de Pascale d'Erm (Ed. La Mer Salée 2017).

Autre lutte d'envergure, celle en faveur des migrants. Face au puissant dispositif répressif de l'État, face au harcèlement insistant par la gendarmerie mobile, face aux conditions inhumaines qui leur sont infligées, dans plusieurs régions les mouvements de solidarité s'amplifient. Rejetant à la fois le racisme et les politiques sécuritaires et antisociales, des collectifs, des associations, des habitants, des parents d'élèves, des enseignants s'impliquent dans les occupations de lieux, la recherche de logements, l'amélioration des conditions d'existence au quotidien. Une auto-organisation des populations, avec parfois des tentatives de coordina-



tion au niveau national.

Changer de civilisation : un projet désirable ?

Le constat n'est plus à faire : l'hypercapitalisme s'achève et ne peut prolonger artificiellement son existence qu'en sacrifiant le climat, les écosystèmes et une partie non négligeable de l'humanité. Ce qui est en jeu, ce n'est donc non pas seulement un changement de système économique, d'institutions politiques, d'organisation sociale, mais de civilisation, c'est-à-dire, entre autres, d'un rapport de l'homme à la nature. C'est parce que la destruction des « biens communs » sociaux (éducation, santé, retraite, service public, culture...) relève de la même logique que celle des « biens communs »

écologiques (air, eau, forêts, terres...) qu'il est impératif d'articuler les luttes sociales et la question écologique. « Urgence climatique, justice sociale ». L'anarchisme doit être le point de convergence de toutes les luttes.

Tandis que les gouvernements avancent ouvertement dans le travail de sape, les obstacles ne manquent pas : exacerbation de l'individualisme, mise en concurrence des travailleurs et des collectivités territoriales, difficulté de passer d'alternatives locales à une stratégie globale, à une compréhension « systémique » ... Et dans l'apathie encore majoritaire, l'effondrement partiel du système risque de laisser la place aux mafias, aux nouveaux féodalismes, aux intégrismes religieux (le pro-

cessus est déjà bien amorcé). L'aveuglement qui dure depuis trois-quarts de siècle ne laisse plus aucun choix : combativité et solidarité, détermination et coopération. Rechercher l'unité à travers des revendications communes, renouer le lien entre la terre et les humains, bloquer l'aménagement capitaliste du territoire... Une révolution multiforme. Il serait fatal d'oublier que c'est le travail qui est à l'origine du profit... et que c'est la biosphère qui permet le travail ! Il n'y a aucune culture, aucune civilisation possible sans base matérielle. Lutter pour un monde solidaire ou se résoudre à la barbarie.

Jean-Pierre TERTRAIS

Planète : ultime lutte sociale ou réconciliation

Trouver des points communs entre les différentes insurrections populaires de l'Histoire : rien de plus facile ! Certains parlent même d'un éternel recommencement. Une allégorie parfaite du cycle perpétuel de la vie, qui peut aussi se rapprocher d'une pièce de théâtre.

Alors, évidemment, il ne s'agit pas là d'un spectacle à succès. Il ne faut pas s'attendre à une standing ovation. Du moins, pas à chaque fois. Certes, les révoltes ont mené à quelques avancées, mais elles n'ont pas fondamentalement résolu l'origine des maux sociétaux. La victoire attendue n'a jamais complètement eu lieu. Dans le cas contraire, les soulèvements auraient définitivement cessé. Au lieu de cela, les révoltes citoyennes ont continué d'émerger à intervalles réguliers aux quatre coins du globe. Comme si la pièce de théâtre avait fait l'objet de nombreuses adaptations, révisées selon le public concerné et ses propres problématiques. Toujours le même scénario, néanmoins. Toujours les mêmes protagonistes. Il y a les dominants et les dominés. Les injustices fiscales. Les manipulateurs et les

manipulés. Les traîtres et les escrocs. Les riches et les pauvres. Et puis il y a la taxe de trop. L'abus de trop. Les inégalités sociales, qui à force de prendre de l'ampleur, génèrent de la colère. C'est ainsi que la scène de l'indignation générale démarre. Pas sur une tempête, mais sur une goutte d'eau. A toute époque et en tout lieu.

« Après le baisser de rideau, les populations... »

Quant aux rôles, ils sont chaque fois redistribués à de nouveaux acteurs. Les leaders, les pacifistes, les soumis, les insoumis, les brutes et les truands trouvent facilement de quoi être incarnés. Faute de volonté de la part du metteur en scène, les victimes font malheureusement office de figurants, voire de simple décor. Ils sont juste là pour donner l'ambiance générale, la couleur du mouvement. Laissés au second plan, les blessés

n'ont pas vraiment leur mot à dire et sont vite oubliés. Il leur arrive de s'exprimer, mais seulement pendant l'entracte. C'est bien connu, on ne retient que les répliques des premiers rôles. Celles des grandes gueules, des leaders et des chefs d'orchestre. Lorsqu'enfin, la dernière scène prend forme, c'est souvent dans la douleur et la fatigue. Parfois, quelques bonnes nouvelles se dégagent de la prestation. Toutefois, les véritables fauteurs de trouble ne payent jamais pour leurs méfaits. Après le baisser de rideau, les populations sortent divisées, mais elles se raccrochent aux cacahuètes qu'on leur a finalement jetées pour tourner la page.

Alors oui, on peut lister des points communs entre les différentes révolutions et insurrections, sourire de ces étonnants rapprochements, ou même s'offusquer de ces similarités, car quand on se bat au quotidien, imaginer ses propres enfants remettre le couvert vingt ans plus tard, ça peut décourager le plus vaillant des Hommes. Oui, depuis que l'humanité existe, les luttes sociales sont incontournables. Comme si elles faisaient partie du package de l'homo sapiens. Elles ryth-



ment l'Histoire tels des coups de cymbale dans un concerto en ré mineur. A chaque percussion, la musique gagne en profondeur et en émotion. Mais ce que le peuple souhaite avant tout, c'est la fin de l'opéra. Les adieux à la scène. A condition bien sûr que la chute ne prenne ni une teinte dramatique, ni une note comique. Ce serait le comble. Non : il s'agit de terminer en beauté une pièce citoyenne, qui au-delà du spectacle, initierait un tournant radical.

« Au compte-à-rebours avant la fin du monde tel qu'on le connaît »

Jusqu'à présent, ce tournant n'a pas eu lieu. Cependant, si les luttes se suivent et se ressemblent, celles que nous traversons depuis quelques années se distinguent nettement des précédentes. Non pas sur des détails, mais sur un point crucial. Cette singularité n'est pas seulement importante, elle s'avère aussi imprévisible, ultra-puissante et fragile à la fois. Il s'agit du contexte : celui de l'urgence environnementale. Du déclin de la planète. Contrairement aux anciens mouvements de protestation, les soulèvements populaires actuels se confrontent malgré eux au chronomètre des écosystèmes. Au compte-à-rebours avant la fin du monde tel qu'on le connaît. Année après année, pendant que les peuples se révoltent contre les injustices, les espèces animales

disparaissent, les forêts s'amenuisent, les sols s'appauvrissent. En voilà une injustice muette. Bientôt, les humains eux-mêmes ne pourront plus supporter le dérèglement climatique. Que vaudront alors les manifs face aux tremblements de terre ? Aux tempêtes de sable ? Aux inondations ? A la pénurie d'eau ? Aux sécheresses ? Aux canicules ? Aux accidents nucléaires ? Aux épidémies ? Les revendications et slogans inscrits au marqueur sur des banderoles artisanales résisteront-elles aux tsunamis ? Aux tornades ? Aux pluies de sauterelles ?

La Terre, silencieuse jusqu'alors, émet son tout premier cri. Pourtant, du haut de ses 4,54 milliards d'années, notre bonne vieille mère n'a rien d'un nouveau-né. Pour l'instant, le cri planétaire est inaudible. Certains restent sourds à l'appel. D'autres demeurent aveugles aux signaux. Mais bientôt, le chuchotement prendra de l'ampleur.

« Personne ne peut échapper à la révolte des éléments. »

Et lorsque la Terre grondera, étouffera-t-elle les grognes sociales ? Ou au contraire, les amplifiera-t-elle ? Aggraverait-elle les divisions entre les Hommes ? Ou à l'inverse, lorsque ceux-ci ne pourront plus éviter le sujet écologique sous peine d'en mourir,

s'uniront-ils enfin ? Ainsi, en se mettant en colère, la nature aura réussi son plus beau pari : celui de réconcilier les humains. Ces êtres ingérables qui semblaient ne jamais pouvoir se mettre d'accord. Car devant l'enjeu environnemental, les masques tombent. Les artifices aussi. Face aux catastrophes naturelles, n'y a plus ni riche ni pauvre. Ni dominant ni dominé. Personne ne peut échapper à la révolte des éléments. Bien sûr, quelques privilégiés pourront toujours se servir de leur argent et de leur influence pour retarder l'échéance. Négocier un séjour sur Mars ou se faire construire un abri sous terre. Ceux-là tiendront certainement quelques mois supplémentaires grâce à des réserves de nourriture. Mais au bout du compte, les peuples n'auront d'autre choix que de se serrer les coudes. Comme dans toutes les crises, la solidarité sera à son comble. On se souvient de cette vague fraternelle qui avait tant ému les foules lors des attentats parisiens en 2015. A l'échelle mondiale, la crise environnementale engendrera peut-être cette même humanité dont, paradoxalement, les humains avaient toujours cruellement manqué jusqu'alors. Cette compassion qu'ils avaient tant recherchée, au temps des luttes sociales.

Encore une fois, la boucle sera bouclée. Il faudra donc attendre la fin du monde pour trouver un terrain d'entente. A moins que le déclic n'ait lieu juste avant ? Le désastre écologique représenterait alors l'opportunité de construire l'ultime combat, celui de la réconciliation universelle. Levons le rideau sur cette nouvelle ère triomphante !

Azelma



Mémoires d'un anarchiste

Romolo Garbati, *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée* (2019)

Son histoire est celle d'un migrant politique sans permis de séjour. D'un militant obligé d'abandonner femme et enfant pour fuir la prison qui l'attend. D'un journaliste aux abois, traqué par la police et refoulé des pays où il cherche à refaire sa vie. D'un jeune homme se débattant dans la pauvreté, condamné à survivre aux marges de la société.

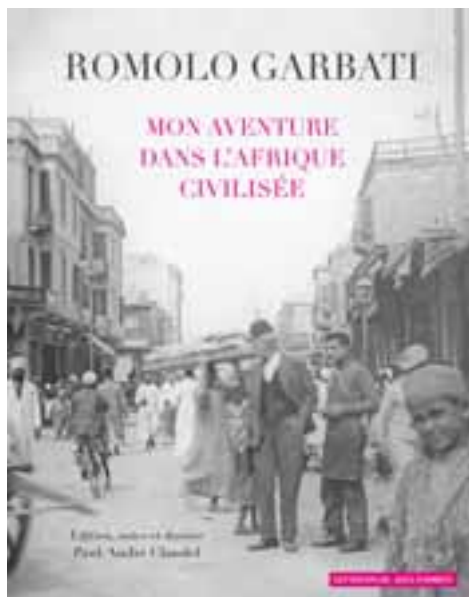
Cette histoire, ce n'est pas un réfugié du Proche-Orient ou du Sahel cherchant asile dans les pays du Nord qui la raconte. C'est Romolo Garbati, un Italien d'origine sarde obligé de fuir en catastrophe vers le sud, séjournant brièvement en Tunisie et en Algérie, avant de trouver quelque répit dans les quartiers pauvres du Caire et d'Alexandrie.

C'était en 1902. Quand en Méditerranée existaient d'autres routes, d'autres détresses, que nous avons bien oubliées, comme nous avons oublié la répression opérée, à l'époque, par les services de police occidentaux à l'égard des individus soupçonnés de sympathies « anarchistes », pour l'essentiel de simples défenseurs de la dignité humaine. Une autre géographie existait alors : migrants pauvres et exilés politiques traversaient la Méditerranée dans l'autre sens, de l'Europe vers l'Afrique du Nord, avec leur liberté pour seul bagage.

Cette histoire est consignée dans un livre au titre provocant, *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée*, republié aujourd'hui. L'expression peut surprendre. Elle est bien entendu ironique : à l'époque, les récits d'aventure dans l'« Afrique sauvage » étaient légion. Les explorateurs ramenaient du Sahel et d'Afrique noire des comptes rendus fantastiques destinés à

flatter le besoin d'exotisme colonial. C'est tout le contraire que nous suggère l'auteur : cette Afrique du Nord dont les grandes villes – Alger, Tunis, Le Caire, Alexandrie – abritent une bourgeoisie cosmopolite largement occidentalisée, sont des lieux de tribulations bien plus terribles peut-être.

À l'automne de sa vie, Romolo Garbati se décida à raconter, dans un livre de mémoires, les péripéties liées à son départ



d'Italie en 1902, puis son errance en Méditerranée et les premières années de sa vie misérable en Égypte. Le livre, rédigé en français, fut publié dans l'entre-deux-guerres par un éditeur d'Alexandrie. Garbati en avait fait une sorte de testament personnel et politique. Mais l'ouvrage n'avait eu qu'une diffusion confidentielle, et sa republication,

presque cent ans plus tard, est bienvenue.

Qui était au juste Romolo Garbati ? Typographe, journaliste et militant politique né à Cagliari en 1873, cet auteur est une figure curieusement passée sous silence par les historiens de l'anarchisme. Ce que l'on sait de lui tient en quelques mots : une jeunesse militante passée en Sardaigne jusqu'en 1902, puis un exil forcé hors d'Italie et un parcours chaotique à travers la Méditerranée, avant une installation en Égypte et une carrière de journaliste « engagé » menée avec constance jusqu'à sa mort, en 1942.

Prêt, pour des raisons alimentaires, à jouer tous les rôles dans la confection d'un journal (typographe, correcteur, « nègre », rédacteur...), Romolo Garbati parvint à survivre tant bien que mal dans l'univers impitoyable de la presse égyptienne. *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée* nous offre une description très précieuse du journalisme en Égypte au début du XX^e siècle, et dresse le catalogue de tout ce qui compte dans le milieu pittoresque des publicistes européens installés au Caire et à Alexandrie : reporters payés à la ligne, écrivains en devenir (comme le grand Giuseppe Ungaretti qu'il connut bien), rédacteurs blasés, pigistes sous-payés et typographes besogneux se côtoient dans son témoignage toujours drôle, souvent grinçant.

Pourquoi ce texte prend-il un tel relief aujourd'hui ? D'abord parce que cette narration à multiples rebondissements nous peint sans fard la réalité d'une vie d'exilé vivant de « petits boulots » dans le

monde du journalisme d'extrême gauche : hébergements clandestins, solidarités passagères, errances dans les taudis, périodes de faim, mésaventures répétitives... Sincère de bout en bout, *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée* se lit comme un roman de la survie, quelque part entre *Le Peuple de l'abîme* de Jack London et *Notes d'un souterrain* de Dostoïevski.

Plus encore, cet ouvrage trouve de singuliers échos dans notre présent. Livre d'un déraciné, *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée* prend le ton du plaidoyer pour la dignité de l'homme aliéné par l'histoire, au sein d'une société coloniale où il ne trouve pas sa place. Car ce roman « vrai » est aussi un brûlot politique. Comment ne pas les mettre en relation avec l'actualité d'une Méditerranée redevenue, plus que jamais, lieu de migration économique et intellectuelle ? La leçon humaniste de Romolo Garbati se manifeste en plusieurs endroits du récit, dans la valorisation d'un certain nombre de figures de son entourage, intellectuels déclassés devenus travailleurs pauvres, compagnons de route réduits à une quasi-mendicité, mais morts sans compromissions.

Comme le rappelle Daniel Lançon dans sa préface, au moment où Romolo Garbati publie son livre à Alexandrie, son compatriote sarde Antonio Gramsci vient de rédiger ses célèbres *Quaderni del carcere* (*Cahiers de prison*), dans lesquels il théorise justement la notion de « subalterne », désignant l'individu invisible socialement, car appartenant à une forme de sous-prolétariat étranger à la parole et à la représentation. Découvert après-guerre, ce texte fondateur de Gramsci fut à l'origine des reconversions opérées par l'histoire sociale vers de nouveaux sujets d'étude : situations d'excentrement social, périphéries des métropoles, parcours autodidactes.

L'odyssée sans retour que nous découvrons dans *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée* fait bien partie des destinées de ces subalternes évoqués par Gramsci. La réflexion historiographique s'en préoccupe depuis une vingtaine d'années maintenant, en essayant d'inclure tous les acteurs d'une l'histoire écrite « d'en bas », pas seulement dans son centre mais aussi dans ses *à-côtés* ou ses *bas-côtés*. Figure de l'anarchisme dit « individua-

liste », Romolo Garbati fut largement malmené par la vie. Reste à relire son chef-d'œuvre, *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée* : le parcours exemplaire de ce « passager de troisième classe », comme il se définit lui-même à la fin de son livre, mérite une attention nouvelle.

Romolo GARBATI, *Mon Aventure dans l'Afrique civilisée*, édition, notes et dossier par Paul-André Claudel, préface de Daniel Lançon, Alexandrie, CEAlex, coll. « Littérature alexandrine », 2019. ISBN : 978-2-490128-04-4, 20 Euros.

Ce volume peut être acheté :

– en Égypte auprès du Centre d'Études Alexandrines, 50 rue Soliman Yousri, 21131 Alexandrie. Envoyez-nous un mail – et pour les autres pays auprès de De Bocard Édition-Diffusion, 4 Rue de Lanneau, 75005 Paris.

Cet ouvrage peut être également acquis à partir du réseau des libraires indépendants.

Antimilitaristes anarchistes non-violents : Barthélemy de Ligt (1883-1938), Pierre Ramus (1882-1942)



Depuis une quinzaine d'années, le collectif Désobéissances libertaires (André Bernard, Sylvie Knoerr, Lou Marin, Pierre Sommermeyer...) a publié une quinzaine d'ouvrages

chez divers éditeurs.

Antimilitaristes, anarchistes, non-violents, paru à l'Atelier de création libertaire, présente deux militants peu connus des

lecteurs francophones : Barthélemy de Ligt et Pierre Ramus. Plusieurs textes, la plupart traduits pour la première fois en français, et des biographies, nous présentent la pensée originale de ces deux auteurs. À noter que la majeure partie du livre est consacrée à Pierre Ramus.

Barthélemy de Ligt (1883-1938) est néerlandais. Comme son père, il entame une carrière de pasteur protestant. Mais il va évoluer vers le pacifisme chrétien

puis l'antimilitarisme, l'athéisme et l'anarchisme. Pendant la Première Guerre mondiale, ses convictions antimilitaristes l'avaient conduit quelques temps en prison. En 1925, il s'exile en Suisse où il écrit des livres et des brochures ainsi que des articles dans la presse militante.

Pierre Ramus (1882-1942), de son vrai nom Rudolf Grossman, est autrichien. Il part pour les États-Unis en 1898 où il

rencontre Johann Most et Emma Goldman. Accusé d'avoir fomenté une grève, il s'enfuit vers la Grande-Bretagne. La lecture de Kropotkine lui fait adopter les idées anarcho-communistes. De retour en Autriche, pendant la Première Guerre mondiale, il est arrêté pour « espionnage et trahison ». En 1922, il crée le Bund herrschaftsloser Sozialisten (Union des socialistes anti-autoritaires). Il promeut le pacifisme et la création de colonies autonomes. Ses centres d'intérêts sont multiples : la lutte contre l'alcoolisme et la vivisection, la propagande pour la limitation des naissances (en utilisant en particulier la vasectomie), la création d'écoles Ferrer, etc. Le nazisme le pousse vers l'exil : la Suisse, la France puis l'Espagne et le Maroc. Il meurt, dans des

conditions un peu mystérieuses, sur le bateau qui l'emmenait au Mexique.

Ces deux anarchistes sont bien sûr antimilitaristes. Ils prônent le refus de faire le service militaire, ils encouragent la désertion et l'objection de conscience. Ils refusent tous les types d'armées qu'elles soient démocratiques, socialistes ou communistes.

Mais leur originalité est la promotion de la non-violence, suivant l'exemple de Gandhi. Ils s'opposent au pacifisme dont parlent les États, prévoyant les futurs échecs de la Société des nations puis de l'Organisation des nations unies. Ils ne pensent pas qu'une société anarchiste puisse être bâtie par des moyens violents. Il faut à tout prix refuser d'utiliser les

armes. Il est possible d'utiliser l'action directe non-violente. Ils proposent la grève générale, le boycott, le refus de travailler dans les usines d'armement mais aussi le sabotage et la destruction de toutes les armes.

Felip Équy

Antimilitaristes anarchistes non-violents : Barthélemy de Ligt (1883-1938), Pierre Ramus (1882-1942) par le collectif Désobéissances libertaires. Atelier de création libertaire, 2019. 156 pages. 12 euros.

Les En-dehors



Il s'agit là de la deuxième édition augmentée d'un texte paru en 2008 (1) sous la plume d'Anne Steiner. L'auteure y conte l'histoire de militants et de militantes souvent jeunes, issus de milieux populaires, ur-

bains ou ruraux, qui combattirent « sans concession contre tout ce qui [faisait] obstacle au développement de leur individualité et à l'épanouissement de leurs facultés » (2). En ce sens, ils questionnaient « toutes les normes, toutes les coutumes et toutes les traditions ». Ceux-ci, pressés de vivre l'anarchie, considéraient le syndicalisme et l'insurrectionnalisme comme des voies trop lointaines et trop incertaines pour atteindre la société libertaire et tentaient de la vivre *hic et nunc*. Pour eux, ce n'était « pas dans cent ans qu'il [fallait] vivre en anarchistes ».

Anne Steiner a fait le choix de nous décrire l'épopée individualiste des années 1900-1910 au travers et au fil de la vie de Rirette Maîtrejean qui en fut une figure incontournable au même titre qu'Albert Libertad qu'elle fréquenta autour du journal qu'ils animèrent ensemble et avec Anna Mahé, *l'anarchie*. Au fil du temps

et des rencontres dans les universités ou les causeries populaires, les actions ou les sorties champêtres, Rirette s'engage dans le milieu individualiste et quelquefois illégaliste. Itinéraire qui est l'occasion de belles évocations. Celle de Cochon qui créa l'Union syndicales des locataires et organisa de nombreux déménagement à la cloche de bois, celle de Mauricius conférencier un peu scientifique et amant de Rirette, celle d'Armand propagandiste de l'amour libre ou encore de Lorulot et plus tard Callemin dit Raymond la Science. Autant de propagandistes fameux voire d'illégalistes de l'individualisme.

Rirette après une participation et un soutien actif aux ouvriers des sablières de Vigneux-Draveil sujets à une violente répression (4 morts, 200 blessés par la troupe) fera une rencontre déterminante dans son parcours d'individualiste anarchiste, celle de Victor Kibaltchiche (Victor Serge dit le Rétif) qui plus tard se ralliera, avant de le dénoncer, au bolchevisme. L'affaire Liaboeuf (un jeune cordonnier rebelle exécuté) fut sans doute l'un des déclencheurs de la radicalité de quelques-uns. Exécution qui entraîna « vers l'abîme tant de vaillants compa-

gnons, tant de jeunes énergies ». En cela, les bandits tragiques et traqués, Bonnot, Soudy, Garnier et bien d'autres en furent les représentants les plus emblématiques. La solidarité sans faille, bien que critique sur certaines dérives illégalistes, valut un long séjour à la Santé pour Victor Serge et à la prison St-Lazare pour Rirette Maîtrejean. Quant aux autres, ceux qui furent de près ou de loin proches du journal *l'anarchie*, ils furent victimes pour les uns d'une longue traque, pour les autres de vexations et de perquisitions policières et de rafles.

Au bout du bout, un beau gâchis de jeunes gens et de farouches volontés. A l'issue d'un procès fleuve, Rirette est acquittée, Serge écope de 5 ans d'emprisonnement et de cinq ans d'interdiction de séjour. Callemin, Soudy et Monier sont condamnés à la peine de mort ainsi que Dieudonné, innocenté par ses compagnons, dont la peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. Rirette finit par s'éloigner d'un milieu qu'elle jugeait, avec Serge, faire « du mal à nos milieux » libertaires. Enfin en 1913, elle consentit à livrer au *Matin* ses *souvenirs d'anarchie* qui marquent sa prise de recul par rapport au milieu individualiste. Ils furent vécus par nombreux de ses anciens com-

pagnons comme une trahison. Trahison quelquefois dénoncée sans tact et souvent avec beaucoup de misogynie.

Quant à Victor Serge, il ira jusqu'à sa mort au Mexique en 1947 d'exil en exil. Barcelone en 1917, la Russie en 1918 où il entamera un début de trajectoire autoritaire vite abandonnée, puis Bruxelles et à nouveau Paris et Mexico. Comme Rirette en 1923, il adhèrera en 1937 durant son séjour à Paris au syndicat des correcteurs CGT où les libertaires étaient nombreux et solidaires. Rirette, longtemps correctrice, toujours lié au mouvement libertaire s'est éteinte en juin 1968 quand

se mit à refléurir sur les pavés le drapeau noir de l'anarchie.

Malgré l'engagement de nombreux compagnons, bien souvent réprimés, la démarche individualiste ne fut pas couronnée de succès, rarement elle fit avancer l'émancipation collective qui, à l'expérience, ne relève pas d'une démarche strictement individuelle mais de combat collectif sur le terrain économique et social. Au reste, *Les En-dehors*, auxquels Anne Steiner manifeste une sympathie critique, laissèrent quelques belles figures héritières un peu à la ma-

nière de Don Quichotte des temps modernes.

En bref, un ouvrage (3) agréable à lire, quelquefois un peu romancé, qui ravive la mémoire d'une sensibilité anarchiste très ancrée dans sa période et ses impasses. Un livre un peu à la manière de *La Mémoire des vaincus* de Michel Ragon qui lui aussi avait choisi de bâtir l'épopée libertaire « autour d'une vie ».

Hugues

Groupe Commune de Paris

Le féminisme dans la récente édition documentaire jeunesse

Début 2019, nous avons relevé cinq livres documentaires en direction de la jeunesse, très engagés pour l'égalité filles-garçons. Tous, d'abord original, sont intéressants même si l'un se révèle pernicieux après une lecture attentive. Au final un bon cru car, pour chaque âge visé, enfants, pré-ados ou ados, un titre émerge du lot, à recommander vivement. Le mercredi 18 septembre 2019, sur Radio libertaire, 89.4, les émissions *Des cailloux dans l'engrenage l'enfance poil à gratter* (14 h à 16 h) et *Femmes libres* (18 h 30 à 20 h 30) s'associeront pour chroniquer ces cinq livres jeunesse féministes et en lire des extraits. En tout quatre heures d'émission ! Le *Monde libertaire* de l'été vous en fait goûter une avant-première.



L'égalité filles garçons, collection Pas bête, Textes de Stéphanie Duval & Sandra Laboucarie, illustrations de Pascal Lemaître, Bayard jeunesse, 2019, 15 €

La réussite tient autant pour la présentation que pour le contenu au plus près des préoccupations des enfants : les illustra-

tions sont gaies et vivantes ; les entrées sont par grandes questions ou remarques ; la construction par paragraphes titrés facilite la compréhension dès 7/8 ans ; les bulles de BD interpellent ou précisent les textes. À noter aussi les rubriques "femmes incroyables" et "le sais-tu ?" ; l'index des femmes remarquables mais aussi des hommes luttant pour l'égalité.

Le sommaire en jaune sur blanc est difficilement lisible. Rare : la rubrique "terribles pirates" page 30 ; enfin un livre qui cite quelques grandes piratesses (ou corsaires et qui d'ailleurs furent nombreuses à être capitaines). À faire frémir, page 57, la liste de dix femmes de pouvoir dans le monde prouve que le féminisme isolément est loin de suffire pour se débarrasser du capitalisme. De même, page 59, lorsque Louise Weiss, en réclamant le droit de vote, rassure les sénateurs parce que leurs chaussettes seront raccommo- dées, nous comprenons que le pouvoir de voter n'implique pas l'égalité ! En page 63, « Être féministe, c'est défendre le droit des femmes, vouloir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Ce n'est pas vouloir que les femmes aient davantage de droits que les hommes. Ce n'est pas non plus nier les dif-

férences entre les hommes et les femmes. Au contraire ! C'est affirmer que, filles et garçons, on a tous le droit d'être différents. On peut donc être un homme, un garçon et être féministe ! » Planning familial et contraception sont traités sans l'avortement, espérons-le, à cause du jeune âge visé.

Du début jusqu'à la fin, cet album documentaire intéresse autant les enfants que les adultes qui les accompagnent. Belle surprise éditoriale adressée aux 7-11 ans.



Les mots pour combattre le sexisme, Jessie Magana & Alexandre Messager, Syros, 2019, 12 €

Il s'agit d'une réédition actualisée de *Mots indispensables pour parler du sexisme*, paru en 2015. Cette fois-ci, le titre contient "combattre" le sexisme : nous sommes deux années après la vague #MeToo qui a mis le sexisme au cœur du débat sociétal. Le sexisme est plus que jamais d'actualité, et il est indispensable de le comprendre sous ses diverses facettes pour pouvoir le combattre.

Deux nouveautés marquent donc la

réédition : #MeToo et Racisée. En deux pages, voire quatre pages, 60 mots sont déclinés et l'essentiel est clairement dit. Pour chaque mot, une sélection de livres et films conseillés, et des renvois par mots-clés : particulièrement bien choisis, sauf un faux-pas de première en citant Daniel Welzer-Lang, harceleur dénoncé de nombreuses fois dans sa pratique universitaire. Avec, de temps à autre, des illustrations d'autant plus adaptées que la légende est explicite quant au message ou au non-dit. Clitoris n'a qu'un renvoi dans l'index, voir Sexualité (qui évoque en même temps plaisir et masturbation) mais pas dans Zizi et Zézette.

Pour la réédition, Clitoris aurait justifié un mot-chapitre à part entière traitant du plaisir et des mutilations génitales ainsi que l'existence des enfants nés hermaphrodites et des ados "au genre non binaire" qui se font appeler *iel* car se sentant ni il ni elle, mais les deux à la fois.

Alors en route avec les Amazones, réelles (proportionnellement trop de place à la sempiternelle Jeanne d'Arc) ou légendaires, vers Zizi et Zézette, en passant par Drague, Harcèlement, Garçon manqué, Prostitution, Précarité, mais aussi Simone de Beauvoir, Angela Davis, Olympe de Gouges ou Louise Michel, les éternelles icônes ! A partir du collègue.



La voix des femmes, ces grands discours qui ont marqué l'Histoire, Céline Delavaux, Photos. Préface de Christiane Taubira. De la Martinière jeunesse, 2019, 21 € 50

Présenter aux adolescents l'Histoire du féminisme au travers des discours est une idée originale qui justifie un zoom de décryptage minimum. L'autrice a privilégié les politiciennes au pouvoir et les militantes pour le droit de vote. Car il faut préparer la future électrice en fin de lycée à bien voter ! Deux représentantes du monde du spectacle. Aucune scientifique ni femmes de lettres. Aucune dissidente en arme (du Conseil de la Résistance par exemple). Celles-ci n'ont-elles jamais prononcé de discours ? Bien

sûr, pas d'Emma Goldman !

Un décompte des nationalités, révélateur, freine l'enthousiasme du premier abord que suscitent à la fois la 4^e de couverture, les belles photos, les thèmes du sommaire et l'index facilitateur. L'ouvrage est organisé autour de vingt entrées principales, vingt femmes discourant sur des sujets différents, assorties d'une dizaine d'entrées complémentaires, dont deux doubles présentant les deux femmes dans deux contextes différents. Au total 28 oratrices sont à l'honneur.

Là non plus ni Russe ni Lusophone ni Chinoise. Pire, le continent africain est inexistant ! Aucune Africaine n'aurait prononcé de discours mémorable, ni une seule combattante algérienne, ni l'ex-ministre malienne de la culture, ni la biologiste qui plantait des arbres, l'une des 4 nobélisées d'Afrique, ni la Première ministre rwandaise assassinée au début du génocide, entre autres ! Une Australienne en entrée complémentaire. Sur 4 asiatiques : 3 Indiennes et une Birmane. Sur 11 Européennes : 7 Françaises, 2 Anglaises, 1 Allemande et 1 Espagnole. Sur 12 Américaines : 10 Étatsuniennes et 2 Argentines. Les occidentales les plus intéressantes sont dans la chronologie du livre : Théroigne de Méricourt, Louise Michel, Rosa Luxembourg, Joséphine Baker, Gisèle Halimi, Simone Veil, Christiane Taubira, Angela Davis et Naomi Wadler. La place des contrastées et controversées Indiennes, Argentines et Birmane, est justifiée. Que la Passionaria incarne l'Espagne révolutionnaire est une erreur historique alors que la ministre Federica Montseny, quatre décennies avant Simone Veil, a légalisé la contraception et l'avortement parmi d'autres actions sociales d'avant-garde. Elle a prononcé plusieurs discours mémorables avant et après son exil. Comme souvent, l'ouvrage entretient la confusion entre l'Europe et l'Union européenne. Le portrait de quelques révolutionnaires et activistes ne suffit pas à masquer cette ode au libéralisme économique et aux femmes du pouvoir capitaliste. Dans ce contexte, pourquoi avoir omis Margaret Thatcher alors qu'elle a ancré les consciences avec son "*il n'y a pas d'alternative !*" néfaste parmi les néfastes. En suivant la même logique, aucune femme aux manettes d'une entreprise géante de l'hy-

per capitalisme n'est évoquée. Les ados ne sont pas naïfs, ils savent que le pouvoir réel est aux mains des multinationales et des organisations financières.

Nous vous laissons découvrir les noms des femmes de ce livre qui mérite qu'on s'y arrête, instructif dans son meilleur, à condition de mettre en garde les jeunes contre l'idéologie sous-jacente. Pour les lycéens.



J'aimerais te parler d'elles, Sophie Carquain & Pauline Duhamel, Albin Michel Jeunesse, 2019, 15 €

Une femme, son itinéraire, l'illustration d'un moment phare de sa vie. La présentation est claire et attrayante de ces cinquante histoires de vie par ordre chronologique à partir du 19^e siècle. Un joli fil de couleur situe chacun des quatre thèmes concernant divers domaines professionnels et culturels : 6 aventurières, 11 scientifiques, 19 artistes, 14 militantes. Ni ouvrière, ni paysanne.

En bas de chaque page-texte, la petite leçon de vie moralisatrice qui se veut originale est un raté accrocheur façon pub. Bien que le choix globalement trop lisse des protagonistes déçoive, quelques portraits inattendus comme Marie-Rose Moro, mais aussi de Françoise Héritier, Germaine Tillon ou Agnès Varda, justifient de se procurer le livre. Il ne dit pas que Georges Sand, investie dans la révolution de 1848, a craché sur la Commune de Paris. De cette époque, elle aurait été avantageusement remplacée par les moins célèbres André Léo, la journaliste au pseudo masculin, Nathalie Lemel, la religieuse ou la Russe Elisabeth Dmitrieff. La présence entre autres de Françoise Sagan ou Denise Vernay ne sont pas indispensables alors qu'auraient pu être présentes Nina Simone, la Chilienne Violeta Parra ou Pauline Kergomard, la créatrice de l'École maternelle (de la famille d'Élisée Reclus).

Au final un ouvrage inégal. Il a pourtant l'avantage de balayer des pays assez variés des 5 continents : 22 Françaises sur 29 Européennes, 6 Asiatiques dont une Nord-Coréenne, seulement 2 Africaines,

1 Australienne, 12 Américaines dont 10 des USA (la moitié étant noires). Ni Russe ni Lusophone ni Chinoise. Le principal intérêt est la valorisation de femmes injustement peu connues, particulièrement des scientifiques ou même des sportives atypiques. Pour les 7-10 ans.



La ligue des super-féministes, Mirion Malle, La ville brûle, 2019, 16 €

Cette bande dessinée donne des outils intellectuels permettant de comprendre et d'agir pour la fin des inégalités entre filles et garçons. Elle est construite en six chapitres : la représentation, l'amitié, les relations amoureuses, la beauté, le genre et l'intersectionnalité. Sont également traités le test de Bechdel, se soutenir entre filles, l'écriture inclusive, le consentement, les privilèges, le jeu et "est-ce que

les féministes détestent les hommes ?".

Les dessins sont gais et stimulants. Les textes clairs vont à l'essentiel. Rien à dire de plus que le commentaire d'une grande librairie parisienne indépendante « *c'est le meilleur documentaire jeunesse paru à ce jour sur ce sujet* ». Pour paraphraser la chanson, s'il n'y en a qu'un, ce sera celui-là. Accessible dès la fin de l'école élémentaire.

Rappelons que Mirion Malle a illustré un autre passionnant documentaire jeunesse *Les règles... quelle aventure !* Paru en 2017, unique en son genre, d'Élise Thiébaud, également chez La ville brûle, 12 €. Le sujet est resté si tabou qu'au cinéma, à notre connaissance, y compris chez les jeunes réalisatrices, les héroïnes, même emprisonnées ou dans le plus grand dénuement, n'ont jamais leurs règles et a fortiori ne sont jamais en pénurie de protection périodique, hormis quelques exceptions comme *Carrie* de Brian de Palma. Subissent-elles systématiquement des aménorrhées comme on l'a supposé

des pirates clandestines d'antan ? Indispensable pour décomplexer toute préadolescente en âge d'être réglée mais aussi pour les garçons afin qu'ils comprennent eux-aussi que ce qui arrive à la moitié de l'humanité, même si le sang qui tache les vêtements, n'est ni sale, ni honteux.

Florence, émissions *Des cailloux dans l'engrenage*, *l'enfance poil à gratter* et *Flemmardise et réveil mots, ne trouble pas ma sieste* & Hélène, émission *Femmes libres*, sur Radio libertaire.

Émissions du 18 septembre 2019 sur Radio libertaire, 89.4

Des cailloux dans l'engrenage, de 14 h à 16 h : albums enfants

Femmes libres, de 18 h 30 à 20 h 30 : albums adolescent-es

Peuple et Culture

Penser et Agir en commun, fondements et pratiques d'Education populaire.



Il s'agit d'un ouvrage collectif rédigé afin de marquer le 70^{ème} anniversaire de *Peuple et culture* dont les toutes premières pages rappellent l'origine de l'association et les valeurs qu'elle véhicule toujours.

Elle fut fondée en 1945 au sortir de la guerre pour « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture » suite au décerclage de la période vichysso-nazie. Elle se veut toujours, comme de nombreuses associations d'Education populaire, porteuse de transformation sociale, de conscientisation et d'émancipation. Le préfacier lui donne même l'ambition de favoriser « l'insurrection

des consciences » dans le cadre d'un « humanisme révolutionnaire ». Reste à savoir de quelle émancipation l'on parle et jusqu'où les militants de ce courant réformateur et humaniste de l'Éduc-pop sont prêts à la pousser.

Il s'agit néanmoins de créer un mouvement permettant d'instaurer une éducation critique par la critique afin de « repousser toutes les formes de domination ». En ce sens il convient de repenser et de rénover l'école afin qu'elle favorise « l'éclosion d'esprits libres, indépendants, autonomes, équipés pour penser par eux-mêmes »... Une école basée sur des pédagogies actives, « nouvelles » voire autogestionnaires. En bref, un projet par bien des aspects en accord avec le projet

libertaire. Ecole de la critique qui est aussi celle de l'éducation permanente ouverte et volontaire, *de facto* tout le contraire de ce que met en place la loi sur « la liberté de choisir son avenir professionnel » de septembre 2018 qui marchandise la connaissance et la restreint à la seule et étriquée recherche de compétences strictement professionnelles. Autrement dit, une loi qui inféode l'éducation des adultes (mais pas que) à l'emploi. Loi dont l'objectif est la conformation de tous aux exigences du travail et non le développement de la « capacité à s'autoformer toute la vie durant » afin de gagner en liberté. Cette exigence de parvenir à terme à l'autoformation implique qu'en amont, les pratiques d'éducation des adultes s'inscrivent aussi dans

les mêmes formes que celles d'une école rénovée telle qu'évoquée plus haut.

Penser et Agir en commun est un livre aux multiples facettes, impossible à résumer dans lequel il convient donc de picorer. Il aborde l'histoire de ce mouvement, *Peuple et Culture*, au travers de textes fondateurs, de son actualité ainsi que quelques analyses d'experts sur ses réalités. Un ouvrage foisonnant qui permet d'entrer en Education populaire, au travers de l'une de ses associations et de se remémorer ses origines, ses valeurs et quelques-unes de ses nombreuses pratiques citoyennes, culturelles et interculturelles. Il est le témoignage collectif de militants d'une association qui n'a de cesse de réaffirmer et de « défendre une culture plurielle et partagée, sans hiérarchie, sans niveau de légitimité ni noblesse mais pas sans rigueur ». *Peuple et Culture* qui se définit comme une association d'Education populaire politique a une

autre ambition, à savoir « inventer sans relâche [...] des occasions de se politiser, de se choisir librement, par-delà le sentiment d'impuissance que ne cesse de susciter [...] un système social où les hommes ne sont jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité ».

Parmi les nombreuses contributions, l'ouvrage fait aussi une large place à Joffre Dumazedier, l'un des fondateurs avec Bénigno Cacérés de *Peuple et Culture*, et à la méthode qu'ils développèrent. A savoir celle de l'entraînement mental (1) qui favorise l'autodidaxie comme chemin d'accès à la culture. Une culture qui est pour le « travailleur une arme contre l'injustice ».

Au demeurant, pour *Peuple et Culture*, la lecture, l'écriture, le cinéma, le théâtre, la controverse... restent des outils essentiels à la naissance d'un esprit critique et d'une culture émancipatrice et transformatrice du réel, ancrée dans la vie quoti-

dienne. Et ce même à l'heure du numérique qui probablement marquera un troisième âge de l'éducation populaire. Point de vue que partagent encore aujourd'hui de nombreux anarchistes, l'accès au savoir étant toujours considéré comme un des leviers indispensables à la conscience.

Hugues, Groupe Commune de Paris

Peuple et Culture, 2017, *Penser et Agir en commun, fondements et pratiques d'Education populaire*, Lyon, Chronique sociale.

(1) Il s'agit d'une méthode pour relancer les processus d'apprentissage et pour développer l'esprit critique.

Le ML a reçu, le ML a lu et le ML a aimé...



De l'esclavage et du colonialisme

Il est des livres que l'on aurait voulu ne pas lire, mais que l'on se doit pourtant de lire, si l'on veut appréhender convenablement l'histoire moderne et ses mécanismes d'oppression. Ainsi en est-il de *De l'esclavage et du colonialisme* (*), le riche ouvrage de Justhom (ancien marin de la marine marchande, qui pendant une quinzaine d'année a sillonné le monde durant lesquelles il a eu l'occasion de l'observer, avant de rejoindre le rang des anarchistes), qui vient de paraître aux Editions Libertaires.

En préambule, Justhom nous rappelle à juste titre, que l'esclavage a été pratiqué dans toutes les sociétés sédentaires et or-

ganisées et nous rappelle que déjà dans ses *Théories politiques*, Aristote le définissait en tant « qu'instrument de production » en étayant son propos d'un exemple à nous faire aujourd'hui dresser les cheveux sur la tête : « *Si les navettes tissaient toutes seules ; si l'archet jouait tout seul de la cithare, les entrepreneurs se passeraient d'ouvriers et les maîtres d'esclaves* », car il ajoute : « *L'être qui grâce à son intelligence est capable de prévoir est gouvernant par nature ; l'être qui, grâce à sa vigueur corporelle, est capable d'exécuter, est gouverné et par nature esclave.* » Ainsi la grand-messe de l'esclavage était dite, déclivée selon les époques, en servage, en colonialisme, puis en exploitation capitaliste... En 1450, les Portugais pratiquaient l'esclavage en Afrique, avec l'aval du Pape. Puis, une fois le génocide des Indiens d'Amérique perpétué par les conquistadors égarés (car ils pensaient au départ arriver aux Indes par voie mari-

time pour concurrencer l'avance commerciale prise par les Génois, les Vénitiens et les Portugais, tandis que l'expansion ottomane en Méditerranée risquait de verrouiller les routes marchandes traditionnelles et terrestre vers les Indes), ils se tournèrent eux aussi vers l'Église, pour obtenir son accord et continuer le massacre. Le 8 janvier 1454, le pape Nicolas V donnait sa bénédiction à la monstrueuse entreprise d'esclavagisme et d'évangélisation des Africains, transportés de force vers « le Nouveau Monde » et qui produira près de 100 millions de victimes, soit la population totale du continent africain au début du XX^e siècle ! C'est alors qu'apparut le « Code noir », dont Justhom nous a choisi quelques articles. On croise ensuite, les *Comprachicos* (ou voleurs d'enfants), qui sévirent entre les XV et XVII^e siècles. Ces derniers enlevaient les enfants et les mutilaient pour les vendre comme « fous »

aux familles royales, aux gras pontificaux des églises ou aux montreurs de foire... Puis, Justhom cite l'étendue de tous les empires coloniaux durant l'ère moderne (les champions étant l'Angleterre suivie de la France) jusqu'aux plus petits. Un long passage est consacré aux révoltes des esclaves (les Neg'marrons) dans les plantations qui, contrairement à ce que prétendent les discours dominants, sont à l'origine de l'abolition de l'esclavage. Mais un certain Tolstoï avertissait, déjà à cette époque, que la soi-disant abolition pouvait déboucher sur une forme d'esclavage beaucoup plus moderne. Et il ne se trompait pas, puisque selon les chiffres de l'ONU et de l'OIT, près de 300 millions de personnes, dont une grande part d'enfants sont aujourd'hui concernées. Notamment les travailleurs migrants « temporaires » des pays du sud et de l'est de l'Asie, ainsi que les femmes africaines, qui sont vendues et traitées comme des esclaves au Koweït (travaillant parfois jusqu'à 22 heures par jour, souvent sous la menace du fouet de leurs « employeurs »)... Sans oublier, bien sûr, les travailleurs salariés (qui, nous rappelle à juste titre l'auteur, lorsqu'ils ont travaillé deux heures, ont gagné leur salaire de la journée, les autres heures travaillées allant directement dans les poches de leur patron...). Les derniers chapitres s'arrêtent longuement sur la colonisation française en Afrique, en Algérie (environ 6 millions de morts depuis 1830, selon l'historien Mostefa Lacheraf), en Indochine (massacres et opérations meurtrières de 1858 au début du XX^e siècle), aux Antilles, en Mélanésie (à Madagascar, 100 000 morts après une révolte des Malgaches ayant duré 21 mois). A ce sujet, Justhom cite le cas en 1931, après les multiples révoltes des Kanaks, de 111 d'entre eux, ayant été exhibés lors de l'exposition coloniale de Paris, certains étant contraints de jouer un rôle au Jardin d'acclimatation, en mangeant de la viande crue, en dansant et en criant comme les prétendus « cannibales authentiques »... Depuis 1884, les colons ont imposé sur tous ces territoires, l'indigénat, assujettissant les autochtones et les travailleurs immigrés aux travaux forcés, à l'interdiction de circuler la nuit, aux réquisitions, aux impôts de capitation sur les réserves et autres mesures tout aussi dégradantes, les massacrant en toute impunité lorsqu'ils se révoltaient. Et depuis 1958, date de la pseudo-décolonisation, les gouvernements coloniaux assassinent les nombreux militants indépendantistes, parce qu'ils veulent simple-

ment rompre avec le néocolonialisme. On en apprend encore de bien belles sur l'exploitation des richesses des « Dom et autres Tom » et des anciennes colonies, maintenues sous le joug économiquement contraignant du franc CFA. Les Mitterrand, Chirac ou Sarkozy aussi racistes les uns que les autres, couvrant de mépris, « négligeant » pour le premier, « le génocide des Tutsi au Rwanda », déclarant que « l'Afrique n'était pas mûre pour la démocratie » pour le deuxième, et que celle-ci « n'avait pas réussi à se faire une place dans l'histoire », pour le troisième... Pour terminer, Justhom fait un arrêt sur image sur la colonisation par l'État d'Israël des territoires palestiniens avec la complicité des organismes internationaux, avant de conclure sur les paroles d'anarchistes anticolonialistes. Un ouvrage qui, on l'espère, fera référence...

(* Justhom, *De l'esclavage et du colonialisme*, Éditions Libertaires, 15€, disponible à la Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.



Divertir pour dominer...

Nous avons reçu avec plaisir *Divertir pour dominer 2*, qui vient de paraître aux Éditions *L'Échappée*. Il se situe dans la lignée directe de

l'histoire de la critique de la culture de masse, démarrée dans les années 1920 par l'École de Francfort, relayée par les théories d'Henri Lefebvre et des situationnistes, (avec entre autres la fameuse *Société du spectacle* de Guy Debord), suivies par les critiques de Michel de Certeau, Jacques Derrida, Roland Barthes et autres Michel Foucault. *Divertir pour dominer 2*, se présente comme étant la suite du premier volume au titre éponyme, paru il y a une dizaine d'années et qui, s'il avait été dédaigné par les supports de presse officiels, avait su conquérir grâce au bouche-à-oreille, une belle notoriété dans les milieux militants. Ce second volume vient donc compléter la brillante analyse du numéro 1, dont l'ossature reposait sur quatre articles parus dans la feu-revue, *Offensive* : la société des écrans, l'idéologie sportive, le tourisme et la publicité. Dix ans plus tard, avec l'actualisation des nouveaux canaux de diffusion, *Divertir pour dominer 2* remplit les angles laissés morts dans le

premier volume avec les séries télévisées, les jeux vidéo, la « pornification », le consumérisme et enfin, l'art contemporain, transformé en culture de masse grâce aux technologies numériques.

Ce livre, d'une logique implacable et rigoureuse, décortique en premier lieu les séries télévisées. Pour la plupart gratuites, celles-ci ont pour principal objectif de capter, sans que nous ne fassions le moindre effort intellectuel, notre attention (par l'attraction narrative) et de la garder pour maintenir le spectateur... jusqu'au prochain spot de pub...

Cédric Biagini nous entraîne au cœur des mécanismes de leur production industrielle, basée sur les deux pivots que sont l'empathie et l'addiction, tandis que les séries font à présent un tel consensus, qu'elles sont devenues une référence pour les sociologues et étudiées dans les universités. Cependant, elles sont rarement analysées dans un sens critique, ce que ne manque pas de faire Cédric, en s'appuyant sur des penseurs, ô combien « régénérants ». Sébastien Cortes poursuit la démonstration en creusant leur aspect capitalistique, les séries étant surtout un moyen privilégié pour écouler des marchandises matérielles et immatérielles, afin de générer un profit immédiat (les passages publicitaires), tout en véhiculant l'idéologie de l'ordre établi.

Enfin, Séverine Denieul, nous montre ce qui se cache derrière le contenu de la presse spécialisée dans les séries, (notamment celles qui se veulent subversives), destinée à un public qualifié de « haut de gamme » ou « d'exigeant », voire « branché » et qui, par exemple, voudrait nous faire croire que regarder des séries revient à faire de la philosophie « active »... Dans le chapitre consacré aux jeux vidéo, Claude Siegel s'interroge sur les conséquences de ces derniers qui - s'appuyant sur la satisfaction immédiate des joueurs, quand ils ne consistent pas à faire considérer aux utilisateurs, la guerre tout simplement sous l'angle du jeu - servent aujourd'hui également d'outils à certains DRH, ou se veulent « éducatifs » en matière de responsabilité écologique ou sociale...

Laurent Trémel poursuit la réflexion sur ces jeux qui posent question, notamment en termes de fréquence et de durée des parties, perturbent la vie sociale de certains joueurs « addicts », provoquent des décrochages scolaires, alors que leurs défenseurs nient ou relativisent ces phénomènes en valorisant plutôt la « richesse » culturelle du « médium » et ses aspects socialisateurs. Certains médias, dans un

contexte d'actions de lobbysme industriel, en font la promotion en écartant toute polémique.

Dans la partie réservée à la « pornification », Patrick Marcolini embraye sur l'évolution de la pornographie dans nos sociétés, depuis l'ère des espaces réservés et confinés des sex-shops, jusqu'à notre époque où le porno est à portée de main sur Internet, sur les supports publicitaires. Jusqu'à l'État qui, par exemple, finance en Allemagne, le porno « féministe » ou l'extrême-droite française, qui lance ses sites pour « Blancs ». Le reste de son exposé, fort bien étayé, tend à expliquer en quoi « *La « pornification » doit être replacée dans le contexte global des mutations contemporaines du capitalisme et de l'industrie, forme particulièrement exacerbée d'impérialisme de l'économie et de la technologie sur nos esprits comme sur nos corps.* » Patrick Marcolini, lui, nous montre que le porno, pour échapper à son image mercantile, ne se présente pas comme une industrie mais comme une culture à part entière, avec le numérique qui a permis d'abattre les obstacles, entre pornographie et culture de masse. Il règne dans ce milieu, une exploitation des actrices et acteurs, considérés comme de vulgaires matières premières, mis en bourse sur des sites comme FreeOnes, pour étayer la surenchère de la demande des sites pornos (conurrencés par les sites alternatifs) et victimes de violence, majoritairement les femmes. Marcolini analyse ensuite les justifications de ce système, y compris dans le monde universitaire et quelques féministes ou LGBT, qui en nient le caractère capitaliste par de « drôles » d'arguments... Pour sa part, Mikaël Faujour s'arrête sur le nouveau phénomène de la Torture Porn, définie par David Edelstein en 2006 comme une radicalisation des films gore, devenus ultra-violents accordant une place prépondérante aux scènes de tortures physiques, de mutilations et d'avilissement. L'auteur analyse les discours défendant cette dérive, sous couvert d'une soi-disant démarche rebelle et du refus du système, alors que pour une critique, « *L'extension illimitée des désirs promise par le consumérisme moderne pourrait ne conduire qu'à la mort de l'autre* »... Une recette vouée au culte de l'émotion, bien intégrée à la logique capitaliste qui, sur le plan économique en tous cas, fait recette...

Cédric Biagini nous livre une seconde réflexion sur le consumérisme en s'appuyant sur les propos du sociologue Zygmunt Bauman, pour lequel nous

sommes passés d'une société de producteurs à une société de consommateurs pour lesquels aujourd'hui, « *la promesse et l'espoir de la satisfaction précèdent maintenant le besoin à satisfaire, et seront toujours plus fort et plus attirants que les besoins réels.* »

Cédric explore ensuite les changements profonds induits par l'arrivée en force des sites de rencontres en ligne, ce « marché de l'amour » qui a profondément changé le rapport à une sexualité d'où les sentiments, les émotions et la sensualité ont été évacués via « *une économie organisée par l'exhibition de la jouissance* », dans un nouveau monde « *où le lien social est sans cesse mis à mal et où tout est permis.* » Cédric étend ensuite son champ d'investigation sur le dernier espace qu'il reste encore à conquérir pour les marqueteurs, le dernier rempart de liberté qu'il reste à l'individu tant convoité : le sommeil, qui pourrait se révéler comme une autre source de profit...

Thomas Rouvier prend le relais avec l'avènement du tout consumérisme avec une forte tendance au retour sur soi, aux pulsions nationalistes, identitaires ou encore, au retour à « l'authentique » (voyages, objets si convoités par les « bobos »).

Enfin, pour terminer le tableau, Vallérie Arrault et Thierry Vandennieuwbrouck nous entraînent dans les arcanes de la nouvelle expansion numérique dans nos musées, à grand renfort de dispositifs tels que les assistants personnels de visite, les manipulations RFID, les représentations 3D, la géolocalisation et les lunettes intelligentes qui reconnaissent les œuvres et en proposent un commentaire, ainsi que la réalité augmentée, dernier avatar de ces innovations. De leur fait, le visiteur est dès lors enseveli sous une tempête de réalisations technologiques qui, loin de l'aider à engager un « dialogue » contemplatif avec les œuvres d'art, ont tendance à beaucoup plus captiver les visiteurs que les œuvres exposées elles-mêmes... C'est d'ailleurs le cas dans le nouvel « Atelier des lumières » qui vient d'ouvrir dans le 11^{ème} arrondissement de Paris et qui avait fait un carton avec sa première expo sur Klimt. Mais cet espace a visiblement beaucoup déçu avec sa nouvelle mouture autour de Van Gogh, à laquelle j'ai assisté, terrifié de voir ses plus belles œuvres disséquées et éclatées, à tel point qu'on perd toute trace du rayonnement ensoleillé de ses tournesols ou de l'intimité de sa pauvre petite chambre à Aix-en-Provence qui nous vont droit au cœur dans les œuvres originales...

Un ouvrage incontournable !

(*) *Divertir pour dominer, la Culture de masse contre les peuples, dirigé par Cédric Biagini et Patrick Marcolini, éd. L'Echappée, 15€, disponible à la librairie Publico 145 rue Amelot 75011*



« PD », la nouvelle revue gay !

Une bande de « jeunes » est venue déposer à Publico une nouvelle revue gay, « PD », réalisée collectivement.

Après l'avoir lue, nous avons eu un véritable

coup de cœur pour cette initiative sérieuse et ludique, ayant pour objectif de « *bousculer celles et ceux qui se sont laissés attraper par la récupération et la « normalisation » qui voudrait que les LGBT rejoignent les rangs des « bons et gentils citoyens comme tout le monde* »... Pour l'équipe de la revue, il n'en est pas question.

Nous leur laissons la parole et reproduisons l'introduction de ce numéro zéro (qui fera penser aux plus anciennes à certaines revendications FHAResques) : « *PD La Revue est une revue papier qui vise à participer au renouvellement d'une culture commune aux pédés. Si son existence même est un acte politique et qu'elle entend porter un regard sur l'histoire et l'actualité des luttes, il est évident que les témoignages, les récits et créations artistiques participent entièrement de ce projet ; il s'agit de s'armer d'une culture contestataire à même de déstabiliser les représentations majoritaires. Critique quant à l'histoire et au devenir de l'identité gay, à la récupération des codes de l'homosexualité masculine par un certain agenda du capitalisme et du conservatisme politique, elle n'en est pas moins consciente des rapports de pouvoir qui nous traversent et parfois nous divisent (en termes de classe, de race, de performance de genre et de normes corporelles notamment). Elle essaiera donc de rendre compte de la diversité des positions qu'occupent les contributeur.ice.s et de rester inclusive. Outils d'autodéfinition par et pour les pédés, elle tâchera de rester irrécupérable pour ses ennemis politiques tout en se donnant les moyens d'être utile à ses allié.e.s.* » ... Le numéro zéro est en vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.

Patrick Schindler,
groupe Botul de la FA

Nigra Safo, le temps d'une rencontre

Fa qu'la tout saute dans la machine, on crie, on beugle, on assassine. Les seuls qui veulent rien savoir ce sont les pauvres p'tits moutons noirs
Plume Latraverse, Mouton noir

Bonjour, les Nigra Safo, mouton noir en espéranto. Pourquoi ce choix de l'espéranto ?

Pierre (qui répond à l'interview) : Bonjour le Monde Libertaire, notre répertoire se compose de chansons provenant de divers pays, aux langues multiples, évoquant plusieurs époques de l'histoire. A travers sa dimension universelle, l'usage de l'espéranto prenait son sens dans le choix du nom du groupe. Quand je chante en italien, en français ou en catalan, le public comprend que ces chansons sont animées par le même souffle, même si elles évoquent des combats ou des émotions dont les contextes historiques et géographiques n'ont rien en commun.

Le groupe : y a qui ? Comment s'est-il formé ? Quand ? Et surtout pourquoi ?

Nous sommes cinq, de Saint-Malo, en Bretagne : je chante, Hervé Berlan joue de l'accordéon, Vanou Du Tertre joue du violon, Jak Gicquel, guitare et mandoline, Gilles Rivière de la contrebasse. Les origines ? il y a une dizaine d'années, j'ai fait la rencontre d'Acacio Andrade et de sa guitare : sont alors nés une amitié et un projet musical, « Les moutons noirs » : une évidence dans le climat nauséabond des années Sarkozy où chaque jour on s'éloignait un peu plus de l'humanisme. Le gouvernement actuel me laisse penser que ça n'est pas demain matin que l'on va remettre nos clous. Remontons un peu le temps : j'ai croisé Vanou il y a presque vingt ans quand je faisais la manche dans les rues de Saint-Malo mais c'est plus tard que l'on est devenu véritablement amis, à l'occasion d'un concert au profit des restos du cœur sur lequel j'étais technicien, j'y ai aussi rencontré le magnifique Hervé Berlan : aussi drôle que talentueux. L'arrivée de Jak dans la for-

mation a apporté un véritable souffle d'énergie et aussi une rigueur. Avec sa contrebasse, Gilles ne devait nous accompagner que sur une date pour remplacer Hervé... avec son jeu et son cœur immense, il s'est révélé indispensable.



Parlez-moi un peu de vos chemins politiques, syndicaux, amicaux, associatifs...

Vanou, au violon, est la seule représentante féminine du groupe (et c'est pas facile...). Je tiens, par déférence, à m'arrêter sur son investissement au sein de la section française de l'Observatoire international des prisons, association qui agit pour le respect des Droits de l'homme en milieu carcéral et pour un moindre recours à l'emprisonnement. Son engagement est né d'une réflexion au sujet d'un système répressif dont le milieu carcéral est un symbole qui viserait à écarter toute « déviance », tout risque potentiel et de fait, souvent les po-

pulations fragilisées, défavorisées, que le citoyen conditionné peut associer à la notion de danger. La reproduction sociale, la difficulté de réinsertion, les conditions inhumaines de détention, la question de la récidive, les conséquences parfois désastreuses sur la vie des familles de détenus, sont autant de phénomènes qui lui ont permis de comprendre que les questions implicites posées par la prison étaient cruciales, qu'elles devaient être comprises, posées sur la place publique, connues et combattues. Vanou est très impliquée en tant que militante bénévole. Elle est également membre du Conseil d'administration.

Comment et par qui se fait le choix des reprises ?

Dans le groupe, je suis l'escroc. Je chante des textes que je n'ai pas écrits, volés légèrement au répertoire mondial... De plus, j'impose mes choix à mes quatre amis qui – contrairement à moi – connaissent la musique et se démènent pour trouver des arrangements. J'en profite donc pour remercier la poésie de se laisser ainsi kidnapper et mes amis, d'être aussi talentueux et gentils avec moi.

Des projets ?

Nous œuvrons actuellement à l'enregistrement d'un album, en attendant sa sortie, appelez-nous pour que l'on vienne jouer chez vous !

Pourquoi cette interview dans ce journal ?

Réactions en chaîne : un, on me parle d'un superbe documentaire *On l'appelait Roda* consacré à Étienne Roda-Gil. Deux, je pense plus que brièvement à *Joe le taxi*. Trois, je chasse cette pensée clandestine. Quatre, je me vois en manif. Cinq, je chante à tue-tête *La Makhmouchina* et on m'invite à me mettre au mime. Six, je fonce sur un site d'hébergement de vidéos créé par trois gus bossant précédemment chez Pay Pal et racheté (le site pas les gus, quoique...) par Google. Sept, je lance la recherche

sur *La Makhnovtchina*. Huit, je tombe sur la vidéo superbe d'un groupe au nom énigmatique de Nigra Safo, et là...

Désolé pour les versions « doigts dans la prise » des Béruriers noirs ou des René Binamé ; désolé pour la version plus fidèle de Serge Utgé-Royo ; mais l'interprétation des Nigra Safo est juste parfaite : un violon qui nous prend par l'émotion pour nous emmener du côté de Gouliiaï Polié, une mandoline 12 cordes pour nous faire vivre les charges, un accordéon pour virevolter avec le violon et un chanteur pour nous restituer le texte. Restitution puissante, respectueuse et du texte et de l'histoire racontée. L'histoire est grave, la voix également. L'histoire est digne, la voix restitue cette dignité.

Après ce visionnage, juste l'envie d'en entendre plus.

On me propose une reprise de *L'Estaca* de Lluís Lliach. Cette chanson est un hymne à la résistance et à la solidarité. Je me souviens d'une soirée au Festival *Chansons de paroles* à Barjac dans le Gard. Soirée Utopie, rien que ça. Et cette chanson, *L'Estaca*, reprise par Serge Utgé-Royo en catalan, Marc Robine en français, Christiane Stefanski en wallon et Marek Mogilewicz en polonais. Moment précieux. Alors, pour la version des Nigra Safo ? Ici aussi le violon - accompagné par l'accordéon et la guitare - ouvre le livre lentement, la guitare accélère, impulse et invite le chanteur à faire preuve de détermination et de conviction pour nous inviter à tirer sur nos chaînes afin de faire tomber ce foutu pieu qui nous retient. Et le faire tomber.

Sur cette vidéo manque la contrebasse

que l'on retrouve dans *Mimi la Douce*. Connaissez-vous cette chanson de Pierre Perret ? De sa voix devenue tendre et pleine de regrets, le chanteur nous raconte une histoire toute simple, toute banale pour qui, lassé de manger de la vache enragée, décide de butiner chez les riches. Chanson qui n'est pas sans rappeler *celui qui a mal tourné* de Brassens.

La gamberge de Jean Yanne, chanson de nostalgie pour quelqu'un qui se retourne sur son passé et ses souhaits perdus en cours de temps. Là encore, le chanteur interprète semble parler de lui tant on le sent vibrer en harmonie avec cette nostalgie qui est bien toujours ce qu'elle était, n'en déplaît à Simone. Une fois encore, les Nigra Safo font mouche comme ils le font dans chacune de leurs reprises visibles sur ce fameux site d'hébergement. Chansons à chambouler le monde. Chansons libertaires aux accents d'Ukraine, de Catalogne, de France et de partout finalement.

Voilà comment, suite à une pensée clandestine sur un chauffeur de taxi de bien avant les Uber, je me suis retrouvé Nigrasafophile.

Ok, mais pourquoi cette interview dans le Monde libertaire ?

La réponse est en partie dans l'interview. Je reprends :

[...] Moi : *Parlez-moi un peu vos chemins politiques, syndicaux, amicaux, associatifs...* Pierre : *Vanou, au violon, est la seule représentante féminine du groupe (et c'est pas facile...).* Je tiens, par déférence, à m'arrêter sur son investissement au sein de la section française de l'Observatoire international des prisons, association qui agit pour le respect des Droits de l'homme en milieu carcéral et

pour un moindre recours à l'emprisonnement.

Chapeau bas, Pierrot, pour cet effacement et pour cette mise en lumière de la militance de Vanou Du Tertre. Et n'y voyez pas la réponse de quelqu'un qui botte en touche... Pierre le chanteur - dans une interview accordée en 2017 à Zarma (digne descendant de Hara-kiri) - avait dû répondre à la question suivante : **Toi qui es un chanteur révolté, un insoumis, un libertaire énervé, quels sont les sujets actuels de notre société qui pourraient t'inspirer des chansons ?** « Des fois, quand je vais faire les courses chez Intermarché, je trouve qu'ils pourraient ouvrir plus de caisses, comme ça on attendrait moins longtemps. »

Plus sérieusement, c'est dans les colonnes du Monde libertaire - à l'époque feuille de chou hebdomadaire - que j'ai découvert Thiéfaine à ses débuts. A l'époque il n'y avait pas internet...

C'est en suivant, de loin, les galas de soutien au Monde libertaire que, militant provincial, j'ai découvert de nombreux chanteuses et chanteurs mal diffusés loin de Paris.

L'année dernière, c'est le chanteur italien Alessio Lega (qui reprend *La petite kurde* de Pierre Perret en italien) que les lectrices et lecteurs du Monde libertaire étaient invités à découvrir.

Bienvenue dans ces colonnes, les Nigra Safo !

Bernard (Aubenas)

Du côté de Saint-Malo ? Nigra Safo sera le 22 juillet et 3 août à l'Ambrague, le 30 août au Porto Bello

Maya une voix

– SPECTACLE MUSICAL INSPIRÉ DE LA VIE DE MAYA ANGELO – MISE EN SCÈNE ERIC BOUVRON – MOLIÈRE 2016 POUR « LES CAVALLIERS » – AU THÉÂTRE ESSAION 6, RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS – MÉTRO ARTS ET MÉTIERS – HÔTEL DE VILLE DU 28 JUIN AU 27 JUILLET LES VENDREDIS ET SAMEDIS À 21 H 30 –

Les artistes sont les invitées de DEUX SOUS DE SCÈNE (Radio libertaire), le 6 Juillet 2019.

De Eric Bouvron, Julie Delaurenti, Tiffany Hofstetter, Sharon Mannet, Elisabeth Wautlet

Avec

Ursuline Kairson

Julie Delaurenti ou Sharon Mann

Vanessa Dolmen

Tiffany Hofstetter ou Elisabeth Wautlet Audrey Mikondo

Musiques originales de Nina Forte et autres standards de blues et de jazz...

Elles butinent comme des abeilles autour de la figure de Maya ANGELO. L'image peut paraître un peu facile mais c'est l'impression vertigineuse qui nous vient à l'esprit à propos de ces cinq comédiennes d'origines culturelles différentes (américaines, afro-américaines, africaines



et françaises) qui évoquent en chantant l'enfance de cette artiste trop peu connue en France.

Sans micro, sans d'autre instrument de musique que la voix, elles chantent a capella, se déplaçant sur une sorte d'herbier folâtre, inspiré de l'autobiographie de Marguerite Annie Johnson, plus connue sous le nom de Maya ANGELO.

Elles ont pris le parti d'illustrer avec bonne humeur, son enfance marquée par un drame, l'assassinat de son beau-père qui avait abusé d'elle et qu'elle dut dénoncer. Traumatisée, elle cessera de parler pendant plusieurs années avant de se découvrir une vocation, celle de la littérature grâce au soutien de Mrs Flowers.

Les cinq comédiennes qui jouent avec brio, plusieurs rôles aussi bien masculins que féminins tournent donc les pages du

livre d'enfance de Maya, illustrées de chansons rythmées par le blues et le jazz qui donnent le ton de l'ambiance de cette époque, les années 20 aux États Unis où naquit Maya ANGELO, à Stamps une petite ville de l'Arkansas.

Ursuline KAIRSON incarne avec une poignante douceur ce personnage emblématique, qui satisfait au concept de résilience puisqu'elle a réussi à rebondir en devenant danseuse, chanteuse, militante aux côtés de Martin Luther King puis une poétesse reconnue.

La poésie, la fraîcheur dominant ce spectacle musical a capella, mis en scène par Éric Bouvron en hommage à Maya ANGELO qui exhorta tant de femmes à sortir de leur silence : « *Les gens oublieront ce que vous avez dit, ils oublieront ce que vous avez fait, mais n'oublieront jamais ce que vous leur avez fait ressentir* ».

Evelyne Tràn

An Irish story une histoire irlandaise

Au Théâtre de Belleville, 94 rue du Faubourg du Temple 75011 PARIS - TEL. 01 48 06 72 34 - Du 1^{er} septembre au 30 décembre 2019 - Relâches les 17 novembre et les 8, 9, 11, 24 et 31 décembre 2019.

De et avec Kelly Rivière
Collaboration artistique Jalie Barcion, David Jungman, Suzanne Marrot, Sarah Siré
Collaboration artistique à la lumière et à la scénographie Anne Vaglio
Scénographie Grégoire Faucheux
Costumes Elisabeth Cerqueira

A chacun son roman, son histoire familiale, la plupart endormis au pied d'un arbre. A vrai dire, c'est au moment où la vie se soulève que les adolescents croient pouvoir embrasser aussi bien une partie du passé que leur avenir, avec une magnifique inconscience.

Souvenons de Rimbaud, dans *Une saison en enfer* qui confessait :
« *J'ai de mes ancêtres gaulois l'œil bleu blanc, la cervelle étroite, et la maladresse dans la lutte.* »

Nous ne naissons pas de rien tout de même ! Dans cette autofiction sur la quête de ses origines, Kelly Rivière raconte comment une adolescente, Kelly Ruisseau, a laissé grandir en elle le fantasme d'un grand-père inconnu dont la disparition fait partie des non-dits familiaux. Un secret de famille, en quelque sorte, enflammant l'imagination de

Kelly qui entreprend de faire parler sa mère, sa grand-mère d'origine irlandaise et qui la mènera en Irlande pour rencontrer sa famille de souche qui, avant cette démarche, n'avait jamais entendu parler d'elle.

La grande mer de l'oubli a englouti le grand-père mais Kelly ne se résout pas à



la résignation. Sa quête initiatique qui n'aboutira pas concrètement est bouleversante et rare.

Tout se passe en définitive comme si Kelly voulait ressusciter ce grand-père, en recherchant ses traces dans la mémoire de ses proches.

Kelly donne l'impression de se battre contre des moulins à vent mais si le vent sème des illusions, il soulève aussi la poussière, il déterre des émotions inima-

ginables et lui apportera une ultime révélation, son grand-père irlandais qui a migré en Angleterre pour échapper sans succès à la misère, a aimé d'un amour fou sa grand-mère Margaret, restée murée dans son silence.

A partir du récit d'une histoire familiale en hommage à un authentique grand-père irlandais, Kelly Rivière rejoint l'universelle quête des origines quelles qu'elles soient.

Kelly RIVIERE est une inoubliable conteuse, toute l'écume de la grande vague de l'oubli, elle la transcende en portant à la scène tous les personnages pittoresques de son roman familial avec des joyeux accents irlandais, une fraîcheur et un humour désarmants !

Evelyne Tràn

Félix Fénéon, un Anartiste collectionneur.

Surprise agréable, c'est la première exposition, jusqu'au 29 septembre 2019, consacrée à cet anar distingué mais brillant, au musée Jacques Chirac, que je préfère appeler le Musée du Quay Branly. Musée créé par la volonté du prince tout puissant Jacquot premier, qui soi-dit en passant dépouilla le Musée de l'Homme ainsi que celui anciennement dénommé des colonies et maintenant appelé de l'immigration, (glissement plus acceptable mais révélateur), pour constituer son « joujou », cependant fort réussi tout de même !

Encore que les musées soient parfois considérés comme les cimetières de l'art (Le débat reste ouvert). Mais revenons au vif du sujet, Fénéon (1861-1944) était un grand défenseur de « l'Art Nègre » qu'il dénommait poétiquement les Arts lointains.

Il voulait les faire rentrer dignement au Louvre et c'était une reconnaissance décroïsonnée des arts extra-occidentaux, bien avant Apollinaire qui s'y attela lui-aussi.

Picasso, Vlaminck, Derain ou Matisse étaient du même avis, mais s'en inspiraient plus discrètement et se revivifiaient à leur contact, créant un syncrétisme bénéfique et tonique.

L'inspiration est une chaîne humaine sans fin, elle remonte aux splendides peintures rupestres qui sont à mon sens la perfection artistique, bien avant la statuaire grecque.

Mais point de hiérarchie dans la création

artistique, il n'y a que de l'inspiration et de la poésie finalement.

En 1920, Fénéon dirigeait la revue « Le bulletin de la vie artistique » et organisa une enquête sur l'admission des Arts premiers au Louvre. Prémonitoire et visionnaire bien avant Malraux. Il eut vingt réponses d'intellectuels qui n'étaient, loin s'en faut pas tous favorables à ce qu'ils considéraient comme des bizarreries exotiques.

L'engagement de Fénéon est total, c'est un libertaire anticolonialiste. Sa collection en est le reflet, avant sa vente à sa mort en 1947, elle compte 450 statuettes, masques ou autres pièces de bois. (Sans compter de nombreuses toiles de Degas, Max Ernst, Seurat, Signac, Bonnard, Vuillard, Matisse et Modigliani)

En 1935 le MOMA de New York se range à son point de vue et lui demande onze créations pour l'expo « African Negro Art » considérée comme une véritable manifestation artistique, bien avant le triomphe mérité de Basquiat. Quel étrange personnage que ce Félix Fénéon qui signait très souvent FF et restait dans un anonymat fort taoïste...

C'était un dandy énigmatique, grand ami de Zo-d'Axa, puisqu'il s'occupa du journal l'En-dehors, quand D'Axa dut s'exiler à Londres.

Avec sa barbiche et son air hiératique, il ressemblait à une espèce de pharaon bien étrange qui ne s'exprimait que rarement mais toujours avec une acuité sûre. André Salmon disait qu'il fallait le déco-



Félix Vallotton

der ! Il prêta sa plume à de nombreux journaux anarchistes comme Le Père peïnard, la Revue anarchiste, l'En-dehors ainsi que dans une multitude de revues artistiques : La Revue blanche, le Chat noir, la Vogue.

Il a un don d'ubiquité et sera anarchiste, critique d'art, éditeur, collectionneur, découvreur de talents, écrivain et journaliste. Il écrira « Les Impressionnistes » en 1886 et invente le mot néo-impresionniste. Critique au goût très sûr et visionnaire il soutiendra les peintres libertaires Seurat, Signac, Vallotton, André Masson. C'est lui qui publiera « Les Illuminations » d'Arthur Rimbaud et « Noa Noa » de Gauguin.



Paul Signac

« Il a un cœur chaud et fidèle, mais il ne le donne pas à tout le monde, car personne n'est moins banal que lui » dira Octave Mirbeau. Mélancolique et discret finalement il soutient Apollinaire, Joyce, Max Jacob, Huysmans et Jarry. Toulouse Lautrec a représenté sur la baraque foraine de La Goulue, Fénéon avec Oscar Wilde, avant que la roulote ne soit vendue, démembrée dans le « cirque » de la vile marchandisation de l'art. Apollinaire avait dit qu'il n'avait pas été prodigue de sa prose, il rédigeait pourtant dans *Le Matin*, des petits billets anonymes de trois lignes, genre de haikus cyniques qui valent leur pesant de vitriol avec un rythme de télégrammes et une prédilection pour les faits divers sanglants.

J'en ai épinglé quelques-uns :

« Le professeur de natation Renard, dont les élèves tritonnaient en Marne à Charenton, s'est mis à l'eau lui-même, il s'est noyé. »

« C'est au cochonnet que l'apoplexie a terrassé M. André, 75 ans, de Levallois. Sa boule roulait encore qu'il n'était déjà plus. »

« Les grévistes de Ronchamp (Haute-Saône) ont jeté à l'eau un ouvrier qui s'entêtait à travailler. »

« Louis Lamarre n'avait ni travail, ni logis, mais quelques sous. Il acheta, chez un épicier de Saint-Denis, un litre de pétrole et le but. »

« Madame Fournier, Monsieur Voisin, Monsieur Serteuil se sont pendus. Neurasthénie, cancer, chômage. »

Redoutables billets cyniques et brûlants de Fénéon que Jarry dénommait : « Celui qui silence ».

En avril 1894 Fénéon fait partie des accusés du procès des Trente (Sébastien

Faure et Jean Grave étaient sur le banc des accusés, entre autres compagnons) qui vise à écraser le mouvement anarchiste. Bien avant les lois anti-casseurs, il existait contre les libertaires les lois scélérates.

Défendu par un avocat prestigieux Demange (futur avocat de Dreyfus) avec Mallarmé comme témoin et grâce à de fines réponses caustiques, il est acquitté. Je ne résiste pas à vous livrer son interrogatoire.

« -Êtes-vous un anarchiste, M. Fénéon ?

-Je suis un Bourguignon né à .

-Vous étiez aussi l'ami intime d'un autre anarchiste étranger, Kampfmeyer ?

-Oh, intime, ces mots sont trop forts. Du reste, Kampfmeyer ne parlant qu'allemand, et moi le français, nos conversations ne pouvaient pas être bien dangereuses. (Rires.)

-À l'instruction, vous avez refusé de donner des renseignements sur Matha et sur Ortiz.

- Je me souciais de ne rien dire qui pût les compromettre. J'agis de même à votre égard, monsieur le Président, si le cas se présentait.

- Il est établi que vous vous entouriez de Cohen et d'Ortiz.

- Pour entourer quelqu'un, il faut au moins trois personnes. (Explosion de rires.)

-On vous a vu causer avec des anarchistes derrière un .

-Pouvez-vous me dire, monsieur le Président, où ça se trouve, derrière un réverbère ? (Rires forts et prolongés. Le président fait un rappel à l'ordre.)

- On a trouvé dans votre bureau, au Ministère de la Guerre, onze détonateurs et un flacon de mercure. D'où venaient-ils ?

-Mon père était mort depuis peu de temps. C'est dans un seau à charbon qu'au moment du déménagement j'ai trouvé ces tubes que je ne savais pas être des détonateurs.

-Interrogée pendant l'instruction, votre mère a déclaré que votre père les avait trouvés dans la rue.

-Cela se peut bien.

- Cela ne se peut pas. On ne trouve pas de détonateurs dans la rue.

- Le juge d'instruction m'a demandé comment il se faisait qu'au lieu de les emporter au

Ministère, je n'eusse pas jeté ces tubes

par la fenêtre. Cela démontre bien qu'on pouvait les

trouver sur la voie publique. (Rires.)

- Votre père n'aurait pas gardé ces objets. Il était employé à la Banque de France et l'on ne voit

pas ce qu'il pouvait en faire.

-Je ne pense pas en effet qu'il dût s'en servir, pas plus que son fils, qui était employé au ministère de la Guerre.

- Voici un flacon de que l'on a trouvé également dans votre bureau. Le reconnaissez-vous ?

- C'est un flacon semblable, en effet. Je n'y attache pas l'ombre d'une importance.

Vous savez que le mercure sert à confectionner un dangereux explosif, le fulminate de mercure.

- Il sert également à confectionner des , et autres instruments. (Rires.) »

Il devient employé comme conseiller artistique à la galerie Bernheim-jeune et peut ainsi soutenir ses amis peintres. Il plantera le drapeau rouge sur son immeuble pour fêter la victoire du Front populaire. Jean Paulhan, son ami, publiera un recueil de ses écrits en 1944, Joan Halperin, en 1991, fit paraître sa biographie complète.

On ne saura jamais s'il a participé à des attentats anarchistes en 1894, puisqu'il possédait des détonateurs ayant appartenu à Emile Henry. Et tant mieux, ses bombes furent plutôt des critiques acérées et des choix judicieux pour soutenir ses amis peintres (Seurat, Maximilien Luce, Signac) et ses amis écrivains et poètes (Mallarmé, Jarry.)

Ses articles furent des flacons de nitro efficaces.

Il resta fidèle à ses amis anarchistes : Zo D'Axa, Emile Pouget, Charles Malato.

Allez voir l'expo sur l'Anartiste Félix Fénéon au musée des Arts premiers, et en prime le musée de l'Orangerie du 16 octobre au 27 janvier 2020 vous en proposera une autre : « Fénéon, les temps nouveaux, de Seurat à Matisse. »

Patricio Salcedo

(Groupe Anartiste,

émission « Entre chiens et loups » sur Radio libertaire.

FÉLIX FÉNÉON : critique, collectionneur et anarchiste

De grands artistes ont peint ou dessiné le portrait de Félix Fénéon : Maximilien Luce, Georges Seurat, Paul Signac, Théo Van Rysselberghe, Henri de Toulouse-Lautrec, Félix Vallotton, Édouard Vuillard. Ils rendaient ainsi hommage à un critique, collectionneur et marchand d'art, anarchiste, qui les a toujours défendus avec acharnement. Ce personnage discret ne voulait pas que l'on parle de lui, préférant parler des peintres et des écrivains.

Mais plusieurs musées lui rendent pour la première fois un hommage en tant qu'acteur majeur du monde artistique de la fin du XIX^e siècle et du tournant du XX^e siècle. Jusqu'au 29 septembre 2019, le musée du quai Branly organise une exposition : *Félix Fénéon : les arts lointains*. C'est sa collection d'art africain et océanien qui est présentée dans cette première exposition. Puis, à l'automne, au musée de l'Orangerie, seront évoquées les convictions anarchistes de Félix Fénéon et son action en faveur des artistes à travers ses critiques, expositions et acquisitions.

Né en 1861, Félix Fénéon fait ses études à Cluny puis à Mâcon (Saône-et-Loire). Après son service militaire, il réussit un concours de fonctionnaire au ministère de la Guerre. Pendant près de treize ans, ses supérieurs ignoreront qu'il écrit, sous divers pseudonymes, dans la presse, littéraire, artistique et anarchiste.

En 1884, il découvre le tableau de Georges Seurat *Une baignade (Asnières)*. La technique néo-impressionniste (divisionnisme, parfois appelée pointillisme) l'enthousiasme. Il n'aura de cesse de faire l'éloge des peintres de cette école, la plupart ayant comme lui des idées anarchistes.

Il collabore à la presse anarchiste dès le début des années 1890 : *La Plume*, *L'En-dehors* (dont il fut quelque temps le directeur), *Le Père Peinard*, *La Revue anarchiste*, *La Revue libertaire*... Il est ar-

rêté et jugé en 1894 lors du fameux « procès des Trente » pour sa supposée complicité dans les attentats. Il en profite alors pour ridiculiser les magistrats et est acquitté. Mais il perd son emploi de fonctionnaire.

Qu'à cela ne tienne, il devient le responsable de *La Revue blanche*. Cette revue défend toutes les avant-gardes (Art Nouveau, fauvisme, futurisme...) mais s'intéresse aussi aux arts dits « primitifs » que Félix Fénéon préfère nommer les « arts lointains » (il en possède une très belle collection). Au niveau politique, la revue prend un tour nettement anarchiste. Elle combat le colonialisme et propose des textes de Nietzsche, Thoreau, Tolstoï, Stirner.

La Revue blanche disparaît en 1903. Il va alors travailler quelque temps au *Matin*. En 1906, il y rédige des nouvelles qui tiennent en trois lignes. Il s'agit de faits divers tirés du quotidien : pauvreté, suicide, meurtre, folie, alcoolisme... La concision et l'invention de leur style les transforment en sommet de l'humour noir. En voici quelques exemples : « *Ile de la Grande-Fatte, une discussion des ouvriers Werck et Pigot a fini par trois balles que tira celui-ci et que reçut celui-là.* », « *M. Jules Kerzerho présidait une société de gymnastique, et pourtant il s'est fait écraser en sautant dans un tramway, à Rueil.* », « *La couturière Adolphine Julien, 35 ans, a vitriolé son amant fugitif, l'étudiant Barthuel. Deux passants furent éclaboussés.* », « *On couronnait les écoliers de Niort. Le lustre tomba, et les lauriers de trois d'entre eux se teignirent d'un peu de sang.* », « *Tout le plomb destiné par M. Pregnart aux perdreaux des Alluets-le-Roi, c'est son ami Claret qui le reçut, et dans la croupe.* », « *Un cadavre carbonisé, tel l'aspect de Mme Desméat, d'Alfortville, victime d'une lampe à pétrole. Pourtant, elle respire encore.* ». Ces *Nouvelles en trois lignes* sont encore rééditées aujourd'hui et connaissent le succès : pas moins de six éditions différentes entre 1990 et 2019.

Par la suite, il va travailler comme marchand d'art à la Galerie Bernheim-Jeune. Il va pouvoir ainsi procurer des revenus à ses amis peintres : Henri-Edmond Cross, Albert Marquet, Henri Matisse Paul Signac ou bien Kees Van Dongen.

Avant la Première Guerre mondiale, la police le considère toujours comme un anarchiste actif mais on ne trouve pas trace de ses écrits dans la presse libertaire de l'époque.

Comme beaucoup, il s'enthousiasme pour la Révolution russe. Il rédige même un testament, léguant toutes ses collections de tableaux aux musées russes. Il comprendra très vite les réalités du régime bolchevik et détruira ce testament. Rallié quand même au communisme, en 1936, à l'avènement du Front populaire, il hisse le drapeau rouge sur le toit de l'immeuble qu'il habitait à Paris.

Après des années de maladie, il meurt en 1944.

Adresse : Musée du quai Branly, 37 quai Branly, 75007 Paris (téléphone : 01 56 61 70 00). L'exposition peut être visitée les mardis, mercredis et dimanches de 11 heures à 19 heures, les jeudis, vendredis et samedis de 11 heures à 21 heures. SurInternet : <http://www.quaibrany.fr/fr/expositions/evenements/aumusee/expositions/details-de-levenement/e/felix-feneon-1861-1944-38064/>

Félix Fénéon : critique, collectionneur, anarchiste : catalogue d'expositions. Musée du Quai Branly : RMN, 2019. 317 pages. 39,90 euros. *Félix Fénéon : les arts lointains : Musée du Quai d'Orsay.* Beaux arts, 2019. 68 pages. 9,50 euros. *Les arts lointains iront-ils au Louvre ?* par Félix Fénéon. Espaces et signes, 2019. 96 pages. 14 euros. *Nouvelles en trois lignes* par Félix Fénéon. Libretto, 2019. 150 pages. (Libretto ; 644). 8,10 euros.

Felip Équy

Les dernières nouveautés de la librairie Publico



Adolescences lesbiennes De l'invisibilité à la reconnaissance
Textes compilés par **Christelle Lebreton**
les éditions du remue-ménage,
144 pages. 15 euros.



Antimilitaristes anarchistes non-violents *Barthélemy de Ligt (1883-1938) et Pierre Ramus (1882-1942)*
Collect. **Désobéissances libertaires**
Éditions Atelier de Création
Libertaire
156 pages. 12 euros



Articles politiques *Idees, organisation et pratique anarchistes*
d'**Errico Malatesta**
Lux Éditeur
440 pages. 18 euros



Au-delà du personnel *Pour une transformation politique du personnel*
Textes rassemblés par **Corinne Monnet** et **Léo Vidal**
Éditions Atelier de Création
Libertaire,
312 pages 16 euros



Bure *Contre le nucléaire et son monde*
Textes présentés par **Serge Aumenier**
Éditions du Monde Libertaire
296 pages. 8 euros



Cartographies de nos bleus
d'**Aude Vincent**
éditions du ruisseau intrépide
224 pages. 9 euros



Ce que j'ai appris dans la vie *Un anarcho-sindicaliste dans les années avant la guerre civile espagnole*
d'**Angel Pestaña**
Éditions Le Coquelicot
168 pages. 15 euros



Corps Accord Guide de Sexualité Positive [Tome 1]
Nesrine Bessaïh et La CORPS féministe
les éditions du remue-ménage
182 pages. 15 euros



« Égoïste point ne seras » *Esquisse d'une histoire sociale de l'Associationnisme*
de **Julien Vignet**
Éditions Noir et Rouge
152 pages. 15 euros



Enjamber la flaque où se reflète l'enfer *Un récit sur le viol* [édition bilingue français-arabe]
de **Souad Labbize**
Éditions iXe
80 pages. 6,50 euros



Explorations libertaires *Pour une pensée critique et émancipatrice*
Séminaire **Etape**
Éditions Atelier de Création
Libertaire
240 pages. 14 euros



Juggernaut #1 *Crise et critique de la société capitaliste-patriarcale : Anticapitalisme tronqué et Populisme transversal*
éditions Crise & Critique
430 pages. 16 euros



L'anarcho-indigénisme *des voies autochtones sur ses fondements et sa pratique*
Entretiens réunis par **Francis Dupuis-Déri** et **Benjamin Pillet**
Lux Éditeur
208 pages. 12 euros



La Pensée féministe noire
de **Patricia Hill Collins**
les éditions du remue-ménage
480 pages. 25 euros



La Planète des Clones *Les agronomes contre l'agriculture paysanne*
de **Jean-Pierre Berlan**
Éditions La Lenteur
226 pages. 6 euros



Le Care
Éthique féministe actuelle
Sous la direction de **Sophie Bourgault** et **Julie Perreault**
les éditions du remue-ménage
280 pages. 19 euros



Le communalisme | *Les communautés affinitaires et dissidentes, des origines jusqu'au XXe siècle*
de **Kenneth Rexroth**
Éditions L'Insomniaque
320 pages. 18 euros



Le refus du travail *Théorie et pratique de la résistance au travail*
de **David Frayne**
Éditions du Détour
300 pages. 22 euros



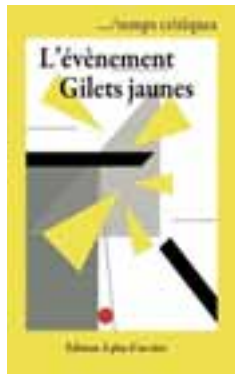
Les Chemins Du Communisme Libertaire En Espagne 1868-1937 *Troisième Volume : (Nouveaux) Enseignements de la révolution espagnole Juillet 1936 - Septembre 1937*
de **Myrtille Giménologue**
Éditions Divergences
260 pages. 15 euros



Les Furtifs
d'**Alain Damasio**
Éditions La Volte
688 pages. 25 euros



Poésies De l'Orme *Poesie Dell'Olmo*
[éditions bilingue français / italien]
d'**Olmo Losca**
Éditions du Monde Libertaire
242 pages. 7 euros



L'évènement Gilets Jaunes
Collectif **Temps critiques**
Éditions À plus d'un titre
172 pages. 10 euros



Manuel de résistance féministe
de **Marie-Eve Surprenant**
les éditions du remue-ménage
186 pages. 13 euros



Manuel de survie
de **Giorgio Cesarano**
Éditions La Tempête
280 pages. 15 euros



Ne crois pas avoir de droits
La génération de la liberté féminine à travers les idées et les aventures d'un groupe de femmes
Librariae des Femmes de Milan
Éditions La Tempête
272 pages. 15 euros



Ne travaillez jamais *La critique du travail en France de Charles Fourier*
à **Guy Debord**
Alastair Hemmens, Préface d'Anselm Jappe
Éditions Crise & Critique
330 pages. 16 euros



Pour une économie libertaire *Pistes et réflexions*
de **Frédéric Antonini**
Éditions Nada
80 pages. 8 euros



Réfractives *n°42*
Rencontres inattendues, alliances improbables
Collectif **Réfractives**
200 pages. 15 euros



N'autre école *La revue de Questions de Classe(s) : N°12 - été 2019*
Demander le programme ?
Collect. **Question de Classe(s)**,
112 pages. 5 euros



Vivre vite de l'autre côté du mur *Punks et anarchistes en ex-Allemagne de l'Est*
Éditions **Mutines Séditions**
112 pages, 6 euros



Passez vos commandes par correspondance, avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout à envoyer à l'adresse suivante : **Librairie Publico 145 Rue Amelot 75011 Paris.**
Ou passez à la librairie !
du Mardi au Vendredi : 14h-19h30 Le Samedi : 10h-19h30.
Le Dimanche : 14h-19h30
Et en permanence sur le site : www.librairie-publico.com

PORTES OUVERTES SUR

L'ANARCHIE

«PRODUIRE DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE»

CONFERENCE GESTICULEE
«UNE AUTRE HISTOIRE
DES CLASSES SOCIALES»

SAMEDI 17 AOUT
COAT-CALLAC
22160

STANDS THEMATIQUES



RENDEZ
VOUS A 10H

ENTRÉE
PRIX LIBRE

REPAS AUTOUR DU JARDIN

SOIREE
PUNK&TRADITION
GRAND JACQUES

INFO: <https://fermeintention22.wixsite.com/anarchie>

FB: <https://www.facebook.com/Rencontre-Anarchiste>